

LE BULLETIN

DE DOCTRINE ET D'INSTRUCTION

DE L'ARMÉE DE TERRE

Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada
Volume 5, N° 2, Été 2002

**FORMATION EN LEADERSHIP DANS LE COURS
ÉLÉMENTAIRE D'OFFICIER (ARMÉE DE TERRE)**
par l'élève-officier Kristina Reashore

**DE L'ANCIENNE ARMÉE DE TERRE À
LA NOUVELLE ARMÉE DE TERRE**
par le sergent Daniel De Groot

FIXER ET FRAPPER

Le VBL III dans la défense mobile
par le sous-lieutenant David Hill

LE CULTE DE LA TECHNOLOGIE DÉVOILÉ
par le major John Malevich, CD

ASPECTS HISTORIQUES ET CONTEMPORAINS DE LA DÉFENSE DU TERRITOIRE
La lutte au terrorisme vue sous l'angle de la défense aérienne basée au sol
par le lieutenant-colonel Christopher Kilford, CD

CONCOURS DE RÉDACTION D'ESSAIS SUR LA CONDUITE DE LA GUERRE
Les armes chimiques et la guerre de manœuvre : « De très mauvaises surprises »
par le sous-lieutenant Mark Gaillard

CONCOURS DE RÉDACTION D'ESSAIS SUR LA CONDUITE DE LA GUERRE
Se préparer aux combats du XXI^e siècle
par le sergent Arthur Majoor, CD

**LE BATAILLON D'INFANTERIE LÉGÈRE :
UN DÉBUT PROMETTEUR AU SEIN DE LA FORCE INTERARMÉES**
par le lieutenant-colonel Pat Stogran, CD

Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre

Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

Ce bulletin est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre et paraît trimestriellement. *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* a pour objet de diffuser de l'information, à tous les membres de l'Armée de terre ainsi qu'aux civils intéressés, et de susciter des échanges sur les idées et concepts de doctrine et d'instruction et sur d'autres questions militaires. Nous acceptons les articles portant sur des sujets tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Les débats refléchis et bien exprimés sont essentiels à la santé intellectuelle de l'Armée de terre et à la production d'une doctrine et de politiques d'instruction valables. Les articles qui favorisent la réflexion ou la discussion sont donc les bienvenus. Les militaires de tous grades ainsi que le personnel d'autres éléments sont invités à soumettre leurs écrits. Les opinions exprimées dans ce *Bulletin* n'engagent que l'auteur concerné. Elles ne représentent pas une politique ministérielle ou des Forces canadiennes et elles ne confèrent à personne l'autorité d'agir dans quelque domaine que ce soit. Tous les articles qui y sont publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et peuvent être reproduits sur autorisation écrite du rédacteur en chef.

PRÉSENTATION DES ARTICLES

Les articles de toute longueur, idéalement entre 3 000 à 6 000 mots seront considérés pour publication. Les articles peuvent être soumis dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. L'usage et l'orthographe des mots doivent être conformes aux dispositions des manuels suivants : *The Canadian Style: A Guide to Writing and Editing* (Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada, 1997), *Le guide du rédacteur*, Bureau de la traduction (TPSGC, 1996) qui sont tous les deux disponibles sur www.pwgsc.gc.ca/termium ou en bibliothèque ou en librairie; et *The Concise Oxford Dictionary* ou *Le Petit Robert*. Tout document de référence, tableau, graphique ou image, doit être fourni par l'auteur et ne doit pas être intégré au corps du texte mais placé à part. Les articles doivent comprendre des notes de fin de document. Les contributeurs doivent inclure une brève notice biographique énonçant leur titres de scolarité, leur cheminement militaire, les cours dignes de mention qu'ils ont suivis et le poste qu'ils occupent actuellement. Les articles peuvent être soumis par courriel ou par courrier postal (avec copie sur disquette). Les articles seront revus par un comité de rédaction et les collaborateurs seront informés par le rédacteur en chef de l'étape où en est leur article dans le processus décisionnel. Le rédacteur en chef se réserve le droit de corriger le style et la grammaire des manuscrits et mais n'y apportera pas de changement majeur sans consulter l'auteur.

PRÉSENTATION D'ARTICLES POUR LA « TRIBUNE LIBRE »

Les articles pour la « Tribune libre » ne doivent pas dépasser 1 000 mots et peuvent être soumis n'importe quand. Nous nous efforcerons de les publier le plus tôt possible. Les commentaires au sujet d'articles devraient être soumis aussi tôt que possible après la publication de l'article.

DATES DE TOMBÉE

Veuillez communiquer avec le rédacteur en chef pour confirmer les dates de tombée.

Printemps : avant le 15 septembre
Été : avant le 15 décembre
Automne : avant le 31 mars
Hiver : avant le 30 juin

DIFFUSION ET COPIES ÉLECTRONIQUES

Le *Bulletin* est diffusé à toute l'Armée de terre ainsi qu'à certains éléments du QGDN, du Commandement maritime, du Commandement aérien et de l'OSID. Des exemplaires sont également acheminés à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres choisis du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements en ce qui concerne la diffusion, prière de s'adresser au rédacteur en chef. Vous trouverez une version électronique du *Bulletin* au www.army.dnd.ca/ael/.

CORRESPONDANCE

Tous les articles ou commentaires doivent être envoyés au rédacteur en chef, le major John R. Grodzinski :

Rédacteur en chef
Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre
Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre
CP 17 000, succ. Forces
Kingston ON K7K 7B4

Tél. : (613) 541-5010, poste 4874
Téléc. : (613) 541-4478
Courriel Internet : mail854g@dnd.ca

RÉVISION ET MISE EN PAGES

Le Bureau de publications de l'Armée de terre, Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre, est responsable de la révision de chaque article.

Révision – anglais : Le lieutenant de vaisseau Brian Lawrie-Munro, Mme Sandra Hanisch, Mme Karen Johnstone, M. Greg Taylor

Révision – français et anglais : M. Gilles Langlois, M. Geoffrey Meyer

Révision – français : Mme Thérèse Lessard, Mme Melissa Martin

Services de mise en pages et de correction d'épreuves par le



Centre de production du matériel d'instruction des FC
(204) 833-2500, poste 5356

Table des matières

COLLABORATION SPÉCIALE	1
<i>par le colonel Steve Appelton, MSM, CD</i>	
DE LA DIRECTION DE LA DOCTRINE DE L'ARMÉE DE TERRE	
CID BOREALIS 2002, 2 - 22 JUIN 2002 - UNE MISE À JOUR	4
LE CONSEIL DE TERMINOLOGIE DE L'ARMÉE DE TERRE	10
DE LA DIRECTION DE L'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE	
SE PRÉPARER AU COMBAT : REMAÎNER L'ENTRAÎNEMENT	
DANS L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA	12
DE LA DIRECTION DE LA DISPONIBILITÉ OPÉRATIONNELLE DE LA FORCE TERRESTRE	
CADRE DE L'INSTRUCTION ET DES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE TERRE –	
GUIDE SUR LA GESTION DE LA DISPONIBILITÉ OPÉRATIONNELLE OU DU	
CIOAT POUR LES NULS	15
<i>par le major André Corbould, CD</i>	
FORMATION EN LEADERSHIP DANS LE COURS ÉLÉMENTAIRE	
D'OFFICIER (ARMÉE DE TERRE)	22
<i>par l'élève-officier Kristina Reashore</i>	
DE L'ANCIENNE ARMÉE DE TERRE À LA NOUVELLE ARMÉE DE TERRE	28
<i>par le sergent Daniel De Groot</i>	
FIXER ET FRAPPER	
LE VBL III DANS LA DÉFENSE MOBILE	31
<i>par le sous-lieutenant David Hill</i>	
LE CULTE DE LA TECHNOLOGIE DÉVOILÉ	37
<i>par le major John Malevich, CD</i>	
ASPECTS HISTORIQUES ET CONTEMPORAINS DE LA DÉFENSE DU TERRITOIRE	
LA LUTTE AU TERRORISME VUE SOUS L'ANGLE DE LA DÉFENSE AÉRIENNE BASÉE AU SOL	56
<i>par le lieutenant-colonel Christopher Kilsford, CD</i>	
CONCOURS DE RÉDACTION D'ESSAIS SUR LA CONDUITE DE LA GUERRE	
LES ARMES CHIMIQUES ET LA GUERRE DE MANŒUVRE : « DE TRÈS MAUVAISES SURPRISES »	66
<i>par le sous-lieutenant Mark Gaillard</i>	
SE PRÉPARER AUX COMBATS DU XXI^e SIÈCLE	72
<i>par le sergent Arthur Majoos, CD</i>	
LE BATAILLON D'INFANTERIE LÉGÈRE :	
UN DÉBUT PROMETTEUR AU SEIN DE LA FORCE INTERARMÉES	76
<i>par le lieutenant-colonel Pat Stogran, CD</i>	
CRITIQUES DE LIVRES	82
TRIBUNE LIBRE	94

Épisodes de notre histoire



En octobre 1941, une brigade canadienne connue sous le nom de Force « C » navigue du Canada pour aller à la défense de Hong Kong. Le 8 décembre 1941, les Japonais attaquent Hong Kong et le jour de Noël, l'île capitule. L'image montre un fantassin en tenue tropicale. (Gracieuseté de la Direction – Histoire et patrimoine)



Un membre du Royal 22^e Régiment en Italie, en 1943. Des membres du Royal 22^e Régiment se trouvaient parmi les unités qui ont atterri sur le continent italien, le 3 septembre 1943. Les « Van Doos » (comme les Anglais les surnommaient) ont atterri sur la plage « Fox Green » à approximativement 7 h et n'ont pas rencontré de résistance à l'atteinte de leurs deux objectifs. (Gracieuseté de la Direction – Histoire et patrimoine)



Un fantassin du Régiment de Hull, à Kiska, en 1943. Le 13^e groupe-brigade de l'infanterie canadienne accompagnait les forces américaines qui voulaient capturer l'île en août 1943, pour plus tard se rendre compte que les Japonais avaient déjà quitté. Le personnel canadien portait la tenue pour temps froid et l'équipement à sangles de l'armée américaine avec sa tenue de combat. (Gracieuseté de la Direction – Histoire et patrimoine)

Collaboration spéciale

par le colonel Steve Appleton, MSM, CD

Directeur, Direction – Disponibilité opérationnelle de la Force terrestre

Je tiens tout d'abord à vous remercier de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui. J'occupe depuis trois ans les fonctions de G3 Armée de terre, ce qui m'a permis de vivre une expérience des plus révélatrices et de développer un point de vue que je souhaite partager avec vous. J'ai choisi un sujet à la fois simple et complexe : la disponibilité opérationnelle.

La disponibilité opérationnelle est demeurée selon moi une équation insaisissable pour nous, militaires professionnels. À titre d'un élément dans le processus de l'emploi de la force, je suis très fier des nombreux succès que nous avons connus et que nous continuerons de connaître dans les théâtres d'opération. Il s'agit de faits éloquents pour nos soldats, notre leadership et notre instruction. La question qui me préoccupe cependant, et qui est au cœur de mon article, est tout ce qui a conduit à la phase d'emploi elle-même. Ce spectre d'activités appartient au domaine de la *disponibilité opérationnelle*. Nous avons mené ces activités maintes et maintes fois, mais la notion véritable de disponibilité opérationnelle demeure encore imprécise. Il est en effet difficile d'obtenir un même portrait conceptuel, cette notion comportant plusieurs définitions militaires différentes. Ajoutons à cela des années de restrictions matérielles très rigoureuses qui ont sapé notre capacité de résoudre des problèmes concrets de disponibilité opérationnelle, que ces problèmes touchent les niveaux de stockage ou le nombre et la nature des unités dont la force a besoin. Bien qu'essentielle à l'Armée, la modernisation continue de créer des remous aux niveaux de l'unité et des opérations, et donc d'influer sur la disponibilité opérationnelle. Finalement, la fatigue opérationnelle, celle accumulée en Bosnie notamment, a entraîné un certain état d'épuisement physique et intellectuel chez le leadership collectif,

dont je suis un élément, état qui ne peut exister lorsqu'il s'agit de régler objectivement la question de la disponibilité opérationnelle. Réunis, ces facteurs (et

(FRI[T])). Il m'a souligné le besoin en matière de *préparation au combat*. Ces propos convaincants venaient renforcer l'analyse du major Voith.

La disponibilité opérationnelle est demeurée [...] une équation insaisissable pour nous...

d'autres) se sont révélés des problèmes difficiles à surmonter lorsqu'il s'agit de chercher un moyen efficace d'aborder la question de la disponibilité opérationnelle.

Mais ce sujet n'est pas nouveau. À bien des égards, je ne regardais pas là où il fallait. Au cours des dernières années, j'estime que la question de la disponibilité opérationnelle militaire n'a jamais été aussi bien traitée que dans un article du major Mike Voith, commandant du 4^e Régiment d'appui du génie. Cet article, publié dans un numéro du *Bulletin* en 2001¹, devrait constituer une lecture obligatoire. Il en ressort deux messages particulièrement intéressants : la disponibilité opérationnelle comprend la capacité opérationnelle, la capacité structurelle et la capacité de mobilisation, et aussi la nécessité d'ajouter à l'équation un élément temps. Plusieurs mois plus tard, j'ai eu l'occasion de discuter avec le lieutenant-colonel Pat Stogran, qui commande maintenant son groupe-bataillon en Afghanistan, de questions touchant la disponibilité opérationnelle de la Force de réaction immédiate (Terre)

Avant de poursuivre, il convient de prendre en compte un autre élément de toute équation de disponibilité opérationnelle, à savoir la notion de *raison d'être*. Il faut justement préciser la raison d'être de la disponibilité opérationnelle et le moment où cette disponibilité est requise. La raison d'être a été traitée de façon bien structurée dans le *Contexte futur de la sécurité* de l'Armée de terre qui fournit un milieu opérationnel tourné vers l'avenir. Des opérations



Qui promeut le niveau de la disponibilité opérationnelle? (gracieuseté de la caméra de combat)

passées et en cours (opération « Apollo », par exemple) ainsi que des activités de sécurité domestiques ont aussi permis d'apporter un certain degré de réalisme au refrain de la menace asymétrique qui, jusqu'ici, a généralement été considéré comme un concept. Quant au moment où la disponibilité opérationnelle est requise, il est précisé dans le Plan de défense des FC et repris dans les Directives stratégiques sur les opérations et les ressources (DSOR) de l'Armée de terre. Les préavis de mouvement ainsi que le maintien en puissance requis en vue d'un déploiement possible y sont définis clairement. Au chapitre de la *raison d'être*, l'Armée est bien positionnée.

Je crois que c'est au niveau de la capacité *opérationnelle* et de la capacité *structurelle* (je préfère ne pas parler de la *mobilisation* à ce moment-ci) que notre Armée pourrait s'améliorer. Sur le plan stratégique, le commandant de l'Armée a indiqué que la disponibilité opérationnelle (plus particulièrement la *gestion de la disponibilité opérationnelle*) constituait l'un des quatre objectifs qu'il s'est fixés, et il a élaboré un plan de campagne dans lequel la disponibilité gérée forme l'une des cinq lignes de fonctionnement. Le contexte général est donc en place.

Pour faire progresser cette question en faisant appel à la *disponibilité opérationnelle* il faut évaluer le facteur temps à l'égard du potentiel de combat que possède une unité, dans le cadre du scénario de menace fourni, ainsi que sa capacité véritable. Ce facteur est primordial. Selon les plans des FC et de l'Armée susmentionnés, il sert aussi à établir la faisabilité. Une unité de combat qui doit être en disponibilité opérationnelle élevée, c'est-à-dire apte à se déployer dans une zone d'opération dans un délai de 30 jours ou moins, doit être prête au combat avant son départ. Comme nous le savons tous, un tel degré de disponibilité exige un examen et un soutien remarquables. Le tout commence au niveau individuel et se transmet à l'ensemble de l'équipe toutes armes. Par le passé cette équipe fut traitée de façon générique à partir des

concepts de doctrine généraux. Face aux réalités de sécurité du XXI^e siècle et aux récentes opérations de combat, les unités placées en état de disponibilité

Nous [devons] [...] identifier avec plus de rigueur la nature de l'équipe interarmes qui doit être placée dans un état élevé...

élevé doivent être mieux regroupées et devraient appliquer leur potentiel de combat *avant* d'appartenir à cette catégorie. Une fois déclarées prêtes, les unités devraient s'efforcer de maintenir ce potentiel de combat en deçà de 30 jours. Il est certain que cet état de disponibilité opérationnelle exige beaucoup au chapitre des ressources et présente des défis incroyables à une Armée déjà aux prises avec des difficultés à cet égard. Nous avons donc deux choix : soit identifier avec plus de rigueur la nature de l'équipe interarmes qui doit être placée dans un état élevé de disponibilité opérationnelle, et par conséquent moduler plus que jamais son organisation en fonction de ses tâches, soit redéfinir les critères à l'égard de la disponibilité opérationnelle élevée.

La capacité structurelle est pour sa part un sujet assez d'actualité. Depuis des années, les structures et la transformation de l'Armée sont des sujets de discussions animées. Des nouveaux modèles de structure sont à l'étude au moment même où l'Armée est en difficulté financière. Comme l'a répété à maintes reprises son commandant, l'Armée possède une structure trop lourde pour ses moyens. Nous avons besoin de moins. Nous devrons prendre des décisions extrêmement difficiles qui, malheureusement, représentent une hérésie pour nous tous. Nous ne pouvons cependant pas nous permettre de fermer les yeux. L'emploi de la disponibilité opérationnelle comme repère peut nous permettre à obtenir une transparence objective. Autrement dit, la capacité structurelle vise à identifier le bon nombre et le bon genre d'unités, et à les placer en disponibilité opérationnelle avant qu'une

crise n'éclate. En tenant compte du contexte de la sécurité actuel et futur, en évaluant les réalités de la coalition et en comprenant les exigences que

comportent l'instruction individuelle et l'entraînement, je crois que nous pouvons parvenir à identifier assez bien les unités qui doivent former l'équipe toutes armes placée dans un état de disponibilité opérationnelle à trois niveaux. Les unités ou les groupements appelés à intervenir fréquemment et soumis à de longs protocoles d'instruction doivent être placés à des niveaux de disponibilité opérationnelle plus élevés. Il ne fait aucun doute que la modernisation et la complexité de l'équipement viennent ajouter au protocole d'instruction. Ce partage de la capacité structurelle peut, dans une certaine mesure, se faire selon des lignes à temps plein et à temps partiel compatibles avec le thème de la restructuration de la Réserve de la Force terrestre, à savoir des forces complémentaires et supplémentaires. Cette approche étagée peut parfois se représenter par les niveaux de dotation des unités et les objectifs de recrutement de l'Armée. Ce qui est assez clair toutefois, c'est que la disponibilité opérationnelle et la préparation au combat ne parviendront jamais à s'optimiser si la dimension structurelle est déficiente.

Je m'occupe depuis trois ans de la gestion de la disponibilité opérationnelle, et je crois que nous faisons bonne route. Un cadre de gestion constitue la structure qui nous permettra de mieux comprendre les problèmes avec lesquels nous sommes aux prises et de les résoudre. Le cadre nous a déjà fourni la spécificité dont nous avons besoin, au niveau stratégique, pour prendre des décisions et apporter des correctifs en fonction des changements observés à l'égard des situations nationales. À mesure que l'image de l'état de préparation évolue, les exercices de brigade, le Centre canadien de formation à la manœuvre et les techniques de simulation peuvent nous permettre d'atteindre à tous égards les niveaux de disponibilité opérationnelle recherchés. Nous savons tous que l'unité possède la volonté de se préparer le mieux possible

en vue du combat; nous devons cependant obtenir les moyens de concrétiser cette *volonté*. Je suis confiant que nous les obtiendrons. Je m'inquiète cependant de la direction que nous prenons à l'égard de la capacité structurelle, la question de l'abordabilité ayant atteint des proportions alarmantes. Pour optimiser la disponibilité opérationnelle, nous devrons corriger les faiblesses que comporte la structure actuelle au fur et

à mesure que l'Armée se transformera et que nous adopterons des modèles provisoires. Une stratégie qui défend la disponibilité opérationnelle doit non seulement inclure l'aspect opérationnel, mais aussi l'aspect structurel.

dirigeants de l'Armée dans la réalisation de l'immense tâche à laquelle nous collaborons. Nous sommes tous en quête du même état final, à savoir une force apte au combat.



ENDNOTES

1. Major Mike Voith, « L'état de préparation opérationnelle », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 4, N° 2, Été 2001, p. 41 à 48.



Le 6 avril 2002, des soldats de la 101^e Division aéroportée (Assaut aérien) américaine et du groupe-bataillon du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI), participent à une remise de distinctions menée par le général Eric Shinseki, le chef d'état major de la U.S. Army à l'aéroport de Kandahar en Afghanistan. Le général Shinseki a décerné des médailles aux soldats américains qui avaient participé à l'opération « Anaconda ». Cette opération qui a débuté le 2 mars 2002 avait pour mission de détruire les combattants Talibans et de l'al-Qaeda cachés dans des cavernes et des abris fortifiés situés dans la vallée inférieure Shat-i-Kot dans l'Est de l'Afghanistan. Les forces terrestres amies comprenaient des éléments de la 10^e Division de montagne, de la 101^e Division aéroportée, du groupe-bataillon du 3 PPCLI, ainsi que des troupes du gouvernement afghan. La lutte a duré 11 jours. Les troupes de coalition ont dû faire face, selon un soldat, non seulement à un ennemi déterminé, mais aussi à un terrain à pentes raides et à de pauvres conditions climatiques qui ont limité les opérations de l'air pendant une période de trois jours. Des exigences physiques pénibles à de hautes altitudes pauvres en oxygène s'ajoutaient aux défis de l'opération.

Photo de la U.S. Army prise par le spécialiste George Allen du quartier général du 314^e Campement de presse.

De la Direction de la doctrine de l'Armée de terre

CID Borealis 2002, 2 – 22 juin 2002 – Une mise à jour

CONTEXTE

L'accent de la stratégie militaire nationale, qui portait sur une menace mondiale unique, porte maintenant sur un environnement évoluant rapidement où les activités se déroulent à un rythme rapide sous l'influence de situations de crise. Les réactions aux situations en question ont de plus en plus un caractère multinational et elles réunissent souvent des moyens militaires nationaux qui n'ont pas dans le passé beaucoup travaillé ensemble. C'est pourquoi l'interopérabilité des systèmes d'information et de communication (SIC) que des formations multinationales telles que celle de la coalition constituée des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada et de l'Australie (plus la Nouvelle-Zélande), ou groupe ABCA (NZ), utilisent dans leurs rangs ou entre elles a crû en importance et en complexité.

Le groupe ABCA (NZ) date de 1947, lorsque le général Eisenhower et le maréchal Montgomery se sont entendus sur le fait qu'il était souhaitable de conserver et d'étendre les niveaux de coopération et de normalisation atteints durant la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada en étaient les membres originaires et l'Australie s'est jointe à eux en 1963. La Nouvelle-Zélande est par l'entremise de l'Australie devenue membre associé en 1965. Le groupe ABCA (NZ) a pour stratégie de garantir que les armées qui en sont membres atteignent les niveaux convenus de normalisation nécessaires pour que deux armées du groupe ou plus fonctionnent efficacement au sein d'une coalition.

Afin de faciliter la réalisation de cette stratégie, les pays du groupe ABCA (NZ) prennent part à une gamme d'ateliers, de conférences, d'exercices

et de démonstrations. La Démonstration d'interopérabilité de la coalition (CID) Borealis 2002 (CIDB 2002), qui est une de ces démonstrations, va mettre l'accent sur l'interopérabilité des SIC. D'autres activités liées aux SIC ont déjà eu lieu, mais la CIDB 2002 sera la première au cours de laquelle des troupes et du matériel seront déployés afin d'évaluer l'interopérabilité en tant que caractéristique des SIC tactiques du groupe ABCA (NZ). L'intention est de procéder régulièrement à des activités tactiques d'interopérabilité. La CIDB 2002 se tiendra du 2 au 22 juin 2002 à la BFC Kingston.

OBJET ET PORTÉE

La CIDB 2002 a pour objet de vérifier l'interopérabilité des SIC des participants afin de préparer les pays en question à travailler ensemble pour appuyer les opérations tactiques d'une coalition et de leur permettre de le faire.

Les essais portent entre autre sur la réalisation, la confirmation et la documentation de l'interopérabilité tactique en tant que qualité des SIC nationaux existants, ce qui inclut le niveau du domaine du réseau, les capacités globales des systèmes de SIC terrestres en rapport avec les utilisateurs et le domaine d'utilisation rattaché aux applications de commandement et de contrôle (C^2) et de guerre électronique (GE). La démonstration va aussi permettre aux pays participants d'obtenir les connaissances nécessaires pour procéder à des échanges efficaces d'informations vocales et de données entre le personnel et entre les divers types de matériel tactique de SIC au moyen du matériel national. Le tableau que vous trouverez à la fin de la présente mise à jour donne des détails additionnels sur la portée des essais.

OBJECTIFS

La CID Borealis 2002 vise globalement les objectifs suivants.

Planification. La planification va offrir une tribune servant à échanger des renseignements sur les SIC et à tenir à jour les données contrôlées sur les caractéristiques techniques du matériel de SIC de chaque pays participant. Elle va permettre aux armées participantes du groupe ABCA (NZ) d'apprendre à se connaître, de connaître leurs structures de commandement et de contrôle et de connaître les points de vue de chacun des pays.

- La planification a pour objectif principal de déterminer les procédures de planification et de soutien et les procédures opérationnelles et techniques nécessaires pour réaliser l'interopérabilité des SIC.
- Le résultat principal de la planification est un réseau tactique de coalition constitué de dispositifs de commutation, de routeurs, de sous-systèmes de câbles et de sous-systèmes radio qui seront soumis à un régime d'essais.
- La planification donne quatre produits principaux : l'architecture du réseau tactique de la coalition et de ses sous-réseaux, le plan d'essais, le plan d'analyse et le plan de soutien.

Réseau tactique de la coalition. La mise au point du réseau tactique de la coalition va se faire par étapes, à commencer par des ateliers centrés sur l'aspect technique mettant l'accent sur les sous-réseaux. Les sous-réseaux vont alors être combinés et intégrés afin de former la configuration de dispositifs de commutation et de routeurs du réseau

qui aura au cours d'un processus de planification antérieur été jugée possible. La mise au point d'un réseau tactique de ce genre aura pour objectifs principaux :

- de mettre au point et de mettre à l'essai un réseau de transmission d'informations vocales et de données qui confirmera une interopérabilité réelle des systèmes d'information et de communication;
- de déterminer de différentes façons (notamment par une gamme de systèmes de transmissions et de configurations de réseau) les possibilités des réseaux de transmission d'informations vocales et de données.

Essais. Dans ce domaine, les objectifs vont être atteints par l'entremise d'un processus de documentation et d'essais réalisé dans le contexte d'une évaluation conjointe, séquentielle et délibérée. L'ordre de priorité des essais va être établi par chaque pays participant et coordonné par la nation hôte en fonction de l'équipement existant, de l'intérêt national et de la probabilité élevée que la connectivité soit réalisée. Le plan d'essais va permettre aux pays de procéder à des essais bilatéraux d'interopérabilité avant que le réseau tactique de la coalition soit mis en place. Les essais vont déterminer les lacunes touchant l'interopérabilité et soit mener à la mise au point de solutions pratiques permettant d'obtenir l'interopérabilité, soit permettre aux pays de repérer des domaines dont les acquisitions futures ou les améliorations apportées après la conception devraient tenir compte. Les essais ont pour objectifs immédiats :

- de confirmer la connectivité des systèmes de communications et l'interopérabilité des SIC;
- de déterminer de différentes façons les possibilités des réseaux de transmission d'informations vocales et de données;
- de vérifier la stabilité de la connectivité des systèmes de communications.

Analyse et enregistrement. L'analyse et l'enregistrement vont déterminer la qualité des réseaux de transmission d'informations vocales et de données pour ce qui est de l'interopérabilité, de la stabilité et de la souplesse. Le tout va mener à la préparation d'un guide sur l'interopérabilité des SIC destiné au responsable des plans opérationnels, à l'état-major national chargé de l'acquisition du matériel ainsi qu'au personnel qui l'utilise en campagne. L'analyse et l'enregistrement ont pour objectifs immédiats :

- d'établir par écrit le niveau d'interopérabilité atteint;
- de dresser une liste des domaines d'interopérabilité « atteints » et « non atteints » devant servir de base aux plans futurs d'interopérabilité des SIC, afin d'appuyer les démonstrations ABCA (NZ) et les essais d'interopérabilité des SIC ultérieurs;
- d'établir par écrit les domaines nécessitant ultérieurement du travail;
- de préparer une liste des accords quadripartites de normalisation (QSTAGs qu'il faut valider);
- de mettre l'accent sur l'importance de l'interopérabilité humaine, quelle que soit l'opération, et de permettre aux professionnels des SIC des pays participants d'entrer en relation et d'établir des contacts personnels.

ORGANISATION

La CID Borealis 2002 est une démonstration ordonnée par le groupe ABCA (NZ) qui consiste en une série de conférences de planification sur l'interopérabilité des SIC et en une démonstration concrète réunissant les pays participants.

La régie de la démonstration est assurée par les chefs des délégations nationales (CDN) et les points de contact nationaux (PDCN) du groupe ABCA associés au groupe de travail quadri-

partie sur les systèmes d'information et de communication (GTQ - SIC). Les CDN sont responsables du document de conception et des buts et des objectifs techniques; ils doivent aussi veiller à ce que la planification et l'exercice se déroulent sans problème sous le leadership du directeur de la démonstration. Les CDN sont aussi chargés de nommer les personnes qui président chaque atelier.

La CID Borealis 2002 repose sur trois piliers organisationnels :

- **Équipes techniques responsables de l'interopérabilité (ETI).** Les ETI sont chargées de planifier, de mettre au point et de mettre en service les sous-réseaux et le réseau tactique de la coalition sur lesquels les essais vont porter. Chaque pays a désigné un chef d'ETI national qui relève du chef d'ETI de la démonstration. Afin de gérer la charge de travail et de permettre une large participation de tous les pays, les ETI ont été subdivisées en ateliers qui permettent d'orienter la planification technique et l'exécution des essais. Les chefs d'ETI nationaux président aussi les ateliers. Les ETI deviennent des ateliers lorsque les activités passent de la planification au déploiement.
- **Bureau de projet de la CID Borealis 2002.** Le bureau va coordonner le soutien fourni par la nation hôte jusqu'à la fin des phases de planification et va ensuite établir un quartier général de la démonstration (QG) afin d'assurer durant la démonstration le soutien structurel et logistique. Le QG de la démonstration va être chargé de coordonner la préparation des lieux, les communications, le cantonnement, le bien-être et l'ordinaire durant la démonstration de même que le transport requis en vue du déploiement et du redéploiement. Le QG va coordonner une gamme d'autres activités destinées à permettre et à encourager l'interopérabilité humaine.
- **Commandement mixte responsable des tests d'interopérabilité (CMTI).** Le CMTI, qui est un sous-élément de la United States

Defense Information Systems Agency (DISA), apporte à la CIDB 2002 le savoir-faire nécessaire pour que les essais d'interopérabilité des SIC et le soutien de la documentation soient fiables.

Le CMTI soutient les activités de planification et les essais; l'exécution proprement dite des essais continue de relever des pays participants. Le CMTI va superviser les équipes qui réalisent les essais, qui, conformément au calendrier, évaluent l'interopérabilité de l'équipement.

PARTICIPANTS

La participation à la CIDB 2002 est limitée aux pays du groupe ABCA (NZ) et aux pays et organismes invités à titre d'observateurs ou de participants.

- Les pays qui sont des participants à part entière sont des partenaires égaux pour ce qui est de déterminer le concept, les buts et les objectifs techniques et la direction de la démonstration. Ils utilisent des SIC et sont strictement constitués des pays du groupe ABCA (NZ).
- Les pays et les organismes qui ont le statut d'observateur sont invités à observer les activités qui constituent la démonstration, mais ils n'apportent pas le matériel leur permettant de participer aux activités des ateliers. Ainsi, les représentants d'autres groupes d'interopérabilité et des groupes de travail du groupe ABCA (NZ) invités à assister à la démonstration seraient considérés comme des observateurs.
- Les visiteurs sont sous la responsabilité de la section du soutien fourni par la nation hôte (SFNH). Dans le cas des visiteurs qui ne proviennent pas d'un pays du groupe ABCA (NZ), chaque visite doit d'abord être acceptée par la nation hôte, puis par le groupe ABCA et enfin par tous les pays participants.

EXÉCUTION

L'exécution de la CIDB 2002 se divise en cinq phases :

Phase 1 - Conception. Cette phase a établi le concept général de la démonstration. Les produits d'orientation de haut niveau comprennent la directive d'exercice, les objectifs (techniques et autres) de la démonstration, l'ordre de priorité des essais et une organisation chargée de la planification générale. Les pays ont procédé à des examens de projet afin de définir des données de base sur l'interopérabilité des systèmes et la configuration de l'équipement. Par la suite, des plans d'action ont été mis au point en vue des phases subséquentes et des ressources leur ont été attribuées. Les pays ont aussi fait connaître leur première évaluation du nombre de personnes et des types d'équipement qui seront déployés. Cette phase est maintenant terminée.

Phase 2 - Mise au point. Durant cette phase cruciale, les priorités techniques approuvées par les CDN sont concrétisées sous la forme d'une ébauche d'architecture de réseau et d'une ébauche de plan d'essais. Les caractéristiques techniques de l'équipement sont recueillies et les données servent à planifier les essais qui doivent être réalisés durant la phase de l'utilisation et sont destinées à être incluses dans les documents d'interopérabilité. Bref, cette phase compte deux activités principales :

- le bureau de projet de la CIDB 2002 élabore une ébauche de plan de soutien;
- des activités prenant la forme d'essais d'équipement particulier sont réalisées selon ce qui est jugé nécessaire afin d'atténuer les risques durant la phase de l'utilisation.

Phase 3 - Phase précédant le déploiement. Cette phase donne l'occasion d'évaluer la qualité des plans, ce qui se fait par le truchement d'activités définies au cours des discussions sur les plans d'action qui ont lieu durant la phase de la conception. Deux activités précédant le déploiement sont actuellement planifiées :

- une visite durant l'exercice COMBINED ENDEAVOR 2002 (CE02), en mai 2002;

- un examen des plans de la CIDB 2002 avec les dirigeants des unités nationales des transmissions tout de suite avant le début de l'exercice.

Phase 4 - Utilisation. La phase de l'utilisation compte quatre étapes :

- La première étape est celle au cours de laquelle les contingents nationaux arrivent à Kingston, se déploient, s'installent, mettent les SIC nationaux en marche et les vérifient de façon interne. Pendant ce temps, les présidents des ateliers organisent les activités de leurs ateliers. Des activités de formation sont tenues à l'intention des gestionnaires de réseau et des évaluateurs des équipes d'essai.
- La deuxième étape met l'accent sur l'atteinte de l'interopérabilité dans des ateliers consacrés à des aspects techniques particuliers, de façon bilatérale et multilatérale, conformément au plan d'essais. Les ateliers réalisent des activités dans lesquelles des dispositifs techniques similaires sont interconnectés et les essais bilatéraux du plan, de poste à poste, sont exécutés. Ces activités permettent de vérifier les sous-réseaux du réseau tactique de la coalition. Lorsqu'un niveau fondamental d'interopérabilité et de stabilité des ateliers est atteint, ces derniers aident l'organisation de gestion du réseau à mettre en place le réseau tactique prévu durant les conférences de planification tenues précédemment. Les procédés de gestion du réseau sont précisés durant la deuxième étape.
- La troisième étape met l'accent sur la mise en place du réseau tactique conçu durant la planification. Il s'agit pour ce faire d'installer progressivement différents sous-réseaux afin de former un réseau tactique constitué de dispositifs de commutation et de routage, de dispositifs radio et d'applications assurant la transmission d'informations vocales et de données et l'échange



d'information. Une fois le réseau tactique en place, sa qualité, en termes d'interopérabilité, sera évaluée sous la direction de l'atelier de gestion du réseau et conformément aux étapes suivantes du plan d'essais. Des évaluateurs des équipes d'essai vont tout au long de la deuxième et de la troisième étape rencontrer les membres des ateliers et les représentants nationaux afin de procéder aux essais, de noter les résultats et, lorsque c'est possible, d'aider à résoudre les problèmes.

- La quatrième étape inclut les cérémonies de clôture, le démontage de l'équipement et le départ des délégations nationales.

Phase 5 - Analyse. L'interopérabilité n'est qu'une des caractéristiques qui vont durant l'analyse de la qualité d'un réseau être prises en considération. Les autres sont la souplesse, l'aptitude à réagir, la disponibilité, la redondance, la fiabilité, la stabilité, la mobilité, la discipline et le soutien. Les résultats des essais d'interopérabilité technique que le CMTI doit recueillir vont être analysés afin de donner une idée quantitative des caractéristiques d'interopérabilité des SIC du groupe ABCA (NZ). Le CMTI et l'état-major de la démonstration vont durant ce processus avoir la possibilité d'évaluer du point de vue qualitatif la disponibilité, la fiabilité, la redondance et la stabilité des SIC. De leur côté, les caractéristiques telles que l'aptitude à réagir, la redondance, la mobilité, la discipline et le soutien vont être des objectifs de recherche de l'analyse opérationnelle qui sera menée par le Groupe de travail quadripartite - Recherche opérationnelle / Groupe de travail spécial en planification d'exercices et en analyse (GTQ - RO / GTSPEA).

ATELIERS

Durant la planification de la CIDB 2002, des ateliers ont été mis sur pied afin de faciliter la planification technique et l'exécution des essais. Les ateliers en question sont selon les recommandations du coordonnateur de la CID ou du chef d'ETI et les décisions

des CDN centrés sur l'aspect technique ou sur le fonctionnement. Les ateliers sont à l'heure actuelle les suivants.CHART

Ateliers centrés sur l'aspect technique	Ateliers centrés sur l'aspect fonctionnement
VHF - N.-Z. HF - CA RL/RE - AS Commutation - CA SI - É.-U.	Gestion du réseau - CA Plan d'essais - Commandement mixte responsable des tests d'interopérabilité (CMTI) GE / SS - CA

Les ateliers constituent dans le contexte de la démonstration la chaîne de commandement « technique ». Ils sont composés d'experts des pays participants et responsables de l'élaboration de l'architecture technique du réseau et des plan d'essais. Un président, qui peut être le chef d'une ETI nationale ou le représentant d'un pays auprès du GTQ / SIC Groupe de travail spécial / Technique d'interopérabilité SIC (GTS / TIS), dirige chaque atelier. Les ateliers vont être priés de désigner un vice-président. Le président de chaque atelier est membre de l'atelier de gestion du réseau et il en va de même des représentants du CMTI et des délégations nationales.

L'atelier de gestion du réseau doit pour que les objectifs nationaux, les objectifs des ateliers et les objectifs des essais soient atteints, jouer un rôle dans la planification et assurer la coordination auprès des différents ateliers. Durant la phase du déploiement, il est chargé de coordonner auprès des délégations nationales, du CMTI et des présidents des ateliers la mise en place du réseau tactique et l'exécution du plan d'essais et de les faciliter.

Durant la phase de la conception, le GTQ / SIC a sondé les autres GTQ afin de déterminer la mesure dans laquelle ils sont intéressés à prendre part à la CIDB 2002. Le Groupe de travail quadripartite - GE / Soutien SigInt (GE / SS) s'est montré intéressé à y prendre part principalement à titre d'atelier parallèle centré sur le fonctionnement en vue de vérifier l'interopérabilité des capteurs de GE des points de vue de la connectivité, de la saisie des données et de l'affichage des données. De plus, le GTQ du génie s'est montré intéressé à ce que son groupe de travail spécial de soutien en

topographie (GTSST) prenne part à la démonstration afin de vérifier les possibilités de transfert de données.

PRODUITS

Une documentation complète des essais d'interopérabilité réalisés durant la démonstration est essentielle. Les données constituent une source d'informations importantes pour les planificateurs des SIC car elles leur permettent de concevoir l'architecture des SIC de l'avenir. La documentation réunie sur les essais sert de base aux essais de l'avenir. La liste qui suit est représentative des produits qui vont être le fruit d'une démonstration annuelle.

Guide du groupe ABCA sur l'interopérabilité des SIC. Ce guide, produit conformément à une entente avec le CMTI, donne des renseignements détaillés sur les résultats des essais d'interopérabilité et l'échange de données qui a lieu durant les activités des ateliers. Les données vont être une ressource qui servira à mettre au point l'architecture des SIC durant les activités des ateliers et durant les opérations qui se déroulent dans le monde réel. Le guide sur l'interopérabilité des SIC est produit par le CMTI en version sur CD-ROM compatible avec le Web. Les délégations vont recevoir une version imprimée du guide.

Compte rendu de l'analyse opérationnelle. Préparé avec l'aide du CMTI par le GTS en planification d'exercices et en analyse (PEA), ce compte rendu donne une vue d'ensemble de haut niveau de la démonstration. Il inclut les résultats de l'exercice et leur effet opérationnel sur les opérations de la coalition.

Plan d'utilisation. Ce plan, produit durant les conférences de planification par les ateliers sous la supervision du chef d'ETI et publié par le CMTI, donne des renseignements détaillés sur le déroulement de la phase de l'utilisation et les essais connexes. Il décrit de façon générale la structure organisationnelle des ateliers et le calendrier des essais.

Plan de soutien. Ce plan donne des renseignements détaillés sur le soutien et les exigences logistiques associés à la démonstration. Il est produit et publié par la nation hôte sous la direction du chef du soutien fourni par la nation hôte (CSFNH).

Compte rendu d'activité. Le compte rendu passe en revue les activités de l'année et inclut les leçons retenues. Il est produit par le bureau du groupe ABCA (NZ), à Washington.

Site Web de la CID Borealis 2002 (<http://www.cidborealis.ca>). Cette page Web accessible au public et au secteur privé renferme des renseignements non sensibles sur la CIDB 2002 de même que des données historiques et de l'information sur les activités prochaines. Le Canada est actuellement l'hôte du site, qui va durant la phase du déploiement de la CIDB 2002 devenir un outil de gestion de l'information.

ORIENTATION FUTURE

Le groupe ABCA va continuer à parrainer des conférences, des ateliers et des démonstrations afin de mettre l'accent sur l'atteinte et le maintien de l'interopérabilité des SIC entre les participants. Les essais d'interopérabilité des SIC vont principalement être axés sur les réseaux, notamment sur les sous-systèmes de communications qui interfacent ou qui interconnectent avec le réseau. Les essais pourraient être étendus afin de mettre plus largement l'accent sur les SI et le travail d'état-major connexe.



OBJECTIFS TECHNIQUES DE LA CID BOREALIS 2002

OBJECTIFS DE LA DÉMONSTRATION

- Déterminer l'équipement national de base utilisé.
- Mettre la priorité sur les essais de poste à poste des ateliers.
- Mettre l'accent sur les normes militaires et commerciales et sur les procédures communes d'exploitation.
- Fournir un réseau stable en vue d'intégrer divers types de matériel.
- Établir un central d'abonnés mobiles en vue d'interfacer des postes radio tactiques (PRT) au réseau communiqué, l'accent étant mis sur la transmission des données.
- Établir durant l'exercice un réseau de coalition afin d'obliger les problèmes du réseau à se révéler.
- Rechercher des solutions favorisant l'interopérabilité.
- Atteindre le plus haut degré d'interopérabilité possible.
- Régler les questions touchant la gestion des fréquences multinationales.

OBJECTIFS CONCERNANT LE RÉSEAU (CA)

- Intégrer les systèmes de commutation, les systèmes de transmission, les systèmes du RL / RE, les systèmes d'information, les terminaux d'arrivée et les systèmes et l'équipement VHF / HF au réseau tactique de la coalition.
- Élaborer et préciser les procédures de gestion du réseau.
- Utiliser et évaluer les outils automatisés de gestion du réseau.
- Définir les directives applicables à la mise sur pied d'un RE (tables d'indicatifs).

OBJECTIFS CONCERNANT LE SYSTÈME DE COMMUTATION (CA)

- Accorder la priorité absolue aux essais de poste à poste.
- Réaliser des essais en tandem.
- Mettre sur pied un réseau international de commutation des circuits.
- Vérifier les terminaux d'arrivée.
- Vérifier les caractéristiques offertes aux abonnés (conférence, renvoi automatique, mise en garde, etc.).

OBJECTIFS CONCERNANT LES SYSTÈMES DE TRANSMISSION (R.-U.)

- Utiliser des réseaux de fibres ou de câbles comme moyen principal d'interconnexion des dispositifs de commutation.
- Utiliser d'autres systèmes de transmission afin, lorsque c'est possible, de connecter les dispositifs de commutation (relais hertzien, etc.).

OBJECTIFS CONCERNANT LE RL / RE (Australie)

- Interconnecter les RL nationaux.
- Mettre en place un RE de la CID Borealis basé sur des routeurs utilisant le réseau tactique de la coalition.
- Donner aux RL nationaux accès au RE de la CID Borealis basé sur des routeurs.

OBJECTIFS CONCERNANT LES TRANSMISSIONS À TRÈS HAUTE FRÉQUENCE (N.-Z.) / À HAUTE FRÉQUENCE (CA)

- Établir un réseau HF / VHF multinational de transmission d'informations vocales et de données.
- Étendre la fonctionnalité du RL de la CID Borealis au réseau HF / VHF.
- Utiliser le réseau HF / VHF afin d'établir des liaisons téléphoniques.
- Vérifier l'interopérabilité des modems des différents pays.
- Vérifier la prise de liaison automatique (PLA).

OBJECTIFS CONCERNANT LES SYSTÈMES D'INFORMATION (É.-U.)

- Réaliser des essais d'interopérabilité des systèmes d'information (SI) dans un environnement réglementé.
- Faire passer les essais d'interopérabilité des SI sur le RE.
- Sensibiliser le personnel à l'assurance de l'information (AI).
- Chercher des solutions aux problèmes de sécurité d'un réseau multinational.

GE (CA)

- Faire une démonstration de certaines capacités nationales de GE / SS en vue d'en faire la promotion auprès de la communauté des opérations.
- Vérifier et évaluer l'interopérabilité des moyens de communications déployés de GE / SS du groupe ABCA à partir d'emplacements nationaux éloignés.
- Mettre en œuvre le concept des moyens déployés de GE / de soutien SigInt du groupe ABCA.
- Découvrir les économies associées à l'accès de la coalition ABCA à l'information et à la diffusion qu'elle en fait.
- Établir par écrit les problèmes qui se manifestent actuellement dans les théâtres d'opérations où ce travail est difficile à faire.
- Établir par écrit les questions d'interopérabilité associées aux domaines protégés et non protégés.
- Déterminer l'interopérabilité des organismes nationaux de GE / de soutien SigInt avec les organismes d'information et de communication du niveau tactique.
- Renseigner le personnel sur les questions d'interopérabilité des SICC auxquelles il peut s'attendre durant les activités prévues pour 2004, notamment la connectivité, la saisie des données, l'affichage des données et la fusion des données.
- Donner une première définition des spécifications des échanges d'informations (SEI) d'une architecture opérationnelle, notamment pour ce qui est de la saisie des données de GE par les différents pays.

Le Conseil de terminologie de l'Armée de terre

Le Conseil de terminologie de l'Armée de terre (CTAT) propose, élabore, étudie et approuve la terminologie relative à la doctrine de la Force terrestre et en assure l'uniformisation.

Dans l'exécution de son mandat, le Conseil emploie des spécialistes de divers domaines, des terminologues, des traducteurs et des représentants des six fonctions de combat (commandement, manœuvres, opérations d'information, puissance de feu, protection et maintien en puissance), de la Direction de la doctrine de l'Armée de terre (DDAT), de la Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DSOT), de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC), de la Direction - Ressources d'information (Plans et règlements) (DRIPR), du Bureau de l'éditeur de l'Armée de terre et d'autres services, le cas échéant. Le Conseil se réunit périodiquement afin de revoir et d'approuver les recommandations terminologiques présentées en appui de la doctrine en évolution des Forces canadiennes, de l'OTAN ou de l'ABC¹.

Le CTAT est présidé par le DDAT 2 (adjoint) et le DDAT 2-4 (terminologie) assume le rôle de secrétaire.

Une fois approuvés, les termes sont enregistrés dans le Répertoire de terminologie de l'Armée de terre et la Banque de terminologie de la Défense ou soumis pour étude à l'OTAN par l'entremise du DRIPR. En ce qui concerne la terminologie, les Forces canadiennes (FC) délaissent de plus en plus les vocabulaires et les glossaires écrits au profit des outils électroniques. L'Armée de terre dispose de trois sources d'informations électroniques :

- **La Banque de terminologie de la Défense (BTD) du Programme de terminologie de la Défense –** Cet outil est géré par le personnel du DRIPR. La base de données n'est pas complète, mais l'objectif ultime est d'y enregistrer toute la terminologie relative aux FC.
<http://diso-s049.d.ndhq.dnd.ca:4712/>
- **Termium Plus –** Cet outil est géré par le Bureau de la traduction du

gouvernement fédéral. Il s'agit d'une banque de données englobant l'ensemble de la terminologie utilisée et échangée par les ministères fédéraux. C'est un bon outil de travail, mais les utilisateurs doivent savoir faire la distinction entre les termes qui appartiennent au domaine militaire et ceux qui relèvent du domaine civil.

<http://termiumplus.translationbureau.gc.ca/tvp2Show/termiumplus.html?lang=e2>

Répertoire de terminologie de l'Armée de terre – Cet outil est géré par le DDAT 2-4 (terminologie). Il s'agit d'une base de données où sont regroupés les termes étudiés, approuvés ou supprimés par le CTAT. C'est donc l'outil dont on se sert pour conserver la terminologie en évolution de l'Armée de terre.
<http://lfdts.army.mil.ca/dad/Terminology/term.asp>



Alors, quelle est la différence entre un groupement tactique et un groupe-bataillon? (gracieuseté de la caméra de combat)



Conseil de terminologie de l'Armée de terre (CTAT)			
Numéro	Position	Membres du CTAT	Remarques
1	Président	DDAT 2 (adjoint)	<ul style="list-style-type: none"> représente la DDAT
2	Secrétaire	DDAT 2-4 (terminologie)	<ul style="list-style-type: none"> préparation de la réunion du CTAT exigences administratives établissement des besoins de financement rédaction du procès-verbal
3	Réviseur (français)	Représentant du Bureau de l'éditeur de l'Armée de terre	<ul style="list-style-type: none"> donner une réponse immédiate souligner les problèmes
4	Réviseur (anglais)	Représentant du Bureau de l'éditeur de l'Armée de terre	<ul style="list-style-type: none"> donner une réponse immédiate souligner les problèmes
5	Terminologue	Terminologue d'expérience de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC)	<ul style="list-style-type: none"> préparation de rapports concernant le statut des termes conservation des termes adoptés maintien de la banque de terminologie recherche terminologique
6	Traducteur	Traducteur d'expérience de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC)	<ul style="list-style-type: none"> appui direct au CTAT établissement d'une liaison avec le bureau de la Traduction de TPSGC
7	MDN / FC	Représentant de la Direction – Ressources d'information (Plans et règlements) (DRIPR)	<ul style="list-style-type: none"> représentant
8	Membres	DAD 4 (Manœuvre)	<ul style="list-style-type: none"> représentant de chaque section du DDAT représentant du DIAT, s'il y a lieu représentant du CCEFTC, s'il y a lieu
9		DAD 5 (Ops information)	
10		DAD 6 (Commandement)	
11		DAD 7 (Puissance de feu)	
12		DAD 8 (Protection)	
13		DAD 9 (Maintien en puissance)	
14		Représentant DCSOT	
15		Représentant DIAT	
16		Représentant CCEFTC	
17	Observateur	Coordonnateur LO CFT	

1. ABCA – Programme d'uniformisation des armées américaine, britannique, canadienne et australienne. La Nouvelle-Zélande a un statut d'observateur.

De la Direction de l'instruction de l'Armée de terre

Se préparer au combat : remanier l'entraînement dans l'Armée de terre du Canada

En opérations, le succès est directement lié à la manière dont une armée se prépare au combat. La formation au combat vient au second rang, par ordre d'importance, des activités d'une armée; elle ne le cède en importance qu'à la guerre elle-même.

par le major Jerry Walsh, CD
Direction de l'instruction de
l'Armée de terre 7-2

Avons-nous en tant qu'armée embrassé ces principes, ou avons-nous simplement hypothéqué le risque et nous sommes-nous entraînés à respecter nos obligations opérationnelles actuelles au lieu de former des unités et des brigades vraiment aptes au combat conformément aux tâches de défense qui nous sont assignées? Ces dernières années, le niveau et la fréquence de l'entraînement effectué dans l'ensemble de l'Armée de terre du Canada ont décliné considérablement. Les unités n'ont eu à l'égard des ressources de l'instruction la priorité que lorsqu'elles étaient désignées en vue de tâches opérationnelles subséquentes. Par conséquent, l'entraînement a été axé sur la mission et son envergure a été limitée. L'entraînement interarmes a été tronqué et les activités du niveau de la brigade trop souvent réduites à des exercices de poste de commandement et à des exercices assistés par ordinateur. Cette façon de faire nous permet-elle de nous appeler une armée apte au combat?

Du point de vue du soldat, c'est une situation difficile. Le moral a souffert parce que les soldats ne s'exercent plus à mettre de façon régulière en pratique les rudiments de leur métier. L'esprit du

combattant, qui anime chaque soldat de métier, a été contenu par la réalité des limites touchant les ressources affectées et de l'accroissement des tâches. À tous les niveaux, les leaders, du sous-officier

obtenues par des moyens clandestins, dans les meilleures des intentions, mais avec un manque de vision d'ensemble. L'Armée de terre du Canada n'a pas, en tant qu'institution, tiré parti des

... le système d'entraînement du Canada est de façon globale devenu stagnant.

subalterne au commandant de brigade, qui ont à une certaine époque eu à affronter des conditions difficiles en campagne, font maintenant des appréciations de combat dans le confort des simulateurs et des salles d'exercices. Le résultat est partout évident – en garnison, en campagne et dans les opérations en cours.

Le fait est que le système d'entraînement du Canada est de façon globale devenu stagnant. Les normes sont appliquées selon des degrés de rigueur qui varient et il n'existe pas de vrai système de confirmation et de validation. Les ressources sont souvent

activités d'entraînement pour examiner et préciser nos tactiques, notre doctrine, nos besoins en équipement et la manière dont nous nous préparons au combat.

La B-GL 300-008/FP-001, *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, dont la publication est récente, reconnaît le déclin des compétences professionnelles de combat à la grandeur de l'armée. Jusqu'à tout récemment, peu a été fait pour enrayer ce déclin ou s'attaquer à la nécessité d'accroître le niveau d'entraînement. L'exigence est simple : enrayer le déclin des com-



L'instruction collective a été soulignée durant les années 1980 et au début des années 1990. Ici, les troupes mènent la formation de tir réel au cours d'un Exercice Rendez-vous. (gracieuseté de la LdSH [RC])

La clé du succès de l'activité d'entraînement de brigade est l'accent qui est mis sur les avantages institutionnels à long terme de l'entraînement. L'activité d'entraînement de brigade réalisée sous la direction de l'Armée constitue le point culminant de la phase d'entraînement de chaque cycle du CIOAT et sert à tirer le meilleur des ressources de l'Armée. L'étendue de l'entraînement va favoriser une compréhension institutionnelle commune de nos tactiques et de nos procédures – au moment même où nous adoptons de nouvelles procédures et de nouveaux ensembles d'équipement – et, de façon évolutive, nous permettre de reprendre l'entraînement en campagne au niveau de la formation, qui joue un rôle vital dans la promotion des compétences professionnelles de combat.

L'activité d'entraînement de brigade doit avoir pour objectif principal de mettre en place des conditions d'entraînement en campagne stimulantes et réalistes afin de confirmer les compétences de combat individuelles et collectives. Elle va aussi nous permettre d'atteindre une large gamme de buts et d'objectifs institutionnels secondaires et notamment d'évaluer les répercussions de la modernisation, de mettre de nouvelles structures de force à l'essai et d'essayer de nouveaux véhicules et un équipement nouveau.

L'obligation de saisir les leçons apprises va être de la plus haute importance et va améliorer la façon dont nous réalisons les révisions post-exercice.

L'activité d'entraînement de brigade n'est pas simplement un exercice de niveau de la brigade ou un exercice d'entraînement du Canada.

d'orienter l'entraînement du Canada. Le défi est d'équilibrer les besoins aux niveaux tactique, opérationnel et stratégique afin d'obtenir un apprentissage institutionnel maximum tout en soulignant l'importance de continuer à mettre l'accent sur les compétences de combat, conformément aux tâches opérationnelles assignées dans le plan de défense à l'Armée.

Des équipes d'observateurs-superviseurs (OC) ayant la formation nécessaire vont être chargées de guider ce processus tandis que nous nous efforçons de tirer les leçons apprises de toutes les activités d'entraînement. À l'avenir, la simulation des effets des armes (SEA) va être intégrée afin d'appuyer la confirmation et la validation de l'entraînement. Bien qu'encore à ses premiers balbutiements,



L'instruction collective au niveau de la formation a souffert une décennie d'opérations internationales concentrées. L'Armée réintroduit présentement des exercices au niveau de la brigade. (gracieuseté du CIC)

pétences professionnelles de combat dans l'Armée de terre du Canada en vue d'améliorer avec le temps notre expérience collective d'apprentissage et de travailler d'une manière progressive et durable; autrement dit, concevoir un cadre d'entraînement qui vise de façon particulière à préparer les soldats, les unités et les groupes-brigades au combat.

Le Commandant de l'Armée a clairement énoncé les principes d'entraînement de l'armée. Au cœur de ces principes se trouve un niveau de préparation géré, qui a été adopté en tenant compte du fait que l'insuffisance des ressources et le nombre élevé des tâches nécessitent une façon échelonnée ou cyclique d'aborder la préparation. C'est ce qu'on appelle le Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT).

Le Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre compte trois phases échelonnées : une phase d'entraînement, qui dure environ dix mois, durant laquelle les unités se voient attribuer une priorité à l'égard des ressources de l'instruction et sont à l'abri des tâches de source externe, une phase de disponibilité élevée, d'une durée de douze mois, durant laquelle les unités peuvent se voir assigner des missions opérationnelles, et une phase

le Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM) va jouer un rôle plus important dans la conception, la conduite et la confirmation de l'entraînement.

Durant la phase de l'entraînement, les secteurs, les brigades et les unités responsables vont profiter d'un effort synergique dirigé par le commandant du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT) visant à appuyer, à rehausser, à confirmer et à valider l'entraînement de l'Armée. Le Centre de simulation de l'Armée de terre, le Centre des leçons retenues de l'Armée et les Directions de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre vont travailler de concert pour appuyer les objectifs d'entraînement du niveau tactique et définir les besoins institutionnels et stratégiques. Pour réussir, ce processus doit représenter un effort coopératif de toutes les parties intéressées, ce qui inclut le SDIFT, les quartiers généraux des secteurs, l'état-major des brigades et le personnel des unités.

Seule la complexité associée à la synchronisation à une échelle significative des divers éléments qui constituent la puissance de combat, au-delà de l'accent relativement familier mis sur l'unité, va aider à rétablir un sentiment de compétence professionnelle dans l'Armée de terre du Canada. C'est seulement dans un cadre de brigade soutenu et stimulant que nous pouvons, avec le temps, espérer reconstituer notre aptitude à diriger des opérations complexes menées par des forces terrestres au cours de déploiements d'urgence et de déploiements au sein d'une coalition et restaurer notre confiance à cet égard.

L'entraînement en campagne au niveau de la brigade est le premier niveau auquel une vraie synergie de la coopération de toutes les armes s'obtient. L'activité d'entraînement de brigade va instaurer la confiance, favoriser la cohésion et assurer la préparation au combat. C'est dans ce domaine que le Canada doit démontrer la compétence militaire de son armée

tout en formant des commandants et un personnel d'état-major expérimentés qui sont à l'aise pour ce qui est de commander et de contrôler des forces importantes et qui savent utiliser toute la gamme des moyens du renseignement, des moyens de communication et des outils d'aide à la décision.

À titre de point culminant annuel du CIOAT et de cœur du cadre de l'entraînement du Canada, l'activité d'entraînement de brigade va poser un défi redoutable aux leaders et aux soldats qui vont en toute confiance s'acquitter de leurs tâches sur les champs de bataille de demain. Physiquement et mentalement exigeante du début à la fin, l'activité d'entraînement de brigade va, au cours des prochaines années, acquérir une réputation égale à celle de toutes les expériences d'entraînement au combat de calibre mondial.



Mise à jour par le major Jerry Walsh, CD.

De la Direction de la disponibilité opérationnelle de la Force terrestre

Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre – Guide sur la gestion de la disponibilité opérationnelle ou du CIOAT pour les nuls

Dans l'Armée d'aujourd'hui, la soutenabilité est la question qui me préoccupe le plus. La structure actuelle exige des ressources qui dépassent les fonds disponibles pour les financer. Simultanément, les besoins en personnel continuent d'excéder la capacité actuelle. Ce déséquilibre entraîne un rythme opérationnel accru, qui donne lieu à son tour à un rythme plus accru pour le personnel, puisque le nombre de tâches confiées aux soldats ne cesse d'augmenter. Le déséquilibre sur les plans des ressources et du personnel doit être corrigé et il s'agit de ma tâche principale.

– Lieutenant-général M. Jeffery,
CEMAT¹

Depuis la fin de la guerre froide, le rythme opérationnel de l'Armée canadienne a augmenté à un point tel que seuls nos engagements antérieurs, pris au cours de grandes guerres, le surpassent. Dans un monde où le conflit intra-étatique a pris le pas sur le conflit inter-étatique, il faut s'attendre à ce que le Canada participe de plus en plus à des opérations de soutien de la paix. Pour cela, et aussi en raison de l'accroissement de la menace de terrorisme et de guerre asymétrique, l'Armée canadienne ne peut se permettre d'être prise au dépourvu. Il est donc plus important que jamais de « Protéger nos foyers et nos droits² » ou *vigilamus protē*³.

L'augmentation des engagements opérationnels a été accompagnée d'une diminution importante du soutien financier destiné à la mise en œuvre de la politique de défense du Canada. Ce

dilemme a contraint la haute direction de l'Armée à modifier ses priorités et ses engagements afin d'assurer une gestion mieux coordonnée de la disponibilité opérationnelle. Alors que la situation de la sécurité canadienne est unique, le problème général touche aussi nos alliés, dont les États-Unis. Nous devons

réaliser la gestion de la disponibilité opérationnelle. Je décrirai les éléments fondamentaux d'un cadre de gestion, puis je parlerai de son fonctionnement pratique. Une fois le concept du CIOAT présenté, une explication suivra comment ce concept s'inscrit dans le plan de campagne de l'Armée comme une ligne

Le concept de la disponibilité opérationnelle gérée relate directement au besoin de prendre de bonnes décisions lors des situations complexes.

agir afin de satisfaire à nos engagements énoncés dans notre Plan de défense (PD). Nos alliés américains ont également pris conscience de cette réalité : « Si nous n'agissons pas, nous risquons de revenir à une armée creuse et d'être incapables de réaliser notre stratégie nationale⁴. »

Cette mise à jour a pour but d'expliquer le concept de la gestion de la disponibilité opérationnelle et la façon dont l'Armée canadienne réalisera ce concept par le biais du Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT). Cette explication commencera tout d'abord avec l'historique du problème pour voir à quel moment le concept de gestion de la disponibilité opérationnelle est devenu un sujet de discussion et pourquoi il a fallu le considérer comme une solution aux défis auxquels l'Armée est confrontée. Cet historique sera suivi d'une discussion des contraintes et des restrictions qui constituent le cadre à l'intérieur duquel l'Armée peut

d'opération qui atteint un point décisif particulier. Afin de bien comprendre la gestion de la disponibilité opérationnelle, il faut discuter de la manière dont l'Armée prévoit procéder à la mise en œuvre stratégique du CIOAT afin d'obtenir la disponibilité opérationnelle requise.

CONTEXTE HISTORIQUE

L'essentiel d'une décision finale reste impénétrable pour l'observateur – et souvent, en fait, pour le décideur lui-même [...] Le processus décisionnel comportera toujours des passages sombres et enchevêtrés qui restent un mystère même pour ceux qui y sont le plus engagés.

– John Fitzgerald Kennedy⁵

Le concept de la disponibilité opérationnelle gérée relate directement au besoin de prendre de bonnes décisions lors des situations complexes. Il se veut une aide à la décision qui contribue à mettre de

l'ordre dans le cadre stratégique et la délibération au processus de disponibilité opérationnelle. Le concept de gestion de la disponibilité opérationnelle tel que connu aujourd'hui est apparu pour la première fois sur la scène canadienne en 1992, au sein du commandement de la Force mobile alors basé à Saint-Hubert. Bien qu'une analyse préliminaire du concept ait eu lieu à l'époque, celui-ci n'a jamais été formellement mis en œuvre.

L'importance de la gestion de la disponibilité opérationnelle s'est fait valoir à nouveau à l'automne 1997, lors d'une conférence sur l'instruction qui se tenait à Cornwall, en Ontario. L'Autorité d'instruction de l'Armée de terre (le précurseur du Système de doctrine et de l'instruction de la Force terrestre) à Kingston avait organisé cette conférence afin d'identifier les questions les plus urgentes en matière d'instruction qui se posaient à l'ensemble de l'Armée. La direction supérieure de l'Armée avait alors reconnu sans équivoque la priorité d'exercer une gestion plus centralisée des tâches aux ressources, ainsi que du rythme opérationnel - personnel. Ces observations ont donné lieu à la création du Cycle d'instruction de l'Armée - Nouveau modèle. Ce modèle a été présenté au Conseil de l'Armée de

Le CIOAT constituera un cadre stratégique à l'intérieur duquel les engagements de l'Armée seront attribués.

terre le 23 juillet 1998. Il a été accepté par le Conseil et approuvé par le chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) sans objection de forme. Il constituait en fait la première version du CIOAT actuel. Depuis 1998, la mise en œuvre du système de gestion de la disponibilité opérationnelle a connu plusieurs difficultés, mais l'Armée est maintenant prête à appliquer le concept⁶.

Le CIOAT vise à assurer la gestion stratégique de la disponibilité opérationnelle de l'Armée dont il y a tant besoin. Il était autrefois facile de gérer cette disponibilité puisqu'il y avait du personnel, des ressources et du temps



Figure 1. L'Armée a mis sur pied plusieurs mesures incitatives dans le but d'améliorer sa soutenabilité. Le CIOAT gère la disponibilité opérationnelle sur plusieurs phases. Toutes les unités de l'Armée participeront à l'une ou l'autre des trois phases, soit la phase de reconstitution, la phase d'instruction ou la phase de disponibilité opérationnelle élevée. Ce cadre permet une séquence d'instruction prévisible et assure qu'il y aura des unités prêtes à s'engager ou à faire face aux situations imprévues.

pour conserver de nombreuses unités à un niveau élevé de disponibilité opérationnelle. « Nous avions alors une plus grande capacité d'intervention et nous pouvions conserver la profondeur requise pour partager les tâches et

le fardeau opérationnel de façon équitable au sein de l'Armée⁷. » En dépit des améliorations apportées au système de gestion au cours des dernières années lors des compressions de la structure de la force, les

niveaux de disponibilité opérationnelle ne sont pas adéquats : « ...bien que nous soyons devenus plus efficents, notre gestion de la disponibilité opérationnelle de l'Armée ne répond toujours pas à nos besoins⁸. »

Le CIOAT constituera un cadre stratégique à l'intérieur duquel les engagements de l'Armée seront attribués. Ce cadre précisera l'état de préparation de toutes les unités de l'Armée à n'importe quel moment. Il contribuera à apporter de l'ordre et de la délibération au processus de disponibilité opérationnelle et, par conséquent, à améliorer la gestion générale des

ressources de l'Armée et à corriger ainsi le déséquilibre actuel des ressources qui touche l'ensemble du système.

CONTRAINTE ET RESTRICTION

À u moment de planifier un tel projet, il importe de connaître les limites externes et internes avec lesquelles doit composer l'organisation qui vise à améliorer sa disponibilité opérationnelle. L'Armée est aux prises avec de nombreuses contraintes et restrictions⁹ qui lui viennent des autorités supérieures, ou bien encore de l'interne, afin de veiller à ce qu'un chemin critique bien précis soit maintenu à un niveau approprié. Il est essentiel de comprendre ces limites afin de saisir comment le cadre de gestion de la disponibilité opérationnelle est appliqué au concept du CIOAT. La première et sans doute la plus importante de ces contraintes est l'obligation de satisfaire aux engagements du PD exposés dans le *Livre blanc* de 1994¹⁰. Pour l'Armée, ces engagements comprennent :

- *prêter son concours au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international afin de lui permettre de*



protéger les ressortissants canadiens se trouvant dans des régions menacées par un conflit imminent;

- prendre part à des opérations multi-latérales, sous les auspices de l'OTAN, partout dans le monde, ou en vue de défendre des états membres de l'OTAN et, pour ce faire [...] être en mesure de déployer trois groupements tactiques distincts ou un groupe-brigade [...] et affecter un groupe-bataillon d'infanterie à titre de force de réserve pour les Nations Unies ou comme élément de la Force de réaction immédiate de l'OTAN¹¹.*

Évidemment l'Armée doit être prête à satisfaire aux engagements énoncés dans le PD. Il s'agit donc d'une contrainte essentielle et fondamentale dans la mise en place de tout cadre de gestion de la disponibilité opérationnelle.

Il ne fait guère de doute que le maintien de la disponibilité opérationnelle dépend des militaires de haute qualité. Il peut cependant devenir difficile de conserver de tels soldats à une époque où le rythme opérationnel est plus intense. « Des déploiements fréquents, des promotions ralenties par des restrictions budgétaires et la perception de perdre des indemnités de santé et des prestations de retraite risquent de créer un climat d'incertitude et de nuire à la rétention du personnel¹². » Pour s'assurer que le rythme opérationnel ne

dépasse pas les attentes raisonnables du soldat, il faut un processus bien précis. L'Armée aura recours à une méthode de jour-soldat pour veiller à ce que les militaires continuent de contribuer au processus de disponibilité opérationnelle au lieu de s'en détourner.

La méthode de jour-soldat consiste à calculer le nombre de jours où un soldat peut travailler, après avoir soustrait ses congés, les jours fériés et les fins de semaine, dans un état de disponibilité opérationnelle donné. En général, en périodes de disponibilité opérationnelle élevée, un soldat devrait pouvoir travailler 269 jours au cours d'une année. Pendant les périodes comportant un cycle d'instruction, il faudrait compter 218 jours de travail par année alors que pendant les périodes de reconstitution ou de disponibilité opérationnelle réduite, ce nombre devrait être d'au plus 167 jours. L'application de cette méthode est essentielle à la mise en œuvre efficace d'un cadre de disponibilité opérationnelle. Il sera donc important que les chefs à tous les niveaux en assurent le contrôle et veillent au bon fonctionnement du cadre de disponibilité opérationnelle.

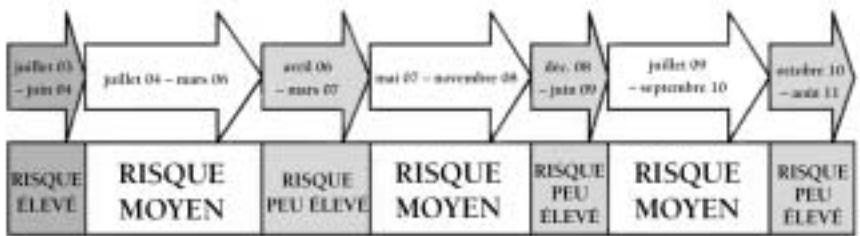
Liés à la méthode de jour-soldat, les niveaux de dotation servent à déterminer le nombre de soldats disponibles pendant certaines périodes de disponibilité opérationnelle. L'Armée est actuellement dotée à 93 % de son effectif autorisé. Il est attendu à ce que

ce taux passe à 88 % d'ici 2005, en raison du vieillissement de la force et des politiques de recrutement et de rétention. En vertu de la directive du VCEMD, les unités opérationnelles et les unités devant être placées en état de disponibilité opérationnelle élevée doivent être à 100 % de leur tableau d'effectifs et de dotation (TED). Les autres unités de la force de campagne doivent compter sur au moins 92 % de leur TED¹³. Pour respecter ces contraintes dans le contexte d'un cadre de gestion de la disponibilité opérationnelle, il faudra disposer d'un plan stratégique de dotation en personnel rigoureux. Ce plan de dotation fait donc partie intégrante du Plan principal de mise en œuvre du CIOAT et se concentrera à ce que les priorités de dotation soient accordées aux unités qui en ont besoin.

Le cadre de la gestion de la disponibilité opérationnelle n'a pas été établi que pour les seules fins de la disponibilité opérationnelle mais aussi pour aider l'Armée à atteindre le niveau d'instruction souhaité au niveau de l'unité dans le contexte d'une brigade, ce qui lui fait défaut depuis le début des années 1990. Pour atteindre le Niveau d'instruction 6, il faudra former un noyau qui s'entraînera chaque année. Le CIOAT a prévu cette mesure afin que chaque entraînement de brigade comprenne une noyau complet des troupes de l'Armée pour un entraînement particulier. Dans chaque cas, le noyau comprendra deux bataillons d'infanterie mécanisée (venant de secteurs différents), un bataillon d'infanterie légère, un régiment blindé (comptant au moins un escadron de reco et un escadron de chars), un régiment d'artillerie (en effectif réduit), un régiment du génie (en effectif réduit), un bataillon des services, et un escadron des transmissions. Pour que l'Armée canadienne demeure une force de combat pertinente, il faudra veiller à ce que ce noyau s'entraîne au moins une fois au niveau de brigade à l'intérieur de chaque cycle du CIOAT.

L'instruction de l'Armée doit aussi dicter d'autres restrictions, dont l'une des plus importantes est la gestion des instructeurs francophones, afin d'atteindre le niveau d'instruction requis dans le SQFT. Pour y parvenir, le

Degré de risque et de souplesse (de la mise en œuvre du CIOAT dès maintenant)



RISQUE ELEVÉ

- Toutes les unités engagées

RISQUE MOYEN

- 1 unité non engagée

RISQUE PEU ÉLEVÉ

- 2 unités non engagées



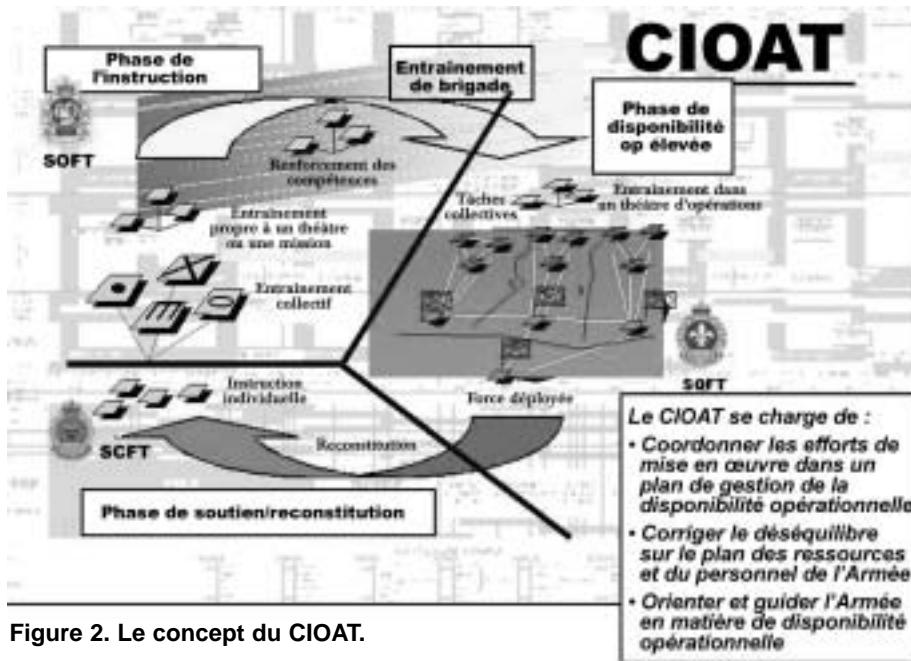


Figure 2. Le concept du CIOAT.

cadre de gestion de la disponibilité opérationnelle doit prévoir qu'au moins deux unités francophones participent chaque été à la phase de reconstitution et de soutien. Ce n'est qu'ainsi que l'Armée pourra obtenir la masse critique d'instructeurs francophones qui lui permettra de dispenser chaque année des cours d'infanterie. Il faut donc tenir compte de cette contrainte chaque fois que le cadre de gestion de la disponibilité opérationnelle est modifié.

Finalement, la mise en œuvre d'un système de gestion de la disponibilité opérationnelle doit être réalisée au moment opportun afin de veiller à ce que le concept continue d'appuyer le plan de campagne de l'Armée. Comme la gestion de la disponibilité opérationnelle est un point décisif à être réalisé dans la campagne, toute incapacité à satisfaire à cette exigence pourrait retarder l'atteinte des objectifs de l'Armée. Avec cet état final à l'esprit, il faudrait réaliser le concept de la gestion de la disponibilité opérationnelle d'ici 2006. La phase de mise en œuvre élargie reconnaît les limites imposées par différentes activités héritées qui ne peuvent, idéalement, être associées à un cadre de gestion de la disponibilité opérationnelle choisi.

Vu tout ce qu'exige le soutien d'un cadre de gestion de la disponibilité opérationnelle, d'autres contraintes

existent pour éviter que certains aspects de planification de campagne et d'acquisition d'équipement ne soient laissés de côté. Il importe, en premier lieu, de tenir compte du concept global du cadre de la disponibilité opérationnelle gérée. Ce cadre comporte des périodes au cours desquelles certaines unités participent à la reconstitution et à l'instruction afin d'atteindre un niveau de disponibilité opérationnelle élevée pendant un certain temps. Interrrompre le cycle du CIOAT compromettra l'intégrité générale du cadre de gestion de la disponibilité opérationnelle. Bien qu'il soit primordial que les unités se conforment à ce cycle, l'Armée ne peut guère se permettre de retarder la distribution de nouvelles pièces d'équipement. Il faut veiller à ce que l'équipement soit distribué au moment où les unités participent à la phase de reconstitution. Il n'y aura cependant aucun retard à ce chapitre au cours de la phase de mise en œuvre du CIOAT qui s'étendra jusqu'en 2006.

LE CONCEPT DU CIOAT

Pour comprendre le concept de la gestion de la disponibilité opérationnelle, il importe de bien saisir le cadre qui aide à maintenir cette disponibilité. Dans le cas du CIOAT, le concept repose sur les trois côtés d'un triangle. Le triangle est formé des trois phases, à savoir la reconstitution et le

soutien, l'instruction et la disponibilité opérationnelle élevée, toutes évaluées en fonction du temps et de l'atteinte d'objectifs prévus. Un cycle complet (les trois phases) du CIOAT dure 36 mois.

La première phase du concept du CIOAT est la reconstitution et le soutien. Elle débute en juillet et se termine 14 mois plus tard à la fin du mois d'août de l'année suivante. Cette phase est avant tout axée sur l'instruction individuelle. S'il y a de l'entraînement collectif, ce sera uniquement au niveau du peloton. C'est au cours de cette phase que les membres de l'unité suivent des cours de formation professionnelle, que les passations de commandement s'effectuent au niveau de l'unité et que le personnel assume des tâches individuelles à l'appui de l'instruction offerte au Centre d'instruction de combat (CIC) ou dans les secteurs de la Force terrestre. Cette phase s'étend jusqu'au mois d'août ce qui permet aux nouvelles arrivées de se joindre à l'unité avant le début de la phase suivante.

La deuxième phase du CIOAT est la phase d'instruction. Ici l'accent se trouve sur l'entraînement au niveau de la compagnie, de l'unité et de la brigade. Les unités qui participent au cycle d'instruction ne reçoivent aucune tâche individuelle ou collective. La phase prend fin par une évaluation opérationnelle réalisée lors d'un exercice de brigade. Au cours de la période de transition au CIOAT, l'exercice de brigade se déroulera à différents endroits. Toutefois, l'état final vise à ce qu'il ait lieu en permanence à Wainwright, au futur Centre canadien de formation à la manœuvre (CCFM). La phase d'instruction dure 10 mois et se termine en juin.

La phase finale du CIOAT – la disponibilité opérationnelle élevée – a lieu lorsque l'évaluation opérationnelle prévue à la fin de la phase d'instruction a été complétée. Elle dure 12 mois. Combinées, les trois phases s'étendent sur une période de trois ans. Au cours de la phase de disponibilité opérationnelle élevée, les unités se préparent pour une tâche opérationnelle dans le cadre des engagements précisés dans le PD de l'Armée. Il peut s'agir d'un déploiement de six mois en Bosnie, ou encore d'une année d'attente en vue d'un déploiement

auprès de la Force de réaction immédiate (Terre) (FRI[T]) de l'OTAN. Le cadre du CIOAT comprendra des unités placées en état de disponibilité opérationnelle élevée qui ne participent à aucun des engagements précisés dans le PD. Ces unités prendront part aux rotations en Bosnie, renforceront les engagements de la FRI(T), ou réaliseront des tâches non prévues à l'appui de tout nouveau engagement canadien. Quoi qu'il en soit, ces unités ajouteront à la souplesse de l'Armée, préserveront notre rythme opérationnel et la charge de travail imposée au personnel tout en augmentant notre capacité de faire face à l'imprévu.

DANS LE CONTEXTE DU PLAN DE CAMPAGNE DE L'ARMÉE DE TERRE

Il va sans dire que le concept de gestion de la disponibilité opérationnelle s'inscrit dans un plan plus vaste visant à faire entrer l'Armée dans le nouveau millénaire. Le plan de campagne établi pour réaliser les objectifs de l'Armée est constitué de modules qui se traduisent en lignes d'opération axées sur l'atteinte des objectifs de l'Armée. Les objectifs à long terme comprennent : établir des liens avec les Canadiens, façonner la culture de l'Armée, produire une structure de forces aptes au combat et soutenables et gérer la disponibilité opérationnelle de l'Armée. L'état final de la campagne sera atteint au moment de la réalisation d'une structure de forces et un rythme opérationnel/personnel soutenables.

Les modules qui permettront d'atteindre l'état final de l'Armée sont le leadership, le personnel, la doctrine, l'organisation, les opérations et l'instruction, l'infrastructure et l'équipement. Chacun de ces modules sert et servira à réaliser cinq lignes d'opération essentielles au plan de campagne de l'Armée de terre. Ces cinq lignes sont :

- diriger le changement et favoriser la confiance
- stratégie du personnel de l'état-major de la Force terrestre
- modèle de l'Armée de terre de demain
- gestion de la disponibilité opérationnelle
- modernisation

Ces lignes d'opération sont reliées par des événements décisifs sur lesquels repose le succès de la campagne de l'Armée. La réalisation de la gestion de la disponibilité opérationnelle constitue, en soi, un événement décisif dans le plan de campagne de l'Armée. Il s'agit d'un objectif à long terme bien précis de l'Armée considéré essentiel pour atteindre l'état final, à savoir une structure de forces et un rythme opérationnel/personnel soutenables. Vu son rôle clé dans le plan de campagne de l'Armée, la gestion de la disponibilité opérationnelle constitue une ligne d'opération que tous les commandants doivent suivre dans l'exécution de leurs tâches et responsabilités.

MISE EN ŒUVRE STRATÉGIQUE DU CIOAT

Lors de la considération de la mise en œuvre stratégique, il est essentiel de tenir compte de ses composantes sous-jacentes : la structure, les mesures incitatives, la dotation et le processus décisionnel. Le CIOAT étant soumis à des transformations, les personnes chargées de prendre les bonnes décisions ont établi que la priorité doit être accordée aux mesures incitatives, les autres éléments jouant un rôle de soutien¹⁴.

La mise en œuvre stratégique du CIOAT est un travail complexe, le processus étant soumis à des transformations. L'Armée doit faire preuve de rigueur pour atteindre l'objectif de la disponibilité opérationnelle gérée dans les délais voulus. Il faut d'abord mettre en place des mesures incitatives adaptées à la mise en œuvre du CIOAT, puis les soutenir au moyen d'outils additionnels, à savoir la dotation, les structures et le processus décisionnel. Finalement, au cours du processus de mise en œuvre comme tel, des efforts devront être fournis et soigneusement contrôlés afin d'établir une approche globale et complète qui permettra de réaliser la gestion de la disponibilité opérationnelle.

Au regard des mesures incitatives, la réalisation d'une disponibilité opérationnelle gérée est en effet un objectif clair et réalisable. Les attentes sont précisées dans le Plan principal de

mise en œuvre du CIOAT, et des évaluations uniformes viendront en contrôler le succès. L'état final est défini, et le cadre permet d'ajouter des points de décision bien précis afin de réaliser les objectifs. La mesure initiatrice la plus importante du processus de mise en œuvre du CIOAT veut qu'un système de disponibilité opérationnelle gérée soit utilisé dans l'Armée avant que celle-ci ne s'effondre sous le poids de sa charge opérationnelle.

Lors des travaux d'état-major sur le plan principal de mise en œuvre du CIOAT, de nouvelles méthodes ont été adoptées afin de réaliser la disponibilité opérationnelle gérée. D'abord un niveau élémentaire de risque, fut jugé acceptable surtout au cours de l'étape de la transformation. Bien que le risque ait été réduit au minimum, la période de transformation sera plus perturbatrice pour certaines unités que pour d'autres. La mise en œuvre du CIOAT permettra aussi de réagir et d'improviser face au concept de la disponibilité opérationnelle gérée. Ainsi la mise en œuvre du CIOAT a été entamée sachant que la structure de l'Armée pourrait changer au cours de la période de transformation. Le CIOAT aura la souplesse qui lui permettra de s'adapter, s'il y a lieu, à un nouveau modèle pour l'Armée. C'est à partir des résultats obtenus dans les premières étapes de la mise en œuvre que se fera la planification future à l'intérieur d'un cadre de disponibilité opérationnelle gérée. En appliquant ce concept dès le départ, le CIOAT offrira une perspective qui sera plus générale que spécialisée.

La structure qui permettra de procéder à la meilleure mise en œuvre possible du CIOAT n'est pas encore établie. « Pour paraphraser l'observation de Frédéric le Grand au sujet des commandants, le système de commandement idéal, comme dans le cas de la république de Platon, est une pure invention¹⁵. » Vu le caractère fugace de la structure parfaite, il faut tenir compte de principes généraux au moment de mettre en œuvre le CIOAT. En simplifiant la structure générale, il sera possible d'améliorer le processus d'état-major et d'intervenir rapidement de façon régulière. Il faut aussi s'attendre à



Figure 3 : Gestion de la disponibilité opérationnelle. Des soldats canadiens déployés en Afghanistan.

ce que la structure change ce qui entraînera des fluctuations dans les échanges de l'information. Il faut donc compter sur les chefs à tous les niveaux pour maintenir l'intégrité du CIOAT au cours du lourd processus de transformation.

Pour ce qui est du processus décisionnel au sein du CIOAT, l'information doit être diffusée à grande échelle tout en veillant à ce que l'Armée concentre ses efforts vers l'extérieur afin de maintenir la disponibilité opérationnelle gérée et réaliser les tâches du PD énoncées dans le *Livre blanc*. Le cadre de la gestion de la disponibilité opérationnelle fourni par la mise en œuvre du CIOAT devrait permettre d'accroître, à tous les niveaux, le degré de spontanéité du processus décisionnel. Le cadre fournit une image claire de la disponibilité opérationnelle gérée de l'Armée ce qui devrait aider à prendre les bonnes décisions.

Pour réaliser un système de disponibilité opérationnelle gérée, le CEMAT a identifié plusieurs éléments qui viendront appuyer solidement la mise en œuvre du CIOAT. Les sept éléments, énoncés dans la version provisoire du Plan principal de mise en œuvre du CIOAT sont :

Exigences opérationnelles. *Les engagements actuels dépassent la capacité soutenable de l'Armée. Cette dernière continuera donc à chercher des stratégies qui lui permettront de respecter le ratio de rotation de 4 pour 1. Les re-*

groupements de forces se conformeront notamment aux organisations en place chaque fois que le scénario de menace le permettra. Nous poursuivrons aussi notre travail de rationalisation des engagements opérationnels afin d'optimiser l'ensemble de l'Armée tout en veillant à accorder la priorité opérationnelle aux unités qui, conformément au CIOAT, sont placées en disponibilité opérationnelle élevée.

Affectation des tâches. *Les affectations des tâches ont non seulement augmenté au cours des dernières années, mais elles constituent un des plus grands facteurs d'insatisfaction au regard de la qualité de vie et de la cohésion des unités. Autrement dit, nous devons réduire le nombre d'affectations des tâches, et nous le ferons. De concert avec le programme d'instruction individuelle, nous modifierons la demande de tâches à l'ensemble de l'Armée afin qu'elle corresponde à la capacité disponible établie au moyen du CIOAT et de la méthode de jour-soldat. Plus jamais la demande ne viendra régir notre façon d'organiser nos hommes. À compter de 2002, la planification des tâches procédera après avoir identifié les ressources disponibles, puis les besoins de l'instruction seront établis avec précision. Aussi, l'importance des facteurs géographiques et le recours à la Réserve seront maximisés. Finalement, il faut, à tous les niveaux, mettre au point et utiliser de nouvelles méthodes d'instruction individuelle qui permettront de réduire les besoins de personnel supplémentaire.*

Mise en service de l'équipement. *Les travaux de modernisation en cours et les exigences de l'efficacité opérationnelle quotidienne font que le CIOAT ne pourra avoir un effet immédiat sur de nombreuses activités liées à l'équipement. La synchronisation de la mise en service de l'équipement et l'état de la Force de campagne font cependant partie intégrante de la disponibilité opérationnelle gérée. La mise en service de l'équipement dans la Force de campagne doit avoir lieu au cours de la phase de reconstitution et de soutien. La seule exception est la mise en service du VBL 3 qui sera entreprise en 2003, dans le SOFT. La gestion de la flotte de véhicules se fera aussi en fonction du CIOAT.*

Soutien et politiques du personnel. *La situation actuelle de l'Armée au chapitre de la dotation est inacceptable. L'Armée étudiera une nouvelle façon d'alléger le problème de la dotation tout en poursuivant la croissance que doit connaître une force comptant un effectif réduit. L'Armée connaîtra une tendance à la baisse jusqu'à 2005. Le niveau de dotation général se stabilisera autour de 88 % et ne prévoit pas atteindre un niveau de dotation d'environ 100 % avant 2010. De nouveaux niveaux de dotation seront donc progressivement ajoutés à la Force de campagne, compte tenu des résultats à court terme obtenus et des critères du CIOAT. Il en va ainsi pour les unités désignées unités opérationnelles et pour certaines autres unités, compte tenu de certains facteurs géographiques. L'Armée doit de plus revoir les politiques relatives au personnel assujetti à des restrictions médicales. Comme 10 % environ du personnel de la Force de campagne possède une catégorie médicale, la charge de travail est absorbée par un nombre vraiment trop réduit.*

Transformation de l'Armée de terre. *L'Armée poursuivra sa transformation afin de pouvoir répondre aux exigences que lui impose un environnement stratégique en mutation. La planification de la structure de la force et de la gestion des systèmes d'armes viendra compléter le CIOAT. À mesure que ces projets iront de l'avant, les méthodes de gestion devraient permettre de répondre de façon rentable aux demandes de gestion de la disponibilité opérationnelle. La conversion des AP se fera de concert avec le plan de mise en œuvre de la dotation du CIOAT.*

Instruction. La nature cyclique du CIOAT fait ressortir l'aspect cyclique et progressif de l'instruction. Nous devons tous veiller à respecter la méthode d'instruction inhérente au CIOAT. Chaque phase du CIOAT précise les activités d'instruction qui y sont associées. Les niveaux d'instruction inférieurs sont tout aussi importants pour l'ensemble de la disponibilité opérationnelle générée que les niveaux de disponibilité opérationnelle élevés. D'ici 2005, tous les secteurs de la Force terrestre auront participé à au moins un cycle d'instruction complet du CIOAT. Les observations que nous recevrons de façon régulière au cours de cette période nous permettront d'adapter les activités d'instruction aux exigences et aux impératifs établis par le CIOAT au chapitre des ressources.

Impératifs financiers. Compte tenu des réalités de la gestion de la disponibilité opérationnelle, il faudra procéder à une redistribution des ressources financières. Les conséquences qui en découlent joueront un rôle clé au niveau des responsabilités fiduciaires générales de l'Armée. Il faut faire plus qu'harmoniser les ressources financières aux niveaux d'instruction établis par le CIOAT; les coûts inhérents aux questions de dotation et d'équipement, la modernisation, la participation accrue de la Réserve à

l'ensemble des activités de l'Armée et la nécessité d'améliorer le SLC afin de satisfaire aux obligations de disponibilité opérationnelle sont des éléments qui exercent une très forte pression sur une armée déjà aux prises avec des problèmes de financement et qui cherche à adopter un comportement plus responsable face à son programme de soutien¹⁶.

CONCLUSION

Le rythme opérationnel de l'Armée canadienne est à peine soutenable compte tenu de son effectif limité. L'augmentation de ce rythme combinée à une diminution du financement nous obligent à adopter un système de gestion de la disponibilité opérationnelle de l'Armée.

Cette mise à jour a présenté le concept de la gestion de la disponibilité opérationnelle ainsi que le cadre que l'Armée canadienne utilisera pour atteindre le niveau voulu de disponibilité opérationnelle soutenable. Depuis 1992, le CIOAT et ses prédecesseurs ont représenté une solution susceptible de permettre à l'Armée de relever les défis auxquels elle est confrontée. La mise en œuvre du CIOAT sera complétée d'ici 2006. Le cadre disposera ainsi de trois niveaux

distincts de disponibilité opérationnelle, les unités participant à chacun de ces niveaux au moins une fois tous les trois ans. Les cycles tiendront compte du temps requis pour la reconstitution, l'exécution des tâches assignées, l'instruction en vue de la guerre et le déploiement opérationnel. L'état final du CIOAT viendra appuyer l'état final du plan de campagne de l'Armée en permettant d'obtenir une structure des forces de même qu'un rythme opérationnel/personnel soutenables.

Au cours des prochaines années, l'Armée canadienne devra compter sur un système de gestion de la disponibilité opérationnelle pour se préparer à la guerre. La capacité du Canada d'intervenir rapidement au cours de différentes missions repose sur cette disponibilité opérationnelle. Le CIOAT permettra d'atteindre cet objectif et d'apporter un certain soulagement, tant souhaité, aux niveaux du rythme opérationnel/personnel qui pèsent de plus en plus sur notre force, petite mais compétente.



Mise à jour par le major André Corbould, CD.

NOTES

1. Lgén M. Jeffery, commentaires devant le *Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants – État de disponibilité opérationnelle des Forces canadiennes*, Décembre 2000. Voir Internet : http://www.army.forces.ca/LF/sps/scondova_e.htm, p. 3.
2. Extrait de l'hymne national du Canada.
3. Devise de l'Armée (officieuse).
4. Général Dennis J. Reimer, citation tirée du livre de Mark E. Vinson, « Structuring the Army for Full Spectrum Readiness » *Parameters: US Army War College Quarterly*, Été 2000, p. 19.
5. John Fitzgerald Kennedy, citation qui figure sur la couverture du livre de Graham T. Allison et de Philip Zelikow, *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, 2^e Édition, New York : Addison-Wesley Educational Publishers Inc., 1999, carton intérieur.
6. Ces informations proviennent en grande partie d'une entrevue réalisée avec le col W. Brough, le 22 mars 2002.
7. Lgén M. Jeffery, commentaires devant le *Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants – État de disponibilité opérationnelle des Forces canadiennes*, p. 5.
8. *Ibid.*
9. Les contraintes sont les conditions à replir alors que les restrictions sont les limites imposées.
10. Gouvernement du Canada, « Livre blanc sur la défense de 1994 » dans Douglas Bland, *Canada's National Defence – Defence Policy*, Vol. 1, Kingston : École d'études politiques, 1997.
11. *Ibid.*, p. 344.
12. United States Army, *Army posture Statement 1998*, chapitre 4, p. 1.
13. Chef d'état-major de l'Armée de terre, *Plan de mise en œuvre du Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre*, Version provisoire, Mars 2002, p. E-1.
14. 3000-8 (DDOFT) *Directive de planification 010-01 – Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre* (CIOAT), Juillet 2001, p. 1.
15. Martin Van Creveld, *Command In War*, Cambridge: Harvard University Press, 1985, p. 261-262.
16. Chef d'état-major de la Force terrestre, *Plan de mise en œuvre du Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre*, Version provisoire, Mars 2002, p. 3.

Formation en leadership dans le cours élémentaire d'officier (Armée de terre)

par l'élève-officier Kristina Reashore

J'ai terminé récemment la Phase II – Commune du cours d'officier de l'Armée de terre au CIC Gagetown. Ce fut pour moi une révélation, étant donné qu'antérieurement, j'appartenais au groupe professionnel militaire (GPM) MARS (Marine - Surface). Le cours qui portait sur les catégories d'armes et le creusage de tranchées, en passant par les patrouilles et les attaques de section, a peut-être été l'un des plus intéressants et des plus exigeants que j'aie suivis. Certes, il a été éprouvant au plan physique à cause notamment du manque de sommeil, mais il m'a permis de développer des aptitudes de commandement et de gestionnaire. De retour au CMR cet automne-là, j'ai suivi un cours de leadership et de motivation dans le cadre de mon programme d'études. Il m'a semblé qu'une grande partie de la matière théorique enseignée dans la Phase II – Commune portait, en fait, sur la gestion et non sur le leadership. Les cours sur la formation au commandement que j'ai suivis à Gagetown et au CMR m'ont amené à réfléchir sur le perfectionnement des chefs subalternes dans l'Armée de terre, et le présent article est le fruit de mes réflexions. Je désire soulever les points

l'officier de l'Armée de terre; (b) la Phase II – Commune met l'accent sur la gestion et non sur le leadership et (c) il y a un certain nombre d'initiatives

veulent pas que leurs subalternes les perçoivent comme des *gestionnaires* ou même ne veulent pas se considérer comme tels. Ils veulent être perçus

La majorité des officiers de l'Armée de terre ne veulent pas que leurs subalternes les perçoivent comme des gestionnaires ou même ne veulent pas se considérer comme tels.

relativement simples et peu coûteuses qui pourraient améliorer le cours de leadership de la Phase II – Commune.

LEADERSHIP ET GESTION

Comme il est précisé dans le manuel de doctrine sur le leadership des FC intitulé, *L'officier de carrière*, la formation au commandement est la raison d'être principale de tous les officiers des Forces canadiennes. Par ailleurs, le leadership et la gestion demeurent deux notions quelque peu ambiguës lorsqu'on les traite de pair¹. En soi, la gestion peut être définie sans difficulté, mais cette définition peut devenir imprécise lorsqu'on la compare à la notion de leadership. Dans les Forces canadiennes, notamment dans

comme des chefs ou même des commandants et projeter cette image. Conséquemment, il est important de faire la distinction entre leadership et gestion afin de rectifier un certain nombre de fausses idées qui peuvent avoir cours.

Selon Northouse, la gestion a pour objet d'établir un ordre et une cohérence par la planification, l'établissement du budget, l'organisation, la dotation, le contrôle et la solution de problèmes³. D'après cette définition, la notion de gestion ne devrait avoir aucune connotation négative. Rost fait valoir qu'il est temps d'arrêter de dénigrer la gestion et de commencer à repenser sa nature et sa nécessité⁴. Il laisse entendre également que si l'on veut connaître la valeur que les gens accordent à la gestion, on n'a qu'à « retarder la remise des chèques de paye et à diminuer les ressources dont les gens ont besoin pour exécuter leur travail »⁵. La gestion occupe une part importante des fonctions de supervision, car, grâce à elle, on s'assure que le travail est exécuté, et ce, de façon ordonnée. Elle ne rapporte peut-être pas autant d'honneurs et de gloire que d'autres

... la formation au commandement est la raison d'être principale de tous les officiers...

suivants : (a) la gestion et le leadership (la formation au commandement) sont deux composantes toutes aussi importantes, mais différentes du rôle de

l'Armée de terre, le terme « gestion » a une connotation négative, tout comme hors du milieu militaire². La majorité des officiers de l'Armée de terre ne

activités, mais la gestion demeure néanmoins une fonction cruciale dans le fonctionnement efficace des organisations. À l'examen des responsabilités moyennes qu'assume un officier de l'Armée, on constate que bon nombre d'entre elles comportent des tâches de gestion. La grande partie du travail accompli en garnison est probablement de nature gestionnelle, mais est rarement qualifiée ainsi. Par exemple, les travaux d'écriture, la vérification de la maintenance des véhicules et l'affectation des ressources sont toutes des tâches de gestion. En fait, dans sa carrière, l'officier consacre une grande partie de son temps à des tâches de gestion.

Il n'est pas aussi facile de cerner le leadership. Il y aurait autant de définitions qu'il y a de chefs⁶. En effet, Rost a trouvé 221 définitions du leadership dans la documentation sur la question⁷. Plus on examine la notion du leadership, plus on en discute et plus on fait des recherches dans ce domaine, plus il est difficile de la définir de façon précise. Northouse décrit le leadership comme un agent de changement et de mouvement fondé sur la vision, la stratégie, l'orientation du personnel, les communications, la motivation et l'inspiration⁸. Toutes ces actions, de par leur nature même, semblent être sources d'inspiration. Quelle que soit la définition du leadership qu'on adopte, un fait demeure : les applications du leadership diffèrent selon les circonstances. La définition du leadership que donnent les Forces canadiennes – qualité qui consiste à influer sur les autres de façon qu'ils s'acquittent d'une mission de la façon souhaitée par le chef⁹ – est peut-être générale, mais tout aussi pertinente que les autres. L'exercice du leadership est fortement



Est-ce que la formation en leadership doit incorporer le leadership et la gestion? (gracieuseté du CIC)

subalternes¹⁰. L'influence peut s'étendre sur de longues périodes ou peut être de très courte durée (une minute ou deux). On peut donc dire que le leadership constitue des niveaux de comportement alors que la gestion continue. Selon Kotter, le leadership est une fonction « innovante » qu'on exerce en réponse aux changements. La vision, l'inspiration et le respect sont au nombre des intangibles qu'un chef ou meneur peut insuffler à ses subalternes ou suiveurs¹¹. Ces éléments peuvent ne pas toujours être présents, mais le dirigeant peut y recourir, au besoin.

La grande partie du travail d'un officier de l'Armée porte sur la gestion du personnel et des ressources. Le commandant de peloton d'infanterie, qui a pour mission de s'emparer d'un terrain, doit formuler un plan d'après les ressources et les soldats dont il dispose. Par ailleurs, lorsque ce com-

plan (c'est-à-dire la gestion) peut en partie contribuer au succès de la mission, mais ne pousse pas les soldats à accomplir la mission. L'élément manquant dans ce cas est le leadership exercé par l'officier. L'exemple que donne l'officier et la façon dont il s'adresse à ses troupes sont des manifestations importantes du leadership parce qu'ils peuvent avoir une influence sur les subalternes. Le succès de la mission repose essentiellement sur un équilibre entre l'exercice du leadership et de la gestion, si bien que le commandant de peloton, qui n'a pas les qualités de gestionnaire et de chef voulues, échouera dans son entreprise. Conséquemment, la formation en leadership et la mise en valeur des qualités de chef sont des questions cruciales.

Evaluation de la Phase II – Commune (cours de leadership de l'Armée de terre)

La formation en leadership la plus élémentaire des futurs officiers de l'Armée de terre, la Phase II – Commune, dure sept semaines et a lieu au centre d'instruction de secteur (CIS) Gagetown. Pendant ce cours, les stagiaires doivent assimiler la théorie, c'est-à-dire la doctrine opérationnelle ressortissant au commandement d'une section d'infanterie à pied. On s'attend qu'ils mettent en pratique les connaissances apprises en classe, qu'ils manifestent leurs qualités de chef dans

L'exercice du leadership [...] il n'y a pas de lignes directrices précises qui régissent la façon dont on doit l'exercer.

recommandé, mais il n'y a pas de lignes directrices précises qui régissent la façon dont on doit l'exercer. Toutefois, il y a un filon commun dans de nombreux ouvrages : le leadership est généralement considéré comme un processus d'influence qui « stimule » les

mandant choisit les itinéraires et les formations d'attaque et dresse des plans de contingence, il exécute alors des tâches de gestion. Amener les soldats à accepter le plan et à l'appliquer avec conviction de la façon souhaitée par le commandant relève du leadership. Le

le cadre de plusieurs exercices en campagne et que non seulement ils atteignent, mais dépassent la norme exigée. Pendant ces sept semaines, les stagiaires sont supposés développer leurs qualités de chef.

Toutefois, la question que je me pose au sujet de cette formation est la suivante : ce cours développe-t-il vraiment les qualités de chef chez les stagiaires ou développe-t-il simplement leurs compétences de gestionnaires? À mon avis, la Phase II – Commune est essentiellement un exercice axé sur l'acquisition de compétences en gestion. Comme moyen d'explorer les possibilités de développer véritablement les qualités de chef chez les stagiaires de la Phase II – Commune, j'ai choisi comme cadre analytique l'ouvrage de DuBrin¹². Dans son livre sur le leadership, DuBrin aborde la question de la formation des chefs ou des dirigeants sous l'angle des processus d'autoperfectionnement (p. ex., la prise de conscience individuelle et l'autodiscipline) et des méthodes d'enseignement et d'acquisition des compétences (p. ex., l'instruction, l'expérience et le mentorat). Je crois que ce cadre peut être appliqué à la formation des chefs militaires. Je relaterai mes expériences de la Phase II – Commune dans l'optique des idées de DuBrin, à savoir la prise de conscience personnelle, l'autodiscipline, l'instruction, l'expérience et le mentorat¹³.

L'apprentissage du leadership par l'autoperfectionnement est un processus d'introspection et de rétroaction visant à améliorer le rendement personnel de l'individu. Muchinsky souligne que la connaissance de soi évoluée est un des fondements des programmes d'apprentissage de la gestion et du leadership¹⁴. Dans l'optique de DuBrin, l'apprentissage de l'art du commandement par la connaissance de soi englobe des effets ou boucles de rétroaction. Il fait valoir qu'un effet de rétroaction simple se produit lorsqu'un individu cherche à obtenir une rétroaction minimale, alors que l'effet de rétroaction double découle d'un examen approfondi des valeurs et des objectifs intrinsèques d'un individu¹⁵. La phase II du cours comporte une auto-évaluation minimale, la rétroaction provenant en grande partie du personnel instructeur

par le biais des évaluations hebdomadaires et des évaluations officielles. Ni dans le plan d'instruction, ni dans le cours, ne propose-t-on l'auto-évaluation, ni même n'en fait-on mention. Les briefings sont donnés après exécution des tâches, et ce, sans contribution significative des intéressés. Les stagiaires n'ont pas l'occasion, sauf à leur initiative, de prendre le temps d'analyser leur performance dans les divers rôles de commandement. Toutefois, il y a, dans le cadre du cours, un exposé sur le système d'évaluation du rendement, par lequel on cherche à sensibiliser les stagiaires à l'utilité d'évaluer leur personnel, mais cet exposé ne suffit pas à bien faire comprendre aux stagiaires qu'il est important pour un chef d'avoir une bonne connaissance de soi.

Pour arriver à exercer un leadership par l'autodiscipline, l'individu doit participer de façon active et constante à son propre développement. Pour DuBrin, l'autodiscipline est la mobilisation des efforts chez un individu en vue de l'atteinte d'un objectif¹⁶. Bien qu'elle ne soit pas explicite dans la Phase II – Commune, l'autodiscipline demeure un élément crucial du leadership dans l'Armée de terre. Par l'autodiscipline, l'individu ne perd jamais de vue la tâche à exécuter ou l'objectif à atteindre, et ce, dans un environnement non centré sur la tâche à accomplir. Le personnel d'instruction de la Phase II – Commune souligne constamment l'importance de cet élément essentiel. La persévérance et la capacité de ne jamais perdre de vue la tâche à accomplir sont d'autres qualités essentielles dont on souligne l'importance, tout particulièrement lorsque l'instruction devient plus intensive. Le plan d'instruction réussit à bien mettre l'accent sur la discipline et l'autodiscipline. Il combine ces deux notions dans un exposé, suivi de deux périodes de discussions en groupe. Cette méthode d'instruction et l'importance qu'on accorde à ces deux notions permettent, semble-t-il, aux stagiaires de bien assimiler la matière.

Selon DuBrin, l'instruction, l'expérience et le mentorat entrent pour une bonne part dans l'apprentissage du leadership. Pour DuBrin, l'instruction correspond à l'acquisition de connaissances (théorie) non axée sur une

application immédiate (pratique)¹⁷. L'instruction donnée au cours de la phase II repose essentiellement sur l'application directe de la doctrine enseignée en classe. Les stagiaires apprennent la théorie, puis mettent immédiatement en pratique les connaissances acquises. Le cours met donc l'accent sur l'entraînement ou l'application des connaissances, l'instruction – au sens où l'entend DuBrin – étant remise à plus tard. Les stagiaires PFOR/PFIR suivent des cours universitaires pendant l'année, alors que les militaires enrôlés directement comme officiers détiennent déjà un diplôme de premier cycle. Bien que les connaissances acquises par l'instruction puissent certainement améliorer les aptitudes à résoudre des problèmes, le personnel instructeur présume que cette instruction est déjà acquise. Toutefois, la matière portant sur le leadership enseignée dans la phase II porte principalement sur les principes de leadership. La matière décrite dans le plan d'instruction ne traite que superficiellement du leadership et des notions connexes. Par exemple, il n'y a que deux périodes de 40 minutes consacrées au « leadership dans l'Armée de terre ». Le temps alloué à l'étude de cette question me paraît assez court, compte tenu que la phase II se veut un cours de leadership de niveau élémentaire. La méthode de confirmation des connaissances pour cette partie du cours – un examen écrit – est également contestable. Elle ne semble pas adaptée à la matière – l'essentiel du leadership ne s'apprend pas sur papier.

L'expérience permet à l'individu de transposer ses connaissances en compétences¹⁸. L'apprentissage, qui s'effectue au contact d'autres stagiaires et pendant l'exécution de la tâche elle-même, est peut-être le plus sûr moyen d'acquérir les compétences nécessaires au rôle de chef. Selon Hackman et Oldham, la rétroaction est plus efficace lorsqu'elle est obtenue lors de l'exécution du travail lui-même¹⁹. Au cours de la phase II, les stagiaires ont l'occasion d'acquérir une certaine expérience par la pratique. En menant plusieurs attaques de section avant d'être évalués, par exemple, les stagiaires obtiennent une rétroaction directe sur

leur performance et apprennent de leurs erreurs. Ils peuvent acquérir la confiance nécessaire pour commander et développer les habiletés de gestion dont ils ont besoin pour coordonner les activités de leurs subalternes. Les nombreuses attaques qu'ils exécutent permettent également aux stagiaires d'apprendre des erreurs et des « bons coups » de leurs camarades. L'expérience acquise dans le cadre d'un entraînement difficile prépare les stagiaires à faire face à l'imprévisible. Les rapports interpersonnels font également partie intégrante de l'apprentissage des stagiaires en raison de l'expérience qu'ils tirent de leurs contacts avec divers types de personnes pendant l'exécution d'une tâche donnée. Toutefois, dans le cours, on n'insiste pas assez sur l'importance de saisir les occasions d'apprendre le plus possible des autres stagiaires. Si un stagiaire a la chance qu'un instructeur lui fasse prendre conscience de ce point, son apprentissage en sera amélioré; sans cette prise de conscience, les occasions d'apprentissage mutuel se perdront.

L'aide apportée par un formateur en milieu de travail est une autre façon de mettre l'expérience à contribution dans l'apprentissage du leadership²⁰. L'encadrement/assistance professionnelle et le mentorat sont au centre de la formation en leadership de la phase II. Ces deux fonctions font partie des plans de leçon sur le leadership. On peut

soutenir que l'assistance professionnelle et le mentorat sont les outils d'apprentissage de l'art du commandement les plus importants pendant la formation, mais ils ne sont pas nécessairement utilisés en classe. Le mentorat s'effectue en grande partie grâce à la participation directe d'adjudants et de sous-officiers à la formation des stagiaires. D'après mon expérience de la Phase II – Commune, les sergents essaient de communiquer leurs connaissances et leur expérience aux membres de leurs sections, et l'exemple qu'ils donnent influe également sur la formation des stagiaires. L'officier de cours peut également servir de modèle aux stagiaires. Même s'il n'a pas autant de rapports avec les stagiaires que d'autres intervenants, il peut néanmoins exercer sur eux une certaine influence. Le mentorat est essentiellement fondé sur l'observation et l'information en retour ou rétroaction. Bien qu'informel, c'est probablement le moyen d'apprentissage du leadership le plus important au cours de la Phase II – Commune.

CONSÉQUENCES DE L'APPRENTISSAGE DE L'ART DU COMMANDEMENT DANS L'ARMÉE DE TERRE

La Phase II – Commune est une excellente formation qui prépare les stagiaires à commander une section d'infanterie à pied et leur permet d'acquérir les compétences nécessaires

à cette fin. Elle développe l'esprit d'équipe, l'autodiscipline et la persévérance. Le constat de ses limites personnelles fait également partie du processus d'apprentissage. Il s'agit de savoir si ce cours est véritablement axé sur le leadership. La partie du cours qui porte sur la navigation, les attaques de section et les patrouilles de reconnaissance est surtout orientée sur la gestion. Tout officier doit certainement posséder des habiletés de gestion, mais ces compétences semblent plus faciles à enseigner que le leadership. Il ressort du cours – mises à part quelques leçons – que le véritable apprentissage du leadership est bien davantage un « sous-produit » de l'environnement que le résultat d'un objectif bien défini et orienté. Bien qu'il n'y ait pas lieu de modifier certaines facettes du cours – notamment le mentorat exercé par les sergents, un fait demeure : le leadership devrait occuper une place plus importante dans la formation. On pourrait améliorer l'élément « leadership » (a) en mettant davantage l'accent sur la connaissance de soi dans l'exercice du leadership, (b) en ajoutant des cours d'autodiscipline et (c) en faisant appel à des instructeurs ayant une formation en assistance professionnelle et en mentorat.

La connaissance de soi peut être un outil très utile pour la mise en valeur des qualités de chef des stagiaires. On pourrait l'intégrer au cours sans trop nuire au plan d'instruction initiale. Pour obtenir l'effet de rétroaction simple mentionné plus haut, on pourrait faire participer les stagiaires au processus de debriefing après l'exécution d'une tâche et au compte rendu hebdomadaire. Pour éviter que le debriefing ne soit qu'un exercice de conversation à sens unique ou presque, le personnel d'instruction pourrait effectuer de concert avec le stagiaire, une brève analyse du rendement de ce dernier et des compétences de leadership dont il a fait preuve. La rétroaction du stagiaire n'aurait vraisemblablement pas d'incidence sur la cote attribuée. Le simple fait de discuter des écarts entre les évaluations effectuées, d'une part, par l'instructeur et, d'autre part, par le stagiaire aiderait ce dernier à mieux comprendre son rendement général.



Les leaders doivent être soumis à une variété de styles et de méthodes afin d'être prêts pour les défis auxquels ils feront face. (de la collection du rédacteur en chef)

Il pourrait être un peu plus difficile d'obtenir l'effet de rétroaction double. Pour y arriver, il faudrait prévoir une période de temps additionnel, peut-être à la fin du cours, afin que les stagiaires puissent établir leurs propres évaluations et celles de leurs pairs. Le personnel instructeur devra bien faire comprendre aux stagiaires l'importance de remplir ces questionnaires d'évaluation. Des questionnaires tels que celui sur les profils de leadership et celui sur le modèle de leadership trajet-but peuvent s'avérer des plus utiles à ce stade de la formation²¹. Ce sont deux outils de mesure assez simples des profils et des styles de leadership. Les stagiaires débutent leur formation et n'ont pas besoin d'être « bombardés » d'informations à ce stade. Ces deux questionnaires pourraient vraisemblablement servir à initier les stagiaires à la notion de connaissance de soi, le seul préalable à l'utilisation de ces outils étant que l'officier de cours et les instructeurs

Apprendre la formation au commandement aux futurs officiers [...] c'est la responsabilité de tous ceux qui participent [...] à la formation des officiers.

soient en mesure d'en interpréter les résultats avec les stagiaires. Bien que cette activité exige plus de temps qu'une rétroaction à simple effet, elle en vaut néanmoins la peine. Une rencontre informelle entre chaque stagiaire et un instructeur serait suffisante pour l'interprétation des résultats. Une évaluation par les pairs serait très utile – si elle est bien faite – mais peut ne pas être possible faute de temps. Une auto-évaluation et un debriefing avec un membre du personnel devraient suffire pour que le stagiaire amorce une prise de conscience de son perfectionnement en tant qu'officier. Peut-être qu'une journée, ou même une demi-journée, serait suffisante à cette fin.

L'autodiscipline est essentielle à la réussite du cours. La persévérance et la force de caractère sont également des qualités fort utiles, voire même indispensables. Il est essentiel qu'un chef

manifeste ces qualités, tout particulièrement au combat. Les situations stressantes ont tendance à dissiper

probablement l'outil le plus efficace à cet égard. Les techniques d'encadrement et de mentorat pourraient être ajoutées à

La persévérance et la force de caractère sont également des qualités [...] indispensables.

l'attention; mais, malgré tout, un commandant ne doit absolument pas s'écartez de la tâche assignée et doit convaincre ses subalternes de l'accomplir.

Il faut continuer de souligner l'importance de l'autodiscipline pendant toute la formation. Peut-être serait-il utile de donner une leçon en classe sur la pertinence de l'autodiscipline dans l'apprentissage de l'art du commandement. De plus, il faudrait accorder une note au chapitre de l'autodiscipline afin que le stagiaire puisse suivre son comportement et continuer à se perfectionner²². Cette information cadrerait certainement avec l'instruction sur l'auto-évaluation. Comme je l'ai mentionné plus haut, l'apprentissage de l'autodiscipline s'inscrit dans le prolongement de la connaissance de soi. Bien qu'il faille souligner l'importance de l'autodiscipline pendant tout le cours, le rapport entre cette dernière et la connaissance de soi pourrait être expliqué vers la fin de

la formation. Pour bien mettre en œuvre ce plan, il faudrait en échelonner l'application sur plusieurs leçons et bien expliquer sa raison d'être aux stagiaires.

Il n'y a peut-être pas lieu de recourir à l'instruction proprement dite comme outil de perfectionnement dans le cadre de la formation dispensée au cours de la Phase II – Commune. Toutefois, on devrait continuer de tenir des discussions en groupe sur des sujets tels que le leadership, et se rappeler que les stagiaires ne retirent des exposés qu'une quantité déterminée de compétences en matière de leadership. Les discussions en groupe sont peut-être la meilleure méthode d'enseignement de l'art du commandement en classe.

À mon avis, il n'y a pas lieu de modifier, ou à peine, l'encadrement comme méthode d'*enseignement* de l'art du commandement, car c'est pro-

la formation donnée aux instructeurs avant le cours. Le personnel instructeur devrait chercher à donner le meilleur exemple possible aux stagiaires. En partageant son expérience et ses connaissances, un instructeur possède un puissant outil de perfectionnement, mais il lui faut alors relever le défi de demeurer impartial. Il faut mettre les stagiaires en garde contre le danger de chercher à imiter un seul individu et les inciter plutôt à tirer le meilleur de chaque instructeur.

Finalement, comme le leadership semble être au cœur de la polémique dans les Forces canadiennes et, plus particulièrement dans l'Armée de terre, il est primordial que les officiers aient une meilleure compréhension de cet élément décisif. Fournir l'instruction en leadership aux futurs officiers n'est pas seulement une tâche importante, c'est la responsabilité de tous ceux qui participent de près ou de loin à la formation des officiers. Par conséquent, il faut examiner de plus près cette formation afin de s'assurer que l'objectif visé – l'instruction leadership – est effectivement atteint. Une fois cette prise de conscience établie, les changements suivront fort probablement. Il faut s'assurer que les stagiaires reçoivent la meilleure instruction possible, car celle-ci est au cœur du perfectionnement du corps des officiers de l'Armée de terre. La plupart des suggestions qui précèdent sont assez simples et peu coûteuses à mettre en place. Dans la majorité des cas, il ne s'agit que de mieux orienter la formation et non de refondre ou de remodeler le plan d'instruction. Il ne fait pas de doute qu'un certain nombre de compétences en leadership sont enseignées au cours de la Phase II – Commune, mais il demeure que le volet « leadership » de cet important cours pourrait néanmoins être grandement amélioré.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

L'élève-officier Reashore fait partie de la promotion 2002 du Collège militaire royal du Canada. Elle possède une majeure en administration des affaires et une mineure en psychologie militaire. Au terme de sa formation, l'élof Reashore recevra sa commission d'officier et se joindra au 2^e Bataillon des services à Petawawa en qualité d'officier de logistique.

NOTES

1. Publication des Forces canadiennes, A-PD-131-002/PT-001, *L'art du commandement, Volume 2, L'officier de arrière* (31 juillet 1973), article 202, p. 2-1.
2. J.C. Rost, *Leadership for the Twenty-First Century*, Wesport, 1993, p. 141.
3. P.G. Northouse, *Leadership Theory and Practice*, Thousand Oaks, CA, 1997, p. 9.
4. Rost, p. 143.
5. *Ibid*, p. 143
6. Northouse, p. 2.
7. Rost, p. 46.
8. Northouse, p. 9.
9. Publication des Forces canadiennes, A-PD-131-002/PT-001, *L'art du commandement, vol.2, L'officier de carrière* (31 juillet 1937), article 202, p. 2-1

10. J.P. Bradley, « Distinguishing the Concepts of Command, Leadership and Management. » Dans B. Horn et S.J. Harris (Éd.), *Generalship and the Art of the Admiral: Perspectives on Senior Canadian Military Leadership*, St Catherines, ON, 2001, p. 112.
11. J.P. Kotter, « What leaders really do », *Harvard Business Review*, mai-juin 1990, p. 26.
12. A.J. DuBrin, *Leadership: Research findings, practice, and skills*, Boston, 1998.
13. Il y a probablement d'autres optiques ou démarches qui pourraient servir à orienter l'examen du cours de leadership dans l'Armée de terre. J'ai choisi celle de DuBrin parce qu'elle me semblait intéressante.
14. P.M. Muchinsky, *Psychology applied to work* (5th ed.), Pacific Grove, CA, 1997, p. 198-99.
15. A.J. DuBrin, *Leadership: Research findings, practice, and skills*, Boston, 1998, p. 388-89.
16. *Ibid*, p. 389.
17. *Ibid*, p. 391-95.
18. *Ibid*, p. 393.
19. J.R. Hackman, G. Oldham, R. Janson et K. Purdy, « A new strategy for job enrichment », *California Review*, Volume XXVII 1975, p. 65.
20. A.J. DuBrin, *Leadership: Research findings, practice, and skills*, Boston, 1998, p. 395.
21. P.G. Northouse, *Leadership theory and practice* (Thousand Oaks, CA: 1997), p. 105, 28.
22. A.J. DuBrin, *Leadership: Research findings, practice, and skills*, Boston, 1998, p. 390.



L'année dernière, on a découvert les restes de plusieurs soldats canadiens portés disparus pendant la bataille pour le Kapelsche Veer qui a eu lieu du 26 au 31 janvier en 1945. L'un d'eux, le soldat V.G. Howey du Lincoln and Welland Regiment a été enterré lors d'une cérémonie au cimetière militaire canadien Bergen-op-Zoom, aux Pays-Bas, en novembre 2002. Le Lincoln et Welland Regiment a supporté le poids de cette bataille qui a fait 89 morts et 143 blessés. (gracieuseté de la Commission du Commonwealth pour les tombes de guerre)

De l'ancienne armée de terre à la nouvelle armée de terre

par le sergent Daniel De Groot

Le leadership est l'art individuel d'influer sur le comportement des soldats. Le commandement est l'exercice officiel du pouvoir et de l'autorité par un commandant désigné. Ces deux fonctions sont différentes l'une de l'autre [...]]

Reconnaissant cette exigence, l'Armée canadienne a adopté une philosophie de commandement [...]]

Cette philosophie est connue sous le nom de commandement décentralisé (en relief dans le texte original). Le principe central du commandement décentralisé est que les chefs subordonnés devraient normalement disposer d'une grande latitude dans l'exécution de la mission. Cette philosophie favorise l'utilisation maximale de l'initiative et l'exécution décentralisée des tâches¹.

Si seulement nous pouvions prêcher par l'exemple! Il se peut que le présent article soit interprété comme un plaidoyer ou une harangue de la part de l'auteur; mais, c'est la seule façon que j'ait trouvée pour

... qu'est-ce que la nouvelle et l'ancienne armées?

véhiculer mon message. J'y expose la difficulté incessante d'arriver à faire adopter dans les forces armées une nouvelle philosophie de leadership (qui, à mon avis, est bien supérieure à l'ancienne) face à la résistance des tenants de l'ancienne école. En fait, selon mon expérience, la majorité n'est pas sans ignorer cette situation qu'elle considère simplement comme une opposition entre les partisans de l'« ancienne armée » et ceux de la « nouvelle armée ». Les expressions sont même employées comme qualificatifs, par exemple : « *Lui, il est de l'ancienne armée.* »

Donc, qu'est-ce que la nouvelle et l'ancienne armée? Quels en sont les principes fondamentaux et les maximes? Le fait d'être partisan de l'une ou de l'autre école de pensée n'a aucun rapport

tel leadership sur le moral des soldats et leur intérêt à demeurer dans l'Armée. Même si vous n'êtes pas un militaire haut gradé, vous demeurez néanmoins un être intelligent et motivé. Si vos

Le style de leadership de l'ancienne armée soulève un problème important et plus dangereux encore...

avec l'âge; en effet, je connais des caporaux-chefs de 21 et 22 ans qui sont favorables à l'ancienne armée. La différence entre la nouvelle et l'ancienne armées repose essentiellement sur la confiance manifestée envers les subalternes : dans la nouvelle armée, on fait confiance aux subalternes alors que dans l'ancienne armée cette confiance est absente². Il en résulte donc des styles de leadership diamétralement opposés³. Sous sa forme la plus extrême, ce manque de confiance envers les subalternes dans l'ancienne armée a pour résultat la microgestion⁴. En clair, si, en tant que commandant, vous croyez que vos subalternes sont incapables de bien exécuter vos ordres, vous aurez besoin de vérifier leur travail et vous chercherez à tout contrôler; ce faisant, vos subalternes n'ont plus besoin de penser (et éventuellement vous les priverez de cette capacité) et de prendre des initiatives pour exécuter leurs missions.

Quel est donc le problème? En vérité, un grand nombre de chefs dans les forces armées ont eu de longues carrières au cours desquelles ils ont connu un certain succès en étant extrêmement directifs. D'abord, plaçons-nous dans la peau d'un réserviste de la Première réserve qui peut quitter les forces armées sans trop de problèmes et envisageons les effets que peut avoir un

commandants régentent votre vie militaire dans les moindres détails, aurez-vous l'impression qu'ils apprécient vos compétences et vos habiletés? Si vos chefs sentent le besoin de vérifier tout ce que vous faites, estimerez-vous qu'ils vous font confiance? Pas du tout, n'est-ce pas? En fait, vous retirerez une piétre satisfaction de votre travail parce que vous n'aurez pas de défis à relever et que vous ne serez pas employé dans la mesure de vos capacités. De deux choses l'une : soit que vous décidiez de « prendre du galon » pour arriver à contribuer de façon significative au succès de votre organisation, soit que vous quittiez l'organisation. Malheureusement, selon mon expérience, trop de personnes choisissent cette dernière solution. Voici le résultat inéluctable de ce style de leadership : des soldats intelligents et enthousiastes capables de solides initiatives donnent leur démission alors que d'autres qui se contentent d'un travail routinier assommant demeurent en poste, finissent par monter en grade et perpétuent un mauvais système.

Le style de leadership de l'ancienne armée soulève un problème important et plus dangereux encore : qu'arrive-t-il lorsque vient le temps de combattre? L'histoire militaire canadienne regorge d'exemples de soldats qui, par leur initiative et leur inventivité, ont su éviter bien des déboires. En outre, dans combien de documents⁵ ne fait-on pas

valoir les vertus du commandement décentralisé allemand (en allemand « *Auftragstaktik*⁶ ») et l'importance qu'il a eu dans le succès des forces allemandes au cours de la Deuxième Guerre mondiale? Dans d'autres documents⁷, ne souligne-t-on pas la nécessité de fonder la révolution dans les affaires militaires (RAM) sur un commandement décentralisé. Malgré tous ces arguments en faveur de la nouvelle armée, l'ancienne armée résiste toujours. Elle peut même prendre le pas sur la nouvelle armée dans le cœur et l'esprit des chefs en dépit des arguments de nos penseurs. Nous devrions tous craindre les conséquences de cette attitude bornée, traditionnelle et stéréotypée si nous sommes appelés à faire la guerre :

Le degré de conformité visé en temps de paix favorise la pétrification autodestructrice de la pensée. Et cette conformité ne se limite pas seulement à la préparation de la dernière guerre. On élimine systématiquement les attitudes non conformistes qui menacent le statu quo⁸.

La sécurité et la facilité qui découlent de la philosophie de leadership de l'ancienne armée représentent la vraie menace. Ce style de leadership requiert peu d'imagination et entraîne peu de risques (en temps de paix). Dans un environnement où l'ennemi se trouve toujours là où on s'y attend et dont l'effectif ne compte jamais plus du tiers du notre, la microgestion n'a plus beaucoup de sens. Nos exercices sont des scénarios stéréotypés, et notre entraînement est prévisible. L'initiative n'est plus nécessaire. En réalité, lorsqu'on se trouve dans un environnement où règne le leadership de l'ancienne armée, le fait d'être de la « nouvelle armée » constitue un net désavantage : en laissant tomber la microgestion, vous laissez libre cours aux erreurs, et ces erreurs donnent prise à la critique. Un chef subalterne peut facilement être taxé d'incompétence s'il laisse ses subordonnés faire des erreurs – ce faisant, il nuit à son avancement professionnel. Ce système conduit à une spirale vers le bas dans laquelle les chefs de la vieille école ont, en temps de paix, le dessus sur les tenants de la nouvelle armée par une discrimination

systématique. Comme l'observe O'Leary : « Un commandant ne peut permettre à ses subordonnés de franchir les limites de la boîte qu'il leur a fixées parce que son propre supérieur constatera qu'il a dépassé les limites de sa boîte⁹. » Je ne propose pas de solution à ce problème, mais si ce dernier suscitait un consensus ou – encore plus important – s'il était admis au niveau supérieur, peut-être trouverait-on alors une solution. Mais, malheureusement, cela est fort improbable, car, comme le fait valoir Gabriel (cité par Neill) :

L'officier qui connaît du succès à l'intérieur de la bureaucratie militaire n'est habituellement pas un chef entraîné pour le combat [...] mais tout probablement un batailleur expérimenté de la bureaucratie, qui [...] sait comment survivre dans un système bureaucratique qui récompense le manque d'inventivité, la complaisance, l'acceptation des règles sans remise en question... [en relief dans le texte]¹⁰.

Les conséquences de ce type de leadership paralysant au niveau d'une section et d'un peloton d'infanterie sont évidentes pour peu qu'on s'y attarde. N'observe-t-on pas des soldats obligés de ranger leur fourbi selon des règles étroites et rigides. Un autre exemple dramatique : la disposition des porte-chapeurs. La norme exige un porte-chapeur du côté gauche et un autre du côté droit. Pour ma part, étant gaucher, je préfère porter les deux porte-chapeurs à gauche. Par contre, il ne fait pas de doute que d'autres préféreraient les porter du côté droit. Ces exemples peuvent vous paraître banals jusqu'au jour où, dans le feu de l'action, vous devrez changer de chargeur : les quelques secondes supplémentaires que vous devrez prendre pour tenter de refermer le porte-chapeur de votre main la moins habile pourront vous coûter la vie — tout cela au nom de l'uniformisation. Plus haut dans la hiérarchie, n'observe-t-on pas des commandants de section obligés d'exécuter toutes les tactiques et tous les exercices en respectant des drills et des consignes d'inspection plus rigides les uns que les autres. Au nom de quoi? D'une certaine norme ou uniformisation. Ne dit-on pas aux

soldats : « Cela doit être fait de telle façon pour l'inspection, mais, en campagne, faites comme bon vous semble ». À quoi sert l'inspection alors?

L'implantation du style de leadership de la nouvelle armée ne va pas sans une participation de tous les échelons de la chaîne de commandement; dès qu'un chef de l'*« ancienne armée »* entre dans la chaîne, ce sont tous les échelons inférieurs qui en subissent les conséquences. De par la nature même du nouveau leadership, on ne peut pas forcer les commandants subalternes à adopter la philosophie de la « nouvelle armée ». Tenter de le faire serait contraire à l'essence même du commandement décentralisé.

La confiance et le respect sont des éléments essentiels du commandement décentralisé. Ils favorisent la cohésion. Leur existence est favorisée par le maintien des soldats au sein du même peloton ou de la même section pendant de longues périodes de service et par l'établissement de techniques, de procédures, de drills et de tactiques communs.

Le processus de sélection et d'instruction des chefs doit mettre l'accent sur les qualités manifestes de détermination et d'initiative. Il n'y a pas de place au sein des pelotons d'infanterie pour des commandants irréfléchis qui n'ont pas la capacité ou la volonté d'atteindre les plus hautes normes d'exécution de leurs tâches¹¹.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le sergent Daniel De Groot sert au sein du régiment d'infanterie de la Première réserve (The Lorne Scots). Il s'est enrôlé dans les forces armées en 1994 et a été promu sergent en 2000. Il détient un baccalauréat ès sciences de l'université de Toronto avec spécialisation en informatique et une mineure en science politique. Il travaille comme programmeur pour le compte d'une grande entreprise de communications canadienne à Toronto.

NOTES

1. B-GL-309-003/FT-001, *La section et le peloton d'infanterie au combat*, 1996, p. 3-1-1.
2. Cela remonterait à l'époque où un grand nombre de conscrits, souvent obligés de s'enrôler contre leur gré, constituaient une part importante de nos forces armées. C'est l'explication la plus plausible que j'ai pu trouver pour expliquer cet état de fait.
3. En fait, j'admets que mon penchant envers la philosophie de la nouvelle armée est assez fort, et ce, au point d'affirmer que le style de l'ancienne armée n'est absolument pas un type de leadership, sinon un système de commandement comme il est mentionné dans la citation en exergue.

4. Je pense que ce terme a été inventé par l'Armée de terre – je ne l'ai jamais entendu en dehors du contexte militaire. Quoi qu'il en soit, il est bien descriptif.

5. Chuck Olivero, « Auftragstaktik et désordre au combat: une nouvelle perspective du champ de bataille », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 4, no 2, p. 57-59; Chuck Olivero, « Confiance, guerre de manœuvre, commandement de mission et l'Armée de terre canadienne », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* vol. 1, no 1, (1998), p. 24-28; Scott Robertson, Ph.D., « Expérimentation et innovation dans les Forces canadiennes », *Revue militaire canadienne*, vol. 1, no 2, 2000, p. 65-71.

6. Dans ses deux articles (mentionnés à la note 5), le lieutenant-colonel Olivero analyse cette question en profondeur.

7. Elinor Sloan, Ph.D., « Le Canada et la révolution dans les affaires militaires : Attitude actuelle et possibilités à venir », *Revue militaire canadienne*, vol. 1, no 3, 2000, p. 7-14; lcol Wayne Pickering, « Révolutions dans le domaine militaire : Fiction ou réalité? Partie II », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 2, no 4, 1999, p. 23-31.

8. Mike O'Leary, « Les tigres ne peuvent pas vivre confinés dans une boîte », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 1, no 1, 1998, p. 58.

9. *Ibid.* p. 57.

10. Donald A. Neill, « L'éthique et l'appareil militaire », *Revue militaire canadienne*, vol. 1, no 1, 2000, p. 36.

11. B-GL-309-003/FT-001, *La section et le peloton d'infanterie au combat*, 1996, p. 3-1-13.



L'exercice BALKAN GUNNER, un exercice multinational de groupe de soutien offensif, a été mené, du 12 au 18 mai 2002, par la Division multinationale (sud-ouest) au champ de tir Resolute Barbara, à Glamoc, en Bosnie-Herzégovine. Les participants à l'exercice venaient du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Au cours de la composante de transport aérien de l'exercice, les membres de la Batterie Q, du 5^e Régiment d'artillerie légère du Canada ont tiré leur Howitzers LG-1 de 105 mm. (Photo par le cpl Grant Rivalin de l'Équipe de production de média du QG DMN SO)

Fixer et frapper

Le VBL III dans la défense mobile

par le sous-lieutenant David Hill

Le transport de troupes blindé (TTB), véhicule blindé léger (VBL) III a ouvert à l'infanterie mécanisée une vaste gamme de nouvelles possibilités d'emploi dans toutes les phases de la guerre, grâce à ses nombreuses améliorations technologiques et à leur application à la doctrine canadienne de la guerre de manœuvre. L'Histoire montre que l'introduction d'une innovation technologique nécessite un ajustement de la doctrine. La mitrailleuse pendant la Première Guerre mondiale, les véhicules blindés et les chasseurs lors de la Seconde Guerre mondiale, les lunettes de vision nocturne et les hélicoptères au Vietnam et les munitions à guidage de précision durant la guerre du Golfe sont tous des illustrations de ce fait. L'ajout du VBL III à l'arsenal du Canada exige également un examen de ses utilisations possibles sur le champ de bataille. Dans le présent article, je soutiendrai que la défense mobile est une occasion clé d'exploiter les avantages technologiques du TTB VBL III.

Avant de montrer les avantages du VBL III dans la défense mobile, le cadre de référence doit être correctement établi. Premièrement, nous examinerons la doctrine canadienne de la guerre de manœuvre et les principes fondamentaux de la défense. Deuxièmement, il faudra clarifier les améliorations techniques qu'offre le VBL III par rapport aux TTB antérieurs du Canada. Nous fusionnerons ensuite ces deux thèmes que sont la doctrine et la technologie dans le but d'optimiser, en créant une synergie, la combinaison de la technologie du VBL III et des tactiques que l'Armée de terre canadienne emploie en matière de défense mobile¹.

Il est tout d'abord essentiel de passer en revue les préceptes essentiels de la doctrine canadienne de la guerre de manœuvre et les principes fondamentaux de la défense. Cet examen est important

si on veut tenter d'associer de manière précise, sur le plan analytique, les considérations tactiques clés et les améliorations technologiques. Le succès de la guerre de manœuvre repose sur trois éléments cruciaux : la destruction physique, l'annihilation de la volonté de résistance et la rupture de la cohésion des forces ennemis. La destruction physique consiste à fixer et à frapper l'ennemi en intégrant les six éléments de la puissance de combat : le com-

dispositifs de défense statiques. La guerre d'usure contraste nettement avec la guerre de manœuvre, par laquelle on cherche à s'emparer de l'initiative, à attaquer les points faibles et à se déplacer de manière déterminée.

Afin d'affiner cette analyse de la doctrine canadienne, on peut faire intervenir plusieurs principes et notions élémentaires qui se rapportent spécialement aux phases défensives de la

Le transport de troupes blindé (TTB) [...] a ouvert à l'infanterie mécanisée une vaste gamme de nouvelles possibilités d'emploi...

mandement, les opérations de rassemblement d'information, la manœuvre, la puissance de feu, la protection et le maintien en puissance. Cette intégration est centrée sur l'effort principal, la synchronisation des ressources et le maintien d'une cadence supérieure à celle de l'ennemi.

La destruction physique n'est cependant qu'un des trois facteurs qui assurent le succès au combat. Il faut également s'attaquer à la cohésion de l'ennemi et à sa volonté de combattre grâce à l'anticipation, à la désorganisation et à la perturbation de son activité. L'anticipation consiste à saisir les occasions avant l'ennemi, la désorganisation, à empêcher l'ennemi d'exploiter ses avantages, et la perturbation, à rompre l'intégrité de l'ennemi en le confondant, en le retardant et en le prenant par surprise. Ce résumé de la théorie de la guerre d'usure fait uniquement mention des points essentiels; ce qu'il importe de retenir, c'est la différence entre la guerre de manœuvre et la guerre d'usure, qui est axée sur les affrontements force contre force, l'occupation du terrain et les

guerre. Les trois principes de guerre qui s'appliquent à la défense sont la concentration de la force, l'action offensive et la sécurité. Il n'est pas nécessaire d'approfondir la définition de ces termes pour constater que le concept de mobilité est clairement en accord avec ces principes. Tout commandant doit également tenir compte des huit principes fondamentaux de la défense et les mettre en application : la recherche de renseignements, l'utilisation du terrain, la coordination, l'appui réciproque, la profondeur, la manœuvre, la puissance de feu et l'utilisation des réserves. Ces notions élémentaires et ces principes constituent le fondement de mon analyse. À partir de cette base, il est possible de définir les avantages technologiques que le VBL III offre pour la défense mobile.

Selon la *Doctrine du niveau tactique de l'Armée de terre* :

La défense mobile se focalise sur la destruction de l'assaillant en lui permettant de progresser jusqu'à une position l'exposant à une contre-attaque et à une manœuvre d'en-

veloppement. L'accent est mis sur la défaite de l'ennemi plutôt que sur la conservation ou la reprise de terrain. La défense mobile fait appel à une combinaison d'actions offensives et défensives et de manœuvres retardatrices qui exigent le déploiement à l'avant de forces relativement réduites et ce type de défense utilise la manœuvre et le tir ainsi que les obstacles pour retirer l'initiative à l'assaillant une fois que ce dernier a pénétré dans la zone défendue.

C'est en regard de ce thème de la guerre de manœuvre que j'examinerai maintenant l'intégration analytique du VBL III et de la défense mobile.

Le VBL III possède un avantage technologique sur l'ancien TTB du Canada dans cinq domaines déterminants. Ce sont, plus précisément, les systèmes d'arme, les dispositifs optiques, le système de navigation tactique (TACNAV), les systèmes de protection et les communications. On peut soutenir que le système d'arme avancé du VBL III est l'élément clé du point de vue tactique. Le système d'arme principal est le canon de 25 mm monté sur un affût stabilisé, qui est capable de toucher avec précision les VBL ennemis (BMP, BMD, BTR, BRDM, MT-LB et autres véhicules de ce genre) jusqu'à une distance de 2200 m. Le VBL III possède également une mitrailleuse coaxiale de 7,62 mm précise jusqu'à 1400 m contre l'infanterie, un affût pivotant pouvant accueillir une mitrailleuse C6 (1400 m) ou C9 (600 m) et un lance-grenades multitubes servant à créer un écran de fumée. Ce que ces renseignements indiquent essentiellement, c'est que cet armement est capable d'atteindre des

Le canon Bushmaster de 25 mm, décrit ci-dessus, procure une distance de sécurité de 900 à 2200 m qui permet d'engager l'ennemi de loin pour retarder son avance et gêner son estimation du centre de gravité du dispositif de défense. Pour clarifier ce point, considérons l'exemple suivant. Si un régiment d'infanterie mécanisée (RFM) de la force générique (FORGEN) est en train d'avancer, les premiers éléments qui établiront un contact seront la reco régimentaire, puis l'élément de sécurité avancé/la patrouille reco de combat (PRC) du bataillon de tête. Ceux-ci localiseront les positions défensives au moyen d'un contact visuel initial ou de la signature d'une arme, lorsqu'ils seront engagés. Quelle que soit la méthode employée, ils transmettront à leur commandant supérieur les coordonnées des éléments détectés et celui-ci pourra alors déterminer comment agir.

Si on emploie le VBL III en avant des troupes débarquées à titre de force de couverture, il devient possible de gêner et tromper l'ennemi en faisant feu sur lui, puis en reculant le véhicule jusqu'à la position défensive suivante lorsque l'ennemi s'est engagé dans une action. Les avantages de cette stratégie sont multiples. L'action de l'ennemi est anticipée, car les contacts initiaux devraient être bien orchestrés et répétés de manière à maximiser la distance de sécurité du canon principal. Si l'ennemi emploie un groupe d'artillerie régimentaire (GAR), il y aura moins de dommages à cause de l'espacement des unités, qui est plus grand que dans une défense de zone. En effet, la majorité des troupes sont débarquées et se trouvent à au moins un demi-bond

tactique derrière les VBL. On devrait également bien disperser les véhicules afin qu'une salve indirecte efficace de l'ennemi ne puisse

détruire plus d'un véhicule. La tactique de tir et esquive peut aussi être employée dans ces circonstances. Les véhicules peuvent établir une zone de rupture nette après les tirs directs initiaux et avant que l'ennemi n'obtienne un encadrement de précision pour son tir indirect. Si le

commandant ennemi tente de manœuvrer ses forces en effectuant une attaque de front ou de flanc, c'est que la défense mobile aura réussi à conditionner l'ennemi. Les premiers VBL reculeront jusqu'à la position suivante avant d'amorcer un engagement décisif. Cette manœuvre de conditionnement devrait être le centre d'attention du commandant, car la force de frappe de la défense mobile atteint son point culminant avec l'assaut de la force de contre-mouvement dans la zone d'abattage (ZA) principale.

Il importe également de souligner l'avantage que le canon stabilisé offre dans ce scénario. Le VBL III ne devrait jamais être complètement immobile lorsqu'il est engagé par les VBL ennemis. Cela vaut pour les drills de crête, les manœuvres de repli qui suivent les tirs directs initiaux ou l'avance de la force de contre-mouvement. Lorsqu'on détermine l'emplacement des lignes de tir, on devrait faire en sorte que chaque véhicule dispose d'au moins trois ou quatre positions tourelle défilée et coque dissimulée, balisées et réparties sur une distance totale de 300 m. Cela permettrait aux VBL, non seulement de se disperser en cas de tirs d'artillerie, mais aussi de créer un effet de surprise lorsqu'ils engagent l'ennemi avec le canon de 25 mm. Le VBL devrait se rendre d'abord à une position tourelle défilée, d'où le commandant peut observer l'objectif, puis avancer jusqu'à une position coque dissimulée et faire feu dès qu'il dépasse la crête. Il devrait ensuite reculer, en s'exposant le moins longtemps possible (de 5 à 15 secondes). Sans stabilisateur, le véhicule serait obligé de s'arrêter pour acquérir l'objectif. Le stabilisateur permet d'exécuter cette manœuvre pendant le mouvement au-dessus de la crête, ce qui réduit le temps pendant lequel le VBL est vulnérable en position coque dissimulée.

La distance de sécurité devrait intégrer une contre-pente et des multiplicateurs de force, comme des plans d'eau et des défilés, permettant d'exploiter tous les avantages tactiques offerts par le terrain. Lorsque les VBL avancés reçoivent l'ordre de se replier vers leur deuxième position de combat,

Le VBL III ne devrait jamais être complètement immobile lorsqu'il est engagé...

objectifs à longue portée, depuis une distance de sécurité, et d'effectuer des engagements précis lorsque le VBL est en mouvement. On peut en déduire sans se tromper que les systèmes d'arme améliorés du VBL III constituent la contribution la plus importante du véhicule à la défense mobile.

ils ont deux possibilités : ils peuvent reculer jusqu'à une autre position de force de couverture, en restant devant les troupes débarquées, ou revenir en arrière en traversant les positions des troupes débarquées, de manière à ce que la distance de sécurité du canon de 25 mm corresponde à la portée maximum de l'Eryx². Ce mouvement permet une concentration de force dans la zone d'abattage, tout en préservant la dispersion. En disposant les VBL de cette façon, on met l'accent sur le système d'arme plutôt que sur la capacité de transport de troupes du véhicule. On peut également intégrer ce dernier aspect, mais à titre secondaire. On ne peut maximiser l'exploitation de tous les multiplicateurs de force naturels qu'en adoptant une approche manœuvriste, car une défense de zone ne dépendrait que des traits caractéristiques du terrain.

Le deuxième domaine dans lequel le VBL III apporte des améliorations spectaculaires est celui des dispositifs optiques. Le viseur principal des systèmes d'arme est l'imageur thermique. Il est capable de détecter un objectif stationnaire exposé à 3000 m; un objectif stationnaire coque dissimulée, froid et camouflé à 2000 m; et un objectif en mouvement à 3500 m. L'imageur thermique est secondé d'un viseur de jour ayant des caractéristiques comparables, sauf de nuit, bien sûr. Pendant les opérations nocturnes, on peut se servir du viseur à intensification d'image (II) du chef d'équipage, mais l'imageur thermique reste le dispositif principal de nuit. Le viseur II est efficace jusqu'à environ 1200 m dans des conditions idéales, c'est-à-dire, sous un ciel dégagé avec une lumière



**Nous devons exploiter les aptitudes du LAV III à leur plein potentiel.
(gracieuseté du CIC)**

500 m. Dans ce cas, toutefois, le commandant peut recourir à des moyens artificiels pour augmenter la lumière ambiante, c'est-à-dire l'éclairage indirect, les marqueurs lumineux, les mines éclairantes ou l'une des nombreuses ruses à sa disposition pour accroître l'éclairage. On doit cependant tenir compte du fait que cette tactique peut aussi améliorer de manière disproportionnée le rendement des dispositifs optiques de l'ennemi et tourner la situation à son avantage.

L'imageur thermique permet de détecter un objectif à une distance égale ou supérieure à la portée des systèmes d'arme. Toutefois, cela ne tient que lorsque les conditions météorologiques sont idéales. La brume et les précipitations peuvent ôter toute visibilité à l'imageur et le temps froid peut

désavantages dans ces conditions et que les véhicules en mouvement ont toujours une signature thermique et sont relativement faciles à repérer. Du point de vue de la défense, sujet principal du présent article, l'avantage dans le domaine optique est clairement du côté de la force en défense, qui a la capacité d'utiliser ces avantages et de les intégrer à un plan de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectif et de reconnaissance (ISTAR) afin de prévoir correctement les voies d'approche et les itinéraires ennemis.

Le plan d'ISTAR est un aspect fondamental de la recherche de renseignements aux fins de la défense. L'ISTAR réseaute tous les moyens de détection du commandant dans une zone donnée, afin que les plans de conduite du tir, de mouvement et de combat soient élaborés et coordonnés efficacement. Cela inclut tous les dispositifs optiques du VBL III comme l'imageur thermique, le viseur de jour, le viseur II, les jumelles et les lunettes de vision nocturne, ainsi que les autres ressources de l'unité, comme le dispositif d'observation nocturne longue portée, les postes d'observation/écoute (PO/PE), etc. On reporte les informations recueillies sur un acétate afin de pouvoir appliquer le produit final sur une carte reproduisant toutes les informations d'ISTAR disponibles relativement à une zone déterminée. Les

En disposant les VBL [...] on met l'accent sur le système d'arme plutôt que sur la capacité de transport de troupes...

ambiante abondante. À cette distance, il est beaucoup plus facile de détecter un objet sur une crête qu'un objet se déplaçant sur un glacis ou un terrain en contrebas, mais celui-ci peut quand même être repéré. Sous un couvert nuageux, il est difficile de voir à plus de

refroidir la coque d'un véhicule suffisamment pour masquer celui-ci. Cette déception peut être accentuée si du feuillage ou des filets de camouflage obscurcissent l'image. Il importe cependant de noter que les imageurs thermiques de l'ennemi sont également

avantages liés aux dispositifs optiques et à l'ISTAR que le VBL III procure pour la défense mobile améliorent la sécurité et l'appui réciproque et fournissent plus de ressources au commandant pour fonder ses décisions et livrer le combat défensif. La défense mobile devrait intégrer au plan d'ISTAR la reconnaissance des itinéraires, les piquets, les PO/PE et les éléments de sécurité afin de maximiser les ressources disponibles et d'améliorer la connaissance générale que le commandant a de la situation.

Soulignons également que les améliorations optiques du VBL III ne se limitent pas aux viseurs. Le dispositif de vision du conducteur et le moniteur de connaissance de la situation de l'équipage (MCSE) offrent également de nouveaux atouts. Le dispositif de vision du conducteur permet à celui-ci de voir sur un écran ce qui se trouve devant lui, donc de pouvoir conduire avec une meilleure connaissance tactique de la situation et dans des endroits plus sûrs. Le chef d'équipage peut alors consacrer plus de temps et d'énergie à la détection et aux tactiques de l'ennemi, plutôt que de simplement guider le conducteur. Le MCSE permet au chef d'équipage de désigner des objectifs aux troupes à l'arrière du transport, lesquelles, sinon, n'auraient aucune connaissance du terrain, du combat ou de la disposition de la force ennemie. Le dispositif de vision du conducteur et le MCSE ont tous les deux des applications pratiques dans la défense mobile. Les avantages qu'ils offrent sont également transférables aux opérations de nuit, aspect dont nous traiterons de manière plus approfondie lorsque nous analyserons les avantages du système TACNAV.

Le troisième domaine d'amélioration concerne tous les éléments du système TACNAV. Celui-ci offre trois fonctions clés. La première est le système de positionnement global (GPS), qui affiche la position courante et les itinéraires saisis sur un écran accessible au chef d'équipage, au conducteur et aux troupes à l'arrière. La deuxième fonction est la navigation à l'estime, qui indique simplement le relèvement au compas de la tourelle. Troisièmement, le chef d'équipage peut combiner le

système TACNAV au télémètre laser pour envoyer une impulsion vers l'objectif et obtenir instantanément ses coordonnées de quadrillage. Cette fonction simplifie beaucoup la navigation en tous terrains et améliore considérablement la précision des coordonnées de quadrillage dans les comptes rendus de contact.

Dans la défense mobile, la manœuvre tactique est implicite. Le système TACNAV permet de déterminer à l'avance des points de quadrillage précis de manière à ce que la force en repli ou de contre-mouvement puisse manœuvrer le plus simplement et le plus précisément possible. Comme le chef d'équipage, le conducteur et les troupes à l'arrière ont tous un écran de navigation, la connaissance de la situation est diffusée plus largement qu'auparavant. Cet avantage au plan du mouvement est particulièrement concret de nuit, lorsque la manœuvre est plus difficile, mais que l'effet de surprise peut alors être plus grand. Évidemment, le chef d'équipage a le choix de faciliter le mouvement avec des piquets luminescents, des bâtons lumineux, des panneaux de marquage et des répétitions. Il reste que, en permettant de naviguer en tous terrains avec autant de précision, le système TACNAV constitue une nette amélioration sur les dispositifs des anciens TTB du Canada.

Le deuxième avantage du système TACNAV pour la défense mobile est le repérage de l'objectif avec une grande précision, grâce à l'utilisation intégrée du télémètre laser. On peut, en effet, obtenir des coordonnées de quadrillage précises en envoyant des impulsions laser dans la zone visée. Les avantages sont évidents : les humains font des erreurs d'estimation, le laser non. Cela dit, il faut cependant étalonner le système correctement pour obtenir des coordonnées exactes qui permettent au commandant d'obtenir des données de tir préenregistrées dans la ZA, de jour et de nuit, et de bénéficier d'une plus grande certitude quant à leur précision. Cet avantage est également manifesté en cas de contact fortuit, lorsque les forces se replient vers la position suivante ou avancent en tant que réserve mobile. Il leur suffit alors de pointer le canon et d'actionner le télémètre laser.

Troisièmement, il est fondamental de souligner que la clé de la défense mobile est la possibilité de manœuvrer de manière déterminée. Le système TACNAV répond tout à fait à cette exigence. La capacité matérielle du VBL III de se déplacer est limitée, car ce dernier n'est pas un véhicule chenillé, mais il peut néanmoins se rendre dans la plupart des endroits accessibles aux autres véhicules blindés de combat (VBC). La manœuvrabilité offerte par le véhicule et le TACNAV est également le complément du système de stabilisation décrit plus haut. Le TACNAV constitue clairement un avantage au combat pour ce véhicule, dans le cadre d'une défense mobile.

Quatrièmement, le TTB VBL III accroît notablement le degré de protection de l'équipage et des troupes qu'ils transporte, principalement grâce à cinq améliorations. Le blindage matériel sur la coque et la tourelle, le compteur radiac AN/VDR-2, le système de filtration d'air (VRS), le récepteur d'alerte laser et le système automatique de suppression des explosions et d'extinction d'incendie (AFES) ont tous contribué à augmenter considérablement la protection du personnel dans le VBL comparativement aux anciens TTB du Canada. Il y a évidemment la protection matérielle offerte par le blindage extérieur, qui résiste aux tirs d'armes légères à courte distance de tous les côtés, aux obus de 0,5 tirés directement en face et à ceux tirés latéralement de moyenne à longue portée. Le blindage peut également résister au tir frontal d'un obus de 30 mm à une distance supérieure à 900 m. En plus de cette protection matérielle, le VBL comprend un compteur radiac AN/VDR-2 qui mesure les taux bas et élevés de pénétration du rayonnement. Cette technologie permet au chef d'équipage de détecter, de signaler et d'éviter les zones contaminées. Le VBL possède également un système VRS qui recycle l'air utilisable dans des conditions NBC (nucléaires, biologiques et chimiques) et le filtre pour alimenter chaque membre de l'équipage du véhicule. Au niveau physique, le facteur d'atténuation du VBL est de 3,7, ce qui constitue une augmentation de 0,1 par rapport au M113. Le compteur radiac et le système VRS sont des atouts im-

portants du VBL dans des conditions NBC. Le VBL est muni d'un récepteur d'alerte laser qui détermine la direction des télémètres et des marqueurs d'objectif laser. Grâce à ce dispositif d'alerte, le chef d'équipage peut détecter les impulsions laser envoyées par l'ennemi vers le véhicule et réagir en conséquence. Si le VBL est touché par un tir direct, le système AFES décèle l'explosion et vaporise un agent extincteur au HFC-125 pour contrer la destruction. Répétons cependant que la meilleure défense réside dans un bon potentiel offensif; le canon de 25 mm est un élément tout aussi valable pour la protection du VBL et de son équipage que les dispositifs de protection qui y sont intégrés.

Les avantages du VBL III du point de vue de la protection dans le cadre de la défense mobile permettent au chef d'équipage d'utiliser ce véhicule au combat de manière beaucoup plus agressive que les autres TTB. L'utilisation d'un refuge ZULU serait un gaspillage considérable de puissance de feu. En effet, l'équipage, à bord du VBL III, n'est pas aussi vulnérable aux tirs indirects et aux tirs d'armes légères. Pour attester la qualité du blindage du VBL III, mentionnons l'expérience vécue par le 2 RCR en Érythrée en 2001 : malgré l'explosion d'une mine, la coque a conservé son intégrité et les membres d'équipage s'en sont tirés sans blessure, même si cette mine avait été conçue pour détruire un char. En plus des éléments de protection incorporés techniquement au système, l'utilisation du terrain, de positions de tir dispersées et de positions de combat en appui réciproque sont d'autres éléments clés pour assurer une protection optimale dans le cadre de la défense mobile. La dispersion voulue peut clairement être obtenue grâce à la mobilité.

Le deuxième avantage le plus important que le VBL III offre sur le plan de la protection dans une défense mobile est probablement le récepteur d'alerte laser. Lorsque le véhicule est sur une crête pour engager l'ennemi, le récepteur d'alerte laser avertit le chef

d'équipage, qui peut alors retirer le VBL de la crête, faire pivoter la tourelle et engager l'objectif une fois qu'il est

Les avantages [...] du point de vue de la protection [...] permettent au chef d'équipage d'utiliser ce véhicule au combat de manière beaucoup plus agressive...

détecté. Cette capacité est également avantageuse lorsque les VBL de tête se replient vers leur deuxième position de combat ou lorsque les forces de contre-mouvement avancent et font feu. Le récepteur d'alerte laser permet à l'équipage de se déplacer, de détecter les impulsions laser et de répondre à l'action des télémètres et des marqueurs d'objectif laser. Un véhicule retranché n'aurait évidemment pas la souplesse nécessaire pour faire face à une situation aussi fluide que la défense mobile.

Les systèmes de protection internes comme le système AFES et les systèmes de respiration sont utiles au combat mobile dans des conditions NBC. Cet équipement augmente la survie des troupes pendant les mouvements dans des zones contaminées ou durant les attaques chimiques et biologiques. Le système de détection AN/VDR-2 et le système VRS fournissent de meilleures conditions aux troupes qui doivent combattre et exploiter un environnement NBC. Cet avantage donne au commandant la capacité de déplacer les véhicules dans des zones que les TTB antérieurs ne pouvaient pas approcher.

Finalement, il importe de souligner les améliorations apportées au système de communication numérique STCCC (Système tactique de commandement, de contrôle et de communications) dans le VBL III. Le STCCC permet de transmettre des messages à une portée relativement longue en mode saut de fréquences et protégé, grâce au chiffrement. Cette capacité améliore notablement notre défense, car elle perturbe les moyens de guerre électronique de l'ennemi. Les avantages de ce nouveau système de communication pour la défense mobile sont

importants. Le STCCC permet de transmettre à une plus grande distance et de manière plus sûre. La défense mobile exigera de plus en plus la transmission de mots-code, d'ordres et de comptes rendus par radio, comparativement à la défense de zone statique, à cause d'une augmentation de la dispersion et de la manœuvre. Meilleures seront

les communications, meilleurs seront le commandement et le contrôle de la défense et, en bout de ligne, plus grandes seront les chances de succès de la mission.

Ceci conclut l'examen théorique de l'intégration des apports technologiques du VBL III à la doctrine de la défense mobile. Cette intégration est fondée sur l'approche manœuvriste, les principes de la guerre et les principes fondamentaux de la défense. En séparant les VBL des troupes et en les constituant en forces de couverture et de contre-mouvement, les commandants peuvent maximiser l'utilisation des multiplicateurs de force naturels dans le but d'anticiper, de désorganiser et de perturber l'ennemi. Le résultat est une diminution de la cohésion et de la volonté de combattre de l'ennemi.

La séparation entre les troupes et le véhicule est possible seulement à cause de la technologie améliorée que le VBL offre à l'arsenal mécanisé du Canada. Les systèmes d'arme, les dispositifs optiques, le TACNAV, les systèmes de protection et les moyens de communication du VBL sont beaucoup plus avancés que ceux de tous les véhicules de combat d'infanterie antérieurs du Canada. Pour cette raison, il faut mettre l'accent sur l'exploitation des avantages de cette nouvelle technologie. L'un des points d'intérêt particuliers est celui de la défense mobile. Le VBL, à titre de force de contre-mouvement, est idéal pour constituer une réserve. On obtient la puissance de feu et la concentration de force par l'emploi concerté et bien orchestré d'ordres de tir et du canon à chaîne de 25 mm. On obtient la profondeur en séparant les troupes débarquées et les véhicules et en se repliant avant qu'un engagement

décisif se produise. On s'assure d'un appui réciproque en situant correctement la ligne de tir et les positions des troupes. La coordination des ressources au moyen d'un plan d'ISTAR, d'un emploi efficace du STCCC et, facteur le plus important, d'une procédure de combat efficace améliorera la sécurité générale du commandant, sa con-

naissance de la situation et son commandement et contrôle. Les deux derniers principes et points fondamentaux associés à la défense sont l'action offensive et la manœuvre. Lorsque la défense mobile vise à diriger l'ennemi vers la zone d'abattage pour que la cavalerie le fixe et l'attaque, elle se conforme clairement à ces deux

principes clés. La compatibilité entre ces doctrines de la manœuvre et de la défense et le TTB VBL III confirme et renforce la pertinence de ce dernier pour la défense mobile.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le sous-lieutenant David Hill a obtenu un diplôme avec mention très honorable en politique et en économie au Collège militaire royal du Canada en mai 2001. Il a suivi le cours d'officier d'infanterie phase 4 pendant l'été de 2001, faisant partie du premier groupe à recevoir l'instruction sur le VBL III. Il est présentement commandant de peloton au sein du 2^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment. Le slt Hill a également participé, à titre de commandant de peloton, à l'essai du VBL aux fins du système d'information sur l'attribution de matériel (SIAM) effectué de septembre à novembre 2001

BIBLIOGRAPHIE

Canada. Ministère de la Défense nationale. C-30-600-A00/MB-001, *Operating Instructions Light Armoured Vehicle (LAV) 8x8*.

Canada. Ministère de la Défense nationale. B-GL-300-000/FP-000, *L'Armée de terre du Canada – Nous protégeons nos foyers et nos droits*.

Canada. Ministère de la Défense nationale. B-GL-300-002/FP-000, *Force terrestre, Doctrine du niveau tactique de l'Armée de Terre*, vol 2.

Canada. Ministère de la Défense nationale. B-GL-300-001/FP-000, *Conduite des Opérations terrestres – Doctrine du niveau opérationnel de l'Armée de terre*, vol 1.

Tactiques, techniques et procédures au niveau de l'équipe de combat (Aide-mémoire tactique/Tactiques, techniques et procédure de 2001 de l'École de la tactique).

Plans de leçon principaux (PLP) du chef d'équipage du VBL (cellule du VBL de l'École d'infanterie, 2001).

NOTES

1. Il importe de souligner que le présent article s'applique à des unités de la taille d'une compagnie ou plus. Je reconnaît implicitement que d'autres armes de combat seront intégrées à ce concept de mobilité, en particulier les chars. L'intégration spécifique du VBL III avec l'artillerie, les chars et le génie sort du cadre de cet article, mais on doit considérer que ce véhicule jouera un rôle important. Par exemple, les chars et les VBL collaboreront sur les lignes de tir, mais leur disposition et la dynamique de cette collaboration devront faire l'objet d'un autre débat.
2. À noter que, si on modifiait le VBL en le dotant d'une arme antiblindé à moyenne portée (2000 m) comme le Javelin, la capacité antiblindé du peloton et de la compagnie ne serait pas limitée par la portée de l'Eryx (600 m), ce qui éliminerait un obstacle important en matière de défense.

Le culte de la technologie dévoilé

par le major John Malevich, CD

Le progrès agité [sic] de l'humanité entraîne un changement continual de l'armement, qui doit s'accompagner d'un changement continual de la manière de combattre. (Traduction)

– Mahan, 1890

D epuis la guerre du Golfe, on a accordé beaucoup d'attention à la technologie utilisée par la Coalition pour vaincre Saddam Hussein. Il s'agissait évidemment de la première guerre depuis la fin de la guerre froide. Elle a opposé une coalition d'armées occidentales dirigée par les États-Unis – armées qui, pendant des décennies, s'étaient préparées à affronter l'Union soviétique – et une puissance régionale disposant de la meilleure technologie du Pacte de Varsovie qui se puisse acheter. L'issue de ce conflit peut être décrite comme une victoire stupéfiante de la Coalition. Comme les pertes ont été très limitées, plusieurs ont attribué la victoire de la Coalition à la technologie; les images des bombardements et de leurs effets se multipliant à la télévision, la technologie a été l'aspect qui a frappé le plus fortement l'imagination du public. Les munitions à guidage de précision (MGP), les hélicoptères d'attaque, les bombardiers furtifs et les télécommunications par satellite ont amené un grand nombre de gens à conclure que l'art de la guerre entrait dans une nouvelle ère reposant principalement sur la technologie.

Dans le rapport post-action officiel, le secrétaire de la Défense de l'époque, M. Cheney, concluait que « la guerre a démontré de manière dramatique les nouvelles possibilités de ce qu'on a appelé "la révolution militaro-technologique de la conduite de la guerre" »¹. Ce terme a été modifié par la suite, car de nombreuses personnes considéraient que la conduite de la guerre avait subi rien de moins qu'une Révolution dans les affaires militaires (RAM). L'enthousiasme suscité par ce concept,

en particulier dans le monde militaire américain, a inspiré une pléthore d'articles, de livres et de débats. Comme les forces militaires des États-Unis tiennent le rôle de *primes inter pares* (premier parmi ses pairs) au sein de l'OTAN et d'autres coalitions, le débat sur la RAM et son orientation future aura des répercussions croissantes sur les autres armées de l'Ouest, spécialement si celles-ci souhaitent maintenir leur interopérabilité avec les États-Unis. Toutefois, l'enthousiasme effréné manifesté envers les aspects strictement techniques de la RAM, sans tenir compte de son contexte historique, et la nature intemporelle de

commence par une brève description de la RAM et de la manière dont on l'a définie. Suit un examen de la relation entre la doctrine, la technologie et la guerre, de 1860 à la guerre du Golfe.

Le concept de RAM a fait son apparition dans le vocabulaire des études militaires lorsque Michael Roberts a présenté sa conférence inaugurale intitulée « *The Military Revolution 1560 – 1660* » à l'université Queen's de Belfast, en 1955². Roberts avait alors démontré que, entre 1560 et 1660, les changements survenus dans les domaines de la tactique, de la stratégie, de la taille des armées et des institutions

... la nature intemporelle de la guerre [peut] nous pousser à considérer la technologie comme une panacée pour la guerre, plutôt que comme la servante du combattant.

la guerre peuvent nous pousser à considérer la technologie comme une panacée pour la guerre, plutôt que comme la servante du combattant.

La guerre est un mélange équilibré de technologie et de doctrine. La suprématie de la technologie ne peut, en elle-même et à elle seule, compenser la faiblesse de la doctrine. Le stade où nous sommes rendus, en ce qui regarde la puissance militaire, n'est pas le fruit d'une RAM quelconque, mais le résultat de l'évolution de la technologie et de la doctrine depuis 1914.

Dans le présent article, j'analyserai le rapport entre la technologie et la doctrine jusqu'à ce qu'on a appelé la RAM. Par un examen historique, je démontrerai les limites d'une définition de la RAM qui repose uniquement sur les avancées technologiques, sans tenir compte du caractère immuable de la guerre ou des changements conceptuels qui sont également nécessaires pour connaître le succès à la guerre. L'article

politiques équivalaient à une « révolution militaire »³. Cette conclusion a évidemment provoqué un débat dans le milieu intellectuel, débat qui, cependant, n'avait pas encore attiré l'attention du monde militaire. Les historiens ne semblent guère s'être mis d'accord quant à la nature ou aux effets de la RAM. En 1988, Clifford Robins est entré dans le débat en déclarant que « le monde militaire est caractérisé par de longues périodes statiques entrecoupées de courtes périodes de changements intenses »⁴. En 1994, Kreprinovich a soutenu que le monde militaire avait subi pas moins de dix RAM. Comme il l'expliquait, « la RAM s'étend sur une courte période, lorsque les applications de nouveaux systèmes se combinent à des organisations et à des concepts opérationnels innovateurs d'une manière qui modifie fondamentalement les caractéristiques de la guerre »⁵. Cette question est loin d'être claire; le débat sur la nature de la RAM et sur la façon dont elle interagit avec la nature de la guerre change constamment.

LES VAGUES TOFFLÉRIENNES

Même une étude très sommaire de la RAM ou de la doctrine de l'armée américaine révèle que les écrivains peut-être les plus influents sur cette question sont les futuristes Alvin et Heidi Toffler. Dans leur ouvrage *War and Anti War : Survival at the Dawn of the 21st Century*, les Toffler présentent leur analyse de la guerre à travers l'histoire et leur vision de la conduite de la guerre dans le futur. Les Toffler définissent la RAM comme suit :

Une révolution militaire, au sens le plus complet du terme, survient seulement quand une nouvelle civilisation émerge et remet en question l'ancienne, quand une société entière se transforme, contraignant ses forces armées à changer simultanément à tous points de vue – de la technologie et la culture à l'organisation, la tactique, l'instruction, la doctrine et la logistique. Lorsque cela se produit, le rapport de l'institution militaire avec l'économie et la société est transformé et l'équilibre du pouvoir sur le globe est fracassé⁶. (traduction)

La vision toffléenne de la guerre se fonde sur la manière dont les cultures créent la richesse. En conséquence, les auteurs ont divisé l'histoire de la guerre en trois vagues : la première vague (agricole), la deuxième (industrielle) et la troisième (connaissance).

La guerre de la première vague (agricole)

Cette forme de guerre est associée à des sociétés où l'activité économique première est l'agriculture. Comme la guerre doit coïncider avec le temps des récoltes, elle a un caractère principalement saisonnier. Les soldats sont mal organisés et mal équipés. Les ordres sont transmis verbalement, la solde, payée irrégulièrement. La mort survient dans des combats corps à corps. Les Toffler classent dans cette première vague les armées de la Grèce et de l'Égypte antiques, de l'ancienne Chine et de l'Europe féodale. Les sociétés de la première vague ne disparaissent cependant pas au début de l'ère moderne ou industrielle. Même de nos jours, on trouve encore

des cultures propres à la première vague dans des régions comme l'Afrique, la Bosnie et l'Asie du Sud-Est.

La guerre de la deuxième vague (industrielle)

Ce type de guerre est associé à des États ayant vécu la révolution industrielle. Il est caractérisé par des armées très organisées, dotées d'armes uniformisées fabriquées en série. La guerre d'usure est la forme prédominante et le pays ayant la plus grande capacité de production d'armes et de matériel est celui qui l'emportera à la longue. La guerre de la deuxième vague s'étend du début de la révolution industrielle à aujourd'hui. Elle a atteint son apogée avec la production de la bombe atomique. La meilleure illustration de cette vague est la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle les États-Unis ont réalisé pleinement leur potentiel industriel en mobilisant des millions de soldats et en développant une impressionnante production de masse d'instruments de guerre. La destruction est devenue en soi un procédé de production de masse, comme le démontrent la destruction systématique de six millions de Juifs par les Nazis et les raids aériens massifs contre des villes allemandes et japonaises, qui ont tué des milliers de personnes en quelques minutes à peine.

La guerre de la troisième vague (connaissance)

Il s'agit de l'aspect de la théorie des Toffler qui a attiré le plus l'attention. La guerre de connaissance repose sur

décentralisation des capacités et à l'apparition de capacités spécialisées. Les Toffler croient que les guerriers de la troisième vague seront capables d'utiliser leur technologie supérieure pour vaincre l'ennemi. Les satellites de communication et de reconnaissance de pointe permettront au guerrier de l'information de savoir où l'ennemi se trouve; ce que l'ennemi fait – supprimant en fait ce que Clausewitz nommait le « brouillard » ou la « friction » de la guerre; et, grâce à une technologie plus avancée, de frapper l'ennemi n'importe où avec impunité, avant qu'il n'ait le temps de réagir.

En dépit de l'influence exercée par les Toffler, leur version de la guerre et de la RAM est imparfaite. Ils considèrent la guerre comme une extension de la manière dont la richesse est produite au sein d'une société⁷. Cela constitue la pierre angulaire de leur argumentation; or, en mettant l'accent sur la production de richesse et la technologie, ils ne tiennent pas compte de la nature véritable de la guerre. En fait, certains soutiennent maintenant que la théorie des Toffler n'a aucun fondement dans la réalité historique⁸. Pour les Toffler, le conflit entre des sociétés appartenant à des vagues différentes est inévitable, et plus une société est avancée sur le plan technologique, plus elle est assurée d'obtenir la victoire sur des sociétés associées à la deuxième ou troisième vague⁹. Les Toffler n'expliquent cependant pas pourquoi des sociétés agraires peuvent triompher, et triomphent, de sociétés plus avancées du point de vue technologique (par

... le débat sur la nature de la RAM et sur la façon dont elle interagit avec la nature de la guerre change constamment.

l'information; la guerre du Golfe en est l'exemple type. L'accent est mis sur les munitions à guidage de précision (MGP), les robots, la technologie non meurtrière, les communications par satellite, les armes à énergie dirigée et la cyberguerre. Pour les Toffler, l'émergence et l'importance croissante de la technologie ont conduit à une

exemple, les Afghans contre les Britanniques au XIX^e siècle et contre les Russes au XX^e siècle ou les Vietnamiens contre les États-Unis).

Les Toffler et plusieurs autres experts considèrent la technologie comme le premier facteur de succès à la guerre. C'est là une attitude



Le nombre fait la force? Le PsKpfw II avec son canon de 20 mm et son armure mince est considérablement inférieur aux chars d'assaut B1 Bis et Somua français dotés d'une armure plus épaisse et équipés de leurs canons de 75 mm et de 47 mm. Malgré leur petit nombre, les PsKpfw II faisaient partie intégrante de la force allemande qui a envahi la France en 1940.

typiquement occidentale face à la guerre. Nous sommes depuis toujours à la recherche de l'arme ultime qui viendra à bout de tous nos ennemis. La quête de cette panacée s'est avérée interminable; bien que la technologie ait parfois semblé offrir la solution, les succès remportés n'ont été que passagers. La capacité de l'humanité de s'adapter et de changer dans le but de survivre a annulé ce qui apparaissait comme un avantage décisif fourni par la technologie.

Il y a traditionnellement deux visions de la guerre et de la RAM : l'approche scientifique, comme celle que favorisent les Toffler, et l'approche historique. Pour ceux qui considèrent que la technologie est le facteur dominant de la guerre, la guerre est un processus prévisible : la victoire repose sur les simples calculs d'une analyse coûts-avantages. Les tenants de cette vision croient que si on applique une force suffisante et si on détruit un nombre suffisant d'objectifs, la victoire est assurée. Du point de vue de l'approche historique, la technologie n'est guère plus qu'un moyen dans une entreprise incertaine où le hasard, la friction et les limites de la condition humaine décident de l'issue du conflit. Dans l'optique non scientifique de la guerre, pour que la défaite ait un sens, il faut qu'elle soit infligée à l'esprit des vaincus et qu'elle concrétise un verdict sans équivoque.

Tout au long de l'histoire militaire, la relation entre la technologie et la doctrine a constitué un aspect essentiel,

quoiqu'extrêmement complexe, du succès d'une révolution militaire. Le problème consiste à garder ces éléments en équilibre pendant les périodes de grand changement¹⁰. Naturellement, toute cette théorie alimente les débats dans les collèges d'état-major, débats qui commencent à prendre l'allure de celui sur l'antériorité de la poule ou de l'œuf (autrement dit, est-ce la doctrine qui modèle la technologie ou les innovations technologiques qui orientent la doctrine?). Le fait de ne pas modifier la doctrine en fonction des avancées technologiques a entraîné certains des pires échecs militaires et des pires carnages de l'histoire. Au contraire, l'étude détaillée de l'histoire militaire, en inspirant des changements de doctrine sans qu'il y ait d'innovations technologiques, est à la source de certaines des victoires les plus spectaculaires dans l'histoire militaire.

L'échec de la doctrine pendant la guerre de Sécession

La guerre de Sécession américaine est un exemple clair de conflit où le fait de ne pas modifier la doctrine pour s'adapter à un changement technologique majeur a provoqué un massacre et la défaite. Cette guerre est considérée comme la dernière des guerres à l'ancienne et la première des guerres modernes¹¹. Lors de cette guerre, on a assisté à l'introduction d'un fusil à canon rayé opérationnel et de carabines à répétition chargées par la culasse, à l'emploi de retranchements massifs, à l'utilisation stratégique des

chemins de fer pour déplacer des troupes et à l'utilisation du télégraphe pour rester en contact avec les unités déployées en campagne. Au début de la guerre de Sécession, les deux camps étaient armés de fusils à canon rayé, qui étaient dotés d'une amorce à percussion. Ce fusil n'était pas une nouveauté sur les champs de bataille, mais les modèles antérieurs avaient une cadence de tir réduite parce qu'ils s'encrençaient après avoir fait feu, et ils n'étaient pas considérés comme une arme pratique sur le champ de bataille. Les améliorations apportées graduellement au fusil, comme des techniques supérieures de fabrication en série, la métallurgie et l'introduction de la balle à pointe conique l'ont perfectionné notamment, le transformant en une arme utilisable sur le champ de bataille. Le fusil à canon rayé a donné au soldat un pouvoir plus meurtrier que jamais auparavant et a eu un plus gros impact sur le champ de bataille qu'aucune autre arme jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Le canon rayé constituait une grande amélioration par rapport au canon lisse. Non seulement était-il plus précis, mais il prolongeait la portée du fusil de 400 pas, distance où un fusil à canon lisse devenait complètement inefficace, à 800 pas, distance où le fusil à canon rayé pouvait engager des formations de troupes; à 1000 verges, la balle conservait suffisamment de vitesse terminale pour pénétrer quatre pouces de pin¹². Chaque soldat avait ainsi entre les mains une arme qui pouvait rivaliser

en portée avec l'artillerie, repoussant celle-ci à jamais à la périphérie du champ de bataille et réduisant son efficacité jusqu'à ce que les techniques de communication sans fil et de topographie fassent à nouveau de l'artillerie la grande meurtrière du champ de bataille. En fait, la guerre de Sécession a été la première au cours de laquelle les blessures causées par l'infanterie ont dépassé en nombre celles causées par l'artillerie¹³. Bien qu'on ait augmenté considérablement le pouvoir meurtrier des armes mises à la disposition des soldats, les belligérants ont entrepris la guerre de Sécession en appliquant des tactiques napoléoniennes qui consistaient en des formations linéaires dans lesquelles les soldats des deux côtés se tenaient en rangs serrés et tiraient des salves jusqu'à ce qu'un des adversaires lance une charge pour conclure le combat. Combinée à ces tactiques linéaires datant de l'époque de Napoléon, la précision accrue du fusil à canon rayé a eu un effet dévastateur.

Sans la sanction de la doctrine, les belligérants ont été forcés de se disperser pour survivre. Ils se sont d'abord mis à couvert derrière des arbres ou dans du terrain en contrebas. Par la suite, ils ont construit des fortifications complexes et adopté la guerre de tranchées, comme à Vicksburg, à Petersburg et à Knoxville¹⁴. Ces fortifications de campagne ressemblaient de manière saisissante aux tranchées qui allaient caractériser la Première Guerre mondiale. L'efficacité croissante du fusil à canon rayé a entraîné la création de formations dispersées sur le champ de bataille et a accru les difficultés du commandement et du contrôle, chaque soldat ayant maintenant la possibilité de décider s'il allait participer ou non au combat. Cette approche n'était évidemment pas sanctionnée par la doctrine, mais elle est devenue une pratique courante au sein des unités expérimentées. Au fur et à mesure que de nouvelles unités étaient formées et devenaient opérationnelles, elles apprenaient que les formations napoléoniennes n'étaient plus adaptées à cette nouvelle manière de faire la guerre. Cette leçon, malheureusement, aurait pu être apprise de façon moins douloureuse.

La guerre de Sécession a peut-être servi avant tout d'exemple de la destruction que peut entraîner l'application d'une RAM antérieure, dans le cas présent une RAM introduite par les Français en 1789, par les Américains : la levée en masse. La Révolution française, en effet, a été suivie d'une RAM qui a transformé le visage de la guerre et dont les répercussions profondes se font encore sentir aujourd'hui¹⁵. La Révolution française a établit comme principe que tous les citoyens et leurs biens et toutes les ressources nationales étaient mobilisés sous la bannière nationale. Cela a provoqué une augmentation massive des effectifs de l'armée française et des ressources que les Français pouvaient mobiliser. Napoléon est demeuré invaincu jusqu'à ce que ses ennemis rassemblent des armées de taille comparable. Tandis que les guerres napoléoniennes ont eu lieu à une époque où la révolution industrielle en était à ses balbutiements, la guerre de Sécession s'est déroulée alors que cette révolution était déjà assez avancée. Les belligérants, en particulier l'Union, étaient donc capables de mobiliser, d'armer et d'envoyer au combat des ressources d'une ampleur sans précédent dans l'histoire des conflits humains.

Les effets cumulés de la puissance destructrice du fusil à canon rayé et de la mobilisation de masse, associés au fait que les belligérants n'ont pas su adapter leur doctrine aux changements

L'ORAGE SE PRÉPARE

À près la guerre de Sécession, les avancées technologiques se sont poursuivies. Les améliorations apportées aux armes à feu, aux chemins de fer et au télégraphe ont rendu possible une guerre totale sur une grande échelle, échelle que même Clausewitz n'aurait pas imaginé. Ensemble, ces améliorations allaient culminer dans l'impasse destructrice de la Première Guerre mondiale¹⁷. Alors que certaines armées ont essayé d'analyser les effets de la technologie sur la guerre et d'élaborer une doctrine pour en tenir compte, d'autres ont négligé de le faire. Celles qui l'ont fait n'ont cependant pas évalué complètement les implications des innovations technologiques dont elles étaient témoins. L'omission d'étudier les exemples historiques des conflits survenus entre la guerre de Sécession et la Grande Guerre et d'en tirer des leçons a entraîné un désastre dont les effets se font encore sentir de nos jours.

À cette époque de grands changements, c'est peut-être l'armée prussienne qui a adopté l'approche la plus pertinente à l'égard de l'évolution technologique. Dans les années 1860, elle n'avait guère eu d'expérience du combat depuis la bataille de Waterloo. En fait, avant la guerre avec le Danemark, l'armée prussienne n'avait pas combattu depuis 1815, et même la guerre avec le Danemark n'avait pas une envergure suffisante pour exposer

... c'est peut-être l'armée prussienne qui a adopté l'approche la plus pertinente à l'égard de l'évolution technologique.

résultant des découvertes techniques, ont donné lieu à la guerre la plus coûteuse de l'histoire américaine. Avant la fin de la guerre, 200 000 soldats des deux côtés sont morts des suites de leurs blessures et 400 000 autres, de la maladie¹⁶. Cette incapacité de reconnaître l'évolution technologique et de s'adapter en conséquence allait se manifester à nouveau chez d'autres belligérants et à une plus grande échelle cinquante ans plus tard.

le gros de l'armée aux combats¹⁸. Si l'armée prussienne voulait être efficace en cette ère de changement dynamique, elle devait trouver un moyen de surmonter les limites découlant de son manque d'expérience.

Pendant la guerre austro-prussienne de 1866 et la guerre franco-prussienne de 1870, l'armée prussienne a démontré qu'elle avait maîtrisé de manière décisive la nouvelle technologie qui

était en train de révolutionner la conduite de la guerre. La cause essentielle de ce succès n'a pas été l'introduction d'une quelconque arme miracle comme le fusil à aiguille, mais plutôt la refonte de la doctrine élaborée par l'état-major général prussien et son chef, Helmuth von Moltke.

L'armée prussienne possédait un système d'état-major permanent depuis 1790¹⁹. En 1870, le *Truppengeneralstab* (ou état-major général) est devenu l'organisation de référence pour tous les autres états-majors. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, cette organisation a préparé efficacement l'armée prussienne pour les conflits à venir. L'état-major prussien était unique en son genre pour l'époque. Au contraire des autres états-majors, il avait une existence permanente en temps de paix comme en temps de guerre. Son organisation était également exceptionnelle en ce qu'elle avait non seulement une orientation opérationnelle, mais comptait également une section des chemins de fer très professionnelle, qui était chargée de faire des plans pour le déploiement et la mobilisation rapides de l'armée en temps de guerre. L'état-major prussien possédait également une section d'histoire, dont la tâche consistait à étudier les conflits récents et à en tirer des leçons au bénéfice de l'armée prussienne. À cette époque de changements techniques considérables, c'est peut-être cette section qui a le plus contribué à préparer l'armée prussienne, puis l'armée allemande, pour les guerres du futur, de l'affrontement franco-prussien jusqu'à la *Blitzkrieg* de la Seconde Guerre mondiale inclusivement.

En étudiant la guerre de 1859 entre l'Autriche et la Sardaigne ainsi que la France, les Prussiens ont appris qu'on pouvait contrer une tactique axée sur la puissance de feu défensive en utilisant des colonnes d'assaut mobiles de manière très dynamique. De la guerre de Sécession américaine, ils ont appris que l'utilisation d'armes précises causait d'énormes pertes. Les Prussiens savaient également qu'ils ne pouvaient pas se permettre de livrer une guerre d'usure à l'échelle de celle menée par l'armée de l'Union²⁰. Le chef de l'état-major général prussien, Helmuth von Moltke,

avait personnellement observé les effets dévastateurs d'une puissance de feu défensive, sur le plan tactique, pendant la guerre contre le Danemark. En réponse à celle-ci, Moltke a élaboré une doctrine d'« offensive stratégique » combinée à une défensive au « niveau tactique ».

En 1865, Moltke écrivait ce qui suit :

Il devient beaucoup plus difficile d'attaquer une position que de la défendre. Pendant la première phase de la bataille, la défensive procure une supériorité décisive. Le but d'une offensive habile consistera à forcer notre ennemi à attaquer une position que nous aurons nous-mêmes choisie; nous passerons à l'offensive tactique seulement après que l'ennemi aura été affaibli par les pertes, la baisse de son moral et l'épuisement [...] Notre stratégie doit être offensive, notre tactique, défensive²¹. (traduction)

La doctrine prussienne consistait à avancer vers une zone où la menace exercée sur l'ennemi était la plus grande (p. ex., une ligne de communication ou un flanc). Les Prussiens passaient alors à l'offensive. L'ennemi était ensuite contraint à attaquer pour se dégager ou maintenir ses lignes de communication. En utilisant la puissance de feu précise du fusil, les Prussiens étaient alors en mesure de saigner l'ennemi jusqu'à la dernière goutte et de poursuivre leur avance stratégique.

Moltke a appliqué cette doctrine avec beaucoup de succès en 1866, pendant la guerre de sept semaines de la Prusse contre l'Autriche. Avec l'aide du chemin de fer et du télégraphe, l'état-major prussien a planifié et exécuté un brillant déploiement. Comme Moltke ignorait les intentions des Autrichiens, il a déployé ses forces sur un large front de 200 milles²². Son plan était de faire contact avec la principale armée autrichienne et de l'immobiliser avec une armée, afin de pouvoir l'encercler et l'écraser avec une deuxième armée. Toutefois, ses intentions n'ont pas été appliquées correctement aux échelons inférieurs et, bien qu'il ait porté un coup fatal aux Autrichiens, les actions indépendantes de certains commandants subordonnés ont empêché les Prussiens d'encercler complètement leur adversaire²³.

Le plan autrichien consistait à utiliser des lignes de communication intérieures pour concentrer et détruire les forces prussiennes progressivement, selon la méthode napoléonienne classique. Benedek, le commandant autrichien, a ainsi décidé de prendre position à Sadowa, environ 10 milles à l'ouest du fleuve Elbe, qui constituait un obstacle majeur. L'Elbe était traversé par un pont permanent et par un pont flottant, lequel était ancré dans la ville fortifiée de Koniggratz (d'où la bataille a tiré son nom). Ce pont flottant pouvait constituer une voie de retraite pour les Autrichiens en cas de besoin. Pour tenir cette position défensive, Benedek a déployé 215 000 fantassins et 750 canons²⁴.

La 1^{re} Armée prussienne a établi contact avec la position autrichienne à 4 h le 3 juillet. Le commandant de la 1^{re} Armée a décidé de lancer son attaque à 10 h, après avoir fait mangé et reposé ses troupes. Moltke a cependant annulé cette décision. Si l'on tardait à attaquer et à fixer les Autrichiens, on risquait de leur permettre de s'échapper avant que la 2^e Armée puisse les encercler. Moltke a plutôt ordonné à la 1^{re} Armée d'attaquer immédiatement. Malheureusement, il ne pouvait pas savoir que les Autrichiens n'avaient aucunement l'intention de se désengager; cette attaque improvisée faisait tout à fait leur jeu²⁵. Les deux belligérants se sont échangés tour à tour l'initiative, puis la bataille a dégénéré en une mêlée confuse, les commandants perdant le contrôle de leurs troupes. Pendant un certain temps, les Prussiens ont pensé avoir perdu le combat, mais Moltke est resté inébranlable. À midi, la 2^e Armée menaçait les Autrichiens sur leur droite; ceux-ci ont été forcés d'organiser des contre-attaques coûteuses contre un tir massif de fusils, afin de retenir les Prussiens assez longtemps pour se désengager de l'autre côté de l'Elbe. Peu de temps après la bataille, les Autrichiens ont reconnu leur défaite et entamé des pourparlers de paix. La doctrine de Moltke s'était avérée un succès.

Après la guerre, les Prussiens ont repris l'examen de leurs accomplissements afin de vérifier s'il y avait des leçons à tirer de cette expérience. Cela les a conduit à déplacer leur

artillerie de l'arrière de leurs colonnes à l'avant, et à déployer leur cavalerie bien à l'avant, où elle serait chargée de la reconnaissance. Quatre ans plus tard, les Prussiens reprenaient le chemin de la guerre, cette fois contre les Français.

Au contraire des Prussiens, les Français se faisaient principalement à leur technologie. Ils étaient convaincus que leur nouveau fusil Chassepot de calibre 0,51 leur donnerait la victoire. Le Chassepot à chargement par la culasse avait une portée et une précision supérieures à celles du fusil à aiguille, grâce à sa culasse rendue étanche par un anneau de caoutchouc qui réduisait considérablement l'échappement des gaz. Les Français misaient aussi beaucoup sur ce qu'ils considéraient comme une arme secrète, la mitrailleuse, qui était actionnée à l'aide d'une manivelle. On avait tellement gardé cette arme secrète qu'aucune tactique n'avait été conçue pour son emploi. En fait, les Français l'ont utilisée comme substitut de l'artillerie, dont les pièces étaient encore chargées par la bouche. À cause de cet emploi inapproprié, l'expérience de la mitrailleuse s'est conclue par un échec lamentable. Malheureusement, ce rendement décevant en a incité plusieurs à négliger la mitrailleuse avant la Première Guerre mondiale; l'absence de cette arme a constitué un handicap au début de la guerre, en particulier pour les Britanniques²⁶. Toutefois, ce ne sont pas les innovations techniques que représentaient le Chassepot et la mitrailleuse qui ont décidé de la victoire, mais la doctrine supérieure des Prussiens. Moltke s'est servi efficacement de la cavalerie comme écran pour masquer le mouvement de ses forces à Gravelotte/Saint-Privat et à Sedan. Dans les deux cas, il a été en mesure d'envelopper les Français, qui ont alors été forcés de se porter immédiatement à l'attaque, se faisant décimés par la puissance de feu défensive prussienne.

Lors de deux guerres contre des armées plus avancées du point de vue technologique, les Prussiens ont démontré que ce n'était pas la technologie qui décidait à elle seule de l'issue d'une bataille, mais l'efficacité de la doctrine. La force de la doctrine prussienne reposait essentiellement sur des études historiques dans lesquelles

on examinait sans parti pris la guerre et la technologie afin d'en dégager des leçons. Plutôt que de considérer les innovations technologiques comme une panacée, les Prussiens ont préféré analyser les capacités et les limites de la technologie courante et élaborer une doctrine pour l'exploiter de manière optimale.

IMPASSE ET CARNAGE

En 1914, le développement de l'armement et la capacité de mobiliser les ressources nationales avaient progressé plus rapidement que la doctrine et le bon sens. Après une avance spectaculaire jusqu'à 40 km de Paris, l'offensive allemande s'est essoufflée, les Allemands ayant sous-estimé la puissance de la mitrailleuse et l'élan de l'armée française. La bataille de la Marne a été suivie d'une course à la mer visant à étendre la ligne de tranchées de chaque belligérant. Les combats à l'Ouest s'étaient enlisés dans une impasse, laissant une ligne de tranchées longue de 400 milles de la Manche jusqu'à la frontière suisse²⁷. Dans cette guerre d'un nouveau genre, la guerre des tranchées, le succès se mesurait en mètres. On prédisait à l'époque qu'au rythme où le conflit progressait, il allait facilement perdurer jusque dans les années 1920. Les combats ressemblaient à des sièges médiévaux et, effectivement, plusieurs armes du Moyen Âge comme la massue, le gourdin et la hache d'armes ont connu une renaissance. Les deux côtés cherchant une solution à l'impasse, les Alliés se sont tournés vers la technologie et les Allemands, encore une fois, ont préféré se fier à la doctrine et à l'instruction. Même si, à la fin, le succès a semblé dépendre d'innovations techniques, il ne fait aucun doute que la doctrine a été la clé de la victoire.

Quand la Première Guerre mondiale a éclaté, ce sont les Alliés qui

étaient les moins bien préparés. Leur négligence à étudier les leçons des guerres de la Prusse contre la France et l'Autriche a alors eu des conséquences catastrophiques. Les Britanniques, qui avaient acquis beaucoup d'expérience pendant les guerres coloniales, n'ont tiré que des conclusions erronées de ce qu'ils avaient vu et se sont reposés sur les tactiques qu'ils avaient employées contre des rebelles mal entraînés et mal armés. Le rendement médiocre des mitrailleuses pendant la guerre franco-prussienne avait convaincu la Grande-Bretagne que cette arme avait un usage limité²⁸. J. F. C. Fuller a bien résumé la situation en écrivant : « Nous avions décidé de jouer au whist et, lorsque nous nous sommes assis à table, nous avons découvert qu'il s'agissait d'une partie de poker²⁹. » (traduction) Le retard mis à adopter la mitrailleuse allait se révéler un handicap cruel dans les premières phases de la Grande Guerre.

La réaction française au changement technologique a peut-être été la plus coupée de la réalité. Les Français ont complètement ignoré les leçons de la guerre des Boers (1899-1902) et de la guerre russo-japonaise (1904-1905), qui avaient amplement démontré le pouvoir meurtrier de la mitrailleuse et du fusil à verrou alimenté par



La technologie versus la doctrine. Pour contrecarrer l'impasse créée par les tranchées, la Grande-Bretagne a eu recours à la technologie en créant le Mk V Male tandis que l'Allemagne a opté pour un changement dans la doctrine.

chargeur³⁰. Ils étaient alors fortement influencés par les théories d'Ardant du Picq, qui avait écrit sur les facteurs moraux à la guerre et croyaient qu'ils pouvaient compenser la puissance meurtrière accrue des armes, grâce à l'élan et à des tactiques agressives. La réponse des Français à la puissance de feu était l'offensive à outrance. Selon la théorie, le moral pouvait rendre une armée invincible³¹. Les deux défenseurs les plus influents de cette doctrine étaient le colonel Louis de Grandmaison et le général Ferdinand Foch. Comme le déclarait le colonel de Grandmaison à de jeunes officiers de l'École supérieure de Guerre, « nous devons nous préparer à la guerre en cultivant, avec passion, tout ce qui porte la marque de l'esprit offensif. Faire preuve d'excès en cette matière ne serait probablement pas encore aller assez loin³². » Foch pensait qu'une charge massive de l'infanterie était le moyen de venir à bout de la puissance de feu : « Charger – mais charger en grand nombre –, là réside la sécurité³³. » Il a essayé de prouver mathématiquement que cela était possible. Ainsi, il a calculé qu'en attaquant un bataillon de 1000 hommes avec deux bataillons de 1000 hommes, on pouvait tirer 20 000 coups contre les 10 000 coups défensifs de l'ennemi – le succès était donc assuré³⁴. On s'est abstenu de faire quoi que ce soit qui aurait pu nuire à cet esprit combatif. L'armée française a conservé ses uniformes brillants bleus et rouges et l'infanterie a reçu l'ordre de ne pas se retrancher face au feu ennemi. La cavalerie, déjà dépassée, s'exerçait encore à charger au sabre. La mise en œuvre de cette doctrine en 1914 a provoqué rien de moins qu'une catastrophe. Au cours des six premières semaines de la guerre, les Français ont subi 385 000 pertes, dont 100 000 morts³⁵.

Durant la Première Guerre mondiale, une autre RAM a eu lieu. Avant la fin de la guerre, l'aviation en est venue à jouer un rôle majeur dans la bataille et les bombardements stratégiques ont fait leur apparition. Des sous-marins ont menacé d'étrangler la Grande-Bretagne et le porte-avions a fait ses débuts; la coopération entre les chars d'assaut et les autres armes s'est fermement implantée. C'est la première guerre où les pertes au combat ont dépassé les

morts dus à la maladie. La guerre a tellement changé de visage pendant ces quatre ans qu'un officier de 1914 aurait été incapable de comprendre ce qui se passait sur un champ de bataille de 1918, alors qu'un officier de 1918 aurait bien compris les concepts doctrinaux appliqués en 1940, ou même en 1991³⁶.

Les Allemands, qui avaient tenté sans succès de recourir à la technologie, c'est-à-dire les gaz, pour rompre l'impasse des tranchées, ont plutôt choisi, comme ils l'avaient fait dans le passé, d'adapter leur doctrine. L'armée allemande avait appris qu'il était plus important de combattre sur le terrain que pour le terrain³⁹. En

Pour sortir de l'impasse des tranchées, les Alliés se sont tournés vers la technologie.

Pour sortir de l'impasse des tranchées, les Alliés se sont tournés vers la technologie. Celle-ci était incarnée dans le char, innovation unique en ce qu'elle était le résultat d'une invention délibérée (c'est-à-dire que l'armée avait senti le besoin de créer une machine capable de sortir les troupes des tranchées et s'était adressée à l'industrie pour la créer)³⁷. Le char a été conçu afin d'ouvrir à l'infanterie un passage à travers les tranchées, dans le cadre d'un assaut frontal³⁸. Il a été utilisé pour la première fois le 15 septembre 1916 à la bataille de la Somme, dans le vain espoir de relancer une offensive défaillante. Les débuts du char ont cependant été moins que reluisants. Le rendement médiocre offert par le char était imputable à plusieurs facteurs : sa piètre fiabilité mécanique, l'état ravagé du terrain sur lequel on l'a déployé, le manque de coordination avec les autres armes et, enfin, le fait de ne pas exploiter les succès du char à l'aide de réserves d'infanterie ou de cavalerie. Les Allemands ont aussi contribué de manière importante à l'échec de cette expérience en employant une tactique défensive souple. À la bataille de Cambrai, en novembre 1917, le char s'est beaucoup mieux comporté, parvenant à effectuer une percée de six milles. Toutefois, la non-exploitation de ce succès et les contre-attaques allemandes vigoureuses ont une fois de plus conduit à un échec, annulant même les gains réalisés par les Britanniques. L'échec du char n'était pas attribuable à ses limites techniques, bien qu'elles aient constitué un facteur, mais au fait que les Alliés n'avaient pas modifié leur doctrine pour exploiter les capacités de leur nouvelle arme.

conséquence, en février 1917, elle s'est retirée jusqu'à une ligne défensive sur le terrain de son choix, abandonnant plus de 1000 milles carrés aux Alliés. Cette décision représentait un grand bond théorique en avant : les Allemands s'étaient rendus compte que le succès repose sur la dispersion et la décentralisation du commandement. Ils avaient en fait décidé de combattre sur un terrain qu'ils avaient choisi, en adoptant une défense élastique (ou défense en profondeur). Les commandants des niveaux inférieurs avaient maintenant l'initiative de choisir où et quand prendre position; ils n'étaient plus obligés de prendre position et de mourir là où ils se trouvaient⁴⁰. On laissait désormais l'ennemi pénétrer sur le territoire tenu par les Allemands, puis les commandants locaux lançaient des contre-attaques vigoureuses et victorieuses. Cette doctrine a été appliquée avec beaucoup d'efficacité pour écraser l'offensive française de Nivelle en 1917, où les pertes ont amené la majorité de l'armée française à se mutiner.

Cette nouvelle doctrine reposait sur la culture du chaos toujours présent en temps de guerre. Elle prônait l'exploitation rapide des succès plutôt que le renforcement des échecs, la délégation du contrôle vers les niveaux inférieurs plutôt que le contrôle excessif des événements à partir du sommet. Cette approche n'était pas sans risque et Ludendorff, le chef d'état-major allemand, la trouvait en fait trop risquée au début. Il a cependant accepté de courir le risque et cela lui a rapporté⁴¹. Les nouveaux éléments de base de l'armée allemande allaient être les *Stosstruppen* (ou troupes de choc). Cette

organisation ramenait la manœuvre au niveau de la section. Chaque section était dotée de sa propre base de feux (c'est-à-dire, lance-flammes, mitrailleuse légère ou mortier). Avec un tel équipement, les sections pouvaient servir de bases improvisées à des organisations plus larges comme les compagnies et les bataillons, qui étaient adaptées à chaque mission⁴². Les Allemands ont aussi sélectionné dans leurs rangs de jeunes soldats en bonne forme physique et leur ont donné un autre entraînement sur les tactiques d'infiltration. La nouvelle tactique allemande mettait beaucoup l'accent sur la création d'un effet de surprise par des bombardements intensifs, l'infiltration et le contournement des centres de résistance, dont la destruction était confiée à des forces de deuxième échelon classiques plus lentes. L'objectif était d'effectuer une pénétration rapide du front ennemi afin de détruire son artillerie et ses centres de commandement et de contrôle⁴³. La clé de la réussite était l'amplification du chaos, l'attaque des points faibles et l'exploitation des succès remportés. En mai 1918, les Allemands ont mis cette doctrine en application pour réaliser, selon les critères de la Première Guerre mondiale, une avance

de leur désengagement. Sans approvisionnement ou appui de l'artillerie, l'avance s'est essoufflée.

Pendant la Première Guerre mondiale, de profonds changements ont transformé non seulement le champ de bataille, mais la société dans l'ensemble. Compte tenu de la grande quantité de matériel nécessaire pour nourrir et armer des soldats qui se comptaient par millions, on a mis sur pied une énorme bureaucratie pour gérer toutes les facettes de l'économie, qui était centrée sur la production de guerre⁴⁵. De grands progrès ont été accomplis dans la production de masse, qui allaient rejaillir sur la production des biens de consommation après la guerre, tandis que, du même souffle, on exigeait de grands sacrifices de la population civile pour soutenir la guerre. Les économies fonctionnaient à pleine capacité afin d'alimenter une guerre qui, en 1916, n'obéissait plus à aucun des principes de Clausewitz; il s'agissait désormais d'une guerre où l'on se battait dans le seul but de remporter la victoire, et non de la poursuite de la politique par d'autres moyens. En fait, l'économie allemande, dirigée par Ludendorff, allait atteindre

pourquoi la France, l'Angleterre et l'Allemagne ont tous, par la suite, pris une direction tellement différente en matière de doctrine. Cela dit, la doctrine allemande de l'infiltration constitue l'avancée la plus notable sur le champ de bataille et c'est elle qui a eu le plus d'influence sur la conduite des guerres à venir.

MOBILITÉ ET MÉCANISATION

Ceux qui ont une bonne armée [...] n'ont pas besoin de forteresse [...] mais une forteresse sans une bonne armée est inefficace pour assurer la défense.
(traduction)

– Nicolas Machiavel, 1531

Durant l'entre-deux-guerres, l'Allemagne, la France et l'Angleterre ont élaboré trois doctrines très différentes. Les solutions auxquelles ils ont abouti étaient si divergentes qu'on serait justifié de se demander s'ils avaient fait la même guerre. La doctrine allemande se révéla la plus fructueuse et la plus durable.

En 1939, en Pologne, et au printemps de 1940, en France, les Allemands ont remporté deux victoires stupéfiantes que l'on considère encore de nos jours comme étant les meilleurs exemples de la guerre blindée mobile. En accomplissant ces deux faits d'arme, les Allemands ont offert au monde un nouveau mot qui en vint à symboliser l'essence même d'une manière nouvelle et dynamique de faire la guerre : *Blitzkrieg* (ou guerre-éclair). On a traditionnellement attribué le mérite de la victoire allemande aux aspects techniques du char ou du bombardier en piqué. D'autres analystes ont décrit la guerre-éclair comme une sorte de nouvelle tactique révolutionnaire que les Allemands avaient adoptée, alors que les Français et les Britanniques essayaient encore de moderniser les vieux concepts de la guerre des tranchées de la Première Guerre mondiale⁴⁷. Le succès de la guerre-éclair ne s'explique par aucune de ces causes. Il résulte d'une analyse sophistiquée, fondée sur l'Histoire, de ce qui s'est passé sur le champ de bataille en 1918; d'un système d'officiers professionnels qui évalue la capacité intellectuelle et les aptitudes tactiques des officiers; et d'une évaluation minutieuse,

La guerre-éclair était une doctrine très simple qui semble aujourd'hui élémentaire.

spectaculaire. Dans les 24 premières heures de l'offensive de Saint-Michel (seulement la deuxième véritable offensive en deux ans et demi sur le front occidental), les Allemands se sont emparé de 140 milles carrés au coût d'un dixième des pertes subies à la Somme par les Alliés. (Les Alliés n'avaient pu prendre que 98 milles carrés après 140 jours⁴⁴.) Ils ont accompli leur progression non pas en se fiant à une nouvelle technologie, mais en évaluant les conditions du champ de bataille et en modifiant leur doctrine en conséquence. L'offensive a cependant échoué à la fin. On peut attribuer cet échec au fait que les Allemands n'ont pas approvisionné leur offensive et ne l'ont pas appuyée avec l'artillerie, parce qu'ils progressaient sur un terrain qu'ils avaient eux-mêmes dévasté au cours

un point de rupture, la production d'armes se faisant aux dépens de la production d'aliments⁴⁶. L'analyse des raisons pour lesquelles l'Allemagne a finalement perdu la guerre déborde du cadre de cet article; il importe cependant de souligner que le combat a été serré jusqu'à la fin. À la signature de l'armistice, les troupes allemandes se battaient encore sur le sol français, et non en Allemagne. L'issue de la guerre s'est décidée non pas sur le champ de bataille, mais en haute mer, grâce au blocus naval contre l'Allemagne, qui a entraîné l'effondrement de son industrie. Bien qu'il soit clair qu'une RAM a eu lieu pendant la Première Guerre mondiale, il est ironique que les vainqueurs l'aient à peine reconnu après la guerre. Cela explique peut-être

honnête et précise des résultats des exercices et des combats⁴⁸. À cela s'ajoutait la capacité des Nazis d'endoctriner leurs soldats avec un éthos guerrier très semblable à celui des armées de la première vague⁴⁹.

La guerre-éclair était une doctrine très simple qui semble aujourd'hui élémentaire. Elle ne différait guère de la tactique d'infiltration de la guerre précédente. En utilisant des formations d'armes combinées (qu'on appelle aujourd'hui des forces interarmes), on submergeait l'ennemi par des attaques rapides visant à neutraliser ses ressources de commandement, de contrôle et de communications (C³). Le but de ces attaques n'était pas de détruire l'ennemi physiquement, mais de le battre sur le plan psychologique afin d'anticiper ses actions, de le désorganiser et de détruire sa cohésion ou sa volonté de combattre. Premièrement, la Luftwaffe s'assurait de la supériorité aérienne au-dessus de l'espace de combat. On empêchait ainsi l'ennemi de gêner les opérations offensives et on pouvait ensuite employer l'aviation comme une artillerie mobile pour appuyer la progression en fer de lance des blindés. Les attaques se déroulaient sur un large front afin de fixer l'ennemi. Une fois qu'on avait réalisé une percée en visant délibérément la zone où l'ennemi était le plus faible, les formations blindées s'y précipitaient pour exploiter cet avantage et s'enfoncer en profondeur dans la zone arrière des forces ennemis. On contournait les centres de résistance, laissant aux forces classiques de deuxième échelon le soin de les nettoyer. Au préalable, ou simultanément, des forces aéroportées s'emparaient des défilés (c'est-à-dire les ponts et les carrefours) qui étaient importants pour maintenir l'élan de l'avance blindée, tout en empêchant qu'ils tombent aux mains de l'ennemi. La Luftwaffe passait ensuite aux frappes en profondeur, détruisant les ressources C³ et l'artillerie ennemis et empêchant en même temps les réserves ennemis d'intervenir. Elle pouvait également agir comme une artillerie mobile pour appuyer la progression en fer de lance des blindés. Les formations blindées étaient équipées de tout ce dont elles avaient besoin, tandis que les unités mécanisées (c'est-à-dire l'infanterie,

l'artillerie, le génie et les unités de défense antiaérienne) se déplaçaient à bord de camions ou de véhicules à chenilles; les unités de soutien logistique étaient également mobiles. Le résultat net de la guerre-éclair était l'effondrement du cycle de décision de l'ennemi et la destruction de sa cohésion et de son moral, ce qui l'obligeait à une reddition à peu de frais. En appliquant cette doctrine, les Allemands ont pu vaincre la Pologne en un mois, en 1939, ainsi que les armées combinées de la France et de l'Angleterre en un mois, en 1940. L'efficacité de la doctrine ne reposait pas sur la technologie; l'Allemagne n'avait fait que développer un peu plus la tactique d'infiltration de la guerre précédente, mais en employant cette fois-ci des chars et en s'assurant d'un appui d'artillerie et d'un soutien logistique continu. Quarante ans plus tard, cette doctrine allemande a servi de base à la doctrine de combat aéroterrestre américaine qui s'est révélée si efficace dans la guerre du Golfe.

Henry Beacher Ward a le mieux résumé cette leçon en affirmant que « la défaite est une école où la vérité acquiert toujours de la force ». Le traité de Versailles limitait l'armée allemande à 100 000 hommes. L'Allemagne n'était pas autorisée à posséder de chars ou d'artillerie lourde⁵⁰. La force militaire allemande devait se limiter elle-même au maintien de l'ordre intérieur et à la protection des frontières nationales. Les restrictions imposées à l'armée allemande lui ont offert l'avantage particulier de créer une armée à partir de zéro, sans s'encombrer du matériel ou de la doctrine hérités de la guerre précédente. Une fois encore, cependant, les Allemands ont su tirer des leçons du passé pour se préparer à la guerre suivante. Presque immédiatement au sortir de la guerre, le premier chef d'état-major, le général Hans von Seeckt, a formé pas moins de 57 comités pour étudier ce qui s'était vraiment passé pendant la Première Guerre mondiale. Il a chargé son état-major de produire :

... des études succinctes et concises sur les nouvelles expériences faites à la guerre et d'examiner les questions suivantes : Quelles situations ont surgies pendant la

guerre, qui n'avaient pas été envisagées auparavant? Dans quelle mesure les perspectives que nous avions avant la guerre ont-elles permis de traiter ces situations efficacement? Quelles nouvelles lignes directrices a-t-on élaborées à partir de l'utilisation des nouvelles armes durant la guerre? Quels nouveaux problèmes soulevés par la guerre n'ont pas encore été résolus⁵¹?

Les bases de la guerre-éclair ont été jetées en 1923 et raffinées par la suite. Les connaissances recueillies lors des visites de l'état-major au front pendant la guerre ont également contribué à la formulation de cette doctrine⁵². Cette pratique a permis de créer une doctrine basée sur les conditions réelles du champ de bataille⁵³.

Comme les Allemands n'avaient pas mis de chars en service avec succès pendant la Première Guerre mondiale, ils ont dû, au début, se rabattre sur les travaux d'autres pays dans le domaine de la guerre blindée. Pendant un certain temps, ils ont subi l'influence du concept français d'une utilisation des forces blindées limitée à l'appui de l'infanterie, mais pour le rejeter rapidement. Ils ont ensuite étudié les théories de l'expert anglais en blindés, le capitaine B.H. Liddell Hart. Ce sont cependant l'expérimentation et l'évaluation des jeux de guerre par les Allemands qui ont finalement débouché sur la formulation de la doctrine de la guerre-éclair.

Dès 1921, les Allemands ont mené des exercices expérimentaux dans les montagnes Harz afin de résoudre les problèmes liés au déploiement motorisé, quelques compagnies jouant le rôle des chars. En raison des restrictions que leur imposait le traité de Versailles, cependant, ils ont été obligés de conclure une entente secrète avec l'URSS, en vertu de laquelle ceux-ci fournissaient aux Allemands des secteurs d'entraînement pour qu'ils puissent vérifier leurs théories ainsi que concevoir des chars et les mettre à l'essai. En échange, les Allemands acceptaient de former des officiers soviétiques à la Kriegs Academie, notamment le futur héros de l'Union soviétique, le maréchal Joukov. C'est à partir de ces jeux de guerre et exercices

que le général Heinz Guderian a pu énoncer la doctrine de la guerre-éclair sous sa forme finale. Dans *Panzer Leader*, il écrit :

Mes études historiques, les exercices effectués en Angleterre et nos propres expériences avec des maquettes m'ont convaincu qu'on ne pourrait jamais exploiter les chars au maximum tant que les autres armes dont l'appui leur était inévitablement nécessaire ne pourraient pas se déplacer à la même vitesse en tous terrains. Dans une formation toutes armes de ce genre, les chars doivent jouer le rôle principal, les autres armes étant subordonnées aux exigences des blindés⁵⁴.

Le moral a été un autre facteur du succès allemand. Le complément à la doctrine a été la stimulation efficace de l'esprit guerrier ou combattif au sein de l'armée allemande. En combinant les techniques de l'ère industrielle aux valeurs et au savoir-faire de la société agraire, par un recours à la mythologie nordique, on a haussé l'efficacité au combat de l'armée allemande⁵⁵. Les unités fers de lance comme les Waffen SS étaient capables d'absorber de lourdes pertes et de poursuivre le combat. Au sein de l'armée française, au contraire, la combativité n'était pas très élevée. Hitler est peut-être celui qui a le mieux exprimé cet état de fait lorsque, après la bataille de France, il a déclaré ce qui suit :

Le fait qu'ils ont consacré des sommes énormes à la ligne Maginot pendant plusieurs années n'a pas été sans effet sur eux [les Français]; cela les a conditionné à l'idée que leur sécurité était assurée. Ils ont perdu la vivacité qui avait fait d'eux nos pires ennemis pendant la Première Guerre mondiale⁵⁶.

Après la guerre, les Français, qui étaient peut-être ceux qui avaient le plus souffert au cours de la Grande Guerre, ont effectué une volte face complète en ce qui regarde leur doctrine, comme si le thème de l'élan avait été enterré aux côtés du soldat inconnu à Verdun. Ils ont abandonné l'offensive à outrance au profit d'une défense basée sur des fortifications statiques et la technologie de la puissance de feu⁵⁷. Ils étaient déterminés à ne pas permettre la répétition d'une guerre de cette échelle



Le V2 était le premier missile de croisière. Ces types de missiles devenus plus populaires dans les années 1990 ont été premièrement imaginés par le prophète américain de l'air Billy Mitchell en 1925.

sur le sol national. L'étude de la bataille de Verdun a convaincu les Français que la perte du fort Douaumont leur avait coûté 100 000 homme, alors que le fort Vaux, dont la garnison se limitait à 2500 hommes, était parvenu à arrêter un corps d'armée entier⁵⁸. Les Français sentaient également que la puissance de feu était désormais la fonction de combat la plus dominante. Toutes ces constatations les ont poussés à la construction de la ligne Maginot.

La ligne Maginot était formée d'une série de forts s'étendant sur 1500 kilomètres, de la frontière belge au nord à la frontière suisse au sud. La principale zone fortifiée se trouvait au nord, de Wissembourg à Longwy⁵⁹. Dans cette zone, les fortifications incluaient des forts dotés d'une garnison pouvant compter jusqu'à 1200 hommes. On a comparé ces forts à une version terrestre des navires de guerre. Ils contenait des tourelles à éclipse reliées à un poste central de commandement et de contrôle/conduite de tir. Les dispositifs de défense s'appuyaient réciproquement et étaient protégés par des obstacles antichars; ils étaient également étanches aux gaz. Loin à l'intérieur des forts se trouvait un réseau complexe de voies ferrées, de cantines, d'hôpitaux et de mess. La zone des Vosges n'était défendue que par des blockhaus disséminés le long du Rhin. Cette défense plus faible était attribuable à un manque de financement, mais elle était compensée par la barrière

naturelle que les montagnes des Vosges représentaient. Lorsqu'on visite l'un de ces grands *ouvrages militaires*, on ne peut s'empêcher d'être impressionné par le caractère inexpugnable et le raffinement technique de ces forts⁶⁰. Aujourd'hui encore, on trouve sur les murs des postes de conduite de tir des cartes peintes qui illustrent le terrain environnant et indiquent les données de tir d'efficacité d'emblée sur tous les objectifs potentiels. Les réflexions de Lord Alanbrooke après sa visite du fort de la ligne Maginot à Welshtenberg en 1940 sont peut-être les plus révélatrices :

Le fort me rappelait un navire de guerre construit au sol, un chef-d'œuvre à sa façon, et néanmoins, il ne fait aucun doute que toute la conception de la ligne Maginot est un coup de génie. Et pourtant! Elle ne me donne guère de sentiment de sécurité et je considère que les Français auraient mieux fait d'investir l'argent dans des moyens de défense mobiles, par exemple en achetant plus d'avions et des avions mieux équipés et en constituant un plus grand nombre de divisions de blindés lourds, plutôt que de couler tout cet argent dans le sol⁶¹.

La ligne Maginot en vint à symboliser l'esprit combattif, ou plutôt l'absence d'esprit combattif de l'armée française. Derrière les puissants forts de la ligne, remplis d'armes et de merveilles technologiques, l'armée française s'est contentée de s'asseoir et d'attendre que les Allemands se heurtent à sa défense.

La ligne Maginot a favorisé un faux sentiment de sécurité et une attitude complaisante qu'on a surnommée la « mentalité Maginot »⁶². Le caractère défensif de la doctrine française a nui à l'élaboration d'une doctrine des chars et de la guerre de manœuvre au sein de l'armée française⁶³. De plus, le coût prohibitif de la ligne Maginot, qui a empêché d'affecter des fonds à des préparatifs de guerre mobile, a rendu la situation telle que personne n'osait remettre en question la validité de la guerre défensive⁶⁴. De jeunes officiers, comme le colonel Charles de Gaulle, s'y sont essayé. En 1934, de Gaulle a publié son livre *Vers l'armée de métier*, dans lequel il proposait la création de divisions blindées interarmes qu'on pourrait utiliser pour envahir l'Allemagne si celle-ci s'en prenait à l'Autriche, à la Tchécoslovaquie ou à la Pologne. Bien que de Gaulle ait reçu certains appuis, le ministre de la Guerre et le chef d'état-major de l'armée de terre n'admettaient aucun changement de doctrine, satisfaits de la protection offerte par la ligne Maginot⁶⁵. Pendant la « drôle de guerre », alors que Hitler envahissait la Pologne avec le gros de son armée, les Français se sont contentés de s'asseoir derrière la ligne Maginot, pratiquant ce qu'on pourrait fort bien appeler la *Sitzkrieg* (la guerre assise). Lorsque les Allemands ont attaqué, en mai 1940, ils ont contourné la ligne Maginot. Les forts qui ont été attaqués, comme le fort belge d'Eben-Emael qui gardait le canal Albert, ont été facilement pris par des troupes aéroportées par planeur, tandis que d'autres ont été écrasés par les attaques en piqué des bombardiers Stuka.

Dans l'entre-deux-guerres, la Grande-Bretagne avait soif de paix. Sensible à ce sentiment, le gouvernement a tenté de rétablir une vie normale le plus rapidement possible, réduisant radicalement les dépenses militaires. Étant donné leur aversion pour la guerre et les pertes de vies humaines, les Britanniques se sont laissés endormir par une doctrine de dissuasion impraticable fondée uniquement sur une technologie non éprouvée. Pour eux, l'avenir de la guerre semblait se trouver dans les airs.

Après la guerre, le parlement britannique, qui souhaitait retourner le plus rapidement possible à une vie la

plus normale possible, a institué la redoutable « règle des dix ans ». Essentiellement, celle-ci affirmait qu'il n'y aurait pas d'autre guerre majeure au cours des dix années suivantes. Les fonds consacrés à la défense ont donc été

La doctrine britannique, proposée par Trenchard, consistait à employer une force aérienne indépendante pour frapper, non pas les manifestations de la puissance ennemie (c'est-à-dire ses armes), mais les sources de cette

La doctrine britannique était générée par la rivalité entre les éléments...

réduits en conséquence. La priorité du gouvernement d'après-guerre en matière de défense était l'Empire. Le chef d'état-major de l'aviation, Sir Hugh Trenchard, s'est vite rendu compte, dans sa grande lucidité, qu'on ne financerait pas les forces aériennes si elles ne se rendaient pas utiles. Il a donc trouvé un rôle dans la défense de l'Empire pour la Royal Air Force (RAF).

Dès 1919, le « contrôle aérien » de l'Empire était apparu utile et rentable. Il s'agissait d'utiliser les aéronefs de la RAF pour maintenir l'ordre dans de vastes zones de l'Empire. Si une tribu ou un village échappait à tout contrôle, on envoyait un escadron d'aéronefs le bombarder et le mitrailler. Par exemple, on a employé uniquement la puissance aérienne pour dissuader l'émir d'Afghanistan de s'engager dans une guerre sainte contre l'Inde. Dans une note de 1919, Trenchard soulignait que « depuis l'armistice [...] les événements au Proche-Orient et en Inde tendent à démontrer que, contre un ennemi à moitié civilisé qui ne dispose pas d'avions, les opérations aériennes peuvent avoir à elles seules un effet tellement dissuasif qu'elles sont pratiquement décisives »⁶⁶.

Le contrôle aérien de l'Empire s'est avéré un grand succès. Premièrement, il a sensibilisé le gouvernement à l'importance de maintenir une force aérienne indépendante. Deuxièmement, il a réduit considérablement le coût du maintien de l'ordre au sein de l'Empire. De 1922, année où on l'a employé pour la première fois, jusqu'en 1923, le contrôle aérien a permis de diminuer de 750 000 livres le coût du contrôle au Moyen-Orient⁶⁷. Les Britanniques ont cependant adapté cette doctrine pour faire la guerre en Europe, où elle était cependant complètement inappropriée.

puissance : les usines et les travailleurs de guerre, donc les gens eux-mêmes. Trenchard basait vaguement cette approche sur une croyance ethnocentrique non fondée voulant que la fibre morale supérieure du peuple britannique lui permette de mieux résister aux bombardements que les Allemands ou les Français. Dans les années 1920, il déclarait : « Le rôle de la RAF est de larguer la plus grande quantité de bombes possible sur l'ennemi, dans l'espoir que son peuple s'effondrera avant le nôtre. » (traduction) Il ajoutait : « Dans un duel de bombardement, les Français paniqueront probablement avant nous⁶⁸. » Extrapolant les résultats du peu de dégâts matériels infligés par les bombardements pendant la Première Guerre mondiale, il en a déduit que : « L'effet moral des bombardements est vingt fois plus grand que leur effet matériel⁶⁹. »

Cette approche de la guerre entièrement axée sur la technologie était naturellement erronée. Elle n'a jamais été mise à l'essai, ni formellement évaluée par des jeux de guerre ou une analyse historique des opérations aériennes de la Première Guerre mondiale ou de la guerre civile espagnole. La grande insistance que les planificateurs de la RAF avaient accordée au maintien de l'indépendance de l'aviation à l'égard des autres éléments, notamment l'armée de terre, les a amenés à négliger la collaboration aéroterrestre. Par la suite, pendant la bataille de France, les Britanniques se sont retrouvés sans un appui aérien suffisant. De même, lorsque les aéronefs anglais attaquaient des objectifs allemands, ils n'avaient pas la capacité de se défendre eux-mêmes ni de toucher des cibles plus petites qu'une ville. Les opérations de bombardement stratégiques, pierre angulaire de la doctrine britannique, n'ont même pas

eu l'occasion d'être mis à l'essai pendant la drôle de guerre, le gouvernement britannique craignant que le bombardement de villes allemandes leur coûte le soutien des Américains et les Français ne voulant pas risquer de subir des représailles.

Les Britanniques, qui avaient introduit la guerre blindée lors de la Grande Guerre, n'ont guère fait mieux au sol. Beaucoup de gens ont blâmé la qualité inférieure des chars et des canons pour justifier leur piètre rendement, mais ce qui faisait vraiment défaut aux Anglais, c'était une doctrine solide qui aurait permis de coordonner efficacement les chars avec l'infanterie et l'appui d'artillerie⁷⁰. La doctrine britannique était gênée par la rivalité entre les éléments (c'est-à-dire la

signifiait que la division blindée ne pourrait soutenir une avance ou tenir le terrain si elle était forcée de passer à la défensive. Ce n'est qu'à la fin de 1942 que le niveau de collaboration toutes armes atteint en 1918 a pu être restauré par Montgomery à El Alamein⁷³. Toutefois, la nécessité de produire différentes sortes de chars, les Britanniques n'ont pu produire un char de combat principal efficace avant la fin de la guerre⁷⁴.

En évaluant de manière réaliste les capacités de la technologie et en ne faisant pas de celle-ci une panacée, les Allemands ont été capables de conquérir la majeure partie de l'Europe, en dépit de leur infériorité numérique et du fait que leur technologie n'était pas,

cause d'une percée technique. Cette RAM a inspiré une doctrine fondée sur les capacités que l'on attribuait à l'arme nucléaire. Malheureusement pour les États-Unis, leurs adversaires potentiels n'étaient pas aussi impressionnés qu'eux par la puissance des armes nucléaires. Cela a conduit à l'échec de l'utilisation de l'arme nucléaire comme moyen de dissuasion ainsi qu'à celui de la doctrine de l'Ouest sur le théâtre des opérations européen et dans le Tiers-Monde jusque dans les années 1980⁷⁶.

Plusieurs pensaient que les armes nucléaires avaient rendu la guerre classique désuète. En fait, la guerre était considérée comme un phénomène du passé. On croyait que, à l'ère atomique, le coût à assumer pour faire la guerre serait si terrible que personne n'en prendrait l'initiative. En conséquence, on a réduit massivement les effectifs des troupes conventionnelles. La guerre a néanmoins persisté. La force aérienne américaine (USAAF), dont la doctrine de guerre se conformait alors à la vision de Douhet, qui consistait à attaquer sans pitié la société ennemie, a accepté la guerre nucléaire comme son nouveau credo.

L'USAAF considérait que son rôle était de servir d'arme principale contre l'URSS dans le cadre d'un équilibre stratégique. Elle n'a donc prêté aucune attention à son rôle concernant le nombre croissant de guerres classiques à l'horizon. Sa doctrine est demeurée la même : utiliser les bombardements stratégiques pour attaquer la base économique et sociale de l'ennemi, de manière à contraindre celui-ci à se soumettre. Le fait que cette approche avait échoué lors de la Seconde Guerre mondiale n'y changeait rien⁷⁷. Ce que les auteurs de la doctrine nucléaire avaient négligé de faire, et ce que l'USAAF omettait à nouveau de faire, était d'examiner les faits historiques liés au dernier conflit, d'évaluer les capacités techniques qui avaient été mises en œuvre et de mesurer les effets des bombardements stratégiques en tenant compte de la nature de la guerre.

Essentiellement, la bombe atomique n'était qu'un moyen plus économique de raser une ville que les bombardements exécutés en Allemagne et au

Plusieurs pensaient que les armes nucléaires avaient rendu la guerre classique désuète.

compétition entre l'armée de terre, la RAF et l'infanterie contre le corps blindé pour obtenir du financement). À cause de cette rivalité, le développement du char a été mis de côté pendant des années. La doctrine britannique, qui s'appuyait sur les théories du capitaine B.H. Liddell Hart, bien qu'elle s'approchât de la doctrine allemande de la guerre-éclair, était trop dépendante de la technologie et n'avait pas encore fait le bond théorique crucial vers la collaboration toutes armes qui aurait accru son efficacité. La doctrine de base de l'armée britannique était essentiellement que les divisions d'infanterie, appuyées par des chars d'infanterie fortement blindés et lents, devaient effectuer la percée⁷¹. Les divisions blindées, équipées d'un armement plus léger, devaient alors s'enfoncer rapidement dans les zones arrières de l'ennemi, vaincre ses blindés et paralyser son commandement, son contrôle et ses communications, sans le fardeau d'une artillerie et d'une infanterie plus lentes. Les divisions d'infanterie devaient suivre avec leurs propres chars pour nettoyer tous les centres de résistance contournés⁷². Cette absence d'un appui intégral, conjuguée au fait que la RAF n'était pas désireuse ou capable de fournir un appui aérien rapproché,

au début, aussi avancée que celle de leurs adversaires. Ce n'est qu'après que l'Allemagne a perdu encore un fois la guerre d'usure et que ses ennemis ont adapté sa doctrine à leur situation qu'elle a été vaincue.

LA RÉVOLUTION NUCLÉAIRE

Même avant la fin de la guerre froide, il était devenu de plus en plus évident que les « stratégies » nucléaires civils, avec leur notion fantasmagorique de guerre nucléaire, nous avaient entortillés. Leur argument voulant que l'« ère atomique » ait rendu désuètes toutes les théories, doctrines, stratégies et expériences du champ de bataille a entraîné l'éclipse de toute réflexion militaire professionnelle jusqu'à la guerre du Vietnam. (traduction)

— Le colonel Harry G. Summers Jr.,
1991

La Seconde Guerre mondiale a pris fin peu de temps après que des bombes atomiques ont été larguées sur les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki⁷⁵. Pour plusieurs experts de la force aérienne, cet événement était la concrétisation de la théorie de la puissance aérienne. Il importe de noter que les armes nucléaires représentent la seule RAM à survenir uniquement à

Japon au cours de la dernière guerre. On avait maintenant besoin seulement d'un ou de deux bombardiers plutôt que d'un millier pour faire le travail. Bien que les Alliés aient réussi à dévaster plusieurs villes allemandes comme Hambourg et Dresde, la production industrielle de l'Allemagne n'avait pas diminué, et la population du pays n'avait pas trouvé le fardeau difficile à supporter au point de réclamer la paix.

La foi placée dans les armes nucléaires [...] étant un avantage technique définitif en matière d'armement, était injustifiée.

L'Allemagne a capitulé seulement après que Berlin fut tombée aux mains de forces terrestres dans une coûteuse bataille. La vérité est que, même si la puissance aérienne était destructrice, elle n'était pas décisive, et les armes nucléaires ne changeaient rien à cela. Comme les affirmations antérieures concernant la puissance aérienne non nucléaire, les prétentions des experts nucléaires surestimaient les capacités réelles de l'arme nucléaire.

Dans les faits, les États-Unis n'avaient pas la capacité de bombarder l'URSS. En 1948, ils possédaient seulement 50 armes nucléaires dans leur arsenal et 29 bombardiers capables de les transporter, et ils ne pouvaient préparer que deux bombes par jour à des fins opérationnelles⁷⁸. En outre, pour que les bombardiers soient capables de larguer la bombe sur Hiroshima et Nagasaki, il avait fallu retirer tout leur armement, ce qui les avait rendus particulièrement vulnérables, compte tenu de leur lenteur par rapport aux chasseurs. À cette époque, les bombardiers n'avaient aucune technologie de furtivité. Seulement après des années de guerre d'usure, dans les airs, et après la suppression de la défense antiaérienne japonaise, a-t-il été possible pour un bombardier désarmé de voler jusqu'à son objectif sans être touché. Comme la doctrine de la guerre nucléaire exigeait que les objectifs soient bombardés au début du conflit, c'est-à-dire au moment où la force aérienne soviétique était à son apogée, il aurait été fort improbable que les bombardiers américains parviennent à destination.

Un dernier problème concernant la doctrine nucléaire est qu'elle ne tenait pas compte de la nature de la guerre et de l'état-nation. En supposant que les planificateurs stratégiques avaient raison et que les États-Unis étaient capables de détruire 500 villes, les pertes associées à cette destruction auraient-elles suffi à contraindre un pays comme l'Union soviétique à capituler alors qu'il n'avait pas plié l'échine devant les vingt

millions de morts causés par les Nazis durant la Grande Guerre patriotique⁷⁹? Est-ce que cela aurait vraiment empêché les Soviétiques de faire la guérilla? Il suffit d'examiner leur ténacité au cours de la Seconde Guerre mondiale et les effets des bombardements stratégiques en Allemagne pour trouver la réponse. Mao Ze-dong a bien résumé la situation en affirmant ce qui suit :

La bombe atomique est un tigre de papier avec lequel les réactionnaires des États-Unis essaient de terroriser les gens. Elle semble terrible, mais elle ne l'est pas. Certes, la bombe atomique est une arme de destruction massive, mais c'est le peuple qui décide du résultat de la guerre et non pas une ou deux nouvelles armes⁸⁰. (traduction)

La foi placée dans les armes nucléaires, que la plupart des gens considèrent comme étant un avantage technique définitif en matière d'armement, était injustifiée. Cet avantage n'a pas empêché les Nord-Coréens ni les Chinois d'envahir la Corée du Sud et de forcer un match nul contre les Américains. Les armes nucléaires n'ont pas non plus assuré la victoire aux États-Unis au Vietnam ni aux Russes en Afghanistan, deux défaites majeures embarrassantes pour les superpuissances nucléaires.

L'ÉCHEC DE LA TECHNOLOGIE D'APRÈS-GUERRE

Je vois beaucoup de soldats; pourrais-je seulement voir autant de guerriers!

– F.W. Nietzsche, 1885

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la sophistication technique et la capacité industrielle ne sont pas parvenues à garantir la victoire face au nationalisme, à une doctrine supérieure et à l'esprit guerrier. Les armées qui avaient misé sur la technologie ont continué de connaître la défaite aux mains d'armées de la première vague agraire.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les mouvements nationalistes engendrés par le sentiment anti-colonialiste ont commencé à se développer. Ce phénomène opposait les vainqueurs de la dernière guerre, des pays industrialisés de la deuxième vague comme les États-Unis et l'URSS, à des pays agricoles de la première vague comme le Vietnam et l'Afghanistan. Pendant la guerre froide, bien sûr, les pays de la première vague étaient souvent des États clients de l'une ou l'autre des superpuissances opposées, qui leur fournissaient des armes très sophistiquées. Toutefois, ils n'ont jamais pu disposer sur le champ de bataille la même puissance de feu que les pays de la deuxième vague contre lesquels ils se battaient. Les Vietnamiens ont rarement pu compter sur un appui d'artillerie et n'ont jamais été capables d'obtenir un appui aérien, tandis que les États-Unis disposaient des deux en abondance. En Afghanistan, les moudjahidin n'avaient ni l'un ni l'autre.

La guerre du Vietnam, qui a débuté en 1945 sous la forme d'un soulèvement anticolonialiste, est un exemple classique de conflit où le nationalisme parvient à compenser le manque de sophistication technologique sur le champ de bataille. Les Vietnamiens ont d'abord réussi à vaincre les Français, puis sont venus à bout de l'armée américaine. Bien que les deux pays aient senti qu'il était important de défaire les Vietnamiens, aucun des deux n'était prêt à mobiliser entièrement les ressources nationales pour gagner la guerre. En fait, on pourrait soutenir que la stratégie américaine n'a jamais visé la victoire, mais l'endiguement⁸¹. Plutôt que de s'engager totalement pour gagner la guerre, les États-Unis se sont reposés sur la technologie pour faire pencher la balance. Leur stratégie consistait à rendre trop coûteuse pour les

Nord-Vietnamiens la guerre que ceux-ci menaient au sud. Les Américains se sont donc jetés dans la mêlée avec l'opération « Rolling Thunder ». Une fois encore leur approche incarnait la stratégie classique de Douhet axée sur la puissance aérienne, basée uniquement sur la technologie, le but étant de bombarder l'ennemi sur le front intérieur jusqu'à ce qu'il se soumette. On a présenté ces bombardements au président des États-Unis comme des frappes chirurgicales dont l'intensité pourrait croître suivant les besoins⁸². Malheureusement, les forces aériennes n'avaient aucune infrastructure industrielle à bombarder dans un pays agraire comme le Nord Vietnam. En outre, il n'y avait aucun moyen de détruire la capacité de faire la guerre des Nord-Vietnamiens, car leurs forces étaient dispersées et leurs armes, produites en Chine et en URSS. Non seulement les États-Unis ont échoué, mais le Nord Vietnam a intensifié ses attaques dans le sud, obligeant les Américains à engager des troupes terrestres pour protéger les aérodromes⁸³. Face aux hélicoptères, aux chars, aux chasseurs et à l'artillerie massive américains, les Nord-Vietnamiens l'ont emporté, après avoir persévétré pendant 30 ans dans une lutte qui a entraîné jusqu'à quinze millions de victimes en leur sein. Les mots du général Van Tien Dung décrivant la chute Saigon sont poignants :

Nous sommes entrés au quartier général de l'état-major général de Saigon [...] Leurs ordinateurs modernes contenant des renseignements personnels sur chaque officier, soldat et civil étaient encore en marche. Mais les ordinateurs américains n'avaient pas gagné cette guerre. La volonté de notre pays avait complètement eu le dessus⁸⁴. (traduction)

En étudiant la bataille de Diên Biên Phû, on voit comment les Nord-Vietnamiens ont utilisé leur doctrine supérieure pour compenser leur désavantage technique. Le commandant français, le général Navarre, faisait face à l'obligation de mener une guerre impopulaire. Il commandait une armée de 190 000 soldats environ, tandis que le Viêt-minh pouvait compter sur un effectif régulier de 125 000 hommes, des troupes régionales regroupant 75 000 hommes et 200 000 miliciens dans les

villages. Des 190 000 soldats français, 100 000 étaient attachés à la défense statique⁸⁵. Le service de renseignement du Viêt-minh avait infiltré complètement les forces françaises; celles-ci ne pouvaient faire aucun mouvement sans que le Viêt-minh le sache bien à l'avance. Navarre avait hérité d'une stratégie fondée sur les centres de résistance et la défense statique. Le but était de tenir la zone stratégique de culture du riz du delta de la rivière Rouge. Les dispositifs de défense statique s'étaient cependant révélés inefficaces et les Nord-Vietnamiens pouvaient les traverser à volonté. Les Nord-Vietnamiens avaient tenté d'effectuer le siège de certains centres de résistance, mais ils avaient été repoussés par les réserves aéroportées et la puissance de feu française provenant de plates-formes d'artillerie aéroportées et basées à terre, subissant de lourdes pertes dans le processus. Les troupes aéroportées avaient été employées avec succès, profitant de leur mobilité supérieure pour attaquer des carrefours d'approvisionnement du Viêt-minh. Bien qu'une grande quantité d'approvisionnements ait été détruite, les Nord-Vietnamiens ont refusé de s'engager dans des combats prolongés. Même si Navarre a connu un certain succès avec cette tactique, il n'avait guère de contrôle et commençait à être à court de réserves mobiles pour exécuter de telles opérations. Sa solution a consisté à établir, à Diên Biên Phû, une base d'opérations avancée qui regroupait une importante puissance de feu d'artillerie et des chars et recevrait par les airs un appui feu ainsi qu'un soutien logistique. Ce faisant, il espérait atteindre trois objectifs :

1. interrompre la récolte de l'opium, dont les profits servaient à acheter des approvisionnements sur le marché noir;
2. couper l'itinéraire d'approvisionnement et d'infiltration vers le Laos, que le Viêt-minh avait attaqué auparavant et que les Français s'étaient engagés à défendre;
3. mais surtout, attirer les divisions d'élite de Giap hors du delta de la rivière Rouge et les détruire systématiquement à l'aide de l'infanterie mobile et de bataillons de blindés dans la vallée⁸⁶.

Il n'a atteint aucun de ces objectifs.

Le général Giap faisait face à des problèmes d'un autre ordre. Il était maintenant bien approvisionné et son armée paysanne était assez bien entraînée, mais il n'avait pas de puissance aérienne. Il ne pourrait jamais remporter la victoire s'il ne trouvait pas un moyen de séparer les Français de leur force aérienne. Sa doctrine se conformait aux principes de la théorie de la guerre révolutionnaire de Mao Tsé-toung, selon laquelle la victoire s'obtenait en trois étapes. Au cours de la première étape, les révolutionnaires étaient sur la défensive, employant une tactique d'attaques éclairs et esquives, et essayant de survivre. Durant la deuxième étape, les attaques prenaient plus d'ampleur, mais consistaient toujours en des attaques éclairs et esquives. Le but des deux premières étapes était de briser le moral de l'ennemi. La troisième étape prenait la forme d'une contre-offensive générale sur un ennemi maintenant démoralisé⁸⁷. Giap avait déjà une fois pensé que ses forces étaient prêtes à passer à l'étape trois et il s'était trompé. Maintenant, il en était à nouveau persuadé. Diên Biên Phû représentait une excellente occasion pour le Viêt-minh. Les Français se trouvant à la limite de portée de leur puissance aérienne et coupés du reste, le Viêt-minh pouvait les fixer à Diên Biên Phû et passer à l'offensive dans d'autres parties de l'Indochine, nommément le delta de la rivière Rouge. Pendant que la bataille de Diên Biên Phû était à son apogée, les Nord-Vietnamiens pouvaient passer à l'attaque de jour en d'autres endroits du pays.

La bataille de Diên Biên Phû s'est déroulée de manière prévisible, prenant la forme du siège épique d'une base avancée. La vallée faisait 33 milles carrés⁸⁸. Elle comprenait cinq centres de résistance disposant d'un appui d'artillerie réciproque. Elle était ravitaillée par deux pistes : une à la position défensive principale et l'autre à cinq kilomètres au sud⁸⁹. La vallée était défendue par 13 200 soldats français et vietnamiens⁹⁰. Cette enclume contre lequel le Viêt-minh était supposé s'écraser a cependant été rapidement entourée de six divisions nord-vietnamiennes qui ont d'abord retranché leur artillerie terrestre et antiaérienne, pour ensuite étrangler à mort la garnison. Le siège a duré seulement 56 jours, du 13 mars au

8 mai 1954⁹¹. La perte de Diên Biên Phû a signalé la fin du contrôle colonial français au Vietnam.

L'étude de la bataille de Diên Biên Phû nous fournit un excellent exemple de la façon dont une doctrine efficace peut compenser le manque de sophistication technique et dont la sophistication technique ne peut compenser la déficience d'une doctrine. Giap avait établi avec raison que la puissance aérienne constituait le centre de gravité (ou ce que Clausewitz aurait appelé le carrefour de toute la puissance et de tous les mouvements) de Navarre. Une fois cela reconnu, il a été capable de le désorganiser. Il a pu ensuite fixer les Français à Diên Biên Phû et frapper dans le reste du pays. Navarre, quant à lui, n'est jamais parvenu à déterminer le centre de gravité du Viêt-minh et son action était donc vouée à l'échec.

L'un des facteurs les plus souvent négligés dans les victoires remportées par des forces insurgées après la Seconde Guerre mondiale est l'esprit guerrier. Comme mentionné plus haut, celui-ci explique en bonne partie les succès des Allemands lors de la Seconde Guerre mondiale. L'esprit guerrier a joué un rôle encore une fois dans la défaite de l'URSS en Afghanistan dans les années 1980. En 1979, les Soviétiques ont envahi l'Afghanistan pour soutenir un régime marxiste défaillant. Déversant plus de 100 000 soldats dans le pays, ils ont pu s'emparer facilement des villes. C'était sans compter la résistance des moudjahidin⁹². Les moudjahidin forment un peuple guerrier pour lequel les récits de combats héroïques et d'exploits militaires constituent une source quotidienne de fierté et d'honneur et où le fait de recevoir un fusil est le signe qu'on est devenu un homme⁹³. Les moudjahidin sont prêts à combattre individuellement ou au sein du groupe tribal. Ils ne craignent pas de se battre jusqu'au dernier, car mourir au combat est considéré comme un honneur. Les moudjahidin n'ont jamais été en mesure de se battre avec même le degré de sophistication des Vietnamiens. Comme les tribus sont de véritables sociétés agraires, souvent les moudjahidin ne pouvaient combattre plus d'un après-midi avant que les exigences de la vie familiale les rappellent. Ce groupe de guerriers

incohérents est néanmoins parvenu à vaincre la puissante armée soviétique avec toute sa sophistication technique et sa puissance de feu.

Dans le monde d'après la Seconde Guerre mondiale, la sophistication technique et la puissance de feu ne garantissaient manifestement pas le succès face à des adversaires extrêmement motivés qui appliquaient une doctrine efficace.

LE COMBAT AÉROTERRESTRE ET LA GUERRE DU GOLFE

L'approche indirecte

Le secret du succès repose en partie sur la combinaison tactique des chars et de l'aviation, en partie sur l'imprévisibilité de la direction du coup asséné et du suivi – de la manière dont la percée (la pénétration tactique du front) est exploitée par une pénétration stratégique en profondeur, exécutée par des forces armées se déplaçant rapidement en avant de l'armée principale et agissant de manière indépendante. La vitesse de ces forces permet de réaliser une percée décisive en profondeur dans la mesure où elle peut être maintenue. On la maintient en avançant comme un torrent, contournant les points de résistance ou les traversant à l'endroit où ils sont affaiblis – auquel cas le torrent de chars se contracte pour se faufiler par une brèche étroite, puis reprend sa largeur originale. C'est la vitesse constante, conjuguée à la variabilité de la poussée, qui paralyse l'adversaire. En effet, à chaque étape suivant la percée initiale, la progression souple des forces blindées comporte simultanément plusieurs menaces latentes, la transformation d'une de ces menaces en poussée se produisant trop rapidement pour que les réserves de l'ennemi puissent atteindre le point attaqué avant que celui-ci s'effondre. La surprise tactique et la surprise stratégique sont en fait maintenues du début à la fin. Il s'agit d'une « approche indirecte » à vitesse accélérée des zones arrière de l'ennemi, où se trouvent ses organes vitaux, mais vulnérables, de contrôle et d'approvisionnement. (traduction)

– Basil Liddell Hart,
The British Way in Warfare, 1932

La guerre du Golfe de 1991 a été l'occasion d'une victoire spectaculaire de la coalition formée pour affronter l'Irak. Plusieurs ont tenté d'attribuer cette victoire à l'équipement de haute technologie employé contre les Irakiens. Lorsqu'on pense à la guerre du Golfe, on se remémore des images de bombardiers furtifs larguant des bombes guidées laser directement dans la cheminée du quartier général irakien. Nous avons aussi vu des munitions à guidage de précision (MGP) voler sur des centaines de milles pour frapper des objectifs de la taille d'un immeuble dans le centre-ville de Bagdad. Aucun pays n'aurait sûrement pu résister à une attaque d'une telle précision technique. À la vérité, cependant, la technologie n'est pas entièrement responsable de cette victoire, et la technologie utilisée n'était pas totalement nouvelle. La victoire obtenue à la guerre du Golfe a été le résultat d'un réexamen de la doctrine américaine après l'échec de la guerre du Vietnam, selon les principes de la guerre blindée élaborés pendant les années 1920 et 1930, conjugué à l'emploi d'une technologie qui n'était pas totalement nouvelle.

Après la guerre du Vietnam, l'armée américaine a traversé une période intense d'autocritique et d'autoexamen. Elle avait perdu au Vietnam et faisait encore face à la possibilité d'une guerre mondiale en Europe contre le pacte de Varsovie. Sur le front européen, le Pacte de Varsovie pouvait rassembler une vaste force classique de 100 divisions et de 19 000 chars de combat principaux (CCP). Contre ces effectifs, l'OTAN ne pouvait réunir, du Danemark à l'Autriche, que 28 divisions équipées de seulement 6500 chars⁹⁴. Cela procurait au pacte de Varsovie un avantage de 3 contre 1 sur l'OTAN. Jeu de guerre après jeu de guerre, l'OTAN n'arrivait pas à stopper l'attaque soviétique sans recourir aux armes nucléaires⁹⁵. Au milieu des années 1970, toutefois, les Soviétiques avaient écarté entièrement l'utilisation des armes nucléaires comme moyen de dissuasion ou de victoire. Le maréchal N.V. Ogarkov, chef de l'état-major général soviétique, soutenait que la parité nucléaire entre les superpuissances annulait la menace atomique et qu'une guerre prolongée



Le Fritz X était la première pièce de munition qu'on pouvait guider avec précision. Surtout employé comme missile antinavire, il a été utilisé avec succès dans la baie de Biscaye et l'on y attribue la perte du NCSM Skeena le 25 avril 1944.

pouvait se déclencher et se terminer dans le cadre conventionnel⁹⁶. Ogarkov s'est tourné vers la stratégie soviétique de « combat en profondeur » des années 1930 comme solution face à l'arsenal nucléaire de l'OTAN. Dans les manuels de campagne soviétiques de 1936, le combat en profondeur est défini comme « une attaque contre l'ennemi menée simultanément sur toute la profondeur du dispositif de ses forces en campagne, dans le but de l'isoler, de l'entourer complètement et de le détruire »⁹⁷. Le plan soviétique consistait à attaquer sur un large front, à réaliser une percée, puis à lancer des groupes de manœuvre opérationnels (GMO) constitués de formations de blindés lourds afin d'effectuer des opérations dans la profondeur des forces de l'OTAN. On estimait que les GMO atteindraient le Rhin le jour J+13 et qu'ils auraient envahi la France et seraient parvenus à la Manche au jour J+30⁹⁸. La rapidité de leur attaque et le sentiment politique occidental auraient empêché le recours aux armes nucléaires.

Les États-Unis prenaient également conscience du fait que la dissuasion nucléaire manquait de crédibilité. Toutefois, ils avaient toujours besoin d'une doctrine praticable qui tiendrait compte de la supériorité numérique du pacte de Varsovie, car l'OTAN n'avait

pas la volonté politique nécessaire pour égaler les Soviétiques, soldat pour soldat. La doctrine de *défense avancée* de l'OTAN des années 1970 reposait davantage sur des considérations politiques que sur une évaluation réaliste de la capacité opérationnelle de mener la guerre. Les Ouest-Allemands étaient partisans de la défense avancée, car ils tenaient à garder les forces du pacte de Varsovie le plus loin possible. Ce plan rappelait les ordres impraticables de Hitler interdisant toute retraite et était tout aussi inapplicable⁹⁹. Il forçait l'OTAN à livrer combat sur un terrain défavorable, sans lui donner la chance d'exécuter une défense en profondeur, qui était la méthode de défense éprouvée depuis 1917.

L'influence la plus forte sur la refonte de la doctrine américaine a été celle du général William E. DePuy, qui était commandant du *Training and Doctrine Command* (TRADOC) en 1973. Celui-ci était un vétéran de la Seconde Guerre mondiale qui, comme les grands concepteurs doctrinaux avant lui, s'est tourné vers un examen historique pour élaborer la doctrine du futur. Il s'est aperçu que les leçons de la Seconde Guerre mondiale s'appliquaient davantage à un conflit en Europe qu'aux guerres de Corée et du Vietnam. Il a ordonné à son état-major de faire une étude complète de la guerre du Yom

Kippour survenue au Moyen-Orient en 1973. De celle-ci, DePuy a déduit que l'effet destructeur et le rythme de la guerre moderne avaient augmenté, et que la doctrine américaine n'avait pas suivi. Il a conclu que l'armée américaine avait besoin d'un recyclage à partir des niveaux inférieurs et tout le long de la chaîne de commandement jusqu'au sommet. Son but était d'amener l'armée des États-Unis à considérer le combat comme un problème d'intégration des systèmes d'arme¹⁰⁰. Le TRADOC a donc pris des initiatives audacieuses qui ont conduit, en 1976, à la publication du manuel de campagne FM100-5. Celui-ci représente la première formulation de la doctrine du combat aéroterrestre.

À la même époque, des officiers des forces aériennes, comme le colonel John Warden, se sont mis à étudier l'échec de la puissance aérienne au Vietnam et sont arrivés à la conclusion que quelque chose clochait dans la manière dont la force aérienne concevait la guerre¹⁰¹. Ils ont commencé à prendre leurs distances à l'égard des théories de Mitchell et Douhet et à se rendre compte que la puissance aérienne ne pouvait simplement pas supplanter les autres armes. Elle était le plus utile là où elle pouvait avoir un effet sur la bataille terrestre et la campagne dans son ensemble. Ils en sont venus à penser qu'on devait utiliser la puissance aérienne pour attaquer le centre de gravité de l'ennemi et frapper ses ressources C³ ainsi que ses forces en profondeur. Plutôt que d'employer la puissance aérienne pour éviter la guerre au sol, on devait la faire intervenir de manière systématique, en collaboration avec les forces terrestres¹⁰².

Cela ne réglait cependant pas le problème de l'attitude à adopter face aux forces de deuxième échelon du pacte de Varsovie en Europe, d'où proviendraient les forces qui submergeraient l'OTAN sur le plan tactique et qui engendreraient les GMO. L'OTAN devait trouver un moyen de séparer le deuxième échelon du premier et de le retarder ou le détruire avant qu'il ne puisse devenir une menace. L'une des théories avancées était l'attaque des forces de deuxième échelon. Elle consistait à attaquer jusqu'à 300 km dans la profondeur de

l'ennemi avec des frappes aériennes massives, dans le but de retarder, de désorganiser et de détruire les forces de deuxième échelon ennemis¹⁰³. On estimait pouvoir trouver des objectifs rentables aux points d'étranglement comme les sites de franchissement de cours d'eau et les têtes de ligne, où des troupes seraient concentrées. L'attaque des forces de deuxième échelon éliminerait aussi le besoin de recourir aux armes nucléaires. Cette théorie favorisait la mise au point de nouveaux moyens technologiques pour détecter et surveiller les mouvements ennemis jusqu'à 50 km de distance, comme le radar interarmes de surveillance et d'attaque (JSTAR) et les nouveaux missiles balistiques et de croisière. Cette stratégie excluait toutefois l'intervention des forces terrestres.

Le combat aéroterrestre offrait les meilleures chances de succès, car il combinait des forces terrestres et aériennes suivant une approche axée sur l'intégration des systèmes pour faire la guerre. En vertu de ce concept, les commandants de corps d'armée devaient lancer des attaques en profondeur jusqu'à 150 km en avant de la ligne avant des forces amies (LAFA) en appui à des opérations de manœuvre. L'idée du combat aéroterrestre était de contraindre l'ennemi à combattre en défensive sur toute sa profondeur grâce à un emploi souple de la manœuvre, de la guerre électronique et des armes classiques, nucléaires et chimiques, sur un champ de bataille non linéaire

doctrine de la *Blitzkrieg* de la Seconde Guerre mondiale. La doctrine du combat aéroterrestre n'a cependant jamais été mise à l'épreuve sur le théâtre d'opérations européen – c'est dans le désert du Koweït qu'elle sera appliquée.

Lorsque le combat aéroterrestre a été déclenché contre les Irakiens, l'effet a été dévastateur. La Coalition faisait face à ce qui constituait alors la quatrième plus grande armée au monde, comprenant plus de 50 divisions endurcies par l'expérience du combat acquise dans le cadre du conflit de dix ans avec l'Iran¹⁰⁶. Après une offensive aérienne de six semaines, qui était conforme à la doctrine du colonel Warden, la Coalition a lancé une offensive terrestre qui a écrasé l'armée irakienne en cent heures.

Comme mentionné plus tôt, on attribuerait à première vue la victoire de la Coalition à la puissance aérienne des États-Unis et aux armes de haute technologie employées, mais ce serait faire une erreur. Seulement 10 % des bombes larguées par la Coalition étaient des MGP et, de plus, la majorité des véhicules blindés irakiens ont été détruits par les équipages de char très bien entraînés de la Coalition avec des armes plutôt classiques¹⁰⁷. En fait, l'origine de beaucoup d'armes de pointe utilisées pendant la guerre du Golfe remontait à la Seconde Guerre mondiale. La bombe guidée au laser s'inspirait de la Fritz X allemande, bombe radioguidée qui avait coulé plusieurs navires alliés lors du conflit

vietnamien, la croyance populaire voulant que la guerre nucléaire rende les MGP inutiles. On a aussi fait grand cas du missile de croisière, bien que son utilisation avait déjà été envisagée par le général William Mitchell dès 1925 et que les Allemands avaient tiré 9200 missiles de ce genre sur l'Angleterre pendant la Seconde Guerre mondiale¹⁰⁹. La guerre contre l'Irak a cependant été la première où des systèmes basés dans l'espace ont joué un rôle notable en ce qui concerne la reconnaissance et le système mondial de localisation (GPS). Ces systèmes ont permis aux commandants à tous les niveaux de naviguer rapidement à travers le désert, contribuant ainsi à la synchronisation de l'intervention de la Coalition. La technologie de la furtivité, qui est parvenue à vaincre la défense antiaérienne de l'Irak, a également été mise en évidence. Toutefois, ce n'est pas la technologie qui a porté le coup décisif lors de ce conflit.

Ce qu'on a omis de souligner, ce sont les longues années d'instruction accomplies par les armées majoritairement professionnelles de la Coalition. On n'a pas non plus porté beaucoup d'attention aux jeux de guerre et aux répétitions effectués en Arabie Saoudite avant le début de l'offensive terrestre. On a noté que certains des engins blindés du génie qui ont ouvert la brèche transportaient des fascines rappelant l'équipement de franchissement de tranchées utilisé à Cambrai en 1917. La victoire remportée dans le désert a été le fruit de la combinaison et de la mise en équilibre d'une doctrine issue d'une analyse historique et d'une technologie qui avait évolué au fil des décennies. Cela a également été une victoire pour la collaboration toutes armes, dont l'efficacité avait été prouvée avec tant d'éclat en 1918 et en 1940, mais qu'on avait oubliée depuis.

CONCLUSION

Tout au long de l'histoire de la guerre, les armées ont été tentées de se reposer sur la technologie pour obtenir un avantage décisif dans la bataille. La technologie a certainement contribué notablement aux victoires sur les champs de bataille, mais la doctrine et la technologie doivent coexister en

... les armées ont été tentées de se reposer sur la technologie pour obtenir un avantage décisif dans la bataille.

étendu et intégré. Conserver l'initiative, synchroniser les fonctions de combat, rompre les combinaisons d'armes ennemis, céder du terrain pour gagner du temps et éviter la guerre d'usure en général étaient toutes des facettes du combat aéroterrestre¹⁰⁴. Pour que cette doctrine puisse fonctionner, on a ressuscité l'approche manœuvriste ou indirecte préconisée par Liddell Hart dans les années 1920 et 1930¹⁰⁵. L'ironie est que le combat aéroterrestre ressemble de manière frappante à la

de 1939-45. L'USAAF disposait également de bombes de ce genre pendant et après la guerre sous la forme de l'AZON et de la TAZON, toutes deux ignorées par les bonzes du bombardement, mais qui avaient obtenu des résultats spectaculaires contre des ponts ayant résisté à d'autres bombardements¹⁰⁸. On les avait employées avec un certain succès pendant la guerre de Corée, mais, après des modifications, elles ont été mises au rancart avec des résultats désastreux lors du conflit

équilibre en tenant compte du caractère intemporel de la guerre. Les pays qui ont essayé de se servir de la technologie comme d'une arme miracle à la guerre ont été vaincus maintes et maintes fois par des pays dont les effectifs et la sophistication technologique étaient inférieurs. D'autre part, les pays qui ont négligé les effets de la technologie l'ont fait à leur risque et en ont payé le prix. En outre, il est dangereux d'ignorer les leçons du passé en pensant que les avancées technologiques enlèvent toute pertinence au passé. Seule l'étude du

passé peut nous permettre d'espérer pouvoir prédire l'avenir, comme Moltke, Seeckt et DePuy l'ont prouvé.

Tandis que nous nous trouvons au milieu de la plus récente RAM entraînée par les découvertes dans le domaine de la technologie des ordinateurs et de l'information, nous devons éviter de nous faire hypnotiser par les promesses des experts de la guerre de l'information. Nous devons prendre garde de ne pas accorder trop d'importance aux aspects techno-

logiques du futur que ces experts prévoient, de crainte d'oublier la leçon du passé et la nature intemporelle de la guerre. Nous devons formuler une doctrine praticable qui fera le lien entre la nouvelle technologie et une doctrine capable d'apporter la victoire.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le major John Malevich détient un baccalauréat en science politique de l'université de Western Ontario. Il fait présentement une maîtrise ès arts en études militaires au CMR. Il est officier des blindés du LdSH(RC) et a servi en Allemagne et au Royaume-Uni, dans le cadre d'un échange. Il a également effectué deux périodes de service en Bosnie-Herzégovine. Il est actuellement affecté du bureau J7 Doctrine, leçons retenues et standardisation.

NOTES

1. David Jablonsky, *The Owl of Minerva Flies at Twilight: Doctrinal Change and Continuity and the Revolution in Military Affairs*, Carlisle, Strategic Studies Institute, 1994, p. 4.
2. Robert Bateman, *Digital War: A View From the Front Lines*, Navato, Presidio Press, 1999, p. vii.
3. Jablonsky, p. 12.
4. Bateman, p. vii.
5. Bateman, p. viii.
6. Alvin and Heidi Toffler, *War and Anti-War: Survival at the Dawn of the 21st Century*, Toronto, Little Brown and Company, 1993, p. 32.
7. Robert J. Bunker, « Generations, Waves, and Epochs : Modes of Warfare and the RMA », *Airpower Journal*, printemps 1996, p. 4.
8. Bunker, p. 4.
9. Toffler, p. 32.
10. Jablonsky, p. 9.
11. Trevor N. Dupuy, *The Evolution of Weapons and Warfare*, New York, Da Capo Press, 1984, p. 196.
12. Dupuy, p. 191.
13. Chris Perello, « The Quest for Annihilation », *Command*, septembre 1994, p. 31. Selon une étude médicale réalisée par l'Union, seulement 8 % de toutes les pertes ont été causées par l'artillerie.
14. Dupuy, p. 197.
15. Williamson Murray, « Thinking About Revolutions in Military Affairs », *Joint Force Quarterly*, été 1997, p. 71.
16. John Keegan, *A History of Warfare*, New York, Alfred A. Knopf, 1993, p. 360.
17. Sir Michael Howard, « How Much Can Technology Change Warfare », *Strategic Studies Institute*, juillet 1994, p. 2.
18. Paul Dangel, « The Seven Weeks War », *Command*, mars 1992, p. 15.
19. Martin Van Creveld, *Command in War*, Cambridge : Harvard University Press, 1985, p. 109.
20. Dangel, p. 16.
21. Dupuy, p. 199.
22. Allan D. English et autres, *The Changing Face of War*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press pour le Collège militaire royal du Canada, 1998, p. 42.
23. English et autres, p. 43.
24. Dangel, p. 26.
25. Dangel, p. 28.
26. Dupuy, p. 200.
27. Ted Raicer, « 1914 Glory's End », *Command*, août 1994, p. 32.
28. Dupuy, p. 200. Les Allemands et les Britanniques avaient tous les deux seulement deux mitrailleuses par bataillon, mais les Allemands possédaient également des bataillons jager équipés de six mitrailleuses chacun.
29. J. F. C. Fuller, tiré de Jablonsky, p. 10.
30. La plus grande leçon à tirer de ces deux conflits est peut-être que la précision élevée de l'infanterie et la poudre sans fumée ont rendu les formations linéaires et les charges à la baïonnette impossibles. En fait, le siège de Port Arthur par les Japonais a démontré que la guerre des tranchées et les barbelés représentaient l'avenir et que la puissance meurtrière accrue des armes rendait la vie au-dessus du sol vraiment très risquée.
31. Raicer, p. 18.
32. Raicer, p. 18.
33. Raicer, p. 18.
34. English, p. 82.
35. English, p. 82.
36. Murray, p. 72.
37. William H. McNeill, *The Pursuit of Power*, Chicago, University of Chicago Press, 1982, p. 330.
38. Dupuy, p. 221.
39. English, p. 85. Il s'agit peut-être de la leçon la plus difficile à assimiler pour ceux qui étudient la tactique. Bien que le terrain soit le lieu où se déroule les combats, il n'a pas d'importance en soi. Il n'y a aucune raison de tenir une colline jusqu'au dernier soldat si une colline plus facile à défendre se trouve derrière. Si, toutefois, l'intention du commandant est d'effectuer une manœuvre retardatrice sur la colline, afin de préparer une défense en profondeur, la défense de ce terrain prend du sens. En soi et de soi, le terrain est cependant sans valeur. Les Alliés n'ont appris cette leçon qu'après la guerre.
40. English, p. 85.
41. English, p. 85.
42. Ted Raicer, « Storm in the West », *Command*, juin 1992, p. 24.
43. *Ibid.*, p. 24.
44. English, p. 87.
45. McNeill, p. 331.
46. McNeill, p. 339.
47. Howard, p. 74.
48. Howard, p. 5.
49. Howard, p. 5.
50. Janusz Piekalkiewicz, *Krieg der Panzer 1939-1945*, Munich : Gmbh and Co, 1981, p. 9.
51. James S. Corum, *The Roots of Blitzkrieg : Hans Von Seeckt and German Military Reform*, Lawrence, Kans : University Press of Kansas, 1992, p. 37. Tiré de Howard p. 74.

52. Van Creveld, p. 173. Lors de la réforme de l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale, le chef d'état-major, le gén Kuhl, a adopté comme règle d'envoyer régulièrement ses officiers d'état-major au front, en les chargeant de trouver une réponse à certaines questions, p. ex., quels étaient les besoins, quelle était la situation, etc. Les Allemands ont exploité la répartition régionale de leurs régiments pour s'assurer que les officiers d'état-major rencontreraient des amis qui leur fourniraient une appréciation honnête de la situation. Creveld appelle cette méthode le « télescope braqué ».

53. Howard, p. 74.

54. Heinz Guderian, *Panzer Leader*, London, Michael Joseph Co, 1952, p. 24.

55. Howard, p. 5.

56. Alistair Horne, « Breakthrough at Sedan », *History of the Second World War*, partie 5, 1978, p. 116.

57. Bateman, p. 165.

58. English, p. 87.

59. English, p. 87.

60. Cela était manifeste même au début des années 1990. On avait l'impression que rien n'avait été laissé au hasard. De nos jours encore, on peut relever ou abaisser les tourelles électroniquement, ou manuellement en cas de panne de courant.

61. Barrie Pitt, « Prelude to Disaster », *History of the Second World War*, partie 1, 1978, p. ix.

62. Barrie Pitt, p. ix.

63. Piekalkiewicz, p. 20.

64. Bateman, p. 165.

65. Piekalkiewicz, p. 19.

66. Note de service AIR 8/2.

67. Peter Paret, *Makers of Modern Strategy*, New Jersey, Princeton University Press, 1986, p. 633.

68. Tami Davis Biddle, « British and American Approaches to Strategic Bombing », *The Journal of Strategic Studies*, 18, 1, 1995, p. 99. Dans les années 1920, la France semblait être l'ennemi le plus probable du prochain conflit.

69. John Terraine, *A Time For Courage, The Royal Air Force in the European War, 1939-1945*, New York, Macmillan Publishing, 1985, p. 9.

70. Steve Rothwell, « From All Tanks to All Arms: 'The Evolution of British Armour Doctrine' », *Command*, numéro 52, p. 27. Cette idée fausse est courante. Au contraire, jusqu'à 1943 environ, c'est-à-dire avant la mise en service de la série Panther, les chars allemands étaient techniquement inférieurs aux chars français, anglais et russes du point de vue de la vitesse initiale et de l'épaisseur du blindage. Nombre de chars utilisés pendant la bataille de France étaient en fait des chars d'entraînement ne possédant guère plus que des mitrailleuses comme armement.

71. Piekalkiewicz, p. 17.

72. Steve Rothwell, p. 26. En 1940, une division blindée comptait seulement deux bataillons d'infanterie, un régiment d'artillerie, un régiment antichar et un régiment du génie, ce qui était absolument insuffisant pour lui fournir l'appui dont elle avait besoin.

73. Steve Rothwell, p. 27.

74. Le char de combat principal est le résultat d'un équilibre entre la puissance de feu, la mobilité et la protection. Un exemple patent de cet équilibre est le char russe T 34 ou le char allemand Mk IVJ. Les Britanniques ont toujours été handicapés par des chars trop lourdement blindés et dépourvus de mobilité ou d'effet meurtrier ou par des chars rapides et modérément armés, mais qui n'offraient pas de protection. Cela a causé beaucoup de problèmes tout au long de la guerre et a ralenti l'élaboration d'une doctrine efficace.

75. On est en droit de se demander si c'est vraiment cela qui a mis fin à la guerre contre le Japon. Bien qu'on ait attribué principalement à la bombe atomique le mérite de la fin de la guerre, certains croient que c'est plutôt la crainte d'être envahis par les Soviétiques, qui étaient récemment entrés en guerre contre le Japon et qui avaient fait 900 000 victimes parmi les Japonais en Mandchourie, qui a incité ces derniers à faire la paix.

76. George et Meredith Friedman, *The Future of War*, New York, Crown Publishers, 1996, p. 77.

77. George et Meredith Friedman, p. 228.

78. *Ibid.*, p. 76.

79. *Ibid.*, p. 76.

80. Allen S. Whiting, *China Crosses the Yalu*, Palo Alto, Californie, Stanford University Press, 1960, p. 135. Tiré de George et Meredith Friedman, p. 84.

81. George et Meredith Friedman, p. 228.

82. Michael Maclear, *The Ten Thousand Day War*, Agincourt, Ontario, Methuen Publications, 1981, p. 126.

83. *Ibid.*, p. 126.

84. *Ibid.*, p. 349.

85. Edgar O'Balance, *The Indo-China War*, London, Faber and Faber, 1964, p. 195.

86. Edward Doyle, Samuel Lipsman et Steven Wiess, *The Vietnam Experience, Passing The Torch*, Boston, Boston Publishing Company, 1981, p. 63.

87. *Ibid.*, p. 49.

88. *Ibid.*, p. 77.

89. *Ibid.*, p. 77.

90. *Ibid.*, p. 77.

91. Edward Doyle, Samuel Lipsman et Steven Wiess, p. 77.

92. James F. Dunnigan et Austin Bay, *A Quick & Dirty Guide to War*, New York, Quill, 1986, p. 100.

93. *Ibid.*, p. 188.

94. English, p. 158.

95. David Miller, *The Cold War : A Military History*, New York, St Martins Press, 1998, p. 348.

96. English, p. 156.

97. Field Regulation 1936, Poltevoi ustav 1936, p. 112. Cité par Frederick Kagan, *Army Doctrine and Modern War : Notes Toward a New Edition of FM 100-5*, Parameters, printemps 1997, p. 136.

98. Miller, p. 359.

99. Robert Leonhard, *The Art of Manoeuvre: Manoeuvre Warfare theory and Airland Battle*, Navato, CA, Presidio 1991, p. 132.

100. Leonhard, p. 130.

101. George et Meredith Friedman, p. 258.

102. *Ibid.*, p. 258.

103. English, p. 165.

104. English, p. 166.

105. L'approche manœuvriste pourrait en soi faire l'objet d'un autre article. Essentiellement, elle préconise de frapper l'ennemi en son point faible plutôt qu'en son point fort. Elle favorise également la transmission d'ordres de mission qui indiquent au commandant ce qu'il doit faire et non comment le faire. Elle souligne la nécessité de s'immiscer dans le cycle de décision de l'ennemi. L'idée générale est qu'une force de petite taille peut en vaincre une plus grande en combattant de manière « plus intelligente ».

106. English, p. 188.

107. *Ibid.*, p. 188.

108. James F. Dunnigan, *Digital Soldiers*, New York, St. Martin's Press, 1998, p. 127.

109. Dunnigan, p. 147.

Aspects historiques et contemporains de la défense du territoire

La lutte au terrorisme vue sous l'angle de la défense aérienne basée au sol

par le lieutenant-colonel Christopher Kilford, CD

INTRODUCTION

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, à New York, et le Pentagone, à Washington (D.C.), ont amené les Canadiens à réévaluer de façon majeure leurs besoins en matière de sécurité, au pays comme à l'étranger. De fait, de nouvelles mesures législatives anti-terroriste ont vite été adoptées dans la foulée de l'attaque et le gouvernement du Canada est rapidement devenu un partenaire consentant de la guerre contre le terrorisme. Bien entendu, ce n'est pas la première fois que le Canada est obligé d'accroître sa vigilance. Durant la Seconde Guerre mondiale, le pays a vécu sous la menace d'attaques aériennes de la part des Allemands et des Japonais et quelque 250 ballons japonais portant des bombes incendiaires ont atteint l'espace aérien du Canada et des États-Unis. Par la suite, durant la guerre froide, des bombardiers soviétiques, et plus tard des missiles balistiques, ont ciblé l'Amérique du Nord.

Maintenant, le terrorisme international et l'incertitude concernant ce qui pourrait arriver ensuite suffisent pour que le ministre des Ressources naturelles déclare aux médias que le gouvernement se demande si du personnel militaire, armé de missiles sol-air, devait protéger les installations nucléaires du Canada contre une attaque terroriste¹. Pendant ce temps, aux États-Unis, un rapport bien publicisé du Heritage Foundation

Working Group intitulé *Defending the American Homeland* demande au secrétaire à la Défense de déployer des systèmes de défense contre les avions et les missiles de croisière autour des grandes villes et des éléments d'infrastructure essentiels du pays². Si, au cours des semaines et des mois qui ont suivi le 11 septembre 2001, la probabilité d'une attaque de l'ampleur de celle qui a eu lieu à New York a semblé de moins en moins élevée, il était évident que même un petit avion dispersant un agent chimique ou biologique ou transformé en bombe volante pourrait être meurtrier.

Étant donné la possibilité que des attaques aériennes se produisent, le présent article traite des précédents historiques de la défense aérienne basée au sol (DABS) de l'espace aérien du

du territoire une manière de combattre une nouvelle menace.

LA DÉFENSE DE L'ESPACE AÉRIEN DU CANADA – LA SECONDE GUERRE MONDIALE

En 1936, en conséquence du réarmement allemand, la milice canadienne a vécu une réorganisation et une croissance modeste. Les trois sections antiaériennes existantes de l'Armée canadienne ont été grossies et renommées 1^{re}, 2^e et 3^e Batteries antiaériennes. À Montréal, la 5^e Batterie a été ajoutée au 2^e Régiment de Montréal et la 1^{re} Batterie antiaérienne légère (Yorktown) a été formée. Enfin, la 4^e Batterie antiaérienne, qui était une unité de la force permanente, a été formée en 1937 à Kingston. Cette dernière avait pour rôle d'être pour la

... le Canada est obligé d'accroître sa vigilance.

Canada applicables à la Seconde Guerre mondiale et à la guerre froide. Je reviendrai ensuite, et de façon plus importante, sur la guerre contre le terrorisme en examinant la menace aérienne, les objectifs que des terroristes sont susceptibles de choisir et comment déterminer ce qui devrait être défendu et les circonstances pertinentes. Ce dernier volet éloignera le lecteur du classement militaire classique de la menace exprimé, par ordre de priorité, en importance, vulnérabilité et récupérabilité et présentera aux personnes chargées de la DABS

milice la source des spécialistes, des instructeurs et de la formation en défense aérienne, mais elle a dû attendre un an que ses quatre canons de 3 pouces arrivent d'Angleterre. En fait, le chef de l'état-major général, dans une note de janvier 1937 adressée au gouvernement, a écrit qu'il n'y avait « pas un canon antiaérien moderne de quelque genre que ce soit au Canada »³.

Un an après la formation de la 4^e Batterie, le Comité d'état-major inter-armées a accepté un rapport intitulé « Forms and Scales of Attack on

Canadian Seaports and Inland Centres » (Genres et ampleur des attaques possibles contre les ports de mer et les centres intérieurs du Canada), dans lequel, après évaluation de la menace, il a jugé que le Canada pouvait s'attendre à des attaques aériennes comme suit :

- Côte Pacifique. Risque certain d'une attaque exécutée au moyen de torpilles, de bombes ou de gaz. Maximum de douze avions provenant de navires ennemis.
- Côte Atlantique. Risque comparable à la menace dirigée contre la côte Pacifique, incluant le risque certain d'une attaque exécutée par un dirigeable larguant entre 25 et 30 tonnes de bombes⁴.
- Centres intérieurs (Montréal, Ottawa, Toronto). Faible risque d'une attaque exécutée au moyen de bombes ou de gaz par des avions provenant de navires ennemis.

Afin d'assurer la défense aérienne des endroits en question, le Comité a déterminé que le pays avait besoin de 116 canons antiaériens lourds de 3,7 pouces, de 30 canons antiaériens légers Bofors de 40 mm, de 120 projecteurs et de 120 appareils de repérage par le son. L'acquisition des canons en question allait se révéler difficile mais 156 canons antiaériens lourds et 280 canons légers ont été déployés au Canada en novembre 1943, lorsque de nouveaux objectifs possibles ont été identifiés. Les nouveaux objectifs incluaient l'aluminerie d'Arvida (Québec), qui fournissait 90 p. 100 des lingots d'aluminium dont l'industrie aéronautique du Commonwealth avait besoin. Les canaux américains et canadiens de Sault Ste. Marie, qui relient les lacs Supérieur et Huron, étaient aussi jugés vulnérables. Les Américains craignaient tant un sabotage ou des attaques aériennes possibles contre les écluses qu'ils avaient affecté à la protection du secteur, dans le nord de l'Ontario, 16 canons de 90 mm, 32 de 40 mm, un bataillon de ballons de barrage (de 54 ballons) et une série de détachements d'alerte lointaine. Le Canada a ajouté quatre canons de 3,7 pouces placés sous le commandement des Américains⁵.

Lorsque le Japon est entré dans la guerre en 1941, la défense aérienne, le long de la Côte Pacifique du Canada, était quasi inexistante. Moins de 10 jours après l'attaque contre Pearl

neuf centres d'opérations antiaériennes (COAA). Dans la Force régulière, quatre batteries mixtes ont été formées : deux à Esquimalt et deux à Picton (Ontario). Au tout s'ajoutait l'École de

La défense aérienne du Canada a crû considérablement en importance en raison de la menace posée par l'Union soviétique après 1945.

Harbour, les trois premiers canons Bofors de 40 mm fabriqués au Canada étaient toutefois expédiés d'urgence à Esquimalt et, en novembre 1943, les installations navales étaient protégées par 12 canons antiaériens lourds et 18 canons légers⁶. À la fin, quatre régiments antiaériens, d'un effectif combiné de 187 officiers et de 3467 sous-officiers et soldats, défendaient la côte ouest et sept régiments, comptant 303 officiers et 5439 sous-officiers et soldats, défendaient l'Est du Canada et la Côte Atlantique⁷. Toutefois, à l'été de 1943, l'amélioration croissante de la situation stratégique en Europe a entraîné une réduction générale de l'effectif de guerre des unités antiaériennes. Après le débarquement en Normandie, en juin 1944, les effectifs ont été réduits le plus rapidement possible et, « à la fin de cette année de victoires, la grande organisation d'artillerie côtière et antiaérienne mise en place au début de la guerre avait dans une large mesure été démantelée »⁸. Trois mois après la chute du Japon, les dernières unités antiaériennes de la Côte Pacifique étaient dissoutes.

LA DÉFENSE DE L'ESPACE AÉRIEN DU CANADA – LA GUERRE FROIDE

C ontrairement à ce qui avait été le cas après la Première Guerre mondiale, le Canada avait, au cours de l'immédiat après-guerre, une organisation antiaérienne raisonnablement bien constituée et « la milice était vraiment, avec ses régiments antiaériens, compte tenu des normes applicables avant la guerre, généreusement équipée »⁹. En 1946, la réserve comptait un total de neuf régiments d'artillerie antiaérienne lourde et de 18 régiments d'artillerie antiaérienne légère de même que

l'Artillerie royale canadienne, à Picton, qui s'était détachée de l'École de l'artillerie (côtière et antiaérienne), à Halifax. Au total, le Canada disposait de 449 canons lourds (de 3,7 pouces), de 624 canons légers (de 40 mm) et de 77 radars de tir. C'était sur le papier, comparativement à la situation antérieure à la guerre, une force formidable, mais beaucoup des unités de la réserve ne comptaient que 25 p. 100 de leur effectif autorisé.

La défense aérienne du Canada a crû considérablement en importance en raison de la menace posée par l'Union soviétique après 1945. En 1948, une appréciation du Comité mixte du renseignement décrivait la menace dans les termes suivants :

Bien qu'à l'heure actuelle, pour autant que nous le sachions, il n'y ait pas, dans le nord-est de la Sibérie, de bases permettant des opérations soutenues menées par des avions du type B-29, il est estimé que les terrains existants pourraient pendant un temps très limité accueillir jusqu'à 100 avions de ce type, ce qui mettrait le nord-ouest de notre continent, jusqu'à Seattle, Vancouver et Edmonton, à portée d'attaques aériennes aller et retour exécutées depuis la Sibérie. Des attaques aériennes en sens unique visant toutes les zones industrielles d'Amérique du Nord exécutées depuis la Sibérie et depuis Mourmansk sont également possibles¹⁰.

Au-delà de 1948, note encore le même document, « tous les genres d'opérations offensives ouverts à l'URSS vont, avec une efficacité accrue et sur

une plus grande échelle, rester dans un avenir prévisible possible ». Afin de planifier une défense adéquate de l'Amérique du Nord, l'Aviation royale du Canada (ARC) et l'Armée devaient coordonner leurs efforts. Afin de faciliter la coopération, un Commandement antiaérien (AA) dont le quartier général était à Chatham (Nouveau-Brunswick) a été formé en avril 1949. Lorsque l'ARC a en décembre 1949 déménagé le quartier général de son Groupe Défense aérienne à Saint-Hubert (Québec), le Commandement AA l'y a suivi.

Lorsque la guerre froide a débuté, de nombreuses zones sensibles qui auraient en cas d'attaque aérienne besoin de protection, ont été identifiées au Canada. De Port Radium, dans les Territoires du Nord-Ouest, à la zone de production d'électricité du nord du Saguenay, au Québec, les endroits en question constituaient à des fins de planification une première liste. De plus, les besoins en matière de défense aérienne des aérodromes du nord destinés à servir de bases d'étape aux bombardiers stratégiques américains et à la Force de frappe mobile du Canada, de la taille d'une brigade, ont été pris en considération – essentiellement, la protection des bases et des emplacements avancés d'opérations, comme ils sont connus aujourd'hui. L'ARC allait aussi commencer à planifier un réseau d'alerte lointaine, mettre sur pied un réseau de stations d'interception contrôlée du sol et d'aérodromes de chasse et tout coordonner étroitement avec les États-Unis¹¹. La planification était assurément l'ordre du jour pour les responsables de la défense aérienne.

Un flot quasi incessant de plans a été déclenché – des plans visant à protéger un groupe de points vitaux, des plans visant à protéger un groupe différent de points vitaux, des plans visant à déménager des unités de réserve, des plans visant à déplacer de l'équipement – des montagnes de papier et des heures de travail ont été consacrées aux plans, qui changeaient constamment, relatifs à la défense aérienne du Canada. Les plans étaient censés entrer en vigueur le 1er juillet 1954 et il est certain que si du papier avait

permis d'arrêter des avions hostiles les Canadiens auraient nettement pu avoir confiance en leurs défenses bien avant cette date¹².

Toutefois, tous les plans et tous les programmes d'acquisition destinés à améliorer la défense aérienne du Canada, surtout au pays, allaient sous peu s'arrêter brusquement. Au cours d'une réunion du Comité des chefs d'état-major tenue en novembre 1954, le représentant du Conseil de recherches pour la défense a présenté une étude soulignant le fait que l'important rayon de destruction des armes nucléaires rendait une défense aérienne rapprochée quelque peu futile. Plus tard, une étude de l'ARC datant de 1958 a conclu que « entre 1960 et 1965 des missiles "de croisière" poseraient une menace pour l'Amérique du Nord »¹³. De façon plus révélatrice, l'étude a conclu que « la menace ne se limite pas aux bombardiers et que les Soviétiques pourraient, dans les conditions les plus favorables, produire des missiles balistiques intercontinentaux d'ici à 1960 et que ce genre d'arme constituerait au plus tard en 1965 une grande menace [...] La nature de la défense contre ce genre de menace est inconnue »¹⁴.

Le 29 mars 1955, le Comité des chefs d'état-major a donc décidé que les canons antiaériens n'avaient plus de rôle dans la défense du Canada. Essentiellement, l'organisation serait modifiée de fond en comble afin de satisfaire uniquement aux besoins de la force de campagne de l'Armée, ce qui avait en pratique pour effet de remettre « le contrôle de l'artillerie ou des missiles quels qu'ils soient susceptibles d'être mis au point afin de faire face à la nouvelle menace » dirigée contre l'Amérique du Nord carrément dans les mains de l'aviation¹⁵. En conséquence de cette décision, l'aviation a mis sur pied la première organisation de missiles sol-air (MSA) destinés à la défense aérienne de l'Amérique du Nord. Le 446th SAM Squadron a été formé le 28 décembre 1961 à North Bay et le 447th Squadron l'a été à son tour le 15 septembre 1962 à La Macaza (Québec). Les deux escadrons étaient armés de 28 missiles antibombardiers Bomarc à charge nucléaire (portée de

600 km, charge de 10 kt). D'après les prévisions, tout bombardier se trouvant à moins de 1000 m des charges au moment de leur explosion devait être détruit par le souffle. Le missile Bomarc a toutefois, à son tour, été progressivement retiré du service lorsque les missiles balistiques intercontinentaux ont remplacé les bombardiers en tant que source de la menace. Les deux escadrons ont par conséquent été dissous en septembre 1972.

LA DÉFENSE DE L'ESPACE AÉRIEN DU CANADA – LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME

Aujourd'hui, le NORAD assure la défense aérienne de l'Amérique du Nord et aucune unité canadienne de DABS ne joue de rôle à cet égard. De fait, il est en soi remarquable que le Canada ait le moindre potentiel de DABS. En 1960, et ce malgré que la menace aérienne soviétique qui existait en Europe ait été connue, toutes les unités canadiennes de DABS, aussi bien de la Force régulière que de la Milice, ont été dissoutes. Au cours des 14 années suivantes, le Canada a été entièrement privé de tout potentiel de défense aérienne et ce n'est que sous la pression de l'OTAN que des moyens minimes et en grande partie inefficaces ont été remis en service en 1974. Au début des années 1980, l'OTAN est toutefois revenue à la charge et le déploiement prévu des nouveaux chasseurs CF-18 en Europe a amené les FC à lancer un projet visant à moderniser complètement leurs moyens de défense aérienne. La société suisse Oerlikon-Bührle, après un rigoureux processus d'évaluation, a été retenue en 1986 et chargée de fournir à l'Armée 36 systèmes ADATS (système d'arme antiaérienne et antichars), 10 radars Skymaster et 20 canons GDF-005 de 35 mm. Le Canada peut depuis 1988 prétendre avoir des moyens solides et très efficaces de défense aérienne aptes à être employés contre toutes sortes d'objectifs. Aujourd'hui, et malgré plusieurs réorganisations et compressions d'effectifs, ce potentiel – bien que très petit – existe toujours.

Les unités de DABS de l'Armée ont en grande partie pour responsabilité de défendre des moyens militaires et

passent la majorité du temps qu'elles consacrent à l'entraînement avec d'autres unités militaires. Toutefois, défendre une installation militaire fixe telle qu'une base aérienne ou un grand quartier général et une installation civile du même genre n'est pas bien différent. Dans ce contexte, le personnel de défense aérienne du Canada n'aurait donc aucun mal à défendre une centrale nucléaire contre une attaque aérienne. Toutefois, le vrai défi, pour quiconque envisage de déployer au Canada des moyens de défense aérienne, consiste à déterminer la menace et les objectifs possibles que des terroristes puissent choisir. De fait, nous devons demander aux experts militaires de la défense aérienne de cesser de penser comme des pilotes de bombardier de l'ère soviétique et de commencer à s'imaginer en personnes pleines de ressources et sans compromis qui sont prêtes à donner leur vie pour ce qui constitue la source de leur motivation.

DÉTERMINATION DE LA MENACE AÉRIENNE

Il fait peu de doute que nous, occidentaux, parvenons peu souvent à comprendre ce qui pousse des terroristes à faire ce qu'ils font, surtout lorsque cela revient à y laisser sa propre vie. Il fait également peu de doute que la menace aérienne terroriste qui pèse sur le Canada pourrait un jour prendre la forme dont nous avons été témoins le 11 septembre à New York. Nous devrions assurément comprendre que rien ne saurait mieux qu'une mission terroriste réussie à encourager d'autres à adopter la même façon de faire. Il a cependant fallu une planification et des efforts considérables pour exécuter les attaques du 11 septembre et même si ce seul fait ne devrait pas nous autoriser à écarter la possibilité qu'une autre tentative du même genre ait lieu ultérieurement, il existe des moyens bien plus faciles d'obtenir des résultats semblables. Les responsables de la défense aérienne doivent plutôt concentrer leurs efforts sur les mesures permettant d'identifier les petits avions qui ont été transformés en bombes volantes et de les prendre à partie. Étant donné le nombre des avions en question qui sont chaque jour présents dans le ciel et la faible distance qui sépare les aéroports des objectifs clés

possibles, les chasseurs du NORAD n'ont simplement pas le temps d'intercepter un avion terroriste éventuel et c'est pourquoi des systèmes de missiles et de canons antiaériens sont vitaux.

Bien sûr, l'expression *petit avion* s'applique à une large gamme d'appareils et inclut aux fins du présent article les avions allant du petit Cessna à hélice au jet d'affaires, par exemple le Global Express. Ces avions, ou des avions semblables, pourraient sans aucune modification être lancés contre un objectif. Ils pourraient aussi être chargés d'un explosif tel que le RDX configuré de manière à exploser sur-le-champ ou à retardement afin d'obtenir une pénétration et une destruction maximales. Ainsi configuré, un petit avion obtient un potentiel de destruction qui peut dépasser celui des avions commerciaux de plus grandes dimensions *non préparés*. Le tableau I donne quelques exemples des genres d'avions que des terroristes pourraient utiliser.

DÉTERMINATION DES OBJECTIFS

D'après la doctrine de la défense aérienne basée au sol, « il n'y aura pas suffisamment d'armes de DA et de capteurs disponibles pour protéger toute la force et toutes les ressources »¹⁶. De fait, la personne qui assure la défense aérienne a dans tout scénario offensif ou défensif une tâche très difficile, car la position de nos troupes peut changer en l'espace de quelques minutes, tout comme les priorités. Du point de vue de la défense du territoire, les objectifs possibles des terroristes sont presque toujours fixes et sont bien connus des organismes gouvernementaux tels que le Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile (BPIEPC), un organisme civil du ministère de la Défense nationale. Le défi pour le BPIEPC, dans un pays de l'étendue du Canada, est toutefois simplement de déterminer le nombre illimité des objectifs possibles des terroristes.

Comme Paul Knox le soulignait dans *The Globe and Mail*, la détermination, dans les forces armées, de l'ordre de priorité des menaces est en quelque sorte une science.

Vous évaluez l'importance de l'objectif possible, sa vulnérabilité et la facilité avec laquelle il peut être réparé ou remplacé. Vous savez que vous ne pouvez pas tout défendre avec le même degré de certitude et vous êtes prêt à accepter la destruction d'installations non essentielles. Dans le monde civil, l'évaluation des risques est plus difficile. Au contraire des soldats, les civils ne se sont pas engagés en vue d'un possible sacrifice tactique et vous ne pouvez pour cette raison pas abandonner des objectifs – en tout cas pas publiquement¹⁷.

M. Knox n'a pas tort, mais le NORAD n'a simplement pas assez de ressources DABS ou d'avions pour protéger chaque partie de l'infrastructure du Canada. Les mesures passives de défense aérienne des objectifs possibles, par exemple le recours au camouflage, ne sont pas non plus toujours applicables. Toutefois, la tâche qui consiste à contrer une menace terroriste peut être réduite de manière significative si nous savons quoi défendre et pourquoi. Dans cet esprit, le tableau II décrit six catégories génériques d'objectifs. Le tableau III énumère de son côté les objectifs possibles et les catégories pertinentes. Les objectifs les plus susceptibles d'être attaqués par un terroriste tombent dans la plupart, sinon la totalité, des catégories. Enfin, il est possible, à partir du tableau III, de déterminer trois types généraux d'objectifs.

- **Les objectifs d'infrastructure** – par exemple les pipelines, les ponts, les réseaux routiers, les immeubles et les noeuds de communications.
- **Les objectifs nucléaires** – par exemple les réacteurs nucléaires ou les armes nucléaires situés en territoire canadien. Ce genre d'objectif peut inclure certaines installations chimiques qui sont la source de produits chimiques plus dangereux (comme le chlore) dont la destruction aurait des effets semblables à ceux d'un incident nucléaire.
- **Les objectifs symboliques** – par exemple les réunions du gouvernement du Canada ou les

réunions internationales et les grands événements sportifs nationaux et internationaux.

Chacun de ces types généraux d'objectifs sera examiné en détail.

OBJECTIFS D'INFRASTRUCTURE

Il existe au Canada un nombre indéterminé d'immeubles, de ponts, de pipelines, de lignes de transport de l'énergie et d'autres éléments d'infrastructure qui pourraient être considérés comme des objectifs de terroristes. En octobre 2001, Daniel Lewis a été accusé d'avoir tiré sur un tronçon du pipeline Trans-Alaska, ce qui a provoqué le déversement de quelque 70 000 gallons de pétrole brut au nord de Fairbanks¹⁸. Bien qu'il ne constitue pas un acte terroriste, cet incident donne une idée du peu d'effort nécessaire pour obtenir un effet contre des objectifs d'infrastructure, sans avoir à recourir à des moyens complexes. Les véhicules (automobile ou camion) piégés sont un autre moyen permettant d'endommager facilement des immeubles, comme nous l'avons trop souvent vu.

Comme Paul Knox a écrit, « il peut sembler dur de parler ainsi, mais relativement peu de choses se sont arrêtées bien longtemps lorsque le World Trade Center a été détruit »¹⁹. Il a essentiellement raison, en dépit, comme il le fait remarquer, de l'énorme effet psychologique que cette attaque terroriste a eu. De fait, le lendemain des attaques, la vie a continué; l'impression initiale selon laquelle le nombre des victimes pourrait dépasser de beaucoup les 10 000 s'est en fin de compte révélée non fondée. L'économie mondiale, qui était faible depuis mars 2001, s'est aussi révélée plus résistante qu'on ne l'avait d'abord imaginé. Seulement deux mois après l'effondrement du World Trade Center, les indices DOW et TSE 300 étaient tous les deux revenus à la valeur qu'ils avaient à la fermeture la veille du 11 septembre. Il y a bien entendu eu un important effet d'entraînement économique (catégorie III). Dans l'industrie aérienne mondiale, des mises à pied et des quasi-faillites ont été annoncées toutes les semaines et, aux États-Unis, les pertes d'emploi ont été

élévées – 415 000 emplois ont été perdus seulement en octobre. Toutefois, le sommet de 5,4 p. 100 alors atteint en octobre aux États-Unis par le taux de chômage ne représentait que la moitié du taux de près de 11 % atteint durant la récession de 1981-1982 – qui est la pire depuis la Seconde Guerre mondiale.

Ces réflexions ne devraient pas être considérées comme une discussion complète des retombées économiques du 11 septembre, mais elles aident à montrer à quel point l'économie de l'Amérique du Nord peut être résistante. Bien que les pertes d'emploi en cause soient élevées, Glen Somerville (Reuters) notait dans un article de novembre 2001 que l'économie américaine était de toute manière peu vigoureuse avant le 11 septembre et que les pertes d'emploi ont en août été supérieures à 50 000²⁰. L'attaque du World Trade Center est essentiellement survenue exactement au bon moment –

de l'électricité produite au Canada vient de l'énergie nucléaire – à elle seule, l'Ontario satisfait ainsi 50 p. 100 de ses besoins en électricité, tandis que la centrale de pointe Lepreau fournit 30 p. 100 de l'énergie du Nouveau-Brunswick²¹. Le Canada compte 25 réacteurs nucléaires CANDU, dont 22 servent à produire de l'électricité (bien que seulement 14 soient actuellement en exploitation); les autres sont consacrés à la recherche ou à l'enseignement. Par comparaison, 53 réacteurs nucléaires sont en usage en France et les États-Unis en exploitent 103²².

De par leur conception, les réacteurs nucléaires CANDU de la centrale Pickering A (dont la remise en marche a récemment été proposée) comptent un système d'arrêt rapide (qui agit en deux secondes) et un système secondaire plus lent (qui agit en 10 secondes). Toutefois, les huit réacteurs des centrales Pickering A et B ont tous le même système de

Il existe au Canada un nombre indéterminé d'immeubles, de ponts, de pipelines, de lignes de transport de l'énergie et d'autres éléments d'infrastructure qui pourraient être considérés comme des objectifs de terroristes.

durant un léger repli suivant une période de croissance économique considérable. Par conséquent, si la conclusion est qu'une attaque terroriste de l'ampleur de celle du 11 septembre ne permet pas de mettre les États-Unis à genoux et que des terroristes vont prendre le temps et la peine de planifier une autre attaque exécutée au moyen d'un avion, les objectifs d'infrastructure tels que le World Trade Center ne sont probablement plus aussi attrayants. Autrement dit, pour parler comme les militaires, les objectifs d'infrastructure n'ont probablement pas autant de valeur que certains pourraient l'avoir pensé à l'origine.

OBJECTIFS NUCLÉAIRES

La construction de la première centrale nucléaire du Canada a commencé en 1965. Aujourd'hui, 15 p. 100

confinement, qui n'est conçu que pour absorber l'énergie emmagasinée et la chaleur de la désintégration radioactive d'un seul réacteur. Il en est de même pour le système de refroidissement d'urgence par injection dans le cœur, que les huit réacteurs partagent mais qui ne contient que le réfrigérant nécessaire pour réagir à un accident touchant un seul réacteur. De plus, dans les installations de la centrale Bruce B, quelque 330 000 grappes de combustible d'uranium épaisse sont entreposées dans une piscine de taille olympique de 11 mètres de profondeur. Comme Brad Faught l'a signalé, lorsqu'il a visité les lieux, les grappes montraient une sinistre lueur bleue provenant du cobalt qu'elles dégagent, « ce qui fait de cette eau un mortel elixir radioactif »²³. Ailleurs, les grappes de combustible sont entreposées au-dessus du sol dans des contenants en béton.

Chaque fois qu'il est question de sécurité nucléaire, notre attention se porte vite vers Three Mile Island, aux États-Unis, et Tchernobyl, en Ukraine. À Three Mile Island, le cœur du réacteur numéro 2 a fondu partiellement parce que, le 28 mars 1979, le système de refroidissement a mal fonctionné. Même s'il y a eu fuite de rayonnements, il n'y a pas eu de victimes directes. Toutefois, la possibilité d'effets négatifs à long terme pour la santé des personnes vivant à proximité de Three Mile Island fait l'objet de discussions aux États-Unis depuis des décennies. Bien pire est l'incident qui est survenu en Ukraine le 26 avril 1986. L'explosion du réacteur de Tchernobyl et la fuite subséquente de rayonnements ont eu des effets effrayants. L'explosion a sur le coup tué 31 travailleurs de la centrale et quelque 6000 membres des équipes de nettoyage sont morts irradiés. Au total, une étendue de 100 000 kilomètres carrés a été contaminée²⁴. Le mal ne s'est toutefois pas arrêté là et, depuis l'accident, la santé de la population locale a dans l'ensemble de la zone contaminée grandement souffert; il y a notamment une hausse de l'incidence du cancer thyroïdien parmi les enfants nés après avril 1986²⁵.

Il est difficile de déterminer combien de victimes un accident nucléaire pourrait faire au Canada. En octobre 1987, lorsqu'il semblait possible que les forces armées canadiennes fassent l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire, W. Jackson Davis a rédigé un rapport intitulé « Nuclear Accidents on Military Vessels in Canadian Ports: Site-Specific Analyses for Esquimalt/Victoria »²⁶ (Accidents nucléaires survenant à bord de navires militaires dans les ports canadiens : analyses spécifiques concernant Esquimalt et Victoria). Il décrit dans son rapport les conséquences possibles de la fusion du cœur d'un réacteur de propulsion navale de 100 mégawatts survenant dans un port. Pour les habitants de Victoria, sa conclusion était la suivante.

Même si les victimes à court terme découlant des hypothèses généralement prudentes de la présente analyse sont relativement peu nombreuses, [l'accident] simulé serait responsable de centaines, voire de

milliers, de victimes à long terme, à moins que les zones urbaines contaminées ne soient à la fois évacuées et décontaminées. L'effet le plus important pourrait toutefois être économique. D'après des études du gouvernement des États-Unis, la décontamination pourrait coûter des milliards de dollars américains et prendre des mois et, durant ce temps, l'économie locale serait en grande partie anéantie (traduction libre)²⁷.

Étant donné ce qui précède et ce que nous savons des conséquences de l'accident de Tchernobyl, il ne fait presque aucun doute qu'un réacteur nucléaire canadien endommagé ferait un grand nombre de victimes à court et à long terme, qu'il perturberait nettement l'économie et qu'il pourrait avoir des conséquences pour les États-Unis. Des dizaines de milliers de personnes vivent à Pickering et à Darlington et aux environs des centrales nucléaires correspondantes. Ces réacteurs sont aussi pour l'Ontario une importante source d'électricité. Toute attaque terroriste donnerait certainement une réaction économique en chaîne qui ne se limiterait pas à la province, surtout si de grandes parties de Toronto étaient contaminées.

OBJECTIFS SYMBOLIQUES

La dernière catégorie d'objectifs inclut des objectifs symboliques d'ordre à la fois national et international. Comme nous le savons, l'avion qui effectuait le vol 77 d'American Airlines s'est écrasé contre le Pentagone et il est probable que l'avion qui effectuait le vol 93 de United Airlines, qui s'est écrasé à Somerset, en Pennsylvanie, se dirigeait vers la Maison-Blanche ou le bâtiment du Capitole. L'attaque exécutée contre le Pentagone était assurément une action symbolique visant la puissance militaire des États-Unis. De plus, ce qui est peut-être tout aussi important, les attaques exécutées contre le World Trade Center et le Pentagone ont eu des échos dans le monde entier parce que ces deux endroits sont de puissants symboles de la force économique et militaire de l'Occident.

Au Canada, rares sont les objectifs symboliques qu'un terroriste attaquerait et, si cela se produisait, le retentisse-

ment mondial serait vraisemblablement fort peu important. Le Canada est une moyenne puissance sans prétentions qui ne compte que peu, et encore, de symboles internationaux bien connus. Nous n'avons pas de statue de la Liberté ni de mont Rushmore – le 24 de la promenade Sussex n'est pas la Maison-Blanche. D'un point de vue international, seules la tour du CN et, dans une moindre mesure, la Tour de la Paix du Parlement, sont raisonnablement bien connues à l'étranger. La conséquence est que si des attaques terroristes visant des objectifs symboliques ne sont pas impossibles, il est douteux qu'il y en ait.

Il arrive toutefois de temps à autre que le Canada soit l'hôte de réunions internationales d'un genre ou d'un autre. Qu'il s'agisse d'une réunion du Fonds monétaire international, d'une réunion des ministres de l'OTAN ou d'une réunion du G8, ces activités ont de l'intérêt pour des terroristes. De plus, étant donné les mesures de sécurité prises pour empêcher les manifestants de trop s'approcher, une attaque aérienne constitue le meilleur moyen de perturber une réunion. La protection de réunions importantes contre une attaque aérienne n'est pas nouvelle en Amérique du Nord. De fait, lorsque Roosevelt, Churchill et Mackenzie King se sont rencontrés à Québec en août 1943, des canons antiaériens entouraient l'emplacement. Toutefois, cela ne signifie pas que chaque réunion, événement sportif international ou autre activité a besoin d'une protection antiaérienne. Les activités n'ont pas toutes la même importance et nous devrions nous attendre à ce que les terroristes choisissent leurs objectifs de façon systématique et avec soin.

COMPARAISON DES SORTES D'OBJECTIFS

Il est ici utile de récapituler les trois sortes d'objectifs mentionnés dans le présent article : les objectifs **d'infrastructure**, les objectifs **nucléaires** et les objectifs **symboliques**. Essentiellement, les objectifs d'infrastructure sont nombreux au Canada et il est facile de les attaquer sans recourir à une attaque aérienne terroriste soigneusement planifiée. Il est possible de pro-

téger certains objectifs d'infrastructure à l'aide de canons ou de systèmes de missiles antiaériens si des renseignements adéquats permettent leur

arrêt automatique si un avion venait trop près, mais cela n'empêcherait pas ce dernier de toucher quand même le bâtiment du réacteur.

donnerait la base d'un plan de déploiement applicable si une attaque aérienne était attendue.

... il est à ce moment bon de se rappeler à quel point nous avons tous été surpris et abasourdis le 11 septembre 2001.

déploiement au moment opportun, mais, de façon générale, les objectifs d'infrastructure n'ont pas pour les terroristes un caractère déterminant. Bien qu'il ne faille pas écarter des attaques aériennes terroristes contre notre infrastructure, cette méthode est beaucoup trop complexe lorsque des moyens plus faciles s'offrent. Nous devrions plutôt nous attendre à ce que des terroristes songent à attaquer des installations nucléaires et des objectifs symboliques, dans cet ordre. Incontestablement, les réacteurs nucléaires constituent les meilleurs objectifs et la fusion du cœur d'un réacteur, de même que les événements subséquents probables, correspondent à la plupart des catégories d'objectifs exposées ici.

Une attaque contre une installation nucléaire pourrait être catastrophique et, jusqu'à ce que la sûreté de chaque site de réacteur en exploitation puisse être garantie, il serait prudent d'envisager le déploiement de systèmes antiaériens. De fait, des attaques aériennes multiples contre un site de réacteur ou plus seraient dévastatrices. Dans un scénario typique mettant en cause un avion unique, si un grand avion à réaction commercial ou un petit jet d'affaires s'approchait d'un réacteur nucléaire à 1000 km/h et était détecté par un radar de défense aérienne à 10 kilomètres, le personnel de la défense aérienne aurait plus de 40 secondes pour donner l'alerte, faire arrêter le réacteur et, alors, prendre l'objectif à partie. Il pourrait même être possible d'installer à chaque site des radars qui provoqueraient un

Pour ce qui est des objectifs symboliques, il serait encore une fois prudent d'en prévoir la défense aérienne. Le tout est de déterminer quand il faut déployer les systèmes. Une réunion du G8, ou un événement du même genre, est un choix facile et viendrait en tête de la liste des objectifs nécessitant une protection antiaérienne, mais que faut-il faire dans le cas d'une partie de la Coupe Grey ou des assises d'un parti politique? Cette évaluation relèverait du Service canadien du renseignement de sécurité et la décision de déployer des systèmes antiaériens relève du Cabinet. Toutefois, en fin de compte, il est évident que nos réacteurs nucléaires sont les plus vulnérables des objectifs possibles mentionnés.

QUE FAIRE?

Du point de vue de la DABS, plusieurs mesures peuvent être prises pour réduire la possibilité que de futures attaques aériennes terroristes réussissent. Un officier de défense aérienne pourrait assurément être détaché auprès du BPIEPC, à titre permanent ou à titre consultatif, pour aider à analyser la menace. Chaque site de réacteur nucléaire et les usines chimiques les plus dangereuses pourraient également faire l'objet d'une reconnaissance complète afin de déterminer les voies d'approche aériennes probables (compte tenu des points faibles inhérents à chaque site). La reconnaissance en question

Des mesures passives de défense aérienne pourraient aussi être mises en vigueur afin de protéger les réacteurs nucléaires, notamment le renforcement des systèmes de confinement ou le déploiement de ballons de barrage (équipés de câbles en acier pouvant couper les ailes ou disposés de manière à former un filet en acier). S'il n'était pas possible de déployer en permanence des systèmes antiaériens autour des installations nucléaires, chaque site pourrait compter un radar de surveillance qui provoquerait automatiquement l'arrêt du ou des réacteurs si un avion entrait dans l'espace aérien environnant. Dernièrement, aux États-Unis, la société Raytheon a proposé que son système de canon à tir rapide Phalanx Block 1B serve à protéger les éléments d'infrastructure nationaux²⁸.

De fait, les méthodes passives pourraient bien être la seule solution, puisque que nos moyens actuels de DABS ne permettent pas de satisfaire aux besoins actuels de l'armée et l'aviation et qu'ils peuvent encore moins être déployés pour assurer la défense du territoire – et même ce modeste potentiel de DABS est ni plus ni moins destiné à disparaître lorsque l'armée aura terminé ses plans de réorganisation. Quoi qu'il en soit, il est à ce moment bon de se rappeler à quel point nous avons tous été surpris et abasourdis le 11 septembre 2001. Il nous est enseigné dans l'Armée à nous attendre à l'inattendu et, de notre côté, à nous efforcer au maximum de surprendre l'ennemi. Eh bien, l'inattendu s'est produit. C'est nous qui avons été surpris. Espérons que cela ne se reproduira pas.



TABLEAU I – CARACTÉRISTIQUES DE DIFFÉRENTS AÉRONEFS

Aéronef	Vitesse	Masse	Capacité des réservoirs	Remarques
Boeing 767-300	848 km/h	69 680 kg	90 770 litres	Le vol 11 d'American Airlines s'est écrasé contre la tour nord du World Trade Center. Le vol 175 de United Airlines s'est écrasé contre la tour sud.
Boeing 757	974 km/h	88 000 kg	43 400 litres	Le vol 93 de United Airlines s'est écrasé à Somerset (Pennsylvanie). Le vol 77 d'American Airlines s'est écrasé contre le Pentagone.
F-4 Phantom	2300 km/h	24 000 kg	5000 litres	
Global Express	1064 km/h	38 000 kg	16 482 litres	
Lear Jet 60	850 km/h	9400 kg	2733 litres	
Cessna	228 km/h	980 kg	200 litres	Le 12 septembre 1994, Frank Corder a volé un monomoteur et l'a projeté au sol sur le terrain de la Maison-Blanche. Le 28 mai 1997, Mathias Rust vole en Cessna de Helsinki, en Finlande, à la place Rouge, où il se pose. Le 6 janvier 2002, Charles Bishop encastre son Cessna 172 aux 28 ^e et 29 ^e étages de l'immeuble de la Bank of America, qui en compte 42, à Tampa, en Floride. Au cours de son vol, Bishop a survolé la base aérienne McDill – où se trouve le CENTCOM, le quartier général qui dirige les opérations en Afghanistan. Le NORAD n'a eu connaissance du vol suicide de Bishop que 10 minutes après son écrasement; il est peu probable que le NORAD ait de toute manière pu réagir.
Twin Otter	224 km/h	5000 kg	1000 litres	
Jet Ranger III	208 km/h	1280 kg	300 litres	Hélicoptère
VAT (Sentry)	50 km/h (moyenne)	100 kg	23 litres	Véhicule aérien télépiloté

TABLEAU II – CATÉGORIES D'OBJECTIFS

Catégorie d'objectif	Description	Remarques
Catégorie I	Objectif qui, s'il est attaqué, ferait des victimes à court terme.	< 1000 victimes.
Catégorie II	Objectif qui, s'il est attaqué, ferait des victimes à long terme.	> 1000 victimes.
Catégorie III	Objectif qui, s'il est attaqué, provoquerait une réaction en chaîne économique de faible envergure.	Objectif dont la destruction aura un effet limité sur l'économie du pays.
Catégorie IV	Objectif qui, s'il est attaqué, provoquerait une réaction en chaîne économique de grande envergure.	Objectif dont la destruction pourrait avoir des effets variés à l'échelle nationale et, de fait, à l'échelle mondiale.
Catégorie V	Objectif qui, s'il est attaqué, entraînerait des répercussions à l'extérieur du pays (États-Unis).	Objectif situé au Canada dont la destruction aura un effet majeur sur les États-Unis, soit en raison des victimes qui en résultent, soit pour des raisons économiques (ou les deux).
Catégorie VI	Objectifs symboliques.	Objectif tel que les édifices du Parlement ou des réunions à caractère international qui ont lieu au Canada (réunion du G8 ou de l'OTAN, par exemple). Inclut également les événements sportifs internationaux tels que les jeux olympiques.

TABLEAU III – EXEMPLES D'OBJECTIFS

Exemples d'objectifs	Catégories d'objectifs	Remarques
Pont important	I et III	En janvier 2002, le gouvernement fédéral a décidé de vérifier la résistance structurale et la résistance aux impacts de 14 ponts importants du pays.
Oléoduc, gazoduc ou centre de distribution	I et III	En Alberta, par exemple, on trouve des installations énergétiques clés telles que les raffineries d'Edmonton et les usines pétrochimiques de Fort Saskatchewan et 293 799 km de conduites ¹ .
Immeubles du genre du World Trade Center (chaque tour comptait 110 étages)	I et III	À Toronto, la place BCE est constituée de la tour Bay Wellington (47 étages) et de la tour Canada Trust (51 étages).
Réacteurs nucléaires	I, II, III, IV et V (si le réacteur est proche des États-Unis)	Les centrales nucléaires du Canada sont les suivantes : Bruce A (Ontario) – 4 réacteurs Bruce B (Ontario) – 4 réacteurs Pickering A (Ontario) – 4 réacteurs Pickering B (Ontario) – 4 réacteurs Darlington (Ontario) – 4 réacteurs Gentilly-2 (Québec) – 1 réacteur Pointe Lepreau (Nouveau-Brunswick) – 1 réacteur Les centrales Bruce A et Pickering A sont actuellement inactives. De nombreux réacteurs nucléaires de plus petite taille sont aussi en exploitation au Canada, surtout à des fins de recherche.
Usines de produits chimiques ou transport de produits chimiques dangereux	I, II, III, IV et V (si l'usine est proche des États-Unis)	Le 3 décembre 1984, du gaz fuyant d'un réservoir d'isothiocyanate de méthyle dans une usine de Bhopal, en Inde, a tué près de 4000 personnes et en a blessé ou incommodé quelque 400 000. Le 10 novembre 1979, un train de 106 wagons transportant des produits chimiques dangereux a déraillé à Mississauga (Ontario), ce qui a entraîné l'évacuation de 250 000 personnes pendant près d'une semaine et la fermeture d'une étendue de 25 kilomètres carrés autour du site du déraillement.
Navires étrangers à propulsion nucléaire faisant escale	I, II, III, IV et V	Des navires et des sous-marins à propulsion nucléaire et transportant peut-être des armes nucléaires font effectivement escale au Canada.
Édifices du Parlement	I et VI	
Réunions	I, III, IV, VI	La réunion annuelle du G8 en est un exemple.
Événements sportifs	I, III et VI	N'importe quel événement sportif d'envergure tel que le Super Bowl peut servir d'exemple. Durant la Coupe du Monde, les stades, en Corée du Sud, vont être protégés par une couverture de chasse et des systèmes antiaériens.

¹ Rachel Evans, « Alberta Terrorist Target? » *The Edmonton Sun*, 26 novembre 2001.

À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le lieutenant-colonel Christopher Kilford est né en Angleterre et a émigré au Canada quand il était jeune. Il s'est joint à la Force régulière après ses études secondaires. Après une formation de radiotéchnicien, il a servi au sein du 8th Canadian Hussars à Petawawa (Ontario). En 1981, le lieutenant-colonel Kilford a demandé à suivre le cours d'officier et a été accepté à ce titre dans l'artillerie. Il a servi au sein du 3^e Régiment de la Royal Canadian Horse Artillery, de la 128^e Batterie antiaérienne d'aérodrome (en Allemagne), à l'École de l'artillerie antiaérienne, au quartier général du Commandement de la Force terrestre, au sein du 18^e Régiment de défense antiaérienne et au quartier général du Secteur du Centre de la Force terrestre. Le lieutenant-colonel Kilford a commandé le 4th Air Defence Regiment, à Moncton (Nouveau-Brunswick) jusqu'en août 2001; il est alors devenu membre du personnel du cours sur la sécurité nationale, au Collège des Forces canadiennes, à Toronto. Il est diplômé du Collège de commandement et d'état-major des forces terrestres canadiennes. En octobre 1992, il a obtenu son baccalauréat ès arts de l'Université du Manitoba. Il fait actuellement une maîtrise en polémologie. Le premier livre du lieutenant-colonel Kilford, *Lethbridge at War*, a été publié en 1996 et, en l'an 2000, il a gagné le premier prix du concours commémoratif de rédaction du colonel Geoffrey Brooks de l'Artillerie royale canadienne. Il occupe actuellement le poste de coordonnateur du cours sur la sécurité nationale au Collège des Forces canadiennes, à Toronto (Ontario).

NOTES

1. Andrew McIntosh, « Missiles may guard nuclear facilities, Minister says », *National Post* 4, 7, 3 novembre 2001, p. A3.
2. « Defending the American Homeland: A Report of The Heritage Foundation Homeland Security Task Force », présidé par L. Paul Bremer III et Edwin Meese III, Washington, D.C., The Heritage Foundation, 2002, p. 75.
3. L. R. N. Ashley, « Flying Officer, The Air Defence of Canada », *Air Historical Section, RCAF HQ*, vol. II, 1958, p. 268.
4. Le Comité des chefs d'état-major avait de bonnes raisons de

s'inquiéter. En 1937, le dirigeable allemand *Hindenburg* avait en toute innocence survolé Halifax au cours de son vol régulier à destination de New York. On a plus tard déterminé que des experts allemands de la reconnaissance aérienne présents à bord du dirigeable avaient photographié tout le port, la citadelle et d'autres installations militaires.

5. Col G. W. L. Nicholson, *The Gunners of Canada, Volume II, 1919-1967*, Beaucheville, Québec, Imprimerie L'Éclaireur, 1972, p. 496.
6. « Assessment of Canadian Air Defence Requirements Including Canadian Army Anti-Aircraft Artillery Participation », HQS 501-0-3 FD 6 (DDAA), 12 juillet 1948, p. 3.
7. *Ibid.*, tableaux I et II.
8. Ashley, p. 271.
9. Michael Slack et Martin Shadwick, « Low Level Air Defence: The Canadian Dimension », *Revue canadienne de défense* 14, 1, été 1984, p. 23.
10. « Assessment of Canadian Air Defence Requirements Including Canadian Army Anti-Aircraft Artillery Participation », HQS 501-0-3 FD 6 (DDAA), 12 juillet 1948, p. 1.
11. *Ibid.*, p. 3.
12. Canada, Ministère de la Défense nationale, « A.A. Defence of Canada », HQTS 2270-3, DMO&P(2), 3 février 1951.
13. Canada, Ministère de la Défense nationale, « Report of USAF-RCAF Military Characteristics Committee - DEW Group », Archives nationales, RG 24, vol. 8087, dossier 1272-39 (Vol. 2), p. 4.
14. *Ibid.*, p. 4.
15. Ashley, p. 272.
16. Canada, Ministère de la Défense nationale, « Doctrine de l'artillerie antiaérienne », B-GL-372-001/FP-002, p. 56.
17. Paul Knox, « Attack of the Security Zealots », *The Globe and Mail*, 7 décembre 2001, p. A21.
18. Ben Speiss, « Bullet Pierces Pipeline », *Anchorage Daily News*, 5 octobre 2001.
19. Knox, p. A21.
20. Glen Somerville, « October Job Losses Worst in Two Decades », *Reuters*, 2 novembre 2001. Dans Internet à <http://www.publicbroadcasting.net>.
21. Canada, Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, « Les réacteurs nucléaires canadiens : quel est le niveau suffisant de sécurité? Rapport intérimaire », juin 2001, p. 1.
22. Brad Faught, « Nuclear Surprise », *National Post Business Magazine*, octobre 2001, p. 104.
23. Faught, p. 102.
24. David R. Marples, « Chernobyl's Toll after Ten Years: 6,000 and Still Counting », *Bulletin of Atomic Scientists* (Mai / juin 1996), p. 1. Dans Internet à <http://www.bullatomsci.org/issues/1996/mj96/marplesoped.html>.
25. *Ibid.*, p. 3.
26. On peut lire le rapport dans Internet à http://www.ccnr.org/nuke_subs.html.
27. *Ibid.*, p. 3.
28. Andrea Shalal-Esa, « Raytheon hopes to show off gun system at U.S. sites », *Reuters*, 5 février 2002.

Concours de rédaction d'essais sur la conduite de la guerre

LE CONCOURS ANNUEL DE RÉDACTION D'ESSAIS SUR LA CONDUITE DE LA GUERRE

En l'an 2000, le *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* commanditait son premier concours de rédaction d'essais sur la conduite de la guerre. Le concours était censé donner aux membres des Forces canadiennes et aux autres personnes qui s'intéressent aux questions touchant l'Armée de terre l'occasion d'exprimer leurs pensées et donner leurs opinions dans un environnement compétitif. Pour la compétition de l'an 2001, deux prix ont été offerts : 250 \$ en argent pour le premier et un bon-cadeau de 100 \$ remis par Vanwell Publications pour le deuxième.

Nous avons reçu des textes écrits par des officiers et des militaires du rang de la Force régulière et de la Réserve. Il était prévu d'annoncer les gagnants du concours plus tôt cette année, mais des questions opérationnelles ont causé des difficultés à réunir le comité de juges. Quand il s'est finalement réuni, le comité de juges comprenait le brigadier-général G.A. Nordick, président, ainsi que le lieutenant-colonel Alan Markewicz de la Direction de la doctrine de l'Armée de terre, le capitaine James McKay qui représentait la Direction de l'instruction de l'Armée de terre et M. Sean Maloney, Ph.D., qui représentait le milieu universitaire. Le rédacteur en chef du *Bulletin* était le secrétaire du jury.

Vous trouverez ci-après les textes des deux lauréats du deuxième concours annuel de rédaction d'essais sur la conduite de la guerre du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*. Les détails du prochain concours seront publiés dans les mois à venir.

Le rédacteur en chef aimerait remercier les concurrents pour leur participation, les membres du jury pour leur travail objectif et juste et aussi Vanwell Publications pour leur soutien constant du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*.

Les armes chimiques et la guerre de manœuvre : « De très mauvaises surprises »

par le sous-lieutenant Mark Gaillard

Récipiendaire du premier prix du Concours de rédaction 2001 sur la conduite de la guerre parrainé par Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre

« Nous devons tenir compte de la guerre chimique dans nos prochaines dispositions si nous ne désirons pas avoir de très mauvaises surprises¹. »

– Maréchal Ferdinand Foch, 1921

« Si l'armée la plus mal en point au monde décide de résister et de se battre, vous allez avoir des pertes; si elle décide d'employer des armes chimiques contre vous, elle pourrait même gagner la guerre². »

– Général Norman Schwarzkopf, 1991

INTRODUCTION

L'année 1997 a été significative pour l'Armée canadienne, et ce pour deux raisons. Après plus d'une décennie de débats,

la guerre de manœuvre a été adoptée en tant que doctrine sur la façon de faire la guerre, et la *Convention sur les armes chimiques*³, traité international interdisant la guerre chimique et dans lequel le Canada est un État signataire, est entrée en vigueur. Bien que la coïncidence soit accidentelle, les deux méthodes de guerre sont intimement reliées.

COMMENT LA GUERRE DE MANŒUVRE EST-ELLE RELIÉE À LA GUERRE CHIMIQUE?

Le but de la guerre de manœuvre est de vaincre l'ennemi par la perturbation de ses capacités d'action, plutôt que par la destruction physique de ses forces⁴. Cette théorie est principalement basée sur l'opportunitisme : profiter de la conjoncture et gagner la

bataille du plus fort par surprise ou, à défaut de cela, par la vitesse et l'aptitude de réaction⁵. C'est en fait une philosophie de combat qui cherche à défaire l'unité de l'ennemi par une variété d'actions bien visées, rapides et inattendues qui placent l'ennemi dans une situation tumultueuse se détériorant rapidement et à laquelle il n'est pas en mesure de faire face⁶.

L'opération chimique (aussi appelé *guerre chimique*) est « l'emploi délibéré d'agents chimiques en vue de tuer, blesser ou diminuer l'efficacité des hommes ou des animaux pendant un certain temps et d'empêcher ou de rendre plus difficile l'utilisation des matériels, des installations ou du sol. [C'est aussi la] défense contre un tel emploi d'agents chimiques⁷. » Malgré son interdiction par la *Convention sur les armes chimiques*, la guerre chimique est un élément clé pour de nombreux pays en voie de développement qui ont mis au point des doctrines de réponse asymétrique pour être en mesure de faire face aux capacités supérieures des

pays développés occidentaux en matière de guerre de manœuvre conventionnelle. Dans un discours sur le caractère de la guerre future, tenu au Conseil national de sécurité à Tel Aviv le 11 septembre 2001, Dan Meridor, ministre israélien sans portefeuille, a déclaré qu'en regard de l'avantage important d'Israël en ce qui concerne la guerre conventionnelle, les États arabes ont fait passer la guerre

Guerre mondiale, pas pour infliger des pertes massives et la mort, mais pour détériorer l'efficacité militaire des unités et des soldats sur le champ de bataille.

Les armes chimiques seraient donc mieux désignées comme « armes d'intimidation » contre les troupes¹². À la différence de la doctrine de l'OTAN, qui note que « les opérations de

vers la réussite de la mission »¹⁶. L'allure peut être définie comme « la distance de la ligne initiale de contact jusqu'à endroit de l'opération finale et de l'objectif tactique, divisée par le temps écoulé entre la réception des ordres par le commandant des opérations et de la tactique jusqu'à l'accomplissement ou l'échec de la mission »¹⁷. En termes plus simples, l'allure est « la vitesse contre le temps – l'habileté constante d'opérer rapidement »¹⁸.

Le contraire de l'allure est la friction – la force qui résiste à toute action et mine l'énergie¹⁹. Dans son livre *Vom Kriege* (De la guerre) publié en 1832, le grand théoricien militaire Carl von Clausewitz, de Prusse, a décrit ce concept qu'il nommait « la friction dans la guerre » :

Tout est très simple dans la guerre, mais la plus simple des choses est difficile. Les difficultés s'accumulent et finissent par produire une sorte de friction qui est inconcevable à moins d'avoir expérimenté la guerre [...] D'innombrables incidents mineurs [...] s'unissent pour faire diminuer le niveau général d'efficacité, ce qui fait que l'on se retrouve toujours très loin du résultat escompté [...] Les dangers indissociables de la guerre et les efforts physiques qu'elle demande peuvent aggraver le problème à un point tel qu'ils doivent être classés parmi ses principales causes²⁰.

En guerre, la friction peut être morale (p. ex., des troupes effrayées, épuisées et démoralisées), mentale (p. ex., l'indécision ou le manque d'initiative des commandants) ou physique (p. ex., le tir efficace de l'ennemi ou un obstacle terrestre à surmonter). La friction interne est autogène de par les facteurs tels l'absence de but clairement défini, le manque de coordination, des plans mal définis ou compliqués, des organisations de tâches ou des statuts de commandements complexes ou une technologie trop compliquée. La friction externe est quant à elle imposée par des facteurs tels l'action de l'ennemi, la topographie, la température ou, tout simplement, la malchance. Ces éléments peuvent être exploités pour ralentir l'allure, éliminer l'effet de surprise, semer le doute et l'indécision parmi les

... les forces occidentales [...] [ont] la nécessité de se préparer à se battre et à gagner dans un environnement chimique.

à un nouvel échelon qu'il a appelé « supra-conventionnel », ce qui signifie que des armes chimiques et biologiques seront utilisées immédiatement pour contrer la supériorité militaire de l'ennemi sur le champ de bataille⁸. Dans une référence au commentaire de Foch, il a suggéré que, si les forces occidentales projettent de faire la guerre selon la doctrine de guerre de manœuvre, il y a également la nécessité de se préparer à se battre et à gagner dans un environnement chimique⁹.

Présentement, la doctrine de l'Armée canadienne sur la défense nucléaire, biologique et chimique¹⁰, signale qu'« un ennemi potentiel doté d'une capacité nucléaire, biologique et chimique peut avoir recours à des armes de destruction massive pendant un conflit et à toute étape où il en perçoit l'avantage »¹¹. Le fait de désigner les armes chimiques comme des « armes de destruction massive » occulte leurs vrais buts et fonction. Tactiquement, les armes chimiques ont de par leur nature un champ d'action relativement limité. Les agents d'armes chimiques peuvent être, et ont été, répandus avec efficacité au moyen de munitions conventionnelles modifiées, telles des bombes aériennes, des roquettes d'artillerie, des obus d'artillerie, des grenades, des mines, des obus de mortier et des ogives de missile. Leur capacité de tuer est relativement limitée, et des contre-mesures de protection efficaces existent. Les armes chimiques ont été mises au point et employées dans des guerres antérieures, particulièrement durant la Première

l'OTAN doivent être planifiées et conduites dans une perspective de risque d'utilisation de telles armes contre ses forces »¹³, cette tendance canadienne à centrer sur l'aspect des « armes de destruction massive » néglige le fait que les armes chimiques sont des armes « supra-conventionnelles » et, comme telles, représentent le plus efficace des moyens disponibles aux forces ennemis pour combattre dans une guerre de manœuvre. Leur but principal n'est pas la « destruction massive » mais le ralentissement de « l'allure des opérations »¹⁴.

RALENTIR L'ALLURE DES OPÉRATIONS

Basée sur la rapidité, la flexibilité et l'opportunisme, la guerre de manœuvre cherche à réduire la « friction » qui entrave la partie attaquante. Par le biais de manœuvres qui se déroulent dans le temps et dans l'espace, les forces attaquentes atteignent une supériorité décisive sur l'ennemi au plan moral, psychologique et physique, à l'endroit et au moment nécessaires. Le facteur temps est particulièrement important. La force de manœuvre évolue à une allure plus rapide que celle de l'ennemi afin d'obtenir un avantage temporel décisif.

Selon le manuel *Warfighting* de la U.S. Marine Corps, « l'allure est en soi une arme – souvent la plus importante¹⁵ » dans la guerre de manœuvre. Le mot « allure » est un terme emprunté de la doctrine de guerre soviétique et est généralement utilisé pour signifier « la vitesse de progression

dirigeants et infliger des dommages psychologiques ou inspirer une peur de dommages qui démoraliseraient et immobiliseraient les soldats.

Comment la guerre chimique a-t-elle ralenti l'allure de la Première Guerre mondiale?

Dans son livre *Achtung-Panzer!*, publié en 1937, Heinz Guderian résume le rôle des armes chimiques pendant la Première Guerre mondiale :

Les premières sortes de gaz étaient conçus pour faciliter l'attaque, et leur effet était d'une durée relativement courte. Très vite, cependant, les combattants commencèrent à employer des agents à effet prolongé qui contaminaient le sol un certain temps, et facilitaient ainsi la défense des positions. La principale substance en question était communément appelée « la croix jaune », également connue sous le nom de gaz moutarde. C'est ainsi que les armes chimiques sont rapidement devenues un élément indispensable sur chaque champ de bataille²¹.

Les produits chimiques étaient perçus comme l'arme de friction presque parfaite. Le brigadier-général A.A. Fries, l'officier de l'armée américaine qui a présidé le U.S. Chemical Warfare Service après la Première Guerre mondiale, a prédit un avenir prometteur pour les armes chimiques :

Une des raisons principales pour lesquelles la guerre chimique va subsister est qu'elle remplit une nécessité longtemps voulue de la part du soldat, soit tirer avec succès autour d'une souche ou d'un rocher. On ne peut pas échapper au nuage de gaz. Il s'étend et s'infiltra partout sur son chemin. Aucune tranchée n'est assez creuse pour être épargnée, aucun abri, à moins d'être hermétiquement scellé, n'est protégé. La nuit et la noirceur ne font qu'amplifier son effet. C'est la seule arme qui reste efficace dans le brouillard ou dans la noirceur d'encre d'une nuit sans lune, tout comme sous le soleil le plus brillant. Seuls le masque et l'entraînement permettent de se protéger contre elle²².

Les historiens ont décrit les effets physiques des gaz sur les soldats lors de la Première Guerre mondiale :

Les seules protections des soldats étaient le qui-vive, l'intuition, l'alerte rapide, les masques à gaz, les dispositifs anti-gaz et des drills et exercices sans fin [...] L'isolement, l'idée persistante que son masque peut faire défaut, avoir un trou ou être perdu; la visibilité quasi nulle et la mauvaise odeur; les vomissements et les nausées causés par des épandages de gaz même minimes; la contamination des tranchées et des abris par le poison du gaz moutarde; et la difficulté de vaquer à ses occupations normales telles que travailler, tirer, boire, manger, fumer et déféquer, pesait sur tous les soldats du Front ouest pris dans les gaz²³.

Pour ces soldats malchanceux de la première ligne, les « gaz poisons », nom alors donné aux armes chimiques, « rendaient la vie inconfortable, à tous points de vue »²⁴. Pour leurs commandants, il y avait utilité militaire. La guerre chimique était une arme efficace car elle pouvait défaire l'unité de l'ennemi et réduire son efficacité au combat. Le brigadier-général Fries a conclu en précisant que, lorsque la guerre chimique est utilisée contre l'ennemi, ce n'est pas le gaz mais « la terreur, la confusion, le manque de discipline et de surveillance [qui] sont mortels ».

Au cours de la deuxième moitié de la guerre, les armes chimiques ont été employées à chaque bataille – des raids impliquant seulement une compagnie jusqu'aux avances planifiées impliquant

et de dispositifs d'épandage fiables que les gaz ont pu remplir un certain nombre de fonctions tactiques ou être conjugués à des opérations combinées. À partir de 1917, le gaz a été utilisé dans une doctrine d'attaque pour paralyser les soldats dans leurs tranchées, neutraliser les batteries ennemis, perturber les communications entre le front et l'arrière des lignes ainsi que latéralement, et sécuriser les flancs des unités attaquantes lors de percées profondes. D'une manière défensive, le gaz était utilisé pour couvrir les retraites et abandons de positions, empêcher qu'un secteur ne serve pour la concentration de troupes, harceler les soldats et affaiblir les systèmes logistiques ennemis²⁵.

En 1918, les Allemands ont développé des tactiques d'infiltration pour briser l'impasse où avait abouti la guerre de tranchée. Le rôle important des armes chimiques dans cette nouvelle tactique offensive est souvent occulté de nos jours. L'arme chimique a été l'un des éléments clés grâce auxquels les Allemands ont été en mesure de rendre inopérants des secteurs de défense et de déplacer leur infanterie autour de fortes poches de résistance sans avoir à craindre d'éventuelles attaques sur leurs flancs. Selon les tactiques d'infiltration, plus les groupes attaquants pénétraient dans l'arrière de la défense, plus ils étaient vulnérables aux attaques sur leurs flancs non protégés. Les Allemands ont résolu ce problème en utilisant des armes chimiques comme système de protection créant une zone tampon. Le gaz moutarde, en particulier, était utilisé tactiquement comme mur d'engagement, créant ainsi une barrière contre l'ennemi et isolant des sections entières du

À partir de 1917, le gaz a été utilisé dans une doctrine d'attaque pour paralyser les soldats dans leurs tranchées...

des corps d'armée – devenant à la longue une précieuse arme auxiliaire des commandements tant allié qu'allemand. Mais ce ne fut pas avant l'élaboration d'une doctrine cohérente

champ de bataille²⁶. Le gaz moutarde tactique était si efficace qu'un historien allemand note que « même dans les batailles en rase campagne, les troupes exigèrent bien vite des gaz »²⁷.

À la suite de l'échec des offensives allemandes de 1918, les Alliés attaquèrent, le Corps d'armée canadien menant la dernière offensive alliée de la guerre. Le lieutenant-colonel John English écrit que, « en termes de planification, de préparation et d'exécution, l'offensive était de nature franchement moderne et impliquait l'utilisation de chars d'assaut, de tir indirect, d'appui aérien tactique, d'armement chimique, de déception et de commandement électroniques, de systèmes de contrôle et de renseignements »²⁸. Le rôle de l' « armement chimique » est souvent passé sous silence. Le Corps d'armée canadien, tout comme ses alliés, ont employé des armes chimiques de manière offensive (principalement en artillerie dans les plans de feux de contrebatterie). Les forces attaquantées de l'infanterie canadienne se sont heurtées à des pièges défensifs chimiques, installés par les Allemands. Les Allemands avaient, au cours de leur retraite, fait exploser des obus au gaz moutarde dans les abris, exactement là où les Canadiens auraient envisagé de se réfugier, et pollué les puits avec du gaz moutarde pour ajouter encore plus à la friction qui ralentissait l'allure de l'avancée. La friction causée par les armes conventionnelles était simplement exacerbée par les gaz. Les fantassins devaient se battre avec leur appareil respiratoire attaché, ce qui causait des coups de chaleur et réduisait de beaucoup la vision et la respiration, aggravant ainsi les effets de la fatigue normale engendrés durant la bataille. Dans l'isolement causé par le port de son masque, le soldat individuel était rendu vulnérable à la confusion. Pour les commandants à l'arrière, le gaz ajoutait au chaos de la guerre moderne non seulement en cachant le champ de bataille, mais, plus significativement encore, en ralentissant et en interrompant les communications provenant du front. Le gaz gênait les signaleurs et les opérateurs radio et, comme on réussissait à peine à communiquer dans les meilleurs moments, les commandants recevaient de l'information soit tardive soit périmée ou ils n'en recevaient pas du tout²⁹.

Après la guerre, le brigadier-général Friesen est venu à conclure que la guerre chimique, « en considération

de son efficacité, n'a pas son pareil » pour produire de la friction. Il croyait que la « vigueur physique », soit l'habileté et l'endurance des troupes en mouvement ou lors de combat, « est l'un des plus grands atouts dans n'importe quelle armée ». Les armes chimiques, prédisait-il,

lorsque utilisées correctement et dans les quantités qui seront aisément disponibles dans les guerres futures, vont faire du port du masque un ennui constant pour toutes les troupes situées de deux à cinq miles de la ligne de front, et à plusieurs milles au-delà dans certains endroits; [et même] si cela ne tue personne, la diminution de la vigueur physique et, par conséquent, de l'efficacité d'une armée forcée de porter le masque en tout temps, résultera en une perte de 25 pour cent, ce qui équivaut à retirer un quart de million d'hommes sur une armée d'un million d'hommes³⁰.

Les théoriciens de la guerre de manœuvre ont-ils pris en compte la guerre chimique?

Tôt en Allemagne de l'après-guerre, Heinz Guderian, un officier d'infanterie étudiant la conduite future de la guerre mobile, a conclu que quatre importantes innovations en matière d'armement sont issues de la Première Guerre mondiale : le sous-marin, l'avion de combat, le char d'assaut et l'arme chimique. Toute nouvelle théorie sur le combat terrestre devrait tenir compte du potentiel de ces trois dernières armes. Sa réflexion allait aider à révolutionner la conduite de la guerre.

De ces trois nouvelles armes, l'arme chimique était perçue comme la plus menaçante du point de vue allié. Après la défaite des Allemands à la fin de la Première Guerre mondiale, le maréchal Ferdinand Foch, commandant suprême des forces alliées en 1918, prédit que l'Allemagne, « privée, à tout le moins, de ses anciennes méthodes de guerre et de ses forces nombreuses de soldats spécialement entraînés, périodiquement organisés et puissamment armés, sera plutôt portée vers les nouveaux systèmes d'attaque – ceux de la guerre chimique »³¹.

Le général Wilhelm Ritter von Leeb se ralliait à l'opinion de Foch, à savoir que l'Allemagne avait besoin d'armes chimiques en vue d'assurer une position offensive, croyant que

dans une éventuelle guerre future, [où] nous ne pouvons nous attendre à avoir une supériorité numérique en terme de personnel et de matériel, la force défensive devra appuyer la force d'attaque et contribuer à sa préparation. Le rôle de cette défense, dans le cas d'une supériorité absolue de l'ennemi, est d'épuiser sa force [...] dans l'atteinte de ces résultats difficiles contre des forces supérieures, aucune arme, aucune méthode de guerre ne doit être négligée. Elles ont toutes leur utilité, lorsqu'elles sont engagées par une seule volonté et d'après un plan cohérent³².

Dans son livre intitulé *Die Abwehr* (Défense), publié en 1938, le général von Leeb déclare que « dans la guerre future, la guerre de position peut être évitée et l'avantage décisif peut être atteint grâce au mouvement. Les Français ont un mot pour le décrire : manœuvre [et] cette mobilité accrue, la variété des méthodes de guerre et des armes, permettent au commandement de meilleures combinaisons de force et de liberté d'action [et] tendront à repousser le danger de paralysie du front »³³. Von Leeb décrit comment cette nouvelle approche de « manœuvre » serait tactiquement réalisée :

Le commandant des troupes de choc mobiles mène son attaque suivant les principes tactiques généraux. Une telle attaque est caractérisée par la rapidité avec laquelle la force est rassemblée, par l'engagement de fortes forces blindées, auxquelles l'élément principal de l'attaque va échoir, plutôt que par un effort contre le flanc et l'arrière. L'attaquant peut lancer des offensives locales de diversion et entraîner le défendant à séparer ses forces ou à les engager trop tôt et dans une mauvaise direction. De puissantes forces aériennes appuient l'attaque. D'autres moyens utiles peuvent être utilisés, tels de la fumée ou des gaz. L'attaque sera cohérente et portée

profondément derrière le dispositif ennemi. Avec ardeur et rapidité, la brèche dans le système défensif est accrue en longueur ou élargie aux flancs; la position défensive est repoussée vers l'arrière³⁴.

Ayant déclaré que « aucune arme ou méthode de guerre ne devrait être négligées », y compris les armes chimiques, von Leeb tient compte des implications à la fois de la défensive et de l'offensive dans son approche de la guerre de manœuvre. « Contre une telle attaque, violente et surprenante, dit-il, la défense doit être équipée de tous les moyens et les armes de neutralisation nécessaires [...] à cet effet, elle doit ériger des obstacles contre les forces blindées sur le front, sur les flancs, dans les brèches, et installer des champs de mines. » Pour cela, il fournit plusieurs « indispensables de défense », le premier étant d'« employer des gaz et de la fumée si c'est utile au but recherché ». Le général explique que le tir d'armes légères d'infanterie et « la fumée et les gaz » ensemble peuvent « permettre un retrait rapide des forces de défense et un regroupement sur de nouvelles lignes de résistance ». Les armes chimiques sont importantes parce que, au même titre que les obstacles, « les nuages [...] de gaz gênent le pouvoir de l'ennemi »³⁵.

D'après le raisonnement de von Leeb, en « gênant le pouvoir de l'ennemi »³⁶, les armes chimiques composaient l'« obstacle » idéal produisant de la friction, ce qui permettrait à une force inférieure de ralentir l'allure de l'ennemi et de réduire sa pression sur les défenses.

Alors que von Leeb évaluait les aspects défensifs de la guerre de manœuvre, Heinz Guderian évaluait le pouvoir offensif d'une telle approche. L'idée maîtresse de Guderian était de redonner la mobilité et la capacité offensive à l'infanterie en la faisant se déplacer en véhicules non seulement lors des déplacements de troupes mais également pendant les combats. Il considérait les chars d'assaut comme le moyen d'assurer cette mobilité³⁷. Mais les chars d'assaut n'étaient pas simplement des véhicules qui appuieraient la

marche rapide de l'infanterie motorisée. Ils étaient aussi, de manière importante, le moyen par lequel la force attaquante pourrait contrer l'utilisation d'armes chimiques par la défense ennemie. Guderian élabora sa propre théorie de la guerre chimique :

Les substances chimiques [...] servent les forces de défense autant que les forces offensives, et ne peuvent donc pas être considérées comme l'atout exclusif des forces offensives. Pour la force offensive, les armes chimiques à effet de courte durée sont utilisées sur le terrain où les troupes vont attaquer. Réciproquement, il est utile à la défense d'employer des agents à effet persistant pour contaminer le terrain sur une longue période de temps – cela est particulièrement utile dans le cas de retrait, puisque ces agents chimiques aident nos forces à se retirer³⁸.

On passe généralement sous silence que Guderian avait à l'origine proposé de nouvelles tactiques (de rapides et puissantes attaques faites par une formation de blindés en combinaison

ET PUIS! POURQUOI SE PRÉPARER À LA GUERRE CHIMIQUE DE NOS JOURS?

L'élément clé de la guerre de manœuvre est la compréhension de la friction. Comme Clausewitz l'a remarqué en 1832, le chef de combat doit avoir « une compréhension de la friction [qui] forme en grande partie ce sens de la guerre qu'un bon général est supposé avoir, et que l'on admire [...] Un bon général doit connaître la friction afin de la contrer lorsque c'est possible et afin de ne pas s'attendre au succès lorsque cette même friction rend ses opérations impossibles »⁴¹. En d'autres mots, le commandant doit utiliser la friction comme arme contre l'ennemi, et empêcher l'ennemi d'utiliser cette friction contre lui. Le commandant dont les forces peuvent éviter ou contrer la friction, et qui peuvent infliger le maximum de friction aux forces ennemis, sortira vainqueur du combat. Un commandant efficace va réussir à outrepasser les problèmes de friction touchant sa force, amplifiant ainsi son pouvoir de combat, et ce tout en faisant de la friction le problème de l'ennemi, ce qui affaiblit le pouvoir de combat de ce dernier. Par exemple, le manuel *Warfighting*, de la United States Marine Corps, précise qu'en guerre de manœuvre, le grand pré-requis est *de se battre avec efficacité* malgré la présence

de friction et, en même temps, de faire accroître la friction chez l'ennemi à un niveau qui lui fait perdre de son habileté au combat⁴².

La guerre chimique est la friction *par excellence*. Utilisées pendant l'assaut, les armes chimiques font détériorer la capacité de réaction et de résistance de la défense. Celle-ci est trop occupée à mettre en œuvre des contre-mesures (prendre une position de protection conforme à la mission) et à se décontaminer pour pouvoir résister en force et avec efficacité. Employées pour la défense, les armes chimiques peuvent faire ralentir l'avancée de l'ennemi et faire éviter qu'il prenne en chasse les forces en retraite ou tire avantage du recul des positions. L'attaquant est obligé d'éviter les aires contaminées, de corriger son élan en vue d'employer des

contre-mesures ou de quitter le lieu d'opération en vue d'effectuer la décontamination des troupes. Il doit réduire sa mobilité tactique pour faire appel à des véhicules protégés contre les armes chimiques. Qui plus est, les troupes attaquantes sont ralenties par l'effort éreintant d'avoir à se battre tout en portant un appareillage de protection encombrant et volumineux.

De nos jours, la friction inhérente à la guerre chimique, ainsi que ses effets coupant l'allure, sont bien ancrés dans la doctrine des opérations. La doctrine de l'OTAN sur la conduite des opérations dans un environnement contaminé offre deux options aux commandants, au-delà des simples mesures de survie : s'éloigner de la contamination et se diriger vers un endroit épargné, ou rester en place dans une position défensive tout en éliminant ou diminuant le danger de contamination au moyen de la décontamination⁴³. Chacune de ces options implique une perte de flexibilité opérationnelle et de temps, et signifie un transfert d'initiative de l'attaquant vers la défense. Dans le premier cas, selon von Leeb, la défense peut contaminer délibérément une position clé afin d'affaiblir ou d'infléchir la manœuvre d'attaque ou d'exploration, tout en sachant que l'attaquant va faire un mouvement prévisible, soit celui qui lui permettra d'éviter la contamination. Dans le deuxième cas, selon Guderian, les armes

chimiques peuvent être employées contre des troupes se déplaçant rapidement mais non protégées, les immobilisant et les forçant d'attendre que la décontamination ait lieu. Dans les deux cas, l'ennemi a réussi à ralentir l'allure des opérations, faisant changer la guerre de manœuvre à une guerre d'usure où l'ennemi est moins désavantage et, comme le général Schwarzkopf avertissait, pourrait même gagner.

Pour être victorieux, la chef de manœuvre doit être capable de contrer la friction inévitable de la guerre chimique. L'expérience et l'élaboration de doctrines pendant et depuis la Première Guerre mondiale ont démontré que les armes chimiques sont un moyen efficace de vaincre dans la guerre de manœuvre. La conscience de ce fait a amené l'OTAN à conclure que la possibilité que les forces de l'OTAN aient à faire face à une offensive « épicée » aux armes chimiques est « vraiment présente, et pourrait être sophistiquée »⁴⁴. Au cours de la guerre froide, même avec des stratégies en accord avec la « théorie de guerre totale », les Soviétiques maintenaient une importante puissance de guerre chimique, avec des systèmes d'épandage de pointe et des entraînements sérieux de leurs unités pour opérer dans un environnement chimique. Des études récentes ont révélé que toute invasion de l'Europe de l'Ouest par les Soviets

aurait été précédée par des nuages chimiques s'étendant sur des pays entiers et aurait été menée dans un tel environnement⁴⁵.

Pour contrer la guerre chimique, la doctrine de l'OTAN continue à préconiser que « les individus et les unités devront accroître leur autonomie et être prêts à prendre des décisions et à agir sans appui externe » parce qu'il n'est pas suffisant de survivre à une attaque aux armes chimiques. De surcroît, « les unités doivent être capables d'effectuer leur mission dans un tel environnement »⁴⁶. Pour tirer profit de la prise de décisions et de l'action et pour effectuer leurs missions respectives, les commandants et les unités de l'Armée canadienne doivent poser comme principe de base que toutes les opérations de guerre de manœuvre seront conduites dans un environnement contaminé aux armes chimiques. Par conséquent, tout entraînement et toute préparation au combat seront jugés efficaces seulement si les opérations peuvent être conduites sans ralentir l'allure du fait de l'utilisation inévitable de l'arme chimique par l'ennemi. Ce n'est qu'ainsi que nous éviterons les « très mauvaises surprises » dont le maréchal Foch a cru bon nous avertir.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le sous-lieutenant Mark Gaillard est un officier des Stormont, Dundas and Glengarry Highlanders à Cornwall (Ontario). Depuis l'an 2000, il est titulaire d'une maîtrise en études sur la conduite de la guerre du Collège militaire royal du Canada. Il détient aussi une maîtrise en droit et un baccalauréat en sciences sociales de l'université d'Ottawa et un baccalauréat en droit de l'université de Victoria. De 1978 à 1985, le sous-lieutenant Gaillard a aussi servi dans la Gendarmerie royale du Canada. Il est actuellement le coordonnateur national de l'Autorité nationale du Canada pour la Convention sur les armes chimiques au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à Ottawa (Ontario). Il a remporté en 2000 le concours de rédaction sur la conduite de la guerre organisé par *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, avec son article intitulé « Leur action intelligente et sa culture : une nouvelle doctrine du leadership pour la guerre de manœuvre ».

NOTES

1. Maréchal Ferdinand Foch, préface à Victor Lefebvre, *The Riddle of the Rhine – Chemical Strategy in Peace and War*, New York, E.P. Dutton & Company, 1923, p. 8.
2. Citation de Leonard Cole, *The Eleventh Plague : The Politics of Biological and Chemical Warfare*, New York, W.H. Freeman and Company, 1997.
3. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, signée à Paris, France, le 13 janvier 1993 et entrée en vigueur le 29 avril 1997. L'article I, aléna 1c), défend à tout État partie d' « entreprendre de préparatifs militaires quels qu'ils soient en vue d'un emploi d'armes chimiques ». Le paragraphe 6(c) de la *Loi de la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques*, S.C. 1995, ch. 25, ratifiée le premier janvier 2001, déclare qu'au Canada « il est interdit [...] d'entreprendre des préparatifs militaires quels qu'ils soient en vue d'un emploi d'armes chimiques ».
4. William S. Lind, *Manoeuvre Warfare Handbook*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1985, frontispice.
5. Richard E. Simpkin, *Race to the Swift – Thoughts on Twenty-First Century Warfare*, London, Brassey's, 1985, réimprimé en 2000, p. 22.
6. *Ibid.*, p. 73.
7. Voir AAP-6 (O), *Glossaire OTAN de termes et définitions* (anglais et français), 2002, p. 3-O-3.
8. Amnon Barzilai, « Reinventing Warfare », *The Haaretz Daily*, 22

octobre 2001, disponible au site Web à l'adresse <http://www.haaretzdaily.com/hasen/objects/pages/PrintArticleEn.jhtml>.

9. L'expression « environnement chimique » est décrite comme les « conditions régnant dans une zone et liées aux effets directs ou rémanents d'armes chimiques », dans AAP-6 (E), *Glossaire OTAN de termes et définitions* (anglais et français), 2002, p. 3-E-5.
10. L'expression « défense contre agents chimiques » est décrite comme les « méthodes, plans et procédures destinés à la définition et à l'exécution de mesures de défense contre les attaques par agents chimiques », *ibid.*, p. 3-D-2.
11. Ministère de la Défense nationale, B-GL-300-002/FP-000 *Land Force Tactical Doctrine*, Ottawa, 1997, p. 8-1.
12. Gert G. Hariel, *Chemical and Biological Weapons : Use in Warfare and Impact on Society and Environment*, Washington, District of Columbia, Carnegie Endowment for International Peace, 2001, p. 1, disponible dans le site Web à l'adresse <http://www.ceip.org/files/publications/Hariegpport.asp?p=8>.
13. Organisation du traité de l'Atlantique Nord, ATP-59 *Doctrine de défense NBC des forces de l'OTAN*, Bruxelles, OTAN, 1996, p. 1-1.
14. Harigel, p. 1.
15. United States Marine Corps, Marine Corps Doctrinal Publication 1 – Warfighting, Washington, District of Columbia, Secretary of the Navy, 20 juin 1997, p. 38.
16. Simpkin, p. 22.
17. *Ibid.*, p.106-7.
18. United States Marine Corps, Marine Corps Doctrinal Publication 1 – Warfighting, p. 40.
19. *Ibid.*, p. 5.
20. Carl von Clausewitz, *On war*, publié et traduit par Michael Howard et Peter Paret, New York, Alfred A. Knopf, 1993, p. 138-139.
21. Heinz Guderian, *Achtung-Panzer!*, traduit par Christopher Duffy, Londres, Cassell & Company, 1997, réimprimé en 2000, p. 47.
22. Brigadier-général A. A. Fries, tiré du *Journal of Industrial and Engineering Chemistry*, 1920, cité dans Lefebure, p. 179-180.
23. Tim Cook, *No Place to Run : The Canadian Corps and Gas Warfare in the First World War*, Vancouver, UBC Press, 1999, p. 238.
24. J. E. Edmonds et lieutenant-colonel R. Maxwell-Hyslop, *Military Operations, France and Belgium*, 1918, vol. 5, Londres, MacMillan, 1935-1947, p. 606, cités dans Edward Spiers, *Chemical Warfare*, Chicago, Université of Illinois Press, 1986, p. 33.
25. *Ibid.*, p. 214.
26. *Ibid.*, p. 170.
27. Lefebure, p. 74 (citant *Die Technik im Weltkriege*).
28. Lieutenant-colonel John English, *Lament For An Army – The Decline of Canadian Military Professionalism*, Toronto, Irwin Publishing, 1998, p. 18.
29. Cook, p. 192.
30. Brigadier A. A. Fries, tiré du *Journal of Industrial and Engineering Chemistry*, 1920, cité dans Lefebure, p. 179-180.
31. Maréchal Ferdinand Foch, préface à Lefebure, p. 8.
32. Feld-maréchal général Ritter von Leeb, *Defense*, Harrisburg, Pennsylvania, Military Service Publishing Company, 1954, traduit pour la première fois en 1943, p. 121.
33. *Ibid.*, p. 120.
34. *Ibid.*, p. 117.
35. *Ibid.*, p. 118.
36. L'opinion de von Leeb sur l'effet « gênant » des armes chimiques est reflétée dans la politique présente de l'OTAN sur la « guerre chimique » comme étant utile pour empêcher ou rendre plus difficile « l'utilisation des matériels, des installations ou du sol ». Voir la note 7.
37. Simpkin, p. 27.
38. Guderian, p. 129.
39. *Ibid.*, p. 129.
40. *Ibid.*, p. 194.
41. Clausewitz, p. 140.
42. United States Marine Corps, Marine Corps Doctrinal Publication 1 – Warfighting, p. 6.
43. Chapitre 4, Conduct of Operations in a Contaminated Environment, ATP-59 *Doctrine de défense NBC des forces de l'OTAN*, p. 4-1.
44. Chapitre 5, Special Considerations, ATP-59 Doctrine de défense NBC des forces de l'OTAN, p. 5-1.
45. Joachim et Charles K. Mallory, *Chemical Weapons in Soviet Military Doctrine*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1992.
46. Chapitre 5, Special Considerations, ATP-59 *Doctrine de défense NBC des forces de l'OTAN*, p. 5-2.

Se préparer aux combats du XXI^e siècle

par le sergent Arthur Majoor, CD

Gagnant du deuxième prix du Concours de rédaction 2001 sur la conduite de la guerre parrainé par Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre

INTRODUCTION

Il faut de nouvelles manières de former les soldats et les commandants pour réussir des déploiements dans les environnements complexes issus de la fin de la guerre froide. Les défis qu'ont à relever l'armée de l'avenir et les commandants de demain sont immenses. L'organisation ennemie ne sera peut-être plus constituée d'armées dans le sens traditionnel du mot. Elle pourrait se présenter sous de nouvelles formes telles des sociétés de guerriers à base de factions¹ ou tel un réseau segmenté, polycentrique et à fondement idéologique intégré² qui ne

peut pas être démantelé à moins qu'une proportion élevée de ses nombreuses composantes soient repérées et attaquées simultanément³.

Les théoriciens de la révolution dans les affaires militaires (RAM) tels que John Arquilla croient que nous devons étudier l'ennemi depuis cinq perspectives d'égale importance, soit les perspectives technologique, sociale, narrative, organisationnelle et doctrinale⁴, et qu'il importe de ne pas préférer une perspective à une autre au risque de porter préjudice à l'ensemble de nos efforts. Le délai de réaction aux événements est très court. L'armement

moderne est disponible partout dans le monde, si bien que n'importe quel individu ou n'importe quel groupe peut s'équiper en vue de frapper avec une puissance de feu dévastatrice⁵. Du jour au lendemain, les médias internationaux comme CNN et Internet peuvent changer l'opinion publique à l'égard d'un déploiement en transmettant des images d'un bout à l'autre du monde. On a mis fin prématurément à la guerre du Golfe et à la présence des Américains en Somalie en raison partiellement de l'effet des images répugnantes de carnages, comme celles de l'« autoroute de la mort » entre Koweït et Basra⁶ et celles des cadavres de militaires américains traînés dans les rues après la « bataille de Mogadishu »⁷. Pour sa part, l'Armée canadienne adopte une doctrine de manœuvre afin de se doter des outils nécessaires pour réussir dans des conditions difficiles semblables.

RÉSULTATS VISÉS

Qu'exige-t-on des commandants dans un environnement pareil? L'*Auftragstaktik* (tactique de mission) exige une attitude flexible à tous les échelons de commandement en vue de l'exploitation des ressources locales. Les commandants devront acquérir une capacité d'intuition leur permettant de prendre rapidement le pouls de la situation et d'effectuer les redressements en temps opportun pour appuyer l'état final désiré. « L'intuition revient à trier vos expériences passées – accumulées dans votre mémoire – en vue de prendre des décisions. Vous êtes en fait à la recherche de modèles familiers et vous ne prenez pas de décisions non fondées⁸. »

La capacité d'analyser et de reconnaître des modèles est cruciale, car c'est ainsi que les commandants décèleront la présence des forces ennemis et sauront percer leurs intentions avant que l'ennemi ne puisse les surprendre. Les commandants de tout échelon doivent être en mesure d'évaluer adéquatement les dangers ou les rétributions potentiels et de prendre des risques calculés afin d'accomplir leur mission dans son ensemble. De plus, même les nouveaux chefs subalternes, en l'absence de consignes et de directives, doivent faire preuve d'initiative, et planifier et exécuter rapidement les interventions pour appuyer la mission.

PRÉPARATION D'AUJOURD'HUI

L'entraînement actuel, fondé sur les drills et les modèles⁹, équipe l'aspirant officier d'une formation solide quoique pointue avec laquelle organiser les données et prendre des décisions. La méthodologie permet de réduire au minimum l'incertitude de l'étudiant comme celle de l'unité, et de veiller à ce que les soldats de tout échelon puissent systématiquement trier et organiser les données selon les mêmes modèles. Transférées en amont le long de la chaîne de commandement, les données sont intégrées dans de complexes structures de planification avant d'être transformées en plans. Pour leur part, les spécialistes de la planification sont rassurés que leurs plans seront exécutés comme prévu, en vertu de ces mêmes modèles. Ainsi, ce

cycle de rétroaction représente une tentative de mettre de l'ordre dans le champ de bataille, de gérer les ressources de façon efficace et d'atteindre l'objectif de la mission.

Mais ce système de commandement et de contrôle selon lequel nous nous entraînons et nous nous préparons n'est malheureusement pas adapté aux opérations de manœuvre à rythme accéléré. Le processus par lequel se fait la collecte des données et leur intégration dans les structures de planification et dans les plans synchronisés exigent beaucoup de ressources et de temps. De plus, comme la responsabilité des décisions incombe aux commandants, ces derniers doivent vérifier si les données qu'ils reçoivent sont justes et exhaustives, prolongeant ainsi le processus. Entre-temps, il y a le risque d'indécision ou d'inaction en l'attente de suffisamment de données; il y a le risque que l'ennemi présente de fausses données en se cachant, par le recours à des stratégies de déception ou par la désinformation; enfin, il y a le risque que, au moyen d'une doctrine de manœuvre quelconque, les forces ennemis

écrasent nos systèmes de commandement et de contrôle en transformant la situation plus rapidement que nous ne pouvons acquérir et comprendre les nouvelles données et les intégrer dans nos plans.

Les premiers théoriciens de la RAM ont tenté par certaines expériences, comme Force XXI de l'armée américaine, d'accélérer le transfert des données en superposant des moyens de communication numériques à l'organisation traditionnelle. Les commandants ont ainsi plus de certitude par rapport à la position des forces, jusqu'à celle des soldats et des véhicules individuels. De plus, un riche courant d'information sur l'ennemi leur est fourni à partir de capteurs de pointe, de véhicules aériens sans pilote et d'autres ressources. La gestion et l'interprétation rapide de ce déluge d'information représentent un moyen défi, cependant. Il est possible aussi que les forces ennemis exploitent la déception et apprennent à falsifier

les données, qu'elles adoptent des environnements complexes nuisibles aux capteurs et, dans des cas extrêmes, qu'elles s'en prennent directement aux points sensibles du réseau d'information (soit par une cyberattaque ou, si la possibilité leur est donnée, par une attaque physique contre l'infrastructure de la TI). L'évidence est là : il ne suffit pas d'augmenter ou d'automatiser le transfert de l'information pour mettre en œuvre de nouvelles doctrines.

FORMER LA CAPACITÉ D'INTUITION

L'intuition est perçue comme un type de reconnaissance de modèles par laquelle l'intellect compare les circonstances du présent avec une expérience du passé. Une grande partie des expériences et des connaissances de la vie sont « tacites et subtiles, acquises par observation et par expérience, difficiles à préciser, donc difficiles à transmettre explicitement »¹⁰. Ce type de connaissances, par exemple conduire

Le truc, c'est d'acquérir de l'expérience à force de pratique.

une automobile, tirer à la carabine ou se servir d'un logiciel, est plus facile à démontrer qu'à expliquer. S'il fallait décrire l'exécution de chaque étape de ce genre d'activité, les détails seraient écrasants, le travail s'enlisera et se ferait au ralenti ou pas du tout. Pourtant, presque tout le monde est capable non seulement de conduire une voiture, mais aussi d'exécuter concurremment d'autres activités, comme boire d'une tasse de café. Aucune conférence ni programme autodidactique ne peut enseigner ce genre de savoir expérientiel.

Le truc, c'est d'acquérir de l'expérience à force de pratique. Comme le conducteur d'un véhicule, le commandant qui exécute continuellement les diverses tâches liées au commandement de son unité devient un meilleur commandant et effectue de nombreuses tâches presque sans s'en rendre compte. Pourtant, il y a le danger inattendu que la pratique de la même routine prépare le commandant

à réagir à certaines éventualités seulement, à l'instar de l'entraînement actuel des commandants selon des modèles de prise de décisions calqués sur un ensemble limité de guides de notation.

Une autre façon d'ajouter au bagage d'expérience [...] est de créer des liens plus étroits entre les militaires de la Force régulière et les membres de la milice.

L'Auftragstaktik suppose la capacité de saisir les occasions qui se présentent dans une situation chaotique et de les exploiter au profit de la mission. Il faut donc que nos commandants s'exercent dans une variété de situations de prise de décisions.

L'idéal serait de pouvoir tenir des drills « réels » dans un champ de tir avec instruments sur des terrains variables contre un ennemi agressif dans un contexte d'exercice à libre action. Dans de telles situations, les solutions « en boîte » sont inefficaces car l'ennemi réagit aux décisions du commandant d'une façon non conventionnelle. L'équipement tel que le système MILES (système intégré de prises à parties multiples au laser) permet d'établir objectivement si les décisions ont été judicieuses ou non. De plus, l'effet combiné du compte rendu après action, de la reprise sur vidéo des événements dans le champ de tir, joint à la « rétroaction à 360 degrés », donnera au commandant suffisamment de renseignements pour lui permettre d'améliorer son rendement la prochaine fois. L'auteur S.L.A. Marshall a mis au point une technique d'interview de masse qu'il décrit dans *Men Against Fire*¹¹ et qui pourrait être adoptée. Les participants d'une action quelconque sont rassemblés et sont soumis à une interview d'ensemble. Il s'agit probablement d'une des meilleures façons d'effectuer un compte rendu après action, car la rétroaction est donnée en temps opportun, elle est précise et crédible. Mais comme les exercices de combat étendus exigent beaucoup de ressources et de temps, des moyens d'entraînement de recharge sont requis aux fins de stimulation mentale de grande diversité et continue.

L'apprentissage actif est un concept qui peut servir non seulement pendant le déroulement des cours, mais aussi pendant le cycle annuel de la formation. Les participants étudient une possibilité

instructeurs choisiront de donner à la discussion. Il ne faut toutefois pas se fier abusivement à cette forme d'apprentissage actif, car le but général de la formation est d'équiper les commandants d'un ensemble d'expériences des plus variées dont ils pourront se servir intuitivement pour prendre des décisions.

Une autre façon d'ajouter au bagage d'expérience des étudiants est de créer des liens plus étroits entre les militaires de la Force régulière et les membres de la Milice. Les soldats et les officiers de la Milice sont des étudiants, des employés de métiers et des professionnels vivant dans leurs collectivités et qui entreprennent une formation militaire dans leur temps libre. Les expériences nombreuses et variées des soldats de la Milice font de ces derniers une ressource précieuse dans la résolution de problèmes difficiles ou extraordinaires. Le fait d'inclure ces soldats dans les discussions à bâtons rompus ou de les inviter à participer à des parlements fantoches leur donne l'occasion de présenter leurs points de vue et de se faire la main à la façon dont la Force régulière s'y prend pour résoudre des problèmes. Tant les militaires de la Force régulière que les membres de la Réserve qui font un usage intelligent de ces ressources emmagasineront un stock important d'expériences auquel puiser le moment venu de faire preuve de leurs capacités de décideurs intuitifs.

CONCLUSION

Les étudiants peuvent aussi faire un apprentissage actif dans le contexte de la classe, en étudiant des problèmes et en essayant de les résoudre eux-mêmes plutôt que d'avoir recours aux habituels programmes PowerPoint® tout faits. Le fait de résoudre des problèmes et de présenter des solutions aux instructeurs et aux autres participants du cours aux fins de rétroaction stimule le processus mental et fournit un bagage d'expériences qui favorise la prise de décisions par intuition. Bien que les présentations faites en classe par les participants puissent ne pas être aussi hautes en couleurs que la mise en œuvre d'une véritable solution, elles peuvent être une expérience intéressante et mémorable grâce à la sélection du sujet et à la direction que les

organisations ennemis se transformeront constamment pour éviter la détection et la confrontation par les forces professionnelles et dotées d'un armement supérieur, comme le sont même les petits contingents occidentaux. L'ennemi cherchera à exploiter des moyens de confrontation inhabituels pour contrebalancer les avantages numériques et matériels de l'Occident¹⁴. Les militaires des Forces canadiennes, tous grades confondus, seront déployés dans des environnements complexes et dangereux où ils devront prendre sur-le-champ des décisions qui auront des répercussions importantes. À tous les échelons, nos soldats, nos sous-unités et nos autres formations devront faire preuve de suffisamment de sou-

plesse pour être en mesure de résister aux coups inattendus des forces ennemis exploitant contre nous des versions de doctrine de manœuvre en vue de détruire notre cohésion et notre désir de continuer le combat.

L'intuition est une exigence de l'*Auftragstaktik*. Son utilisation intelligente permet de reconnaître et de saisir rapidement des occasions qui nous échapperait autrement. Nous devons modifier les méthodes d'entraînement de sorte que nos commandants

soient en mesure de l'exploiter. Pour préparer les soldats et les commandants à la doctrine de manœuvre du XXI^e siècle, il faut former leur intelligence aux exigences de l'environnement moderne. Il n'y a là presque rien de nouveau. La culture de « cette autonomie qui jaillit de la connaissance¹⁵ » est aussi importante aujourd'hui qu'elle l'a été pendant la guerre dans la péninsule ibérique à l'époque de Sir John Moore¹⁶. Une exposition constante au milieu d'apprentissage actif, des exercices de combat « réels » et la

culture de liens rapprochés entre les militaires de la Force régulière et la milice contribueront à assurer que l'esprit des commandants ne s'enlise pas dans la routine. Grâce à l'important bagage de leurs expériences, les commandants sauront reconnaître intuitivement des modèles inhabituels et établiront rapidement des plans pour atteindre l'objectif de mission.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le sergent Arthur Majoor est titulaire d'un diplôme en finances d'entreprise du collège Fanshawe et est inscrit au cours de technicien agréé en ingénierie des systèmes informatiques Microsoft (MCSE). Il s'est joint à la Force régulière des FC en 1981 et à la Réserve en 1986. Au cours de son service militaire, il a eu une affectation à Chypre et participé aux opérations de secours aux sinistrés de la tempête de pluie verglaçante en 1998. Il est présentement affecté au poste administrateur G6 TI au quartier général du 31^e Groupe-brigade du Canada, à London (Ontario).

NOTES

1. Timothy L. Thomas, « The Battle of Grozny: Deadly Classroom for Urban Combat », *Parameters*, Summer 1999, p. 87-102. L'organisation des forces tchétchènes était partiellement fondée sur des liens entre factions.
2. Thomas A. Stewart, « America's Secret Weapon », *Business 2.0* (December 2001), p. 61.
3. *Ibid.*, p. 63. Au moyen d'un graphique généré à partir du logiciel InFlow (encadré latéral intitulé *Six Degrees of Mohamed Atta*), on décrit les liens entre les 19 pirates de l'air impliqués dans l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 et 15 autres personnes ayant peut-être participé à l'opération. L'auteur conclut entre autres que ce réseau particulier n'aurait pas subi de dommages importants sans l'anéantissement de six noeuds (ou points sensibles), soit 21 pour cent de l'effectif du groupe. Cela représente une leçon importante pour les unités chargées de débusquer un ennemi pareil et d'empêcher un tel événement.
4. *Ibid.*, p. 62-64.
5. « Special Report: The New Face of War », *Scientific American*, June 2000, p. 46-65. Plusieurs articles décrivent les problèmes auxquels il a fallu faire face dans les conflits récents : disponibilité des armes légères, activités militaires contre les populations civiles, exploitation d'enfants soldats.
6. David Tucker, « Fighting Barbarians », *Parameters*, Summer 1998, p. 69-79.
7. *Ibid.*
8. J.M.A (Marc) Lafourture, « Le processus de prise de décision et la guerre de manœuvre dans l'Armée de terre canadienne », *Le bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 3, n° 4/vol. 4, n° 1 (hiver 2000/printemps 2001), p. 33. Citation tirée de Charles T. Rogers dans « Intuition: An Imperative of Command », *Military Review*, mars 1994, p. 44.
9. L'apprentissage du chef subalterne se fait à l'aide de listes telles que « Les sept exercices de combat », « Les dix principes de l'art du commandement » et « Les 17 étapes de la procédure de combat ». Les auteurs de guides de notation recommandent l'utilisation de modèles pour trouver une solution, dont le plus détaillé parmi tous, le *Section Commander's Marking Guide Aide Mémoire for Recon Patrolling*, qui compte 146 boîtes à cocher parmi lesquelles 113 portent sur la procédure de combat et le traitement des ordres. Pour aider les commandants en situation de déploiement, il existe la publication B-GL-309-003/FT-Z01 *Aide-mémoire du commandant de peloton et du commandant de section*. Ce guide de poche est le premier et le plus petit aide-mémoire dont les chefs subalternes se serviront au cours de leur carrière. Il fait 73 pages imprimées recto verso.
10. Steven L. McShane, *Canadian Organizational Behavior*, 4th Edition (McGraw-Hill Ryerson, 2001), p. 39.
11. S.L.A. Marshall, *Men Against Fire: The Problem of Battle Command* (Oklahoma: University of Oklahoma Press, 2000).
12. Steven L. McShane, p. 51.
13. *Junkyard Wars* est une émission populaire produite par RDF Media et diffusée au Canada par le canal de télévision The Learning Channel (TLC).
14. Tom Fennell, « Protest 101 », *Maclean's*, April 2, 2001, p. 34-35. L'article décrit la façon dont les manifestants étaient entraînés et organisés pour affronter la police et les forces de sécurité pendant le Sommet des Amériques, tenu à Québec. L'organisation des manifestants en « groupes d'affinité » et l'organisation des « groupes d'affinité » en « grappes » sont particulièrement intéressantes. Également, dans un article intitulé *Swarming and the Future of Conflict*, John Arquilla discute de la façon dont le mouvement zapatiste, au Mexique, ainsi que les manifestants de Seattle à la réunion de l'Organisation mondiale du commerce, ont exploité la stratégie du commandement unifié [www.rand.org/publications/DB/DB311/DB311.pdf, visionné le 10 décembre 2001].
15. Carola Oman, *Sir John Moore* (London: Hodder & Stoughton, 1953), cité par le major Douglas Bland dans « No Time for Drill », *Canadian Defence Quarterly*, automne 1981, p. 25-28.
16. L'on pourrait argumenter du fait que cela date de plus loin encore. En effet, dans l'*Anabase*, récit de l'expédition de Cyrus le Jeune contre Artaxerxes II et de la retraite des mercenaires grecs au IV^e siècle avant J.-C., l'auteur Xénophon, qui s'était chargé des « Dix Mille » après que les commandants supérieurs ont été leurrés et tués par traîtrise, déclare : « Qu'est-ce que je fais là étendu? [...] Si nous tombons au pouvoir du Roi, qu'est-ce qui nous préservera, [...] après avoir souffert tous les plus atroces tourments, de mourir dans l'ignominie? [...] De quelle cité donc est-ce que j'attends, moi, le stratège qui fera le nécessaire? Quel âge révolu faut-il que j'atteigne? Il est bien certain, en effet, que je ne vieillirai pas, si aujourd'hui je me livre moi-même à l'ennemi. » (dans Xénophon, *Anabase*, tome 1, livre III, texte établi et traduit par Paul Masqueray, Paris, Société d'édition « Les belles lettres », 1949, p. 128 et 129).

Le bataillon d'infanterie légère : un début prometteur au sein de la force interarmées

par le lieutenant-colonel Pat Stogran, CD

En temps de paix, les innovations dépendent sur le plan intellectuel d'une évaluation de l'environnement de sécurité qui mène à une perception selon laquelle il est nécessaire d'innover, et qui mène aussi à de nouveaux concepts d'opérations militaires¹.

INTRODUCTION

Ces dernières années, différentes situations ont clairement rappelé aux pays occidentaux la nécessité de disposer de forces de réaction rapides aérotransportables. Les Rangers et la 82^e Division aéroportée de l'armée américaine ont joué un rôle important dans les opérations américaines à la Grenade, au Panama et à Haïti. Au cours de la guerre du Golfe, le 18^e Corps d'armée aéroporté des États-Unis a encore une fois joué un rôle préventif capital durant l'opération « Desert Shield ». Les forces armées américaines restent axées sur l'aptitude à réagir rapidement. Cette orientation se voit dans leur aéronef à rotors basculants CV-22 OSPREY, en cours de mise au point, qui est capable de déployer rapidement des forces légères, et dans le programme des équipes de combat de brigade (ECB) moyennes. Même si les ECB peuvent être des forces blindées moyennes, elles sont censées pouvoir être transportées par la voie des airs sur les lieux d'une crise dans un délai de 72 heures. Le ministère allemand de la Défense met aussi de plus en plus l'accent sur son aptitude à réagir rapidement. Six de ses dix brigades dotées d'un effectif et d'un équipement complets sont destinées à être déployées rapidement et la moitié d'entre elles peuvent être transportées par la voie des airs en qualité de forces légères, de forces aéroportées, de forces de montagne ou

de forces aéromécaniques². Par ailleurs, la place que les forces légères de réaction rapide occupent dans l'armée britannique est proprement légendaire. La réaction de cette dernière à la crise du Sierra Leone en est un exemple; elle a alors déployé 700 soldats légèrement équipés du Para Regiment, 800 des 42^e et 29^e Commandos et un escadron du SAS³. Des éléments de cette force ont exécuté une opération d'évacuation des non-combattants de grande envergure de même qu'une audacieuse mission de sauvetage d'otages.

Même si les Forces canadiennes (FC) n'ont pas encore commencé à se donner un potentiel réaliste de réaction rapide, comme d'autres pays l'ont fait, il semble que la situation soit en train de changer. Dans un discours prononcé en mars 2000 à Calgary, le ministre de la Défense nationale a semblé appuyer le concept en soulignant la nécessité d'une « aptitude à réagir rapidement et à pouvoir nous déployer à l'échelle mondiale ». Même si la forme exacte que pareil potentiel prendrait peut se prêter à bien des conjectures, le ministre a ensuite insisté sur le fait que « le statu quo ne fait pas partie des choix »⁴. Parlant des points à considérer dans l'élaboration des plans des FC en cas de crise, un représentant du bureau du SCEMD (sous-chef d'état-major de la Défense) a indiqué qu'il était préférable de réagir le plus rapidement possible aux crises, d'une manière susceptible d'avoir un effet significatif et conformément à une stratégie pré-déterminée de désengagement rapide⁵. C'est le genre de concept d'opération qui caractérise les forces légères. De fait, si l'on compare les leçons que certains de nos alliés ont apprises au Kosovo ou examine notre expérience du déploiement au Timor

oriental, qui s'est fait conformément à un délai d'exécution limité, il est possible de se faire une idée de ce qui attend vraisemblablement les FC.

OBJET ET PORTÉE

Le présent article cherche à démontrer que bien qu'ils passent dans l'Armée de terre d'aujourd'hui pour de vilains petits canards et qu'ils soient destinés à subir dans celle de demain le sort du dronte, les bataillons d'infanterie légère (BIL) devraient à titre de « jeunes cygnes » d'une force interarmées recevoir l'attention et les ressources voulues. L'Armée canadienne compte trois préputés bataillons d'« infanterie légère »,



L'infanterie légère peut être livrée par une variété de moyens. Notre doctrine a besoin d'exploiter ces aptitudes. (gracieuseté du Centre de parachutisme du Canada)

comptant chacun quelque 500 personnes, qui sont davantage le résultat d'une mesure de réduction des coûts que celui d'une vision stratégique.

Les BIL devraient être considérés [...] comme une ressource particulièrement adaptée aux forces interarmées...

Ces bataillons, qui sont pour certains « sous-équipés », étaient à l'origine des palliatifs qui avaient pour but de préserver le bassin de personnel de l'Armée et d'appuyer les déploiements à l'étranger. En tant que ressource de l'Armée, les BIL sont restés dans l'oubli et attendent l'occasion d'utiliser de nouveau des véhicules blindés. Ils n'ont pas obtenu les ressources voulues pour jouer un rôle significatif dans les brigades mécanisées dont ils font partie ni le mandat d'aller en tant que forces légères au bout de leur potentiel. L'article suggèrera que, parce que les forces légères complètent l'aptitude de projection de la force de l'Armée de l'air, qui est un moyen contemporain de réagir rapidement aux nouvelles menaces, l'avenir des BIL devrait être étudié dans le contexte des forces interarmées plutôt que dans celui de la Force terrestre. L'article démontrera la façon dont des BIL articulés et entraînés en tant que bataillons de manœuvre interarmées⁶ (BMI) en vue d'exploiter tout le potentiel des forces aériennes pourraient être utiles dans tout le spectre des conflits. Les BIL devraient être considérés non pas comme le cousin pauvre de l'équipe interarmes de l'Armée de terre mais plutôt comme une ressource particulièrement adaptée aux forces interarmées qui pourrait être un élément clé du potentiel des FC de l'avenir.

LA THÉORIE

D'après Robert Leonhard⁷, « la théorie de la réaction rapide est simple : plus nous nous déployons rapidement en réaction à une crise, moins la puissance de combat totale et les ressources nationales nécessaires pour défaire la menace seront importantes ». La technique de la manœuvre axée sur la prévention est un

aspect fondamental de cette théorie, dont l'importance n'est apparente que si l'on comprend la pertinence du cycle de Boyd⁸ dans la gestion des conflits. La

rapidité avec laquelle nous pouvons nous organiser, prendre des décisions et agir, un accent particulier étant mis sur l'aptitude à faire le tout à maintes reprises plus rapidement que nos adversaires éventuels, est une condition préalable importante du succès de la mission. La théorie de la réaction rapide suggère que, face à une menace, le temps qu'il faut pour déployer une force mécanisée par la mer annulerait l'avantage qu'elle représente en termes de puissance de combat totale par rapport à une force légère déployée rapidement par la voie des airs. Des ressources nationales additionnelles seraient nécessaires pour défaire une force constituant une menace qui a eu la possibilité de se mettre en marche et d'obtenir du succès parce que le déploiement prend du temps. Si la limite que constitue la survieibilité à long terme d'une force légère est

facile à voir, il est possible que dans le cas d'une force de réaction rapide⁹ le succès se mesure simplement au temps gagné en empêchant les belligérants de prendre et de conserver l'initiative, ce qui établit les conditions préalables permettant à une force lourde subséquente d'agir de façon décisive. Néanmoins, les FC ne jugeront pas les forces de réaction rapides utiles pour résoudre des conflits parce que l'Armée ne cherche actuellement à équiper et à déployer que des forces mécanisées.

Etant donné les expériences opérationnelles récentes, il est compréhensible que la protection de la force figure au premier rang des préoccupations de l'Armée lorsqu'elle élaboré ses plans. JFC Fuller a souligné

que la protection est une des trois activités des armées au combat, les deux autres étant de se déplacer et de frapper l'ennemi. Toutefois, les activités en question ne sont pas incompatibles. Au niveau tactique, l'aptitude à se déplacer vite et à frapper l'ennemi peut en fait accroître la protection de la force. Dans sa définition contemporaine, la protection consiste à éviter la détection, à éviter s'il y a détection les coups au but, à empêcher s'il y a coup au but la pénétration et à limiter s'il y a pénétration les dommages. Le modèle de l'Armée repose entièrement sur les deux derniers aspects. Toutefois, l'aptitude à se déplacer vite protège une force en diminuant la probabilité qu'elle soit détectée ou, s'il y a détection, fait qu'il est plus difficile d'en faire l'acquisition ou de la prendre à partie avec quelque précision que ce soit. La mobilité tactique des hélicoptères ou des véhicules terrestres légers circulant à grande vitesse permet de protéger une force légère, mais elle lui permet aussi de prévenir les actions hostiles et de défaire un adversaire en accélérant notre propre cycle de Boyd. Cette situation est analogue à la description que donne Leonhard de la

Une force légère qui arrive tôt dans le théâtre de n'importe quel conflit peut prendre l'initiative.

façon dont le déploiement rapide de forces au niveau stratégique peut entraîner à faible coût la défaite d'une menace. L'aptitude à se déplacer et à mener des opérations dans l'obscurité grâce à des dispositifs de vision nocturne accroît encore plus la protection d'une force légère moderne par un « bouleversement fonctionnel »¹⁰, surtout lorsqu'elle est opposée à des menaces asymétriques qui ne disposent pas de moyens techniques aussi perfectionnés. Enfin, la puissance de feu que l'Armée de l'air peut employer sur un champ de bataille – qu'il s'agisse de chasseurs d'attaque au sol, d'hélicoptères armés ou, en fin de compte, d'hélicoptères d'attaque – accroîtrait tant le niveau de protection d'une force légère que son influence

potentielle en situation de crise. Toutefois, afin d'obtenir une protection maximale des BMI en opérations, il conviendrait d'acquérir des véhicules et un équipement spéciaux s'ajoutant aux moyens fournis aux bataillons mécanisés sous-équipés que sont les BIL.

L'UTILITÉ DES FORCES LÉGÈRES

Un BMI capable d'exploiter au maximum le potentiel de mobilité et de puissance de feu des forces aériennes peut même dans un conflit de haute intensité faire sentir sa présence sur le champ de bataille. Une force légère qui arrive tôt dans le théâtre de n'importe quel conflit peut prendre l'initiative. La dispersion des opérations et le soutien assuré par des systèmes modernes de surveillance, d'acquisition d'objectif et de communication numérique permettent à des unités d'infanterie légère d'avoir le dessus sur une force ennemie supérieure grâce à la concentration des feux de niveau tactique et de niveau opérationnel¹¹. L'énorme avantage que les forces aériennes peuvent procurer à une force terrestre s'est clairement manifesté durant les campagnes du Golfe et du Kosovo. Dans ce dernier cas, on a découvert que les conditions météorologiques et la couverture nuageuse peuvent perturber l'aptitude des aéronefs à acquérir des objectifs et à les désigner aux munitions à guidage de précision (MGP). Cette constatation a accru l'intérêt relatif à des MGP qui se guident à l'aide du système mondial de localisation (GPS)¹², comme la Joint Direct Attack Munition (JDAM), ou munition interarmes d'attaque directe, de Boeing. Par conséquent, un BMI équipé de moyens combinant les capacités du télémètre laser, du GPS et d'émetteurs-récepteurs UHF en tandem à transmission par paquets de données sera en mesure de diriger des avions vers des objectifs déterminants même sous une couverture nuageuse. En dépit des limites touchant les conditions météorologiques, la campagne du Kosovo a aussi judicieusement montré comment des forces aériennes permettent à une force terrestre légère de défaire une force lourde, même en l'absence de moyens d'acquisition des objectifs aussi perfectionnés. Après

soixante jours de campagne aérienne, l'OTAN n'avait réussi que dans une faible mesure à repérer et à attaquer les troupes et l'équipement des Serbes, qui étaient dissimulés. Cette situation a pris dans la dernière partie de la guerre une tournure décisive lorsque les Serbes ont dû contrer les incursions terrestres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et se sont ainsi exposés à des attaques aériennes¹³. C'est en fait la menace que faisait peser sur les forces serbes la synergie de la couverture aérienne assurée par l'OTAN aux forces légères de l'UCK qui a amené les autorités serbes à se plier aux exigences de l'OTAN.

Dans les opérations de paix, une force aérotransportable amenée tôt à pied d'œuvre et dotée d'objectifs précis et d'une stratégie de désengagement bien définie peut avoir une influence qui est sans proportion aucune avec sa taille. De même, le déploiement préventif de renforts légers dans le théâtre d'une opération de paix en cours effectué en guise de démonstration de détermination serait susceptible de dissuader les belligérants d'aggraver les hostilités. Peu importe l'aptitude d'un BMI à exercer un pouvoir de coercition, les officiers et les militaires du rang pourraient recevoir une formation spéciale leur permettant de faire fonction de conseillers, d'observateurs ou de personnel de liaison ou d'instruction auprès de forces légitimes qui s'emploient à atteindre un état final sanctionné par la communauté internationale. Sous cette forme, la contribution du Canada aux missions des Nations Unies pourrait devenir un multiplicateur de force important. Une force légère pourrait aider à appuyer une opération successive à une catastrophe aérienne (CATAIR) ou l'équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART), surtout si cette dernière devait se déployer dans un milieu potentiellement hostile. Cette aptitude serait accrue si des éléments de la force légère avaient un niveau



Exploitation de la mobilité. L'infanterie légère peut atteindre la projection de puissance par l'entremise d'une variété de plates-formes. (gracieuseté du Centre du parachutisme du Canada)

supérieur de formation dans le domaine des soins médicaux. Une instruction avancée pourrait être prescrite aux forces légères parce que, contrairement à leurs homologues mécanisés, que gênent les exigences massives touchant la formation et la maintenance applicables à leurs véhicules blindés légers, les BIL sont en mesure d'acquérir des ensembles de compétences plus perfectionnées et plus spécialisées permettant d'exécuter des tâches plus complexes. Enfin, il est possible que des États membres de l'ONU soient, encore une fois, appelés à parachuter de l'aide humanitaire. Il est également concevable que des troupes terrestres soient nécessaires pour distribuer l'aide, défendre des concentrations de réfugiés, établir des camps ou faire respecter l'ordre. De nouveaux moyens tels que les systèmes de livraison par air à guidage de précision et les parachutes manœuvrables commandés par la sangle d'ouverture automatique CT-6 accroissent la souplesse des forces légères dans les opérations hors guerre (OHG) complexes et renforcent le rôle vital de l'Armée de l'air dans la réaction aux nouvelles menaces.

Les opérations d'évacuation des non-combattants, telles que celles que les FC ont plus d'une fois préparées (mais non exécutées) sans l'appui d'une coalition ou d'une alliance¹⁴, sont nettement du ressort des forces légères. De nos jours, tout comme de nombreuses forces militaires de l'Occident, les FC entretiennent une force spéciale

qui peut durant une évacuation exécuter des tâches à haut risque particulières. Toutefois, d'autres pays ont prévu affecter à l'exécution proprement dite d'opérations d'évacuation des forces légères additionnelles chargées par exemple de livrer les points d'entrée et de sortie, d'établir des cordons, d'exécuter des actions de combat en appui et de protéger, de prendre en charge et de transporter

les personnes évacuées. Les BMI devraient être entraînés et articulés de manière à pouvoir se déployer rapidement en vue de ce genre de mission. Comme le gouvernement de la nation hôte risque même dans les prétdus « scénarios permisifs » d'être confronté à une crise où il ne peut pas offrir à une force d'évacuation quelque garantie de sécurité que ce soit, des forces légères pourraient être nécessaires pour livrer des aérodromes ou des ports afin de procurer aux éléments de l'Armée de l'air ou de la Marine la liberté de manœuvre voulue. Un moyen évident permettant de le faire dans des situations particulièrement dangereuses consiste à faire livrer par des parachutistes le point d'entrée et d'exfiltration. Encore une fois, l'aptitude à parachuter des troupes est considérée comme une aptitude interarmées plutôt que comme une aptitude limitée à l'Armée et comme une aptitude qui pourrait se révéler essentielle au succès d'une mission d'évacuation que le gouvernement pourrait confier aux FC.

La politique de défense du Canada oblige l'Armée à rechercher la polyvalence, principe avec lequel le concept de BMI cadre bien. Nous avons déjà laissé entendre que les BIL pourraient s'entraîner en fonction d'une norme supérieure, non seulement dans les tâches traditionnelles de l'infanterie mais aussi dans une gamme élargie de compétences. Pareil programme de formation accroîtrait la souplesse des BMI et, par conséquent, leur polyvalence. Les BMI satisferaient en tant qu'élément interarmées l'exigence d'un potentiel de réaction rapide et joueraient en tant qu'élément de l'infanterie un rôle important dans les équipes interarmées. Les BMI, en

particulier dans le cas des déploiements à l'étranger qui exigent des forces mécanisées, pourraient être articulés de manière à être pour les régiments blindés, qui possèdent déjà les ensembles de compétences nécessaires

Une réaction rapide n'est dans le contexte canadien possible qu'à l'aide de moyens de l'Armée de l'air...

pour constituer l'équipage des véhicules blindés et les faire manœuvrer, la source de « forces d'attaque blindées ». L'instruction pourrait de la même manière qu'elle le fait dans le cas des équipes de combat équilibrées¹⁵ atténuer les préoccupations touchant le commandement et le contrôle. À l'avenir, les exigences touchant l'instruction relative au VBL III vont rendre ce genre d'articulation plus pratique et plus économique que la conversion des BIL en unités d'infanterie mécanisée.

L'APTITUDE À RÉAGIR RAPIDEMENT ET LES FORCES CANADIENNES

Une description détaillée de la façon dont une force de réaction rapide devrait être mise sur pied au sein des FC dépasse le cadre du présent article. Qu'il suffise de dire que l'attitude apparente qui existe à l'égard des BIL constitue soit un manque de vision concernant l'impératif imminent de la réaction rapide, soit une condamnation de notre aptitude à nous voir en termes « interarmées ». Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que nous soyons jamais capables de déployer rapidement des unités de VBL de la même manière que les ECB de l'armée américaine. Cette capacité obligerait les FC à adopter, comme le United States Marine Corps (USMC) le fait, la pratique qui consiste à déployer des unités d'infanterie à l'avant. Il est peu probable que les FC puissent réunir des moyens suffisants pour obtenir pareil potentiel maritime de réaction rapide. Une réaction rapide n'est dans le contexte canadien possible qu'à l'aide de moyens de l'Armée de l'air et les parcs existants d'Airbus, de CC 130 Hercules, de CH-146 Griffon et de F-18 Hornet offrent à l'élément

terrestre d'une force de réaction rapide interarmées une grande mobilité stratégique et tactique et une grande puissance de feu. Les projets visant à améliorer la capacité de transport, de surveillance, d'acquisition des objectifs et d'appui-feu du Griffon vont grandement améliorer l'efficacité opérationnelle d'une force légère apte à être déployée rapidement. Du point de vue de la Force terrestre, la force de réaction

immédiate (terre), ou FRI (T), du SCEMD règle la question du potentiel de réaction rapide. La FRI (T) est normalement une tâche assignée à un BIL qui est chargé de fournir une compagnie d'intervention rapide soumise à un préavis de mouvement de trois jours, le reste du groupe-bataillon étant soumis à un préavis de dix jours – ce qui constitue un état de préparation extraordinaire élevé qui n'est guère plus qu'un voeu pieux. La tâche en question est traditionnellement assignée à tour de rôle pour un an aux BIL des trois régiments d'infanterie, qui, conformément au Guide de planification de la Défense (GPD), doivent compter un effectif complet. Il n'est pas réaliste, si l'on se base strictement sur le faible taux de maintien de l'effectif et de recrutement de la Force terrestre et sur le peu d'argent qui peut être consacré aux dépenses de déménagement, de s'attendre à ce que l'effectif de bataillons qui se succèdent selon un calendrier annuel puisse être complété. Une fois mise sur pied, la FRI (T) reste sous le commandement opérationnel de la brigade mécanisée. Toutefois, même si la tâche a dans le GPD la même priorité que l'opération « Palladium », si l'unité est « simplement une autre unité de la brigade », la FRI (T) doit supporter une part proportionnelle du fardeau annuel des tâches, ce qui diminue grandement son aptitude à rester à un niveau élevé de disponibilité opérationnelle.

Afin de respecter ses obligations à l'égard de l'exigence du SCEMD concernant un potentiel interarmées de réaction rapide, conformément à la vision qu'il a d'une « force moyenne exerçant au niveau tactique une influence décisive », l'Armée devrait

être tenue de conserver des BIL entraînés et équipés de façon adéquate. La question qui se pose est donc de savoir ce que la Force terrestre peut se permettre d'affecter à une force de réaction rapide, surtout si nous acceptons le fait qu'un équipement et des ensembles de compétences particuliers sont nécessaires pour rendre une force de ce genre vraiment efficace. La solution évidente qui consiste à désigner un unique BMI de réaction rapide est compliquée par l'impératif propre au Canada conformément auquel les deux régiments d'infanterie de langue anglaise et le régiment de langue française doivent avoir également l'occasion de jouer ce rôle. Il est probable que selon cette solution chaque régiment fournirait une compagnie à un unique BMI. Malheureusement, sous cette forme, il ressemble trop au Régiment aéroporté, qui est probablement encore trop controversé pour être un choix possible. Il serait plus pratique, conformément au Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre, d'articuler un des BIL pour un minimum de trois ans et d'en faire un BMI qui serait entraîné, équipé et doté en personnel de manière à exploiter le plein potentiel de l'Armée de l'air afin de réagir rapidement à des crises. Une fois mis sur pied, le BMI passerait sous le commandement opérationnel du Groupe des opérations interarmées et aurait pour tâche de réaliser en sa qualité d'élément terrestre, au cours d'exercices interarmées, des activités d'instruction spécialisées. Les unités aptes à exécuter des opérations spéciales (Special Operations Capable, ou SOC) des Marines qui, en tant qu'unités d'infanterie ordinaires affectées pour quinze mois ayant reçu un entraînement et un équipement spéciaux, ont pu s'acquitter de leurs fonctions normales de bataillons d'infanterie et exécuter des « missions extraordinaires »¹⁶, seraient pour les BMI un modèle utile. Ce genre de formule faciliterait le maintien d'une force de réaction très capable et, par la même occasion, désignerait pour une période de six ans deux BIL chargés à titre de « forces d'attaque blindées » d'appuyer les régiments blindés dans le contexte de l'opération « Palladium » et de déploiements similaires.

LES DÉTRACTEURS

Bien des membres de l'Armée n'appuient pas l'affirmation selon laquelle l'Armée canadienne a besoin d'une force légère spéciale de réaction rapide. Certains soutiendront que n'importe quel bataillon d'infanterie, dans un scénario de réaction rapide, peut exécuter des opérations légères. Il est vrai que n'importe quelle unité de l'Armée pourrait abandonner ses véhicules blindés et travailler à pied. S'il est possible de soutenir que cela correspond aux capacités des BIL actuels – qui sont des bataillons légers – c'est seulement parce qu'ils n'ont eu ni le mandat ni les ressources voulus pour atteindre leur plein potentiel. Toutefois, la règle actuelle voulant que le BMI désigné de la FRI (T) reste à un niveau de préparation élevé lui permettant en situation de crise de partir à trois jours de préavis, exige qu'il soit plus qu'apte à combattre: il doit être *prêt* à combattre. Pour nous montrer responsables lorsque nous déployons nos troupes dans un milieu hostile, nous devons veiller à ce qu'elles s'exercent continuellement à mettre en pratique leurs techniques de combat collectives et individuelles afin d'éviter l'érosion des compétences. Il est inconcevable que, étant donné le niveau de maintenance et de formation associé à son parc de véhicules blindés qui lui est imposé, une unité mécanisée puisse s'entraîner dans la même mesure qu'un BMI et avoir en opérations la même souplesse que l'élément terrestre au sein d'une force opérationnelle interarmées assemblée à la hâte.

D'autres répondront au présent article en soutenant que les scénarios exposés ici manquent trop de réalisme. Le même argument théorique aurait pu être opposé à cette thèse à la fin de la guerre froide si quelqu'un avait suggéré que nous nous déployerions par exemple :

- a. au Rwanda, dans le contexte d'une mission d'observation réalisée en vertu du chapitre 6 de la charte des Nations Unies, où des troupes étaient censées « observer » le génocide de près d'un million de personnes et « rapporter » à ce sujet;
- b. dans l'ex-Yougoslavie, dans le contexte d'une mission réalisée en vertu du chapitre 6 en même temps que des enclaves devaient être défendues conformément aux dispositions du chapitre 7.

D'autres, encore, vont soutenir que le Canada redoute trop les risques pour vraiment déployer une force légère, mais on peut s'attendre à ce que les perceptions actuelles changent lorsqu'une crise se manifeste. Le « facteur CNN » aura un effet important sur la volonté des autorités canadiennes à tous les niveaux d'exécuter des opérations qui semblent très risquées. Toutefois, si nous voulons évaluer le risque que les FC pourraient être prêts à accepter, nous devrions étudier les premiers stades des opérations de l'ONU et de l'OTAN menées en Bosnie et comparer la configuration des forces des pays nordiques, des États-Unis et du Royaume-Uni à celle de nos forces. Il serait possible d'affirmer que l'Armée canadienne a couru un risque considérable, peut-être sans le savoir, en déployant en ex-Yougoslavie, où la menace possédait des forces blindées considérables, des forces mécanisées qui ne disposaient pas de la puissance de feu directe et indirecte traditionnellement associée à ce genre d'équipes interarmes. Il est aussi possible que, à la suite des expériences du Rwanda et de Srebrenica, il existe maintenant une conscience collective qui nous obligera un jour, à réagir rapidement à une menace pour la sécurité humaine quelque part dans le monde, dans quel cas l'argument du risque est discutable. Nous sommes une police d'assurance à laquelle notre pays doit pouvoir recourir en cas de crise. La publication de l'Armée intitulée L'environnement de sécurité de l'avenir laisse entendre que les plans relatifs aux FC de l'avenir devraient être axés sur la capacité plutôt que sur la menace; en conséquence, nous ne devrions pas, en tant que force de métier, laisser nos perceptions actuelles limiter à l'avenir nos capacités. Si la politique de défense s'axe sur des forces de réaction rapides, l'intégration à l'Armée de l'air d'un BIL jouant le rôle de BMI et l'affectation de ressources suffisantes pour garantir qu'il est prêt à combattre devraient être des éléments fondamentaux de la capacité en question.

CONCLUSION

D'autres armées de l'OTAN mettent de plus en plus l'accent sur des moyens aérotransportables de réaction rapide et il semble que la politique de défense du Canada pourrait aller dans

déployées rapidement sont utiles dans tout le spectre des conflits, des opérations classiques aux OHG. La souplesse que permet la norme supérieure de formation qui est dans le cas des forces légères possible est compatible avec le caractère polyvalent

affecté à la FRI (T) pendant au moins trois ans et il devrait être doté en personnel, entraîné et équipé de manière à exploiter le plein potentiel que les forces aériennes offrent aux moyens de réaction rapide. En dernière analyse, si les BIL peuvent être traités comme les vilains petits canards de « l'Armée d'aujourd'hui », dans la « force interarmées de demain » des FC, ils pourraient devenir, en tant que BMI, des cygnes.

Des forces légères déployées rapidement sont utiles dans tout le spectre des conflits...

le même sens. Les BIL devraient donc être articulés et entraînés comme une force légère travaillant avec l'Armée de l'air afin d'optimiser cette capacité compte tenu des contraintes touchant les ressources des FC. Des forces légères

des FC. Bien que des forces légères semblent ne recueillir dans l'Armée qu'un appui limité, la nécessité de doter les FC de moyens de réaction rapide pourrait dicter un changement d'attitude. L'un des BIL devrait être



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le lieutenant-colonel Stogran est sorti en 1980 du Collège militaire royal du Canada avec un diplôme de génie électrique. Il a occupé divers postes au sein des 1^{er} et 3^e Bataillons du Princess Patricia's Canadian Light Infantry. Il a servi un an comme observateur militaire de l'ONU en Bosnie, où, en tant que chef d'équipe dans l'enclave de Gorazde, il a été cité à l'ordre du jour pour son courage sous le feu durant l'offensive serbe d'avril 1994. Le lieutenant-colonel Stogran est diplômé de la Division I du cours technique d'état-major du Royal Military College of Sciences de Shrivenham, en Angleterre. Il a été un des officiers d'état-major du bureau de projet du programme de véhicule blindé léger à Ottawa et a joué un rôle dans la rédaction de l'énoncé de besoins officiel qui a mené à l'acquisition du Coyote et du VBL III. Le lieutenant-colonel Stogran a aussi été membre du groupe de direction du département de science militaire appliquée du Collège militaire royal; il a enseigné la technologie militaire et la gestion de projet dans le programme d'état-major technique de la Force terrestre. Il a aussi enseigné au Land Warfare Centre (centre de guerre terrestre) de l'Armée australienne. Le lieutenant-colonel Stogran est membre de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario et il commande actuellement le groupe-bataillon du 3 PPCLI en Afghanistan.

NOTES

1. Stephen Peter Rosen, *Winning the Next War: Innovation and the Modern Militaire*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1991, p. 96.
2. *Jane's Defence Weekly*, 7 juillet 1999, p. 25-31.
3. John Parker, *Commandos: The Inside Story of Britain's Most Elite Fighting Force*, London, Headline Book Publishing, 2000, p. 269-272.
4. Discours de l'honorable Art Eggleton, ministre de la Défense nationale, à l'université de Calgary, le 10 mars 2000.
5. Colonel W. Natynczyk, CEM J3, au Colloque des commandants d'unités, au CCEFTC, à Kingston, en juin 2000.
6. Aux fins du présent article, l'expression « bataillon de manœuvre interarmées » désigne les BIL qui sont articulés et entraînés en vue d'appuyer des missions de réaction rapide.
7. Robert R. Leonhard, *Fighting by Minutes: Time and the Art of War*, Westport, Ct, Praeger, 1994.
8. Parfois désigné par l'expression « boucle OODA », acronyme qui décrit les activités Observer, Orienter, Décider et Agir. Pour certains théoriciens, l'aptitude à exécuter le cycle de prise de décision de Boyd plus vite qu'un adversaire afin de profiter des occasions permettant d'attaquer au moment opportun les points faibles cruciaux est l'essence de la guerre de manœuvre.
9. Parfois appelée dans la terminologie de l'OTAN force d'intervention initiale.
10. Robert Leonhard, *The Art of Maneuver: Maneuver - Warfare Theory and AirLand Battle*, Novato, Californie, Presidio Press, 1991.
11. Étude du United States Marine Corps, HUNTER WARRIOR.
12. *Jane's Defence Weekly*, 7 juillet 1999, page 23.
13. *Jane's Defence Weekly*, 16 juin 1999, page 5.
14. Sean Maloney, « Il ne faut jamais jurer de rien : opérations menées par le Canada en dehors du cadre de l'Alliance », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 2, n° 2 (mai 1999). L'article décrit plusieurs opérations qui ont été préparées avec ce qui équivaut à de « l'infanterie légère » (privée de l'appui de VBC) mais pas exécutées.
15. On appelle « équipe de combat équilibrée » une formation interarmes constituée d'un escadron de chars et d'une compagnie d'infanterie, tous deux commandés par un major. L'entraînement relatif à la coopération entre l'infanterie et les chars permet aux deux commandants de se comprendre et fait de l'équipe de combat équilibrée un élément particulièrement puissant.
16. Tom Clancy, *Marines: A Guided Tour of a Marine Expeditionary Unit*, New York, Berkley Books, 1996, p. 213.

CRITIQUES DE LIVRES

« La guerre est un art »

Compte rendu de Donald E. Graves

Truppenführung (Le commandement des unités), qui est le manuel de l'armée allemande dans lequel on trouve les principes fondamentaux concernant « le commandement, le service en campagne et les opérations interarmées de combat », a d'abord été publié en 1933 et est resté en usage jusqu'en 1945¹. C'est donc la source principale de la doctrine suivie durant la Seconde Guerre mondiale par la Wehrmacht et tant les militaires de métier que les historiens militaires n'ont pas tari d'éloges à son sujet. Williamson Murray, qui est un des grands spécialistes de l'armée allemande, croit que *Truppenführung* est « une des études les plus sérieuses de la conduite des opérations et du leadership jamais écrites » et d'autres commentateurs n'ont pas été moins élogieux². L'armée américaine a eu tôt fait de reconnaître son excellence et a basé de grandes portions des éditions de 1940, de 1944 et de 1949 de *FM 100-5: Operations* directement sur *Truppenführung*; ce dernier a aussi eu une nette influence sur les éditions de 1984, de 1986 et de 1993 de la même publication³. La Bundeswehr en a adopté une version modifiée en 1955 et l'ouvrage inspire depuis lors la doctrine de cette armée⁴. Étant donné sa réputation et son importance et le fait que sa première traduction remonte à 1940, on pourrait penser qu'une version anglaise faisant autorité de ce manuel classique existerait maintenant depuis longtemps, mais ce n'est pas le cas. La plupart des militaires et des spécialistes de langue anglaise qui ont au cours des quatre dernières décennies consulté *Truppenführung* (ce qui inclut l'auteur du présent compte rendu) ont dû se contenter d'une photocopie d'une

traduction peu fidèle limitée à sa première partie⁵. Il n'est donc pas surprenant que *Truppenführung* soit un ouvrage plus souvent cité que lu.

Grâce à Bruce Condell et à David T. Zabecki, il existe maintenant une bonne traduction en anglais de cet important manuel que rehausse l'inclusion d'éléments additionnels. L'avant-propos, qui est de James Corum, et l'introduction des éditeurs donnent le contexte nécessaire pour comprendre les liens historiques de *Truppenführung*, avant comme après la Seconde Guerre mondiale. Des notes en bas de page qui expliquent ou éclairent des termes allemands importants – par exemple *Reibung* (friction), *Verband* et *Einheit* (formation et unité) et *Entfaltung* et *Entwicklung* (évolué et en évolution), qui sont trop souvent mal compris ou que le lecteur de langue anglaise confond ou emploie mal – complètent le texte principal. Des notes tirées des comptes rendus de deux officiers américains, les capitaines Harlan N. Hartness et Albert C. Wedemeyer, qui ont dans les années 1930 dans le cadre d'un programme d'échanges étudié à la *Kriegsakademie* allemande, sont très révélateurs du contenu de *Truppenführung* et de l'importance que la Wehrmacht accordait en fait à ses diverses parties constituantes. Enfin, ce qui n'est certes pas la moindre des choses, Condell et Zabecki incluent une fascinante évaluation du *FM 100-5* réalisée en 1953 par un comité d'officiers allemands de haut niveau présidé par celui qui a de 1938 à 1942 été le chef de l'état-major général, Franz Halder, et dont les commentaires sont diplomatiques (peut-être trop diplomatiques) mais incisifs.



On the German Art of War: Truppenführung. Bruce Condell et David T. Zabecki, éditeurs intellectuels et traducteurs. Lynne Rienner Publishers, Boulder, Colorado, 2001. ISBN 1-55587-996-9 288 pages; appendices; index. 57 \$ US

Truppenführung a une histoire intéressante. Après la défaite subie par l'armée allemande au cours de la Première Guerre mondiale, le chef de la *Reichswehr* de l'après-guerre, le général Hans von Seeckt, a lancé un projet visant à étudier et à analyser les nouvelles réalités militaires de ce conflit. L'un des résultats de cette activité intellectuelle de grande envergure a été l'adoption, de 1921 à 1923, d'un nouveau manuel de doctrine tactique, *Heeresdienstvorschrift 467, Führung und Gefecht der verbundenen Waffen* – Commandement et combat des forces interarmes, dont le titre est ordinairement (et heureusement) cité sous la forme abrégée « *FuG* ». Même si le général von Seeckt a signé le manuel, et il est possible qu'il l'ait écrit en partie, il est en fait le fruit du travail d'un grand nombre d'officiers. Il est remarquable parce que, à une époque

où la doctrine de la plupart des armées occidentales était influencée par leur expérience récente de la guerre de positions, il insistait sur des opérations offensives exécutées par des forces interarmes mobiles. Il mettait également l'accent sur un principe militaire allemand traditionnel selon lequel un officier doit toujours essayer de concrétiser le concept de la mission de ses supérieurs, même s'il doit aller jusqu'à donner l'impression qu'il désobéit aux ordres si la situation change. Connue (ce qui n'est pas tout à fait correct) à l'époque moderne sous le nom d'*Auftragstaktik*, ce principe remonte aux réformes de l'Armée prussienne réalisées par Scharnhorst au cours des dix premières années du XIX^e siècle, mais *FuG* l'a grandement élargi de manière à inclure le personnel de tous les grades, du général au soldat⁶. Le manuel a bien servi l'armée allemande, mais les progrès rapides touchant à la fin des années 1920 l'aviation, la mécanisation et les communications radio ont commencé à le rendre de plus en plus désuet; en 1931, les Allemands ont décidé de le remplacer par un nouveau manuel.

Ce travail a été réalisé sous la direction du chef du bureau des opérations du *Truppenamt*, ainsi que l'état-major général était connu de 1919 à 1933, l'*Oberst* Werner Freiherr von Fritsch. Ce dernier a supervisé le projet, mais une bonne part de la rédaction proprement dite a été accomplie de 1931 à 1933 par deux officiers de l'état-major général, l'*Oberst* Ludwig Beck et l'*Oberstleutnant* Carl-Heinrich von Stülpnagel⁷. Beck était l'auteur principal et, comme son biographe l'a indiqué, il possédait un talent qui est rare chez les auteurs militaires : il pouvait en fait écrire dans une « prose d'une certaine élégance »⁸. La première partie, qui porte sur les principes tactiques fondamentaux, a été publiée à la fin de 1933 et la deuxième, qui traite de la guerre blindée, de l'aviation, de la défense antiaérienne, des communications et de domaines spécialisés, est sortie l'année suivante. *Truppenführung* se voulait le manuel-clé de l'armée allemande et il était complété par une série de manuels sous-jacents s'adressant à des armes particulières et à des unités spécialisées. Il s'est révélé très utile durant

l'expansion massive de l'armée au cours des années 1930, mais, en 1939, selon l'opinion générale, les sections techniques étaient désuètes. Un projet visant à rédiger un manuel destiné à le remplacer a été lancé, mais, balayé par la guerre, il n'a jamais été mené à terme. Ironiquement, les deux officiers à qui *Truppenführung* doit le plus, Beck et von Stülpnagel, ont aussi été des éléments actifs de la résistance de l'armée à Hitler et aux autorités nazies, ce qui leur a coûté la vie⁹.

L'un des éléments qui distinguent *Truppenführung* de son prédecesseur est son introduction, dont Beck est l'auteur, qui résume les premiers principes de l'armée allemande en quinze paragraphes sérieux mais succincts. Les trois premiers paragraphes donnent le ton de l'ensemble du manuel.

1. La guerre est un art; c'est une activité libre et créative fondée sur des principes scientifiques. Elle exige le maximum de l'être humain.
2. La conduite de la guerre est en évolution constante. De nouvelles armes imposent des façons de faire la guerre qui changent sans cesse. Leur venue doit être prévue et leur influence évaluée, après quoi elles doivent vite être mises en service.
3. Il existe une gamme illimitée de situations de combat. Elles changent fréquemment et soudainement et peuvent rarement être évaluées à l'avance. Des éléments incalculables ont souvent une influence décisive. Notre volonté s'oppose à celle, indépendante, de l'ennemi. La friction et les erreurs sont un phénomène quotidien¹⁰.

Après l'introduction, les 1049 paragraphes de *Truppenführung* répartis en 23 parties donnent – pour employer les termes, très justes, des éditeurs – non pas un « livre de recettes sur l'art de gagner mais un ensemble d'outils intellectuels à utiliser dans des situations de combat complexes toutes différentes les unes des autres »¹¹. *Truppenführung* n'est pas un manuel normatif. Il ne cherche pas à dresser la

liste de toutes les situations possibles et à ensuite donner la solution qui s'applique à cette situation – loin de là; il met même le lecteur en garde contre une trop grande servilité envers la doctrine écrite.

4. Il n'est pas possible de compiler sous la forme de règlements une liste exhaustive des leçons relatives à la conduite de guerre. L'application des principes énoncés doit tenir compte de la situation.

Des actions simples, exécutées avec logique, permettent de façon sûre d'atteindre l'objectif.

Les principes du commandement sont exposés de façon succincte mais claire.

27. Un grand succès nécessite de l'audace et de la hardiesse, mais le bon jugement doit avoir préséance.

28. On ne peut jamais être assez fort au point décisif. Le commandant qui cherche à être solide partout ou qui emploie ses forces à mauvais escient en leur assignant des missions secondaires agit à l'encontre de cette règle fondamentale.

La pire faute qu'un commandant peut commettre est de ne rien faire – tout plan, même mauvais, vaut mieux que l'absence totale de plan. Ainsi que le capitaine Hartness l'indique, les instructeurs qu'il avait dans les années 1930 à la *Kriegssakademie* insistaient sur le fait que :

... (au combat) la solution retenue peut ne pas être la solution parfaite ou la meilleure, mais une solution pratique, qui peut être exécutée à l'aide des moyens dont on dispose, est une solution qui va résister à l'épreuve du combat et elle a autant de valeur que d'autres qui peuvent de façon plus ou moins détaillée sembler meilleures. L'objectif est de prendre une décision, de parvenir à une solution pratique. Il est au combat rare que l'on trouve la solution qui est en théorie parfaite¹².

Son collègue, le capitaine Wedemeyer, est du même avis : « Mieux vaut un mauvais plan ou une mauvaise décision

empreinte d'audace, de hardiesse et de détermination qu'un plan parfait baignant dans l'incertitude¹³. » Fait intéressant, le seul paragraphe mis en évidence dans le texte original de *Truppenführung* se lit comme suit.

15. Au combat, le premier critère reste une action décisive. Chacun, du commandant de l'échelon le plus élevé au plus jeune soldat, doit constamment avoir à l'esprit le fait que l'inaction et la négligence l'incriminent plus gravement que n'importe quelle erreur touchant le choix des moyens.

Pour que l'action de tous les soldats qui prennent part à une mission soit décisive, chacun doit jouer un rôle dans sa réussite ou son échec – ce qui est l'essence de l'*Auftragstaktik*. Même si les éditeurs notent que le redouté mot qui commence par A ne figure nulle part dans *Truppenführung*, ce concept imprègne on ne peut plus l'ouvrage, à preuve, par exemple, les passages suivants.

6. Le commandement d'une armée et des unités qui la composent exige des leaders capables de faire preuve de jugement, de clairvoyance et de prévoyance et aptes à prendre seuls des décisions fermes et de les exécuter carrément et sans flétrir. Ce genre de leader doit être insensible aux aléas de la fortune des armes et doit être pleinement conscient de la grande responsabilité qui repose sur ses épaules.

36. La mission et la situation définissent le plan d'action.

La mission dicte l'objectif. Le commandant responsable ne doit pas la perdre de vue. Une mission faite de tâches multiples peut facilement détourner l'attention de l'objectif principal.

73. Un ordre devrait renfermer tout ce qu'un subordonné doit connaître pour pouvoir exécuter sa mission – et rien d'autre. L'ordre doit par conséquent être bref, clair, précis et complet. Son destinataire doit pouvoir le comprendre et l'ordre doit correspondre à sa situation. Le commandant qui le donne doit toujours se mettre à la place du destinataire.

Comme le comité du général Halder l'a exprimé en résumé, l'uniformité de la doctrine « est une condition préalable d'une action indépendante dans le cadre opérationnel global » et si cette uniformité est présente et si un commandant subordonné a « obtenu la liberté d'agir dans l'esprit de sa mission, toute instruction additionnelle gêne son initiative »¹⁴.

Dans le cas des sections sur l'attaque et la défense, il est intéressant de noter que, malgré l'accent qui est traditionnellement accordé à la première dans la pensée militaire allemande, les deux notions ont dans *Truppenführung* presque exactement la même attention (112 paragraphes dans le cas de l'attaque et 111 dans le cas de la défense). Malgré cette égalité de traitement, le capitaine Wedemeyer nous apprend que, durant les deux années qu'il a passées à la *Kriegsakademie*, moins de dix du total de plus de soixante-dix problèmes tactiques que son groupe a eu à résoudre étaient de nature défensive¹⁵. Il est toutefois possible que cela représente la répartition qui existait avant la guerre parce que, de 1943 à 1945, la *Wehrmacht* a clairement démontré que sa doctrine défensive était solide et le comité du général Halder a en 1953 déconseillé à l'armée américaine d'élever l'offensive « au rang d'un dogme » insistant sur l' « attaque à n'importe quel prix », car un officier qui n'est pas sûr de ce qu'il fera ensuite ne devrait pas être à tort incité à attaquer parce que c'est « plus militaire »¹⁶.

Même si les éditeurs soulignent que *Truppenführung* a ses points faibles – notamment quant au traitement que l'ouvrage fait de la logistique, du renseignement de combat et de l'artillerie mobile –, ils sont plus que compensés par ses aspects positifs. De fait, *Truppenführung* est tenu en si haute estime que, depuis sa première publication, il s'interprète pour bien des personnes de bien des façons, surtout pour les personnes associées aux controverses en matière de doctrine des deux dernières décennies. L'une des qualités attribuées à *Truppenführung* est que l'ouvrage est la source de la guerre blindée moderne, bien que le lien soit plutôt tenu¹⁷. Il est plus

couramment considéré comme le texte sacré de la théorie allemande de la guerre opérationnelle, comme l'un des meilleurs exposés de la *guerre de manœuvre* aussi bien que du *commandement de mission* et comme un modèle de l'*approche systémique* de la formulation de la doctrine.

Truppenführung est peut-être bien toutes ces choses, et plus encore, mais c'est assurément un exposé clair et élégant d'une doctrine tactique offensive et défensive cohérente, logique et utile – d'une doctrine exprimée simplement et clairement. Il ne fait de plus aucun doute que cette doctrine a été observée, parce qu'on peut immédiatement reconnaître dans les paragraphes 552 à 558 (« Combat en zone bâtie ») la base de la défense d'Ortona, à la fin de 1943, tandis que les principes décrits aux paragraphes 503 à 538 (« Décrochage et désengagement » et « Manceuvre retardatrice ») sont clairement la source des tactiques employées par le général Kurt Student en Hollande, à l'automne de 1944, contre la 1^{re} Armée du Canada. Pour sa part, le 47^e Corps d'armée de Panzer du général Heinrich von Lüttwitz a fructueusement mis en pratique la section sur « La défensive » (« 427. La défensive repose principalement sur la puissance de feu. Le défenseur doit donc essayer de soumettre l'ennemi au feu le plus intense possible. ») contre la 4^e Division blindée du Canada dans le Hochwald en février 1945¹⁸.

L'élaboration et le choix d'une doctrine sont actuellement l'objet de bien des débats au sein des Forces canadiennes et les pages du Bulletin ont présenté quelques excellents et vifs exposés des points de vue opposés¹⁹. Il est peu probable que les échanges cessent dans un avenir rapproché, mais on nous a très sagement signalé qu'une analyse historique rigoureuse des opérations militaires du passé est bien supérieure à des discussions théoriques sur la doctrine, car ce genre d'analyse « est une doctrine enseignée par l'exemple »²⁰. Grâce aux efforts de Bruce Condell et de David T. Zabecki, le lecteur de langue anglaise a maintenant librement accès à l'un des outils les plus importants permettant d'analyser les opérations militaires menées en Europe durant la Seconde Guerre mondiale.



On the German Art of War est un excellent exemple de la façon dont un manuel militaire étranger peut être traduit et présenté et la publication de cette nouvelle édition de qualité en anglais nous permet de nous réjouir dans une certaine mesure. Je crois que *Truppenführung* est un ouvrage que tant les personnes qui étudient la doctrine que les historiens qui étudient la façon dont les Allemands ont combattu durant la Seconde Guerre mondiale se doivent de lire. J'irai même jusqu'à le conseiller à tous les soldats

qui désirent en savoir plus sur les principes fondamentaux de leur profession. Ma seule critique concerne son coût élevé (près de 100 dollars canadiens), qui le met hors de la portée de bien des militaires; il est à espérer qu'une édition brochée d'un prix plus raisonnable paraîtra plus tard.

Donald E. Graves est un historien militaire qui est un spécialiste de la guerre au niveau opérationnel et au niveau tactique. Il est l'auteur et l'éditeur de plusieurs livres salués par

la critique – dont Fighting for Canada: Seven Battles, 1758-1945. Il est actuellement directeur général du Ensign Heritage Group, société commerciale qui sert de consultant en histoire militaire auprès des gouvernements canadien et américain (y compris le ministère de la Défense nationale), de musées et de sociétés cinématographiques. Il vit près d'Ottawa (Ontario).



NOTES

L'auteur désire remercier l'*Oberstleutnant Dr. Winfried Heinemann*, du *Militärgeschichtliches Forschungsamt de la Bundeswehr*, à Potsdam, pour l'aide qu'il lui a apportée dans la préparation du présent compte rendu.

1. L'ordre du 17 octobre 1933 annonçant la publication de *Truppenführung* figure à la p. 16 de *The German Art of War*.

2. Williamson Murray, « Leading the Troops: A German Manual of 1933 », *Marine Corps Gazette* (septembre 1999), p. 95. James Corum, qui s'intéresse à l'armée allemande de l'entre-deux-guerres, écrit dans son introduction à cette édition de *Truppenführung*, à la page x, que c'est « un des plus importants exposés de doctrine de l'histoire militaire ». Martin van Creveld a consacré trois chapitres de *Fighting Power* (Westport, 1982), son ouvrage qui fait école, à une analyse des principes du manuel. Le spécialiste israélien du niveau opérationnel de la guerre, Shimon Naveh, vante *Truppenführung* parce que l'ouvrage « aborde l'offensive et la défensive d'une façon équilibrée » qui considère les deux comme « des formes essentielles et complémentaires de la manœuvre opérationnelle », Shimon Naveh, *In Pursuit of Military Excellence: The Evolution of Operational Theory*, Westport, 1997, p. 116. Le lieutenant-colonel Ian Hope, de l'Armée de terre du Canada, croit que les succès tactiques obtenus par les Allemands durant la Seconde Guerre mondiale sont essentiellement attribuables à *Truppenführung* et non pas le fruit des occasions fortuites associées à la *Blitzkrieg*, Ian Hope, « Incompréhension de Mars et de Minerve : l'incapacité de l'Armée de terre à définir la doctrine opérationnelle », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol.4, No 4, Hiver 2001-2002, p. 26.

3. Introduction de la présente édition rédigée par les éditeurs, p. 11.

4. Information provenant de l'*Oberstleutnant Dr. Winfried Heinemann*, *Militärgeschichtliches Forschungsamt*, Berlin.

5. La traduction que l'armée américaine a faite de la première partie de *Truppenführung*, qui est classée sous la mention « Report No. 14,507 » dans le Record Group 165 aux Archives nationales, à Washington, a été photocopiée et distribuée par Digital Productions, de Lacrosse, au Wisconsin, à un moment indéterminé de la fin des années 1970 ou du début des années 1980. La traduction de la deuxième partie n'a toutefois été déclassifiée qu'en l'an 2000 et très peu de chercheurs l'ont vue.

6. Concernant les origines du concept de mission dans l'armée allemande, voir Charles E. White, *The Enlightened Soldier: Scharnhorst and the Militärische Gesellschaft in Berlin, 1801-1805* (Westport, 1989), p. 139.

7. L'introduction de *Truppenführung* comporte une erreur mineure, car les éditeurs ont confondu Carl-Heinrich von Stülpnagel et son cousin, Otto von Stülpnagel. C'est là une erreur courante, pas seulement à cause du nom de famille mais aussi parce que les deux ont été gouverneur militaire de la France durant la Seconde Guerre mondiale.

8. Robert O'Neill, « Fritsch, Beck and the Führer », publié par Corelli Barnett, *Hitler's Generals*, London, 1989, p. 7.

9. Ludwig Beck a été avec le grade de *Generalleutnant* nommé chef de l'état-major général de l'armée en 1933 et il a occupé ce poste jusqu'en 1938, lorsque, incapable de servir sous Hitler et les dirigeants nazis, il a démissionné, écœuré. Il a été mêlé à la conspiration antinazie qui a mené

à la tentative d'assassinat de Hitler de juillet 1944. Si Hitler était mort, Beck devait devenir le nouveau chef de l'État allemand; lorsque le complot a échoué, il s'est suicidé. À propos de Beck, voir Robert O'Neill, « Fritsch, Beck and the Führer », publié par Corelli Barnett, *Hitler's Generals*, London, 1989, p. 19-41.

Carl-Heinrich von Stülpnagel a été promu avec régularité et a commandé un corps d'armée durant la campagne de France de 1940 et une armée en Russie. En février 1942, en qualité de General der Infanterie, il a été nommé gouverneur militaire de la France et son quartier général, à Paris, était dans l'armée un centre de la conspiration antinazie. Lorsque le complot de juillet a échoué, von Stülpnagel a été arrêté et exécuté. À propos de von Stülpnagel, voir Heinrich Bucheler, *Carl-Heinrich von Stülpnagel, Soldat-Philosoph-Verschwörer*, Berlin, 1989.

Bien qu'il n'ait pas été mêlé au mouvement de résistance antinazi, von Fritsch n'a pas connu un meilleur sort aux mains des dirigeants politiques du Troisième Reich. En 1934, von Fritsch a en qualité de *General der Artillerie* été nommé commandant en chef de l'armée, mais, au cours des quatre années suivantes, il en est venu à détester Hitler et les hauts dirigeants nazis, qui, selon lui, allaient engager l'Allemagne dans une guerre qu'elle ne pouvait gagner. Des accusations entièrement fausses d'inconduite sexuelle ayant été portées contre lui, von Fritsch a démissionné et a demandé qu'un conseil d'enquête lave son nom. Il a été complètement exonéré mais pas réintégré. Fritsch a servi en Pologne et a été tué par un tireur isolé; il semble avoir délibérément recherché la mort au combat. À propos de Fritsch, voir Williamson Murray, « Werner Freiherr von Fritsch. Der tragische General », publié par Ronald Smelzer et Enrico Syring, *Die Militärelite des Dritten Reiches*, Ulstein, 1995, p. 153-170.

10. Même si c'est manifestement injuste, l'Armée canadienne étant un produit d'une culture et d'une époque différentes, il n'est que trop tentant de comparer l'introduction de *Truppenführung* et celle de la *B-GL-300-002/FP-001 : Doctrine tactique de la Force terrestre*, l'ouvrage canadien qui lui ressemble le plus. Le paragraphe initial de l'ouvrage canadien dirige d'abord le lecteur vers deux autres manuels et l'informe ensuite que le manuel actuel est censé « servir de fondement à l'étude de la doctrine tactique ». Cela dit, la *B-GL-300-002/FP-001* se met au travail en commençant par « Le spectre d'intensité des conflits ».

Les relations entre différents peuples peuvent être pacifiques ou, au contraire, être marquées par des conflits. Il y a une situation de paix entre des groupes, des peuples ou des états lorsque aucune violence ni menace de violence n'est observée. Il y a conflit lorsque la violence est manifeste ou appréhendée. L'essence d'un conflit réside dans le choc violent entre deux volontés hostiles, indépendantes et irréconciliables, chaque volonté tentant de s'imposer. L'objet d'un conflit est donc d'imposer sa volonté à l'ennemi. Pour y parvenir, il faut bien coordonner l'utilisation des divers instruments de projection de la puissance nationale, soit la diplomatie, l'économie et la politique, de même que le recours à la violence ou la menace de recourir à la violence (moyens militaires).

On envie la *Wehrmacht* parce que son principal souci était de se préparer au combat, pas à un « spectre d'intensité des conflits » qui inclut entre

autres des activités telles que participer « à l’édification d’une nation, au pays comme à l’étranger » (paragraphe 4, page 1-3 de *Doctrine tactique de la Force terrestre*).

Encore plus alambiqué est le paragraphe 9, à la page 1-7, qui explique le raisonnement qui sous-tend la doctrine canadienne actuelle.

9. Généralités. Après presque une décennie de débats, l’Armée de terre canadienne a adopté la guerre de mouvement comme doctrine. Pour certains, ce changement peut représenter une nouvelle vision de la façon dont l’armée de terre combat tandis que pour d’autres, il ne s’agit que d’un léger remaniement dans la perception de la conduite de la guerre en général. Toutefois, le plus important est que cette nouvelle doctrine représente un changement. L’importance de ce changement dépendra de chacun et des circonstances.

Que disent réellement ces passages du manuel canadien? Ce qui est certain, c'est qu'ils rappellent à l'auteur du présent compte rendu la vénérable et ancienne maxime universitaire voulant que, lorsqu'on écrit, il faut toujours « rester clair ». En d'autres termes, appelez un chat un chat, car c'est de cela qu'il s'agit.

« La guerre est un art; c'est une activité libre et créative fondée sur des principes scientifiques » – simple, élégant et vrai. Songez-y.

11. Introduction des éditeurs, p. 9.

12. Harlan H. Hartness, « Report on German General Staff School, Staff Methods, and Tactical Doctrine », 3 mai 1937, United States National Archives, RG 165, Box 113, cité dans l'introduction des éditeurs, p. 9.

13. *Introduction des éditeurs*, p. 10

14. *Ibid.*, p. 284.

15. *Ibid.*, p. 13, note 5. Il existe un danger connexe, qui se retrouve parfois dans les écrits d'historiens qui basent sur ses manuels leurs énoncés sur les tactiques d'une armée – et le danger est que, souvent, ils ne les ont pas lus. Un exemple concret : de nombreux historiens ont affirmé avec beaucoup d'assurance que le *Règlement français* de 1791 a donné dans les armées de la Révolution et de l'Empire un caractère officiel à l'utilisation comme formation offensive de la colonne de préférence à la ligne et qu'il a introduit le recours à une « nuée de tirailleurs » pour ébranler les rangs d'une armée adverse. L'auteur du présent compte rendu a lu aussi bien l'édition française originale que les deux versions anglaises du *Règlement* et peut déclarer avec une certaine assurance que le manuel ne favorise pas la colonne par rapport à la ligne – les deux sont en tant que formations d'attaque traitées sur un pied d'égalité – et que les mentions relatives à l'infanterie légère ou à des escarmouches sont dans le manuel original remarquablement peu abondantes. Il semble que, malheureusement trop souvent, les historiens font dire aux manuels militaires d'époque plus que ce qu'on y trouve vraiment.

16. *Ibid.*, p. 284. Dans ce cas-ci, au moins, la B-GL-300-002/FP-001 (paragraphe 28.a.2, page 1-17) se lit comme suit.

Dans certains cas, les opérations défensives sont nécessaires et même souhaitables. Leur objet est alors de forcer l'ennemi à s'engager dans des actions qui réduisent ses possibilités, amoindrissent sa puissance de combat et le rendent vulnérable à une contre-offensive décisive.

17. Pour une analyse plus solide de la question, voir Winfried Heinemann, « The Development of German Armoured Forces, 1919-1940 », publié par J. Paul Harris et F. H. Toase, *Armoured Warfare*, London, 1990, p. 51-69.

18. Von Lüttwitz a décidé de défendre le point critique non pas en l'occupant mais plutôt en le dominant par le feu. C'était la bonne décision à prendre et l'argument possible du genre « Et après – nous avons gagné, n'est-ce pas? » oublie le coût. L'accomplissement de sa mission dans le Hochwald a coûté à la 4^e Division blindée 159 chars, soit environ 70 % de sa dotation en chars, et les pertes de la 10^e Brigade d'infanterie du Canada, qui était la principale formation engagée, s'élèvent au total à 858 tués, blessés et disparus – soit environ le tiers de son effectif total. Vous trouverez dans *South Albertas: A Canadian Regiment at War*, Toronto, 1998, p. 266-296, par l'auteur du présent compte rendu, une analyse de la bataille du Hochwald.

19. Pour ce qui est de la bonne et de la mauvaise utilisation de la doctrine militaire allemande, voir en particulier Robert Citino, « *Die Gedanken sind Frei : Culture intellectuelle de l'armée allemande de l'entre-deux-guerres* », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 4, № 3, Automne 2001, p. 48-55; le lieutenant-colonel Ian Hope, « Incompréhension de Mars et de Minerve : l'incapacité de l'Armée de terre à définir la doctrine opérationnelle », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 4, № 4, Hiver 2001-2002, p. 19-40; le lieutenant-colonel Roman J. Jarymowycz, « La doctrine et l'Armée de terre du Canada : La séduction exercée par le dogme étranger : essayons d'affronter notre réalité », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 2, № 3, Août 1999, p. 53-57; le lieutenant-colonel Chuck Oliviero, « Confiance, guerre de manœuvre, commandement de mission et l'Armée de terre canadienne », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 1, № 1, Août 1998, p. 24-28; et « Auftragstaktik et désordre au combat : une nouvelle perspective du champ de bataille », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 4, № 2, Été 2001, p. 64-66. Les cinq articles comptent d'excellentes notes qui peuvent constituer un guide fidèle sur les sources du débat relatif à la doctrine qui est depuis la fin des années 1970 en cours dans les armées occidentales.

20. Robert Citino, « *Die Gedanken sind Frei : Culture intellectuelle de l'armée allemande de l'entre-deux-guerres* », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 4, № 3, Automne 2001, p. 48-55, 54.

Un bien gros atlas, de bien petites cartes...

The Canadian Military Atlas: The Nation's Battlefields from the French and Indian War to Kosovo

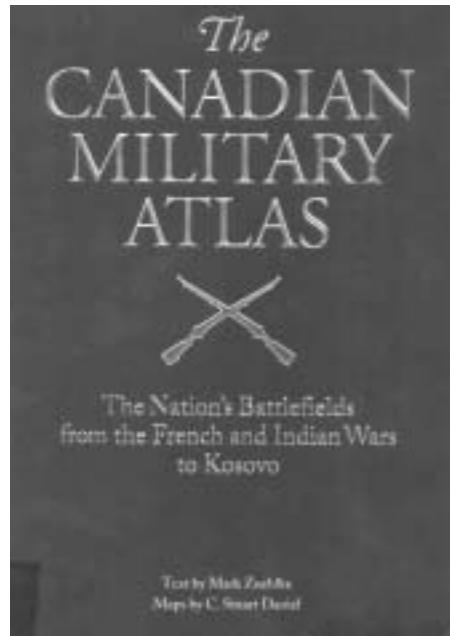
Compte rendu par le major John R. Grodzinski, CD

Les atlas historiques sont une pure merveille. Avec des exposés concis et des cartes ingénieuses, ces ouvrages peuvent contribuer à dissiper la confusion des guerres et faciliter notre compréhension des événements militaires. De nombreux atlas exceptionnels ont été publiés avec les années, par exemple *Military History and Atlas of the Napoleonic Wars* (Esposito et Elting), *West Point Atlas of the Civil War* (Esposito), *Atlas of Warfare* (Pimlott), *Historical Atlas of the Vietnam War* (Summers) et *l'Atlas historique du Canada* en trois volumes. De façon typique, une ou deux pages de texte précédent une carte figurant sur une pleine page, et ainsi de suite. Les cartes révèlent exactement l'histoire des conflits. Nombre de ces atlas pourraient faire partie de la « liste de livres à emporter si vous deviez échouer sur une île déserte ».

Compte tenu des 1000 ans de notre patrimoine historique militaire, la publication d'un atlas des guerres qui ont mené à l'établissement du Canada et contribué à la mise sur pied de notre système militaire constituerait un jalon supplémentaire des plus utiles dans notre histoire. Jusqu'à maintenant, les meilleures cartes ont été produites dans les histoires officielles publiées par la Section historique de l'Armée de terre et la Direction de l'Histoire et du Patrimoine. Rien de mieux n'a encore été fait. Cette tradition de production de cartes se poursuit toujours aujourd'hui avec des artistes tel Mike Bechthold, qui dessine les cartes de « l'histoire militaire canadienne » et Chris Johnson, dont les cartes remarquables ont déjà paru dans plusieurs publications comme *The Royal Canadian Armoured Corps: An Illustrated History* ou dans les études de la guerre de 1812 publiées par Robin Brass Studio.

Malheureusement, *The Canadian Military Atlas* n'est pas un bon livre. Il comporte de nombreuses failles. Les énoncés descriptifs des chapitres manquent de contexte canadien et dans de nombreux cas décrivent trop brièvement la participation canadienne. La réalisation d'un exposé narratif couvrant les 400 ans d'histoire abordés dans cet atlas dépasse nettement les capacités des auteurs. La bibliographie témoigne d'un manque de recherches. Les cartes sont décevantes. L'introduction « Mapping Canada's Military History » présente une belle vue d'ensemble de l'utilisation des cartes aux plans opérationnel et historique ainsi que certaines embûches : « une carte qui capture visuellement l'histoire d'une topographie et des déplacements propres à chaque bataille est précieuse ». Une bonne carte doit parvenir à ce difficile équilibre entre le détail et la simplicité : une carte « avec trop de détails fait dévier l'ensemble de l'histoire dans d'inutiles dédales »; une carte « avec trop peu de détails fait perdre l'essence du message ». Ce difficile équilibre n'est pas atteint dans ce livre. Produites par le même cartographe qui a dessiné les cartes des ouvrages *Ortona* et *Liri Valley* (Zuelke), les cartes ne respectent pas les promesses de « clarté » faites au début du livre. Pour un aussi gros livre, il est étrange de constater qu'une seule carte dépasse une demi-page.

De nombreux éléments qui auraient constitué un ajout à la description sont absents ou mal présentés dans les cartes. La première guerre américaine, ou la guerre de l'Indépendance, se limite à trois cartes générales – il n'est aucunement fait mention des opérations en Nouvelle-Écosse ni des attaques contre Montréal et Québec. Dans son étude du plan initial des Américains selon lequel



The Canadian Military Atlas: The Nation's Battlefields from the French and Indian War to Kosovo. De Mark Zuehlke et C. Stuart Daniel. Toronto: Stoddart, 2001. 228 pages, 80 cartes, 50 photographies. 100,00 \$.

ceux-ci prévoyaient s'emparer de Kingston en 1813, les auteurs ne nous disent pas pourquoi ce plan a été modifié de façon à ce que l'armée de Wilkinson descende plus bas sur le Saint-Laurent plutôt qu'à Kingston, ce qui constitue un point important de l'histoire. Les cartes des batailles de Chippawa et Lundy's Lane, en juillet 1814, montrent de façon erronée que le déploiement des Britanniques s'est fait en colonnes (reproduisant ainsi la croyance populaire) plutôt qu'en ligne. Quand les auteurs abordent le conflit en Afrique du Sud, ils insèrent deux cartes de Paardeburg, mais aucune de Leliefontein ni des autres 40 et quelques combats auxquels les Canadiens ont participé. Les cartes des Première et Deuxième Guerres mondiales n'illustrent pas la présence des ennemis. Nous retrouvons des cartes d'Ortona et de la Vallée de Liri, mais aucune de la campagne de la ligne gothique, probablement l'une des meilleures campagnes de guerre des militaires canadiens au niveau du corps. Les cartes traitant des années post 1945 ne révèlent à peu près rien des déploiements canadiens. Le livre est censé inclure les opérations au Kosovo, mais encore là aucune carte à l'appui.

L'emploi de certains termes de même que certaines omissions me laissent songeur. Les auteurs utilisent par exemple World War I and World War II pour désigner la Première et la Deuxième Guerres mondiales, ce qui révèle un penchant de plus en plus répandu d'employer des termes étrangers dans notre vocabulaire historique. Même si c'est là un point de vue discutable pour certains, les appellations anglaises officielles au Canada, telles que déterminées par les comités de terminologie, sont les suivantes : First World War, Second World War et Korean Conflict. La guerre froide, malgré ce qu'il mentionne, n'a pas pris fin en 1965. L'emploi des Forces canadiennes pendant cette période est couvert sur cinq paragraphes seulement. Aucune carte ne fait état des mouvements du groupe-brigade ou de la division aérienne en Angleterre, en France ou en Allemagne de l'Ouest, qui ont constitué le plus gros mouvement de personnel militaire canadien jamais réalisé en temps de paix. Les cartes de la guerre du Golfe donnent un aperçu général des bases et du déroulement de l'opération "Tempête du désert," mais elles n'indiquent pas les zones de déploiement des unités, navires et aéronefs canadiens. Une décennie de participation intensive de la part des militaires canadiens dans les guerres des

Balkans et dans les processus de paix connexes se trouve résumée dans trois cartes de piètre qualité. Les cartes des autres opérations de maintien de la paix semblent avoir été insérées après deuxième réflexion et donnent l'impression que l'histoire militaire canadienne après la Deuxième Guerre mondiale s'avère sans importance, ce qui semble au moins logique avec la difficulté que nous avons généralement tous à évaluer l'histoire militaire canadienne après 1945.

L'éditeur présente une catégorisation non orthodoxe des guerres, campagnes et batailles qui ne correspond pas à la présentation annoncée dans la table des matières. Les campagnes contre les Français et les Indiens, cette série capitale de quatre guerres entre les Français, les Britanniques et la Confédération iroquoise pour l'obtention de la domination en Amérique du Nord de 1689 à 1763, ainsi que la guerre de Sept Ans sont entremêlées. La guerre de 1812 est incluse dans la « guerre avec les treize colonies », et la guerre du Golfe est présentée comme une opération de maintien de la paix.

Ce livre aurait pu constituer un ajout précieux dans toute bibliothèque, peu importe le prix, et il aurait pu

s'avérer utile pour le cours donné au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne ou même au Collège des Forces canadiennes. Il aurait pu contribuer à éveiller notre conscience historique en nous rappelant ce que nous avons accompli. Ses auteurs, en réduisant l'histoire militaire canadienne et la contribution de milliers de Canadiens aux efforts de guerre et de paix à quelques traits de crayon sur quelques cartes mal dessinées, n'ont rien apporté à notre compréhension de l'histoire militaire canadienne. Les traités d'histoire sont fondés sur de la recherche solide et sur la consignation de points de détail. Et le rédacteur et le cartographe sont passés à côté. La quête d'un atlas militaire canadien complet et de qualité, malheureusement, se poursuit toujours.

Le major Grodzinski est officier d'état-major au quartier général du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre et il est aussi rédacteur en chef du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre.



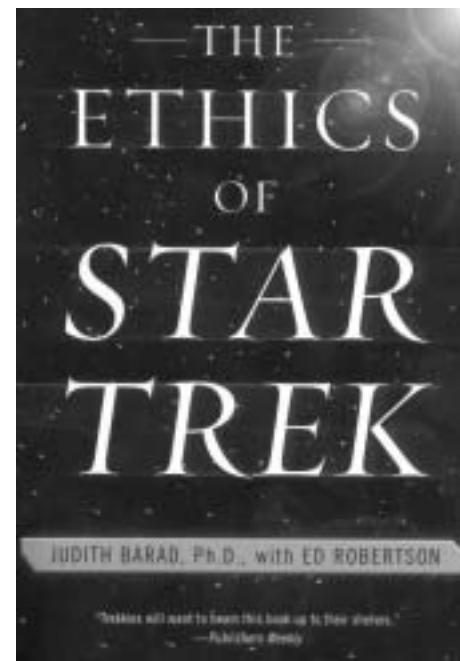
L'éthique de Star Trek?

Compte rendu par le capitaine James McKay, CD

Il est inusité qu'un ouvrage comme *The Ethics of Star Trek*, de Judith Barad et Ed Robertson, fasse l'objet d'un compte rendu de livre dans *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*. La présence de ce livre dans le bureau a donné lieu à de curieuses réactions de la part des passants, réactions allant d'un très grand enthousiasme à la plus complète perplexité. Au moins, la présence dans le titre du terme « ethics » (éthique) semble d'actualité. Depuis les événements des années 1990 – durant lesquelles la conduite de certaines personnes, en particulier, a donné à penser qu'il existait une crise d'ordre éthique et durant lesquelles, à cause de changements géopolitiques

spectaculaires, les membres de l'Armée de terre du Canada se sont retrouvés au cours d'opérations de paix face à des situations éthiques plus complexes que ce n'avait été le cas durant la guerre froide – l'éthique est devenue pour l'Armée de terre du Canada un sujet important. Néanmoins, qu'est-il possible, du point de vue éthique, de tirer d'une série télévisée? Après tout, personne ne s'attend à ce que les médias de masse se comportent d'une façon conforme à l'éthique, quoi qu'en dise leur propre propagande.

Le livre est une œuvre dans laquelle deux sujets en apparence différents sont réunis afin de susciter un plus grand intérêt pour l'un ou pour l'autre.



The Ethics of Star Trek. Judith Barad et Ed Robertson. New York, Perennial, 2001.

Comme le titre le suggère, l'univers de *Star Trek* et l'étude de l'éthique sont fusionnés. Judy Barad, qui est titulaire de la chaire de philosophie à l'Indiana State University, en est l'auteur principal. Les autres ouvrages du professeur Barad portent essentiellement sur saint Thomas d'Aquin et sur sa pensée. Ed Robertson, qui l'a aidée à développer le livre, est un conseiller de rédaction qui a écrit une série d'ouvrages sur la télévision et la culture populaire. Le livre semble s'inspirer de *The Physics of Star Trek*, de Lawrence M. Krauss, qui cherchait à distinguer les éléments scientifiques factuels et théoriques acceptés des éléments de fiction pleins d'imagination et intéressants¹. Le terme fusion est dans ce cas-ci pertinent. Les deux auteurs notent que, souvent, l'art est un reflet des « mœurs contemporaines »². Les quatre séries télévisées qui ont servi d'études de cas – *Star Trek (Patrouille du cosmos)* (1966-1969), *Star Trek: The Next Generation (Star Trek : La nouvelle génération)* (1987-1994), *Star Trek: Deep Space Nine (Star Trek : Station spatiale lointaine Neuf)* (1993-1999) et *Star Trek: Voyager (Star Trek : Voyageur)* (1995-2001) – reflètent les valeurs sociales de leur époque respective.

À qui s'adresse donc *The Ethics of Star Trek*? Qui achèterait ce livre et dans quelle section de la librairie quelqu'un pourrait-il le trouver? L'éditeur le classe dans la catégorie des ouvrages de philosophie, mais il est tout à fait plausible que, pour des raisons commerciales, un magasin en place des exemplaires dans la section de science-fiction pour attirer le regard des « Trekkies » (ou fans de *Star Trek*). Si l'on élimine les sources de motivation commerciales associées à l'industrie de l'édition, il nous reste deux groupes possibles susceptibles de s'intéresser au livre : les « Trekkies » et les personnes que la philosophie et l'éthique intéressent.

La vision contemporaine de l'éthique répond à une nécessité collective : l'éthique fait l'objet d'une négligence bénigne jusqu'à ce que le comportement contraire à l'éthique de certaines personnes soit pour l'organisation en cause source d'embarras et qu'il

devienne nécessaire de s'en occuper. Les « Trekkies » sont-ils fondamentalement sans éthique? Leur comportement doit-il porter la marque de l'éthique? À moins que le fait d'être un fan d'une série particulière ou d'assister à l'occasionnelle réunion ne soit considéré comme un comportement contraire à l'éthique, la réponse est négative. Pourtant, ces deux questions montrent que la vision contemporaine de l'éthique permet de traiter du comportement individuel en rendant les institutions humaines responsables dans un sens moral. Les éthiciens sont-ils fascinés par *Star Trek*? D'après des données non scientifiques, ils semblent l'être, mais, logiquement (pour parler comme M. Spock), tous les éthiciens ne sont pas des amateurs de science-fiction.

Pourquoi, donc, les diverses séries de *Star Trek* sont-elles solidement implantées dans l'esprit des éthiciens et, d'ailleurs, du grand public? La première série n'a pas vraiment connu une grande vogue lorsqu'elle a d'abord été diffusée. Au fur et à mesure que sa diffusion s'est poursuivie en souscription après 1969, elle a gagné en popularité auprès d'un groupe de fans plutôt dévoué³. Dans les années 1970, les « Trekkies » se sont fait la réputation, bien méritée, d'avoir érigé la série télévisée en culte, tendance qui a repris de plus belle avec la diffusion, en 1987, de *Star Trek : La nouvelle génération*. Les quatre séries sont des ensembles de moralités où les personnages se débattent avec une série de dilemmes ayant pour sources la complexité des obligations, les relations interpersonnelles et des situations difficiles⁴. L'univers de *Star Trek* s'étend, si l'on peut dire, sur quatre décennies qui, faut-il ajouter, ont été pour le monde occidental quatre décennies de profonds changements sociaux. Les valeurs et les attitudes de même que la perception populaire du monde technologique de l'avenir ont changé avec le temps et on perçoit cette influence dans les séries. Le livre traite de chaque série et présente les différentes conceptions et compositions éthiques de chacune.

Il ne m'est pas possible de bien parler de ce livre sans d'abord expliquer les réactions que l'idée de fondre l'étude de l'éthique et de *Star Trek* a

provoquées en moi. Après un intérêt initial suscité dans une large mesure par une pure curiosité et une saine dose de cynisme, je me suis surpris à me porter volontaire pour faire le compte rendu de ce livre. J'ai eu trois réactions qui peuvent, dans chaque cas, être vaguement assimilées à des images mentales qui se rapportent au livre.

PREMIÈRE IMAGE – RECHERCHE PAR LA CULTURE POPULAIRE D'UNE CRÉDIBILITÉ DANS LE MONDE UNIVERSITAIRE

On entend à l'occasion dire ou on lit qu'une université ou un collège offre un cours sur la culture populaire. La chose est typiquement tournée en dérision par les médias (qui accusent l'institution de gaspiller des ressources à étudier des banalités) et par des éléments importants de la communauté universitaire (qui cherchent à préserver le niveau d'exclusion de leur profession). Il existe pourtant une « culture populaire » et l'univers de *Star Trek* n'est pas une exception. Des extraits de dialogue des séries font maintenant partie du parler populaire, par exemple :

- « Vivez longtemps et prospérez! »
- « Fascinant! »
- « Je suis médecin, Jim, pas magicien! »
- « Toute résistance est futile – vous allez être assimilés. »

Il y avait beaucoup de doutes dans ma première réaction au livre. Les doutes en question se sont faits plus nombreux lorsque j'ai feuilleté le livre et ai noté une relative absence de notes de bas de page sur la source (en termes de texte et de passage) de certaines théories en particulier, mais les nuances de *Star Trek* y sont très bien expliquées. C'est un point faible, en ce sens qu'il n'est pas possible de lire et de comparer l'analyse et les explications des deux auteurs sur les grandes théories philosophiques sans lire tout le livre. On trouve toutefois à la fin du livre une liste détaillée d'ouvrages fondamentaux bons à lire sur, d'une part, la philosophie et, de l'autre, *Star Trek*. La poursuite de ma réflexion m'a mené à deux conclusions. La première est que les éditeurs détestent les notes de bas de

page dans les ouvrages qui ne sont pas à leurs yeux des ouvrages universitaires parce qu'elles les rendent plus difficiles à vendre. Les éditeurs croient, peut-être pas nécessairement à tort, que le commun des mortels ne lit pas vraiment les notes de bas de page et qu'il s'en soucie encore moins. Cette croyance est dangereuse, car les notes indiquent à tous les intéressés que les auteurs ont mené leur recherche avec tout le soin voulu et permettent aux personnes que le sujet intéresse d'élargir le champ de leurs lectures. Comme cette situation peut facilement être attribuée à un éditeur, il serait tout à fait injuste de reprocher cette faute aux deux auteurs. La seconde conclusion est qu'il est possible qu'ils aient à dessein diminué le nombre de notes pour les remplacer par une liste d'ouvrages fondamentaux. Le lecteur dont l'intérêt est piqué par, par exemple, *Ethica Nicomachea* (*Éthique à Nicomaque*), lirait Aristote. En soi, cette décision présente le dilemme d'une mauvaise action qui donne un résultat positif. C'est une situation avec laquelle les capitaines Kirk, Picard, Sisko et Janeway ont tous, à un moment ou à un autre, eu à composer⁵. Les deux auteurs ont vite dissipé mes doutes en soulignant que les séries *Star Trek* se prêtent bien à l'étude de l'éthique et constituent une bonne introduction à chaque théorie majeure relative à l'éthique⁶. Partant d'une série d'épisodes afin d'illustrer chaque théorie relative à l'éthique, les auteurs présentent habilement chaque théorie et analysent la façon dont chacune, dans l'univers de *Star Trek*, a été acceptée ou réfutée.

Les deux auteurs commencent par examiner le « relativisme culturel », c'est-à-dire la notion selon laquelle les coutumes de diverses cultures forment la base de leur moralité et que, par conséquent, il n'existe pas de forme universelle de moralité, puisque la moralité devient une opinion. Cette notion est liée à la « directive primordiale », qui est l'ordre permanent fondamental de la Fédération. Le relativisme culturel est un moyen de protection utile contre l'ethnocentrisme et la notion selon laquelle ce qui choque est immoral⁷. Cette notion n'est pourtant pas, logiquement, valide – la conclusion ne découle pas de la

prémissse. Après avoir illustré les nuances du relativisme culturel à l'aide de l'épisode « Cost of Living », de *Star Trek : La nouvelle génération*, les auteurs notent que la prémissse fondamentale du relativisme culturel est que les coutumes sont égales à la moralité⁸. Il n'y a pourtant pas de lien entre les coutumes et le manque de vérité objective dans la moralité. Comme, à mon sens, ces émissions constituaient des visions politiquement correctes de l'avenir, d'un monde où des supertechniciens moralisateurs règnent principalement en s'exprimant à l'aide d'un langage pseudo-scientifique afin d'embrouiller les personnes qui les entourent, j'ai été intrigué lorsque les deux auteurs ont enfoncé la porte du relativisme culturel. Ce livre mérite d'être lu.

DEUXIÈME IMAGE – UNE PHILOSOPHIE POUR LES MASSES

J'ai commencé à constater que le livre ne cherche pas à éléver la culture populaire au niveau du monde universitaire; il a pour but d'exposer les masses à des notions philosophiques complexes! J'avais encore quelques doutes – il restait possible qu'il soit nécessaire de rendre des idées de ce genre acceptables si elles étaient destinées au commun des mortels. Heureusement, les deux auteurs excellent à communiquer ces idées complexes sans les vulgariser bêtement. Bien que les incursions du livre dans les théories ne soient pas nécessairement des examens profonds (et par conséquent très longs) des théories relatives à l'éthique, elles constituent une série précieuse de moyens qui aiguillonnent les pensées du lecteur afin de l'encourager à lire ou à réfléchir davantage sur la question ou à en parler. Quoi qu'il en soit des notes de bas de page, les deux auteurs identifient et expliquent chaque théorie et illustrent les applications de chacune à l'aide des personnages et de l'intrigue des différentes séries, ce qui nous oblige à examiner une seconde fois chaque personnage. Le capitaine Kirk est d'abord, si je peux m'exprimer ainsi, le coureur de jupons mélodramatique dont les maîtresses paraissent toujours mieux sous une lumière douce et devient en dernier un chef qui se

présente dans un moule aristotélicien, qui essaie de ne pas s'écartez du « juste milieu » entre la raison et l'émotion⁹. Avant de pousser plus loin mes observations sur les illustrations, il me faut dire quelques mots de chacune des théories nommées et des personnages qui en sont les exemples premiers.

Les idées de Platon figurent souvent dans les diverses séries de *Star Trek* et les deux auteurs prennent grand soin d'indiquer la mesure dans laquelle des personnages particuliers incarnent la pensée ou les vertus de Platon. Platon croyait en un système de « formes » ou d'idéaux applicables aussi bien aux âmes qu'aux sociétés. Pour Platon, les âmes étaient faites de raison, d'émotion et d'esprit et l'organisation sociale idéale devrait en tenir compte. Dans un pareil partage des tâches, il y aurait des gardiens (représentant la raison), des guerriers (représentant l'esprit) et des travailleurs (représentant les émotions). Platon croyait également que dans la société idéale, le pouvoir politique serait aux mains du plus sage, un « roi-philosophe » ou une « reine-philosophe »¹⁰. Ce plus sage de tous serait le mieux à même de déterminer le bien collectif et les circonstances où ce dernier devrait prendre le dessus sur les besoins individuels¹¹. Platon croyait encore qu'il existait effectivement un bien collectif et que l'individu devrait se subordonner au bien en question. Avec son intense désir de perfection et sa façon « Borg » de voir les choses, Seven of Nine est la représentation la plus claire de la pensée de Platon¹². La plupart des commandants de *Star Trek* comptent à un degré ou à un autre sur l'intelligence et la sagesse pour consolider leur leadership, mais le capitaine Janeway de *Star Trek: Voyager* est la reine-philosophe par excellence qui, lorsque c'est nécessaire, fait preuve de la volonté et de la sagesse voulues pour passer outre aux désirs et aux besoins personnels de ses subordonnés¹³.

La première série est celle où la pensée aristotélicienne est la plus forte et elle explore également d'autres théories éthiques. Le capitaine Kirk, qui correspond peut-être moins que d'autres au roi-philosophe, incarne l'idéal aristotélicien qui consiste à circuler à mi-chemin entre la raison et

l'émotion, pour éviter d'être trop analytique ou trop émotif. D'autres personnages sont des exemples de personnes chez qui l'aspect analytique ou émotif est extrême. M. Spock est un être de pure raison et il représente deux types éthiques : c'est à la fois un stoïcien et un utilitaire. Les premiers stoïciens croyaient que la maîtrise de soi était cruciale. Selon cette théorie :

- tous les états physiques et affectifs (la peur, la douleur et la tristesse), qui sont considérés comme négatifs, proviennent d'erreurs de jugement nées de l'ignorance;
- les mauvaises actions sont, elles aussi, le résultat de l'ignorance;
- les plaisirs physiques sont une tentation qui nous écarte de la vertu;
- la vertu est basée sur les qualités personnelles (honneur, courage, autodiscipline, endurance et dévouement à sa communauté)¹⁴.

Spock a aussi un côté utilitaire, pour lequel les actions devraient être accomplies « pour le plus grand bien du plus grand nombre »¹⁵. L'ironie, ici, est que la pensée utilitaire est une version tempérée de l'hédonisme, ou recherche du plaisir. On pourrait accuser Spock d'être illogique parce qu'il s'inspire de deux systèmes de valeurs qui ne sont pas entièrement compatibles, mais les deux auteurs font remarquer que les utilitaires se soucient moins de leur propre plaisir que de celui des autres. De son côté, le docteur McCoy représente l'émotion pure et sert de complément à la raison et à la logique de Spock et au regard surtout numérique qu'il a des événements¹⁶.

Il faut dire quelques mots du traitement que les deux auteurs font de « l'éthique des obligations ». Ce terme est appliqué à une large gamme de théories relatives à l'éthique (l'existentialisme, la vision des obligations d'Emmanuel Kant, l'*« obligation prima facie »* et les principes de Tom Regan) et, peut-être en raison de la nature des diverses séries *Star Trek*, influencé par les philosophies et la pensée du mouvement des droits des animaux.

Qu'est-ce donc que l'existentialisme? Les deux auteurs font remarquer que cette école philosophique, qui affirme

que l'existence humaine est fondée sur une série de choix, compte trois courants majeurs. Les choix peuvent être influencés par la religion (telle qu'on la retrouve dans les œuvres de Søren Kierkegaard), par la position (ainsi que le propose Friedrich Nietzsche) ou par leur essence (ainsi que le suggère Jean-Paul Sartre).

La pensée existentialiste a pour principale représentation la série introspective à caractère religieux *Star Trek: Deep Space Nine*. Cette série consacre beaucoup de temps à l'examen de l'orientation religieuse des Bajorans et aux effets du service à bord de la station spatiale *Deep Space Nine*. Cet examen permet de communiquer une partie des pensées de Kierkegaard, notamment la croyance selon laquelle l'éthique est « ... un prologue de la religion... »; selon cette croyance, les gens agissent d'abord conformément à leurs propres opinions, ensuite conformément aux normes de la société et enfin conformément à la volonté de Dieu¹⁷. Comme le soulignent les deux auteurs, les théories de Kierkegaard offrent des exceptions, alors que la grande majorité des théories relatives à l'éthique ont un caractère absolu¹⁸.

Les théories abordent la version de l'existentialisme de Nietzsche et les deux auteurs observent à juste titre que l'avenir qu'offre *Star Trek* la rejette. Nietzsche croyait que la force et la moralité étaient inextricablement liées et que, comme les deux auteurs

l'affirment, « la force crée le droit », que les puissants sont forts et indépendants et qu'ils manifestent du leadership¹⁹. Ils associent également ce que Nietzsche considérait comme une moralité faible et l'éthique chrétienne; selon ce point de vue, la force est mauvaise, car elle mène à la peur et à la volonté et au pouvoir de dominer²⁰. Les antagonistes dans les séries manifestent souvent la moralité nietzschéenne du fort et prennent leurs décisions en conséquence.

Pour sa part, Sartre offre tant à l'univers de *Star Trek* qu'au domaine de la philosophie la notion selon laquelle « l'existence précède l'essence »; autrement dit, les êtres, qui n'ont pas de but préétabli, en élaborent un qui finit par correspondre à leur personnage²¹. L'élaboration en question repose sur une série de choix que la personne en cause fait, ce qui signifie que chacun est responsable de son sort. Naturellement, cette situation est pour chacun la source d'une anxiété perpétuelle²². On peut observer ces thèmes tout au long des diverses séries, dans lesquelles des choix sont faits, avec pour résultat que les personnages évoluent. Seven of Nine et Data, qui sont tous deux au moins partiellement des cyborgs, mais qui acquièrent par choix des caractéristiques humaines, en sont les meilleurs exemples.

Les volets les plus utiles de ce livre concernent toutefois l'éthique des obligations. Il ne s'agit pas dans ce cas de l'éthique des obligations envers son

Obligations découlant d'actions antérieures	Réparation – reconnaître les torts antérieurs et les corriger. Fidélité – honorer les obligations et les engagements antérieurs.
Obligations de gratitude	Reconnaitre les actions antérieures des autres et faire quelque chose en retour.
Obligations de justice	Faire pour chaque personne preuve d'une considération égale.
Obligations de bienfaisance	Il est toujours possible d'améliorer le sort des autres.
Obligations d'auto-amélioration	Nous pouvons toujours améliorer nos connaissances ou notre vertu.
Obligations de non-malfaisance	Ne pas faire de tort aux autres.

Tableau 1 : Obligations *prima facie*²⁵

pays ou ses pairs, mais d'obligations dans un bien plus large sens. La pensée du philosophe du XVIII^e siècle, Emmanuel Kant, se retrouve souvent dans *Star Trek*. Kant croyait notamment que « ...parce que tous les êtres rationnels ont une valeur intrinsèque, ils ne devraient jamais être le moyen qui permet de parvenir à une fin²³... » Le capitaine Picard et le docteur Crusher de *Star Trek : La nouvelle génération* personnifient tous les deux ce genre de croyance et soutiennent qu'ils ont l'obligation de ne jamais exploiter les autres, quelle que soit la situation. Kant croyait également que les obligations étaient le fondement de l'éthique et qu'elles devraient découler d'intentions pures et non de l'intérêt personnel²⁴. C'est là une croyance importante. Les programmes d'éthique des sociétés tendent à mettre l'accent sur les résultats et une approche fondée sur la prémissse voulant que le comportement finisse par modifier les attitudes est souvent adoptée parce qu'il n'est pas facile de modifier en premier les attitudes et ensuite le comportement. Cette approche ne fait pas progresser l'éthique; elle la ramène plutôt à une justification de l'intérêt personnel qui vise à éviter des situations ou un comportement embarrassants.

Le livre se penche aussi sur deux autres théories relatives à l'éthique fondées sur les obligations. Cette exploration passe encore par *Star Trek : La nouvelle génération*. La taxonomie des obligations *prima facie* de W.D. Ross est souvent démontrée par les actions et les interactions des divers personnages.

Ces obligations semblent englober les efforts à caractère diplomatique de l'équipage de *l'Enterprise* et la « directive primordiale ». Cette dernière notion est connue même des personnes qui ne regardent qu'à l'occasion un épisode : la Fédération ne doit pas intervenir dans l'évolution des autres sociétés, ce qui correspond à l'obligation de justice. N'empêche qu'une fois par semaine, on peut s'attendre à ce que le capitaine Kirk ou l'un des autres commandants détermine, en tant que monarque-philosophe, quand il lui faut intervenir afin d'agir pour le mieux, conformément aux obligations de non-malfaisance et de bienfaisance.

Les deux auteurs incluent également l'œuvre de Tom Regan; ce dernier est un professeur de l'université de Californie lié au mouvement des droits des animaux. La contribution de Regan réside dans l'élaboration d'un ensemble de critères concernant les « sujets de vie » : « ... (1) les croyances et les désirs; (2) la perception, la mémoire et le sens de l'avenir, y compris son propre avenir; (3) une vie affective, qui comprend les sensations de plaisir et de douleur, et (4) des préférences et l'aptitude à entreprendre des actions visant à réaliser ses désirs et à atteindre ses objectifs²⁶... » Des critères de ce genre incluraient tous les animaux. Si cela peut sembler anodin, quand on le considère sous l'angle des droits des animaux, on entre rapidement dans un domaine politique dont l'Armée de terre du Canada et les Forces canadiennes devraient se tenir à l'écart en raison de la nature tendue, émotive et propre à semer la discorde de la question²⁷.

TROISIÈME IMAGE – UN OUTIL PÉDAGOGIQUE ACCEPTABLE

Etant parvenu au moyen terme d'Aristote entre la raison et l'émotion, j'ai formé la troisième image du livre, qui aide à initier les soldats et les militaires canadiens à l'héritage intellectuel de l'éthique. Même si le livre recourt à la science-fiction pour présenter les théories relatives à l'éthique sous des formes de moins haut niveau, il est pertinent. Il donne une représentation positive de l'avenir dans laquelle une société éclairée et tolérante expose ses forces armées au danger dans le but de faire le bien. Les personnages des quatre séries font habituellement face à des situations qui exigent, en présence du danger, du mal et ainsi de suite, une conduite conforme à l'éthique et, dans la plupart des cas, la façon dont ils s'acquittent de leurs obligations entre en conflit avec une ou plusieurs théories philosophiques relatives à l'éthique. À cet égard, les deux auteurs s'expriment clairement sur certains points pertinents : « ... les quatre émissions reconnaissent dans l'évaluation de la moralité d'une action l'importance supérieure de l'intention par rapport aux conséquences de l'action²⁸... » Ainsi que les auteurs l'observent avec raison, l'éthique con-

cerne l'intention de la personne qui mène au résultat qui convient; elle ne concerne pas seulement le résultat lui-même. La société contemporaine a une façon scientifique de voir les choses et elle aimerait naturellement des paramètres pour évaluer les résultats. Malheureusement, l'éthique ne se laisse pas mesurer autrement que par les résultats. Il n'est pas possible de mesurer l'intention; elle ne peut être que le fruit d'années d'expérience et d'introspection.

Ce livre est très utile pour ce qui est de mettre les personnes non initiées en contact avec le domaine intellectuellement sérieux de la philosophie et de l'éthique et il ne faudrait pas le rejeter sous prétexte que c'est de la culture populaire ou que cela appartient au « monde des Trekkies »; il convient d'en faire un moyen d'initier le personnel au dilemme fondamental de l'éthique dans une institution militaire, qui est de faire correspondre ses obligations et sa conduite à un ensemble de principes conformes à l'éthique. Ce livre permet au personnel de tous les grades de mieux se renseigner sur des questions qui, malheureusement, sont souvent réduites à des slogans ou à la croyance selon laquelle ce qui est conforme à la loi est par conséquent bien.

Le capitaine J.R. McKay est un militaire du 1st Hussars qui sert à la Direction de l'instruction de l'Armée de terre. Il n'est ni un spécialiste déclaré de l'éthique, ni un Trekkie, mais au moins un collègue l'a récemment qualifié de « roi-philosophe comique » en puissance. Aux dernières nouvelles, il se débattait avec la portée de ce nouveau titre.



NOTES

1. Lawrence M. Krause, *The Physics of Star Trek*, Toronto, HarperCollins, 1998.
2. Judith Barad et Ed Robertson, *The Ethics of Star Trek*, New York, Perennial, 2001, p. xi.
3. À la fin des années 1970, une série de livres présentant sous forme de roman le scénario de chaque épisode a été publiée en réaction à une demande éventuelle : James Blish, *The Star Trek Reader*, New York, E. P. Dutton, 1976, *The Star Trek Reader II*, New York, E. P. Dutton, 1977, *The Star Trek Reader III*, New York, E. P. Dutton, 1977 et *The Star Trek Reader IV*, New York, E. P. Dutton, 1978.
4. Barad et Robertson, p. xi. Après avoir lu le livre, j'ai enfin compris pourquoi tous les étudiants de mon *alma mater* qui se spécialisaient en philosophie ne rataient jamais *Star Trek: Deep Space Nine* et pourquoi ils en parlaient constamment.
5. Bien qu'Emmanuel Kant ait pu contester cette approche, une vision plus contemporaine l'accepterait. Dans son ouvrage *Systems of Survival*, Toronto, Random House, 1992, Jane Jacobs emploie un concept de la moralité du « gardien » qui permet le recours à la tromperie dans l'intérêt de la tâche.
6. Barad et Robertson, p. xiii-xv.
7. *Ibid.*, p. 4.
8. *Ibid.*, p. 1-9.
9. *Ibid.*, p. 331.
10. *Ibid.*, p. 85-86.
11. *Ibid.*, p. 83-84.
12. Barad et Robertson, p. 346-347. Pour les lecteurs qui ne sont pas des « Trekkies », les Borgs sont une race d'êtres améliorés cybernétiquement dont la conscience est liée de manière à former une métaconscience unique fonctionnant en temps réel connue sous le nom de « collectif borg ».
13. *Ibid.*, p. 345.
14. *Ibid.*, p. 148-149.
15. *Ibid.*, p. 274-275.
16. *Ibid.*, p. 331.
17. *Ibid.*, p. 169-170.
18. *Ibid.*, p. 170.
19. *Ibid.*, p. 300-301.
20. *Ibid.*, p. 303.
21. *Ibid.*, p. 311.
22. *Ibid.*, p. 313 et pp. 318-319.
23. *Ibid.*, p. 335.
24. *Ibid.*, p. 211.
25. *Ibid.*, p. 253-261.
26. Barad et Robertson, p. 238. Tom Regan, *The Case for Animal Rights*, Berkeley, University of California Press, 1983.
27. Au Royaume-Uni, les groupes qui militent en faveur des droits des animaux sont considérés comme une menace pour la sécurité publique qui ne le cède en importance qu'à l'aile provisoire de l'Armée républicaine irlandaise.
28. Barad et Robertson, p. 351.

Tribune libre

Commentaires, opinions et contestations

À propos de Starship Troopers – une polémique

Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, Vol. 5, N° 1,
Printemps 2002.

Le major Raymond Farrell, 2^e Régiment, Royal Canadian Horse Artillery, Petawawa, Ontario, écrit ce qui suit...

J'ai lu avec intérêt l'article de M. Ridler qui se portait à la défense de la science-fiction. Je suis tout à fait d'accord avec lui pour affirmer que la science-fiction est un genre littéraire qui vaut bien tous les autres, mais je ne crois pas pour autant que *Starship Troopers* doive figurer sur la liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre. Mes arguments n'ont rien à voir avec le livre lui-même, toutefois. C'est plutôt l'idée d'une liste d'ouvrages recommandés que je trouve épouvantable.

Dans son avant-propos, le chef d'état-major de la Défense décrit en ces termes la liste des ouvrages recommandés : « n'est pas exhaustive, [...] [mais plutôt] un point de départ pour améliorer la connaissance professionnelle ». C'est là une étrange prémissse. Ou bien les livres de la liste sont dignes d'être spécialement mentionnés ou bien ils ne le sont pas. S'ils ne valent pas la peine d'être mentionnés, pourquoi y figurent-ils? À ceux qui prétendent que les livres possèdent tous un certain mérite, je réclame le droit à la dissidence.

Certains pourraient argumenter que, dans tout domaine quel qu'il soit, il y a une certaine catégorie d'ouvrages précis qui sont manifestement meilleurs que tout autre livre jamais écrit sur le sujet. En premier lieu, il faut savoir que la pertinence ou la qualité d'un travail sont totalement subjectives. Pour ma part, je trouve que *Starship Troopers* est de la littérature affectée dont le contenu militaire est tout simplement insipide. Mais peu importe, M. Ridler et de nombreuses autres intelligentes personnes l'apprécient quand même. Plus fonda-

mentalement encore, il existe un trop grand nombre de bons bouquins dans le monde pour que l'on puisse commencer à tous les lire, même si l'on devait y consacrer toute une vie. Même si nous sommes tous d'accord sur les mérites des ouvrages de la liste A, il y a fort à parier que les listes B à Z renfermeraient un aussi grand nombre de bons titres. Pouvons-nous sérieusement avancer que *Anabasis* et *The Grand Strategy of the Roman Empire* sont sur tous les plans meilleurs que les centaines d'autres volumes rédigés sur la guerre antique? Qui pourrait honnêtement comparer parmi nous qui n'avons lu ne serait-ce qu'une fraction de ces ouvrages? En outre, notre liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre suggérant des livres provenant de toutes les sphères d'activités de l'humanité, de même que des sciences

technologique et militaire, il y a assez de noms pour constituer des bibliothèques entières. Aucun être humain ne pourrait tous les lire. En d'autres mots, les points de départ se valent tous.

Peut-être que comme point de départ encore plus facile, nous pourrions commencer par entrer dans une bibliothèque ou dans une librairie. D'autres pourraient préférer lire des critiques de livres, des bibliographies, ou écouter la recommandation d'un ami. Personne ne conteste l'importance d'un corps d'officiers bien instruits et riches de belles lectures. Comme professionnels, nous nous devons de combiner les lectures qui peuvent nous servir dans notre carrière avec les lectures qui n'ont pour but que notre plaisir personnel. Individuellement et collectivement, si nous acceptons notre responsabilité de tenir à jour et d'approfondir nos connaissances professionnelles, nous devrons alors certainement nous adonner à la lecture de nombreux ouvrages. La liste est sans fin.



Commentaire sur « Le leadership de l'avenir » par le sergent Jim Hill, Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, vol. 5, n° 1, p. 100 à 102.

Le capitaine Mike O'Leary, adjutant des Princess Louise Fusiliers, écrit..

Après avoir lu la dissertation du sergent Hill plusieurs fois, il m'est difficile de déterminer par où commencer afin de démanteler les faux raisonnements de son argumentation. Cet auteur est parti de la prémissse qu'il existe des dédoublements dans l'instruction d'habiletés techniques des officiers subalternes et des sous-officiers, y a jeté une portion libérale d'histoire et de culture militaire mal interprétée, puis a cousu grossièrement le tout avec une compréhension médiocre de l'importance relative des

rôles des officiers subalternes et des sous-officiers. Je peux seulement imaginer que cet article a été publié afin d'engendrer une discussion et de susciter la réfutation.

Le sergent Hill n'énonce pas ses conclusions en langage simple. Dans ce cas, je tenterai d'exposer les grandes lignes des idées qu'il semble communiquer :

- Le poste d'officier subalterne est superflu, aucunement nécessaire et s'avère un fardeau pesant qui

s'ajoute aux responsabilités tacites de commandement des sous-officiers supérieurs;

- il est viable d'axer sa carrière selon une voie unique en débutant à titre de simple soldat pour ensuite accéder au poste d'adjudant, puis de passer au grade de capitaine (au niveau d'expérience et de connaissance que l'on attribue à un commandant adjoint de compagnie ou officier d'état-major adjoint hors régiment) pour ensuite gravir les échelons d'officier et (potentiellement) devenir « commandant de la Légion. »

Quoique je ne puisse être aussi présomptueux et dénigrer le corps des sous-officiers de la même façon que le sergent Hill bafoue les officiers subalternes, j'avoue être offensé par son extrapolation quant à la culture militaire à partir de ses observations limitées faites du centre d'un plancher de manège militaire. En employant des généralisations et en essayant de faire passer les principes de son argumentation pour des faits évidents sans l'appui de références solides ainsi qu'en utilisant de références douteuses pour transmettre ses opinions personnelles, Hill force le lecteur à percevoir ses opinions pour des faits. S'il adhérait à ses arguments, il devrait peut-être trouver un poste d'observation au mess des officiers pour demander à un sous-officier supérieur de coordonner sa bataille.

Je dois admettre qu'il n'existe aucune riposte simple en ce qui a trait à la complexité de cette diatribe. Tellement de points méritent une réfutation que les prémisses de base de l'article de Hill se perdraient dans un marasme d'arguments historiques et philosophiques. Je tenterai d'adresser quelques points afin d'illustrer les faiblesses du travail du sergent Hill. Ainsi, le lecteur pourra passer en revue et réanalyser le restant de ce texte selon ses mérites (ou selon son absence de mérites).

Pourquoi y a-t-il des officiers subalternes? Pourquoi des jeunes âgés de 25 ans sont-ils responsables du commandement de pelotons/troupes

où l'on retrouve des sergents et des adjudants d'expérience? Quelques raisons me viennent à l'esprit. Le sous-officier est formé selon la tradition, l'habitude et de la même façon que l'an dernier. Cela ne veut pas pour autant dire que les sous-officiers manquent d'initiative, d'intelligence ou de souplesse d'esprit, mais bien que leur pain quotidien se trouve dans la stabilité et la continuité. On force le jeune officier à avaler la méthodologie des tactiques et de l'instruction et, simultanément, on s'attend à ce qu'il observe tout d'un œil critique, qu'il développe de nouvelles approches, qu'il comprenne les principes derrière les nouvelles technologies et qu'il intègre le tout de façon dynamique sans le bénéfice ou la friction de longues années d'expérience ou d'habitude. Encore, il ne faut pas présumer la promotion de stéréotypes ou de généralisations. Ce ne sont pas tous, disons peu de jeunes officiers, qui atteignent ce qu'on attend d'eux. Plusieurs n'y parviennent pas.

Présentement, l'embauche de commandants de troupes/pelotons âgés de 25 ans assure que l'officier bénéficie d'instruction, d'expérience et de connaissances lui permettant de devenir commandant d'une sous-unité à 35 ans et, possiblement, commandant d'unité avant l'âge de 45 ans. Cela permet d'assurer que les commandants de campagne retiennent un corps et un esprit rigoureux nécessaires pour mener les soldats au combat. Le plan du sergent Hill envisage que des adjudants de 35 ans soient commissionnés et apprennent à devenir responsables adjoints et officiers d'état-major. Cela donnerait des commandants de sous-unités âgés de 45 ans et des commandants d'unités de 55 ans. Heureusement, l'âge pour prendre sa retraite a été augmenté récemment.

Je doute de l'échelle salariale utilisée par le sergent Hill. Il soutient qu'un officier subalterne reçoit une meilleure solde. Une recherche rapide du RID confirme qu'il se trompe. Un sous-lieutenant de la Force régulière reçoit une solde de base de 3 359 \$ par mois et un lieutenant, 3 408 \$. Comparer ces données aux soldes de caporal - 3 497 \$ et d'adjudant - 4 476

S. L'échelle salariale de la Réserve est semblable. Les sous-lieutenants et les lieutenants gagnent respectivement 79,04 \$ et 103,78 \$ par jour à comparer au caporal qui récolte 97,72 \$ et à l'adjudant qui empoche 125,08 \$. Parallèlement, ces arguments qui soutiennent que les officiers jouissent de meilleures conditions de travail ont beaucoup moins de poids que Hill le présume.

Cependant, je dois prendre ombrage quant aux observations du sergent Hill en ce qui a trait à l'idée qu'un officier subalterne n'est, ni plus ni moins, le messager d'un adjudant. Il m'est difficile de choisir quelle idée me consterne le plus - la piètre compréhension de Hill quant au rôle d'un officier ou de penser qu'on ait mal employé les officiers subalternes, permettant ainsi de créer et de renforcer un tel point de vue. Même quand un officier subalterne dépend sur son sous-officier pour des questions techniques, par vertu d'un manque d'instruction ou d'expérience, ces deux devraient revoir les raisons qui les ont poussées à occuper leur rang s'ils s'imaginent que les rôles sont renversés. Tout soldat professionnel reconnaîtra qu'une des responsabilités des sous-officiers supérieurs est d'orienter et d'aider au développement des officiers subalternes. Les bons sous-officiers permettent de former de très bons commandants de sous-unités et d'unités. Les sous-officiers qui empoisonnent leurs responsabilités d'idées mal formées créent des officiers amers qui ne font pas confiance et à leurs sous-officiers et qui ne les apprécient guère. Je questionnerais les valeurs sur lesquelles se base l'éthique des sous-officiers de chaque unité où le comportement de soldats seraient de « vérifier auprès de l'adjudant de peloton pour confirmer que le commandant donne un ordre » puisqu'ils se sont dévoués à saper l'autorité de leurs officiers. Se fient-ils aussi au SMR lorsque le commandant de l'unité émet des ordres?

Le sergent Hill tente de démontrer que les officiers subalternes ne sont pas nécessaires en employant l'exemple d'un poste de commandement de batterie en mission de tir sans sous-officier. Tous les sous-officiers concernés

étaient qualifiés pour exécuter les tâches techniques d'une mission de tir et, dans le cas d'une simple batterie, ils étaient entièrement en mesure de mener des tâches de canonnier aussi techniques. Ce même poste de commandement ne transmettait probablement pas simultanément les tâches de tir et les données de l'observateur par l'entremise d'un « réseau régimentaire » ni les plans de tir en série à de multiples unités de tir en conjonction avec les autres batteries du régiment. Comme solution de rechange, si un poste de

commandement de batterie était doté d'officiers d'unité compétents, y aurait-il raison d'éliminer les corps des sous-officiers?

La structure de commandement à deux paliers n'encourage aucunement le gaspillage ni l'anachronisme, ce que le sergent Hill aimerait nous faire croire. Cette structure nous est chère. Elle est aussi une importante partie de l'Armée éprouvée au combat comme en garnison et joue un rôle essentiel pour ces deux groupes. Malgré que le sergent

Hill soutienne qu'il faudrait retourner à la structure de commandement employé par nos légionnaires n'ayant utilisé que de la technologie et des tactiques simples, les adjoints au commandement et les sergents majors de compagnie ne sont pas interchangeables, pas plus que leurs quartier-maîtres de compagnie et leurs officiers d'état-major affectés aux quartiers généraux.





Un officier et des soldats du régiment Carignan-Salières en marche entre 1665 et 1668

Formé en 1665 par la fusion de deux unités françaises plus anciennes, le régiment de Carignan-Salières a été la première unité régulière à servir au Canada. Après leur arrivée au Canada, les membres du régiment ont construit des forts le long de la rivière Richelieu et, en 1666, ont lancé deux expéditions contre les Mohawks qui, en 1667, a mené à une trêve entre les Iroquois et les Français. Une partie du régiment est retournée en France la même année et le reste est demeuré en garnison dans les forts sur le Richelieu. En 1668, à peu près 400 officiers et soldats sont retournés à la vie civile en Nouvelle France. (gracieuseté de Parcs Canada)



Des membres du corps provincial d'infanterie légère des Voltigeurs canadiens en marche en 1813

L'unité des Voltigeurs canadiens a été formée le 15 avril 1812, juste avant le déclenchement de la guerre de 1812. Formée sous la Loi sur la Milice du Bas Canada, les Voltigeurs étaient une unité régulière financée par la province du Bas Canada et formée de soldats à temps plein. Elle ne faisait pas partie de l'effectif régulier de l'Armée britannique. Entre 1812 et 1814, des compagnies de Voltigeurs ont servi au Bas et au Haut Canada et ont participé à plusieurs batailles, dont les attaques britanniques lancées en 1813 sur Sacket's Harbor, Châteauguay et la ferme Crysler. L'unité a aussi participé à la campagne malheureuse de Plattsburg en 1814. L'unité a été démantelée le 24 mars 1815. (gracieuseté de Parcs Canada)